UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01434835 3

NFIC

# La
# Cour de Napoléon III

# OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

## ROMANS

**Jules Fabien** (5e édition) . . . . . 1 vol.

**Mademoiselle Ninon** (4e édition) . . . . . 1 vol.

**Après l'Amour.** — Illustré par Fernand Fau (6e édition). . . . . 1 vol.

**Le Roman d'un Prince** (3e édition). . . . . 1 vol.

## HISTOIRE

*LE SECRET D'UN EMPIRE :*

**L'Impératrice Eugénie** (7e édition) . . . . . 1 vol.

*EN PRÉPARATION :*

**L'Empereur.** . . . . . 1 vol.

**La Société parisienne sous le second Empire** 1 vol.

*LE SECRET D'UN EMPIRE*

# La Cour de Napoléon III

PAR

PIERRE DE LANO

*4e ÉDITION*

PARIS

VICTOR-HAVARD, ÉDITEUR

*168, Boulevard Saint-Germain, 168*

1892

Droits de traduction et de reproduction réservés.

*Il a été tiré à part vingt exemplaires numérotés sur papier de Hollande* (1 à 20)

LIBRARY
JAN 15 1963
UNIVERSITY OF TORONTO

123973

DC
280
.4
L3
1892

# LA
# COUR DE NAPOLÉON III

---

## I

### ÉPAVES IMPÉRIALES

Lorsque je publiai, récemment, mon livre : *l'Impératrice Eugénie*, je fis remarquer combien il est difficile d'écrire l'histoire du Second Empire et combien, d'autre part, est grande la curiosité qu'éveillent, dans le public, les hommes, les femmes et les choses qui s'y rattachent.

En vérité, je ne pensais pas que faire connaître au lecteur ce monde des Tuileries, sur lequel il semble que, depuis sa disparition, un voile ait été jeté, pût aussi présenter quelque danger.

C'est ainsi, pourtant, et, quand le *Figaro* commença d'insérer, il y a quelques mois, ma seconde étude sur l'époque impériale, intitulée : *la Cour de Napo-*

*léon III*, je m'aperçus que la société bonapartiste était fort hostile à mon nom, que des colères, que des menaces même me guettaient.

J'avais été averti que mes révélations sur l'Impératrice Eugénie, que les documents inédits que j'avais publiés à l'appui de ces révélations avaient, dans la société spéciale dont je parle, provoqué quelque surprise, jeté quelque désarroi et fait naître quelque courroux.

Cependant, ces divers sentiments n'avaient eu jusqu'alors qu'un caractère tout platonique, et je n'avais pas jugé utile de m'en préoccuper. Mais, dès la publication du premier chapitre de la *Cour de Napoléon III*, ils se manifestèrent avec une telle violence qu'il ne me fut plus possible de paraître les ignorer.

Je ne sache point, en effet, d'œuvre qui ait soulevé autant de discussions, qui ait valu à son auteur autant d'injures comme autant de louanges, qu'on me permette de le dire, à l'exclusion de tout sentiment vaniteux, que celle que j'offre aujourd'hui au lecteur.

La grande publicité qui a été donnée aux extraits de cette étude, dans le *Figaro*, provoqua sans doute ces attaques, ces outrages.

Je les mentionne et les relève, non sans quelque émotion.

Un volume est une chose animée ; il a son histoire, et l'écrivain, dans sa sincérité, éprouve quelque joie, quelque consolation à enregistrer les diverses ex-

pressions de sa vie — tel le père marque et retient les bégaiements de satisfaction ou de tristesse inconsciente de l'enfant qui entre en sa maison.

Ainsi que je le dis en un chapitre de ce livre, la société impérialiste, qu'un silence relatif protégeait dans son passé, depuis la chute de Napoléon III, est réfractaire à toute révélation, à toute vérité se rattachant à ce passé.

Naguère, en de frénétiques plaisirs, en des joies extrêmes, elle oubliait tout ce qui ne l'intéressait pas directement, et, dans l'autoritarisme qui s'imposait à la pensée, à la presse, elle se savait utilement oubliée. Elle ne peut admettre, maintenant, qu'on exhume les souvenirs qui dorment sous la terre qui a été sienne, elle ne peut supporter qu'on la blâme de son imprévoyance, de sa frivolité, de son indifférence patriotique même, et lorsqu'un écrivain se permet de déchirer l'enveloppe dont elle se couvre, pour mourir ignorée et tranquille, se sentant coupable et laide aux yeux du peuple, elle crie à la calomnie, à l'injustice, à la profanation.

Je ne suis pas le seul auteur qui ait écrit sur le Second Empire, mais je suis le seul peut-être qui ait, jusqu'à présent, mis en relief, avec des documents inconnus, la physionomie de la cour des Tuileries, le seul qui, sans afficher la prétention d'avoir inventé ou découvert le Second Empire, ainsi que les

hommes qui l'ont servi, ait donné de cette période historique et des personnalités qui l'ont traversée, une narration aussi complète, aussi intime que celle que je publie. De là une colère, parmi les survivants de la cour, dont je supporte tout le poids.

La société impérialiste a fait quelque succès à des livres doucereux et louangeurs, apologistes systématiques et sciemment mensongers de l'Empereur, de l'Impératrice et des personnages qui les entouraient. Elle s'est habituée à la caresse de ces livres, et lorsque les miens sont venus, elle a éprouvé un amer étonnement.

Je n'ai, je le confesse, nullement cherché à provoquer cet étonnement.

Placé, par un hasard heureux, pour être bien renseigné sur les faits publics ou intimes du Second Empire, muni de papiers historiques fort précieux, j'ai simplement, et dans toute l'impartialité et dans toute l'indépendance qui me sont propres, utilisé les documents qui m'étaient apportés, les renseignements, les notes, les mémoires qui m'étaient communiqués, et, s'il ressort de cette accumulation de débris historiques que les hommes et que les femmes des Tuileries ne furent point sans péché, je ne saurais accepter pour mon œuvre la qualification de pamphlet, pour moi-même l'accusation d'avoir falsifié l'Histoire.

Les grossières indignations des uns, les réclama-

tions financières des autres, les menaces même de l'ambassade d'Autriche, ne sauraient, ici, donner le change au public, et, dans le premier chapitre de ce livre, étant chez moi et libre, je n'hésite pas à opposer, aux propos intéressés, aux affirmations fantaisistes, le démenti le plus net.

Un fait bien curieux, comique et attristant à la fois, s'est produit au sujet de la publication de l'*Impératrice Eugénie* et de la *Cour de Napoléon III*.

Chaque fois que la presse bonapartiste a pensé que ma narration était à l'avantage de ses sympathies, elle s'est empressée de lui emprunter des extraits, en les accompagnant de commentaires fort élogieux.

La presse bonapartiste s'est méprise, évidemment, sur mes sentiments. Elle a, tout d'abord, cru voir en moi une recrue politique ou littéraire. Mais, dès qu'elle a été convaincue que je n'étais qu'un écrivain impartial, indépendant, hors de toute attache, non compromis dans la promiscuité de ses coteries, elle s'est révoltée et, avec la même force qu'elle avait mise à louanger certains chapitres de mes études, elle a blâmé ceux qui ne lui plaisaient plus.

Il serait puéril de relever cette contradiction, cette expression d'une mauvaise foi insigne, si, vraiment, je n'avais quelque droit, dans la circonstance qui m'occupe, à rappeler la presse bonapartiste à la plus élémentaire reconnaissance.

N'ai-je point détruit, en effet, certaines erreurs, cer-

taines calomnies qui salissaient — et non sans apparente raison — la figure de l'Impératrice Eugénie? Ai-je hésité, dans le souci de vérité qui m'obsède, à rejeter dans le domaine de la légende cette longue théorie d'amants que l'opinion publique, que des écrivains même fort distingués et sérieux, attachaient aux pas de la souveraine?

Si j'avais été un pamphlétaire, il m'eût suffi de laisser dans le silence ces imputations, ces particularités intimes de la vie de l'Impératrice, et mon mutisme, en ce cas, et mon indifférence voulue eussent été plus éloquents et plus péremptoires que la calomnie même.

La presse bonapartiste n'a pas compris le sentiment chevaleresque qui m'a guidé. Elle m'a injurié comme elle injurie quotidiennement ses adversaires, ne pouvant se résoudre à abandonner ses procédés de coup d'Etat, ses façons de garde-chiourme qui, peut-être en un temps, ont eu l'attrait d'une curiosité, d'une monstruosité foraine, mais qui n'émeuvent plus actuellement, qui détournent de la cause qu'elle défend avec tant de maladresse, la jeunesse intelligente, studieuse et amoureuse de liberté.

En vérité, les impérialistes sont bien fondés à se plaindre qu'on ne trouve pas que dans le meilleur des Empires tout ait été pour le mieux, que l'on critique cette cour des Tuileries qui ne sut que rire et que folâtrer, qu'aucune noble pensée n'anima ja-

mais, alors que, chaque jour, leurs journaux déversent sur le gouvernement de la République, ainsi que sur les hommes qui le représentent, leurs outrages et leurs brutalités.

Les impérialistes s'indignent et réclament alors qu'on parle de la légèreté de l'Impératrice, des qualités amoureuses des femmes qui l'entouraient, des petits jeux de la cour et des maîtresses de l'Empereur, mais ils trouvent spirituel et naturel d'insulter les ministres républicains, de ne respecter ni leurs femmes ni leurs enfants, et de ne désigner cette République qui leur est si tolérante que par ce mot : *la Gueuse*.

Je ne fais point, ici, de polémique, de politique, mais je le demande à tous les hommes de bonne foi : qu'eussent dit, sous l'Empire, ceux qui s'élèvent avec tant de violence contre mon œuvre, si un écrivain s'était ainsi oublié dans l'injure ? Ils auraient réclamé son envoi dans une colonie pénitentiaire, à défaut de la fusillade.

Nous sommes en des temps plus calmes et plus sobres de représailles.

Un journal, l'*Autorité*, dont je m'occuperai plus complètement au cours de ce chapitre, a osé dire que mon récit sur le Second Empire n'était fait que de racontars sans contrôle, et s'est élevé tout particulièrement, en prenant pour point d'appui, dans

sa discussion, une lettre de la très indulgente Mme Carette, contre les passages de mon œuvre concernant l'intimité de la cour, les jeux qui se pratiquaient dans le personnel des Tuileries, et les intrigues qui agitaient, qui troublaient la société impériale.

Or, je jette cette question devant le public et je l'oppose à la querelle que l'on m'a cherchée :

Les lettres de MM. le général Fleury, Caro, Walewski, Charles Edmond que j'ai publiées dans l'*Impératrice Eugénie*, et qui sont relatives au monde officiel aussi bien qu'au monde de salon des Tuileries, sont-elles inspirées par un esprit malveillant aux institutions bonapartistes et ne confirment-elles pas mon récit? Les lettres, encore, de MM. Rouland, Magne, de Metternich, contenues dans mon précédent volume et dans le présent, ne s'accordent-elles pas pour montrer quelle division existait dans la société qui fréquentait les Tuileries, quelle légèreté, quelle incorrection s'imposaient, dans une fatalité incompréhensible, à chacune des paroles, à chacun des actes de cette société?

J'ai dit que des amusements plus qu'osés étaient en faveur à la cour et, aussitôt, les survivants du monde impérialiste ont bruyamment protesté contre mes affirmations.

Or, un ancien familier des Tuileries, un ancien diplomate attaché au cabinet de M. le marquis de

Moustiers — M. le comte de Maugny — a fait un livre sur le Second Empire « dans un esprit bienveillant » — ce sont les expressions dont il se sert dans sa préface. Ce livre a paru avant les miens et aux pages 69, 70 et 71, je relève les lignes suivantes, qui témoignent que je n'ai rien exagéré et que si M. de Maugny n'avait point été un « bienveillant » nous eussions pu apprendre d'assez drolatiques choses.

« L'Empereur, dit-il, préférait habituellement la conversation et faisait sa cour aux femmes les plus jolies et les plus spirituelles. Il allait s'asseoir successivement à côté de chacune d'elles et, tout en causant avec sa voisine, il interpellait, par-ci par-là, celles qui passaient ou qui se trouvaient à portée de son regard et de sa voix. Rien d'amusant comme le petit manège des grandes coquettes pour attirer son attention. J'en ai vu qui changeaient de place dix fois en cinq minutes, et qui le suivaient du coin de l'œil des heures entières pour arriver à temps sur son passage. »

Chaque mot de cette page ne serait-il pas à souligner et dans la malveillance dont on m'accuse, ai-je jamais été aussi net que M. de Maugny, sur l'attitude des femmes qui briguaient les faveurs de Napoléon III ? Et que penser de ces femmes qui, en cinq minutes, changeaient plus de dix fois de place pour se trouver devant l'Empereur, qui le suivaient, qui s'attachaient à sa chair, dans un désir éhonté et non caché de lui

appartenir — que penser de leur tenue, en cette cour, tenue qui n'eût point été tolérée une seconde dans le plus humble, dans le plus bourgeois des salons ?

Mais M. de Maugny s'exprime avec trop de vérité, appuie trop bien mon récit pour que je ne le cite point encore.

« Après le départ de l'Empereur et de l'Impératrice, continue-t-il, qui se retiraient avant minuit, les hommes faisaient encore de longues séances au fumoir. De plus, certaines coteries d'un chic suprême se réunissaient en catimini dans l'appartement particulier de l'une ou l'autre de ces dames, jusqu'à des heures indues, et ces arrière-soirées, d'un caractère essentiellement privé, ne manquaient ni de gaieté, ni de saveur. Je crois même me souvenir que quelques-unes d'entre elles furent prodigieusement folâtres... — Soyons discrets. Voilà pour l'ordinaire. »

Ces lignes ne donnent-elles pas le droit de tout supposer, de tout admettre de la part des courtisans et des courtisanes qui entouraient les souverains ? Et ces soirées prodigieusement folâtres sur lesquelles M. de Maugny se fait discret, ne nous apparaissent-elles pas comme des nuitées de maison publique ? — C'était là l'*ordinaire* des plaisirs de la cour, ajoute le narrateur. Que pouvait être l'extraordinaire de ces plaisirs ?

Je demande pardon au public du ton peut-être

sévère que je mets dans ce chapitre et qui, on le reconnaîtra, n'est point habituel à ma plume. Mais sachant que j'ai été attaqué avec un extrême acharnement, il comprendra que je me défende et que je prouve la sincérité de l'œuvre que je lui offre.

Je le déclare, en toute franchise, avec toute la loyauté que j'apporte dans mes travaux, je voudrais demeurer calme en présence des dénégations intéressées, des outrages commandités, mais je ne puis me résigner à un silence qui pourrait être pris pour de la crainte, pour de l'impuissance.

Il faut qu'on le sache, je ne me déroberai jamais aux menaces — et les menaces sont nombreuses que m'a values mon récit — et je ferai tête, toujours, à la meute des aboyeurs avec la même énergie qu'ils mettront à me poursuivre.

A vrai dire, les rodomontades de M. Paul de Cassagnac, les rêves haut cotés de M. le duc de Morny, me troublent peu. Mais je ne les laisserai jamais passer sans y répondre, sans les marquer de mon encre, sans les stigmatiser d'une déchirure ineffaçable.

A M. Paul de Cassagnac, ce capitan politique, qui n'a jamais effarouché que les timides, que tous les partis conservateurs ont employé, que tous rejettent aujourd'hui, je dénie le droit du critique même — le droit de parler en moraliste.

A M. le duc de Morny — cet ex-roi de la Gomme — ce mondain insignifiant qui sait mieux la science

des cosmétiques que celle de l'orthographe, qui naguère mit tous ses soins à s'enjuponner, à se faire épiler et qui n'est point encore revenu de cette émasculation, je dénie l'autorité, l'instruction même nécessaires pour me donner des leçons d'histoire.

Ces deux hommes — épaves d'Empire — sont les inspirateurs volontaires ou involontaires, les complices des soudards ivres, des revenants des tueries populaires qui, durant tout le temps qu'a eu lieu la publication des extraits de ce livre, m'ont assailli de lettres ordurières, menaçantes, anonymes.

Je n'ai point à discuter avec eux, je n'ai qu'à faire justice de leur outrecuidance, de leur besogne impudente et c'est à cette tâche que je vais consacrer quelques-unes des pages suivantes — le public étant juge et restant libre dans son appréciation.

Les premières hostilités publiques qui furent dirigées contre mon œuvre et contre ma personne — laissant de côté des attaques de presse — eurent pour auteur M. de Baulny, gendre de M. Rouher, et pour prétexte l'un de mes articles sur le prince Napoléon.

Sur un renseignement fantaisiste, la *Gazette de France*, en reproduisant mon article, ayant dit que mon nom servait de pseudonyme à M. de Baulny, ce dernier, très ému, paraît-il, se rendit au journal et réclama l'insertion d'une note ainsi conçue :

« Nous recevons de M. le baron Christian de Baulny une lettre dans laquelle il déclare qu'il est complètement étranger à l'article du *Figaro*, signé Pierre de Lano, que nous avons reproduit, et dans lequel le caractère si noble de l'impératrice Eugénie est jugé d'une manière absolument fausse. »

Cette note m'ayant été communiquée, je trouvai naturel que M. de Baulny déclinât toute responsabilité dans une chronique dont il n'était ni l'auteur ni l'inspirateur, mais je trouvai, également, qu'il sortait de la réserve qui lui était imposée, en commentant mon article et en s'inscrivant en faux contre mes affirmations.

Je réclamai, à mon tour, de la *Gazette de France*, la publication d'une note et dans le numéro du 25 mars 1891, cette note paraissait, en réponse à celle de M. de Baulny. La voici :

« Nous recevons de M. Pierre de Lano une communication dans laquelle il déclare qu'il n'a rien de commun avec M. de Baulny (gendre de M. Rouher) en ajoutant qu'il maintient l'exactitude des anecdotes, puisées aux sources les plus authentiques, qu'il a contées dans le *Figaro* et que la *Gazette* a reproduites. »

Cet incident semblait terminer, lorsque le journal *la Patrie* qui, cependant, à diverses reprises avait, en me décernant des éloges, reproduit mes articles sur le Second Empire, le réveilla et l'envenima en s'atta-

quant, non plus seulement à mon œuvre, mais à ma personne.

Je répondis à la *Patrie* en lui rappelant que, naguère, elle me témoignait quelque amabilité — à une époque où je rencontrais souvent son Directeur dans un salon voisin de la Madeleine.

Je ne mentionne, d'ailleurs, cet incident que pour mémoire.

Mais puisqu'il a plu à M. de Baulny de prendre vis-à-vis de moi une attitude agressive, me permettra-t-il de lui demander s'il a connaissance d'un fait qui pourrait singulièrement atténuer la bonne opinion qu'il professe au sujet de la générosité de l'impératrice Eugénie?

Ce fait est intimement lié à la vie de son beau-père, M. Rouher, et se rapporte à une réclamation que l'Impératrice, par l'intermédiaire de l'ex-vice-Empereur, faisait adresser à son neveu le duc d'Albe.

Il est simple et peut être dit en deux mots : le duc d'Albe devant deux termes de loyer à l'Impératrice et ne pouvant les payer, l'ex-souveraine n'hésita point à lui envoyer un huissier pour le forcer à s'acquitter envers elle. Ce fut M. Rouher qu'elle chargea de liquider cette affaire et, par une lettre en date du 15 juillet 1875, l'ancien ministre formula les exigences de l'Impératrice.

Je tiens cette lettre à la disposition de M. de Baulny.

Il me paraît difficile qu'il en détruise la saveur par une note rectificative.

Lorsqu'eut lieu, dans le *Figaro*, la publication de la *Cour de Napoléon III*, ce fut contre moi une clameur dans le clan des anciens familiers des Tuileries et dans celui, aussi, de leurs rejetons. Parmi ces derniers, M. le duc de Morny se fit remarquer par une attitude plus militante, plus hostile.

Je demande, ici, la permission de répondre, en quelques mots, à sa morgue hautaine de jeune seigneur régnant chez les rastaquouères.

M. de Morny, dont le nom s'écrit en un seul mot, selon l'almanach de Gotha (page 366, *Charles-Auguste-Louis-Joseph* DEMORNY) et selon l'acte de naissance de son illustre père, publié par le journal *Paris*, M. de Morny, laissa, un jour, tomber de sa dédaigneuse bouche cette précieuse phrase qui me concerne :

— Qu'est M. de Lano? Je l'ignore. On m'assure que ce nom n'est pas un pseudonyme, que ce monsieur existe en chair et en os.

En vérité, à l'époque où M. de Morny m'ignorait, je le connaissais, et j'eusse pu dire qui il était dans un autre style que celui de la Cuisine Bourgeoise, dont il se sert à merveille.

Je savais que M. de Morny avait, jadis, au temps de son célibat quelque peu carnavalesque et tapageusement public, tenu dans les cercles parisiens,

l'emploi d'éphèbe et avait fait montre d'habileté et d'élasticité en exhibant ses formes émasculées; je savais qu'un jour il avait joué, à la ville, le rôle d'un Antony au rebours et qu'il avait aux mains un peu du sang de la pauvre fille — M^lle^ Feyghine, de la Comédie-Française — qui s'était tuée chez lui. Je savais qu'il avait essayé d'être élu député et que ce passé qu'il traîne derrière lui, passé fait de poudre de riz et de blague tragique, ne lui avait point permis de réaliser son désir.

Mais ce que j'ignorais, moi aussi, c'est qu'il voulût se refaire une virginité d'homme grave et raisonnable. Il a tenté l'expérience en s'attaquant à ma personne. Cette expérience ne lui a pas réussi et je doute qu'il ait l'envie de la recommencer.

Cette évocation d'un temps où la Chronique scandaleuse enregistrait ses prouesses, lui agréera-t-elle? M. de Morny a toujours eu du goût pour la publicité et à l'heure où il fait paraître la correspondance de son père — mémoires qui n'eussent présenté de réelle curiosité qu'à la condition d'être sincères, mais qu'en fils pieux, il se gardera bien de ne point expurger à la grande déception du public — à l'heure, dis-je, où il livre au lecteur quelques souvenirs de son père, M. de Morny ne sera point trop, sans doute, contrarié de la réclame que je lui fais, ici, gratuitement. On sait que les questions pécuniaires ne sauraient le trouver indifférent.

Un mot encore.

Si M. de Morny douta, un moment, que je fusse « en chair et en os », j'ose croire qu'aujourd'hui il est fixé sur la nature de mon individu.

Un incident très curieux et qui ne fut point révélé aux lecteurs, marqua la publication de la *Cour de Napoléon* III, dès son début. Mme de Metternich réclama. Faisant agir le Gouvernement Austro-Hongrois, ordre était transmis à l'Ambassade d'Autriche, à Paris, d'avoir à s'interposer pour qu'il ne fût plus question de la princesse dans mon ouvrage.

En l'absence de M. le comte Hoyos, ce fut M. le comte Zichy qui se chargea de cette mission et qui fit savoir les volontés de Mme de Metternich.

Je trouvai le procédé employé par ces étrangers quelque peu violent et autoritaire, mais je l'excusai presque en songeant que Mme de Metternich qui avait vu tant de ses désirs exaucés aux Tuileries, n'agissait que dans une sorte d'habitude et d'inconscience, surtout, de la situation présente.

Mme de Metternich, par la voie de l'Ambassade d'Autriche, menaçait, et je dus m'incliner devant des exigences officiellement exprimées.

Je savais que la publication des lettres de M. le prince de Metternich, sur l'affaire du Mexique, publication faite précédemment dans mon livre *l'Impératrice Eugénie*, avait fort indisposé Mme de

Metternich contre moi et, il y a quelque temps, on me rapportait le propos suivant qu'aurait tenu la princesse, sur mon compte, à la lecture de mon volume :

— Si la République n'existait pas là-bas, si la France avait demain un gouvernement honnête, comme on *l'emballerait* celui-là !

Je suis vraiment désolé de ne pouvoir changer le gouvernement de mon pays pour être agréable à Mme de Metternich. La phrase qu'elle m'a consacrée est tout à fait charmante et digne de l'ancienne meneuse des plaisirs de la cour des Tuileries. Mais me permettra-t-elle de lui demander pourquoi le gouvernement actuel de la France ne lui paraît point honnête ? Il me semble que ce mot « honnête » s'écarte un peu de son sens dans la bouche de la princesse. Le comprit-elle même jamais ?

Mais c'est là un détail sans importance. Il est un autre mot de Mme de Metternich qui mérite plus d'attention.

Lorsque l'incident dont je parle se produisit, l'Ambassade d'Autriche fit insérer dans quelques journaux une note dans laquelle il était dit que Mme de Metternich « aima passionnément notre pays. »

Pour complaire à une femme, je comprends que l'on feigne d'admettre bien des invraisemblances. Cependant, ici, je ne puis, sans protester, enregistrer l'affirmation dont il s'agit.

M^me^ de Metternich n'aima en aucune époque, ni la France, ni les souverains qui régnaient aux Tuileries. J'ai rapporté, dans l'*Impératrice Eugénie*, le mot sanglant qu'elle eut un jour, à Fontainebleau, au sujet de la compagne de Napoléon III : — « Mon impératrice, à moi, est une vraie impératrice — la vôtre n'est que M^lle^ de Montijo. » — J'ai rapporté le rôle qu'elle tint, avec tant d'énergie, dans l'affaire du Mexique, l'attitude encore qui fut la sienne au moment de la déclaration de guerre à la Prusse ; il est un mot — celui que j'indiquais, plus haut — qui la peint mieux et pleinement, dans les sentiments qu'elle nourrissait à notre égard.

Ce mot est abominable, atroce, mais peu surprenant, tombant de cette même bouche qui disait : — « On s'embête chez l'Empereur. »

Or donc, lorsque la guerre fut décidée, M^me^ de Metternich obsédée, à l'imitation de l'Impératrice, par un besoin sans cesse nouveau de sensations neuves, dans la peur de « s'embêter » sans doute, s'écria, dans un entretien qu'elle eut avec l'une des femmes de la cour, dans une discussion, plutôt, qui n'était point sans mettre en cause son attitude indifférente :

— C'était trop toujours la même chose, ici, après tout. Il fallait du changement. On va donc, enfin, avoir de la « *distraction* ».

Puiser de la distraction, dans la terre sanglante

des champs de bataille, dans la détresse des mères, des sœurs, des femmes et des fiancées, dans la chute certaine, même, de cet Empereur et de cette Impératrice qui l'avaient si généreusement accueillie, dans l'écroulement de tout un peuple dont elle avait été l'hôte tolérée, c'est là ce que Mme de Metternich appelle « aimer passionnément la France. »

Il me paraît inutile et pénible d'insister sur un tel sujet.

Mme de Metternich fut, je l'ai dit, le génie dissolvant de la cour de Napoléon III. Elle apprit aux femmes à ne plus rougir, aux hommes à tout oser, et nos désastres ne lui enlevèrent point un atome de sa sérénité, de sa « blague » faubourienne et voulue.

Mme de Metternich est une femme, me dira-t-on, et doit être ménagée.

Ma réponse sera nette : Mme de Metternich est une femme, oui; mais une femme politique qui appartient, corps et âme, à l'Histoire. Or, l'Histoire n'a que faire de galanteries vaines, de mondanités hypocrites. — Les femmes, d'ailleurs, sous le Second Empire, furent néfastes à la France et ce serait duperie de leur accorder trop d'indulgence.

Il est bien entendu que je ne relève, dans ces pages, que les incidents qui ont eu pour auteurs des personnalités en vue soit dans la politique, soit dans la société mondaine de l'ancienne cour.

Conformément à la règle que je me suis tracée, je mentionnerai donc l'intervention assez plaisante de M. Tristan Lambert.

M. Tristan Lambert, prenant des moulins pour des géants — c'est-à-dire ne comprenant pas un mot de ce que j'écrivais ou tronquant à dessein ma narration, me donna la charge dans un journal de province et son article fut reproduit, à Paris, par l'*Univers*.

Je ne sais quelle salade — qu'on me pardonne cette expression — de Pape, d'Empereur, d'Impératrice, de prince Jérôme, de duc de Morny, d'Allemands et d'Italiens il me servit; mais ayant eu un instant l'envie de répondre à l'article, pour rétablir un peu d'ordre dans les propres idées de son auteur même, en relisant le dit article, un fou rire me prit et j'abandonnai ma plume.

M. Tristan Lambert doit beaucoup à l'Empire, son père ayant occupé un emploi dans la vénerie. Il a été lui-même l'ami très dévoué du Prince Impérial et je ne saurais lui reprocher de défendre ceux qui seraient en droit de réclamer sa reconnaissance.

Mais je lui demande de ne point pousser cette reconnaissance jusqu'à m'accuser, lorsque je traite une question d'histoire moderne que j'ai, sans doute, étudiée mieux et avec plus d'indépendance que lui, d'être mal renseigné.

Faut-il lui fournir une preuve de la sincérité de mes récits ?

M. Tristan Lambert ne me connaît pas, je n'ai pas davantage l'honneur de le connaître, et cependant, comment l'aventure suivante dont il fut le héros, qui n'eut pour témoin que le Prince Impérial, fait-elle partie de ma collection d'anecdotes ?

On sait que pendant son séjour en Angleterre, après la guerre, le Prince recevait des amis de France et que, parmi ces amis, se trouvait fréquemment M. le baron Tristan Lambert qui avait voué au fils de Napoléon III une sorte de culte.

Or, le Prince Impérial qui savait son compatriote fort chatouilleux sur le chapitre de la galanterie, résolut, un matin, de lui jouer un tour de sa façon.

A l'heure où il savait que son ami faisait son habituelle promenade dans une sorte de parc non loin de Camden-Place, il revêtit des vêtements de femme et se mit à sa poursuite.

Il ne tarda point à le découvrir sur un banc, à demi caché par le feuillage. Il s'avança vers lui, très voilé, donnant à sa tournure des airs provocateurs, et il s'assit auprès de lui.

M. Tristan Lambert se recula. Le Prince se rapprocha encore. Puis, d'une voix câline, bravant les regards soupçonneux du baron, il lui adressa la parole — comme une déclaration.

M. Tristan Lambert, se redressant alors, s'écarta en

hâte de sa pseudo-tentatrice ; mais un éclat joyeux le retint à sa place et il reconnut le Prince qui fut heureux, pendant tout le jour, de cette plaisanterie.

L'anecdote n'a rien de désobligeant pour mon contradicteur. Elle est tout à l'avantage d'une vertu que je lui souhaite de posséder encore intacte et comme je le sais honnête homme, je suis certain qu'il ne la démentira pas.

J'arrive, enfin, à l'incident Cassagnac, l'un des plus importants de cette série.

Le journal de M. Paul de Cassagnac, l'*Autorité*, dans son numéro du 16 septembre 1891, publiait une lettre de Mme Carette contenant un paragraphe relatif à la *Cour de Napoléon III*, alors en publication dans le *Figaro*.

Ce paragraphe était ainsi conçu :

Quelques pages envenimées ne sauraient porter atteinte à la dignité des femmes qui formaient l'intimité de la cour et dont la plupart portaient les noms les plus honorés, les plus glorieux de la France moderne.

De son côté, l'*Autorité* faisait suivre cette lettre du commentaire suivant :

Nous n'ajouterons qu'un seul mot pour regretter que le *Figaro* accueille, sans contrôle, des racontars de la nature de ceux contre lesquels proteste Mme Carette et qui fourmillent dans l'étude de M. Pierre de Lano sur la cour de Napoléon III.

Si je n'avais eu à répondre qu'à Mme Carette sur la vertu des femmes des Tuileries, vertu tellement blasonnée, paraît-il, qu'elle en devient invulnérable, je me serais contenté de la renvoyer à la lecture du livre de M. le comte de Maugny dont je parlais précédemment, de M. le comte de Maugny qui fut un habitué des fêtes des Tuileries et des ministères et que Mme Carette compte, sans doute, au nombre des amis du régime déchu. Mais le commentaire du journal ne me permettait plus de dédaigner l'attaque dirigée contre moi.

Ayant eu la rare bonne fortune, parmi les écrivains modernes, d'être le premier à publier des lettres de l'Empereur, de l'Impératrice et des divers personnages de leur entourage, je ne pouvais, sans protester, entendre que l'on qualifiât de racontars sans contrôle, non seulement mes récits, mais surtout l'ensemble des documents que j'avais offerts au public.

J'adressai donc à l'*Autorité*, la lettre suivante, comptant sur la bonne foi de ce journal pour l'insérer :

Paris, le 17 septembre 1891.

*A Monsieur le Directeur ou à Monsieur le Gérant du journal* l'Autorité.

Monsieur,

On me communique le numéro de l'*Autorité* du 16 septembre qui contient une lettre de Mme Carette, faisant allusion à mes chroniques sur le Second Empire, et que suit

un commentaire traitant de racontars sans contrôle les documents et les notes que je publie.

Mme Carette ne peut, dit-elle, laisser affirmer qu'elle se trompe, lorsqu'elle écrit sur la cour des Tuileries. J'ai le même souci pour mes travaux, et, aux termes de l'article 13 de la loi sur la liberté de la presse, ayant été mis en cause dans votre journal, je vous prie d'accueillir la déclaration que voici :

J'ai publié une centaine de lettres signées de l'Empereur, de l'Impératrice, des ministres du Second Empire, de M. de Metternich, du prince Napoléon, du général Fleury, etc., concernant les divers événements mondains et politiques du règne de Napoléon III.

J'ai publié des notes provenant de la succession d'hommes d'Etat ayant occupé, sous l'Empire, de hautes fonctions politiques, ou appartenant à d'anciens familiers de la cour.

Je possède, actuellement, un volumineux dossier renfermant des papiers signés de toutes les personnalités en vue aux Tuileries.

Mme Carette, que je n'ai jamais nommée et qui m'attaque bien mal à propos — je lui répondrai mieux, d'ailleurs, dans la préface d'un prochain livre — et vous, Monsieur, mettrez-vous en doute l'authenticité de ces notes et de ces documents?

Si non, tout est bien.

Si oui, je n'ai qu'une réponse à vous faire : je les tiens à votre disposition absolue, au cas où il vous agréerait de les venir contrôler chez moi.

Mme Carette voit les choses du passé au travers de son rôle très restreint de lectrice de l'Impératrice, et vous, Monsieur, trop peut-être au travers de vos anciennes sympathies.

Etant indépendant, je me sers, avec impartialité, des do-

cuments qui me sont fournis et s'il y a, dans cette question, quelque équivoque, quelque tromperie intéressée — ce sont mes *pages envenimées* qui s'adressent ici à Mme Carette — cette tromperie, cette équivoque, ne sont pas de mon côté.

Veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Contre mon attente, M. de Cassagnac n'accueillit point ma rectification. Je me décidai, alors, à la lui envoyer par ministère d'huissier.

Furieux d'être obligé, sous peine d'une amende de cinquante à cinq cents francs, de publier mon démenti, M. de Cassagnac prit sa plume des grands jours et me dédia l'un de ses articles les plus grossiers, les plus épileptiques.

A titre de curiosité et pour bien prouver à M. de Cassagnac que ses outrages, que son vocabulaire d'antichambre me touchent peu, je donne ici cet article intitulé : *Aux Tuileries.*

Nos lecteurs n'ont certainement pas oublié une lettre que m'adressait tout dernièrement Mme Carette, ancienne lectrice de l'impératrice Eugénie et qui protestait avec une légitime indignation contre une publication faite par le *Figaro* et signée de M. Pierre de Lano.

Dans cette lettre se trouvait le passage suivant, qu'il est utile de rapporter :

« Quelques pages envenimées ne sauraient porter atteinte à la dignité des femmes qui formaient l'intimité de la cour et dont la plupart portaient les noms les plus honorés, les plus glorieux de la France moderne. »

L'alinéa que nous venons de citer, visait certains chapitres des prétendus souvenirs de M. Pierre de Lano sur le Second Empire et dans lesquels étaient racontées des choses aussi nauséabondes que mensongères.

Ainsi, il y était dit que les dames d'honneur de l'Impératrice jouaient à *saute-mouton*, avec la désinvolture que comporte cet exercice, et à la *main-chaude*, avec les libertés plus ou moins graveleuses dont ce jeu peut donner l'occasion entre hommes et femmes.

En un mot, l'entourage de l'Impératrice était représenté comme une collection de véritables cocottes et de femmes de vie moins que douteuse.

M^me^ Carette, qui avait occupé, aux Tuileries, une situation de confiance et qui n'a été, de tous les femmes de la cour, ni la moins belle, ni la moins respectée, a trouvé odieuse cette façon d'écrire l'histoire.

Elle l'a dit.

L'*Autorité* a publié sa lettre et l'a nettement approuvée.

Or, voici que M. de Lano, mécontent d'avoir été si vertement relevé, nous écrit et nous demande la publication de sa lettre.

Tout d'abord, nous n'avions pas voulu la publier, estimant que cela est roide de la part de ce monsieur, de s'élever contre les dénégations indignées que provoque sa publication et alors que tous ceux qui ont fréquenté la cour des Tuileries auraient le droit de le cribler de démentis dans le journal où il écoule sa triste marchandise.

Mais M. de Lano insiste et m'envoie un huissier.

C'est trop fort.

Car je ne lui reconnais aucun droit légal ou autre, pour me forcer à publier sa lettre.

Néanmoins, je consens à la publier.

Mais M. de Lano n'y perdra rien et j'en profiterai pour lui dire tout ce que je pense du métier qu'il fait.

M. de Lano est un inconscient.

Il a dû rencontrer quelque part une vieille femme, qu'on nomme tout bas, et qui s'est servi de lui pour écouler de vieilles petites rancunes et un tas de potins rances et gâtés comme elle.

Et bien sérieusement, il s'imagine faire de l'histoire.

Inutile de dire, n'est-ce pas, que M. de Lano n'a rien vu des Tuileries, ni de près ni de loin.

Et c'est à des gens comme Mme Carette et moi, qu'il a l'outrecuidante prétention d'apprendre ce qui se passait aux Tuileries !

C'est à nous qu'il oppose des rectifications !

Si M. de Lano manque absolument de talent, il ne manque pas d'aplomb.

Ses chroniques sont un tissu d'erreurs et de faussetés, dont il n'est pas coupable, mais dont il est responsable.

Déjà l'impératrice Eugénie, dont il a eu l'étrange prétention de publier une biographie, le lui a fait dire, avec la haute autorité qui lui appartient.

Mme Carette le lui a répété.

Morny en a fait autant.

Et moi je contresigne ce que l'Impératrice, Mme Carette et Morny ont déjà déclaré.

Les chroniques de M. de Lano sur le Second Empire, constituent une publication indigeste, malsaine et d'une inexactitude révoltante.

C'est au-dessous du dernier almanach qui se respecte.

Le lecteur qui achètera ce livre pour savoir ce qui se passait aux Tuileries, sera indignement volé.

Et il ne me plaît pas que, plus tard, on vienne fouiller

là dedans, pour y trouver de prétendus documents historiques.

J'ignore si c'est cette appréciation sévère, que M. de Lano a cherchée en m'envoyant un huissier, mais en tous cas, il l'aura trouvée.

Et j'ajouterai que je ne suis pas fâché qu'il m'en ait imprudemment et maladroitement donné l'occasion.

Mais je n'aurais pas accompli tout ce que je dois, si je ne flétrissais, avec la dernière énergie, cette manie qui devient une tradition au *Figaro*, de rechercher les publications scandaleuses et honteuses.

Il faut être bien à court d'intérêt pour faire appel à des Mermeix et à des Lano, pour montrer les faux *dessous* du Boulangisme ou de l'Empire, et publier des mémoires où l'ignorance la plus crasse le dispute au manque absolu de sens moral.

Le *Figaro*, qui a tant chanté le général Boulanger aux heures passagères de son triomphe, commettait une mauvaise action lorsqu'il publiait, plus tard, les infâmes coulisses du Boulangisme.

Et il ne se conduit pas plus proprement lorsqu'il supporte qu'on bave, chez lui, sur les nobles femmes, compagnes de l'impératrice Eugénie.

Car le *Figaro* sait fort bien que ce qu'il publie là est faux, archifaux. Il était renseigné exactement sur ce qui se passait aux Tuileries, lui, qui flagornait jadis l'Empereur et l'Impératrice et qui, pour ses reportages de courtisan, recevait un porte-crayon d'or du Prince Impérial, dans la personne de son reporter d'alors.

Qu'on attaque et qu'on juge aussi sévèrement qu'on voudra la politique du Second Empire, on le peut librement.

Mais qu'un journal qui se dit conservateur prête ses

colonnes pour des outrages aux femmes de la cour, cela n'est ni tolérable, ni supportable.

Voilà pourquoi je ne le tolère pas et ne le supporte pas.

PAUL DE CASSAGNAC.

Avant de dire à M. Paul de Cassagnac ce que je pense de lui, il me semble utile de relever divers points de son article.

Tout d'abord, M. de Cassagnac ment, et ment effrontément, pour cacher à ses lecteurs la honteuse nécessité dans laquelle je l'ai placé, en le forçant à publier ma lettre, M. de Cassagnac ment, dis-je, en affirmant qu'il ne me reconnaît aucun droit légal ou autre, pour l'obliger à insérer ma lettre et en ajoutant « qu'il consent à la publier. »

M. de Cassagnac a publié ma lettre parce qu'il n'a pu se dérober à cette insertion, parce qu'il n'ignorait pas que la loi, à défaut de son consentement, eût mis à ma disposition son journal au cas d'un refus, parce qu'il n'ignorait pas davantage qu'une amende le guettait, qu'il eût été obligé, consentant ou non, cette fois encore, de verser entre les mains du fisc, parce qu'enfin, indirectement, j'avais fait savoir à l'*Autorité* — et cela se répétait dans les bureaux de ce journal — que si, dans les délais légaux, ma lettre n'avait point paru, une assignation en police correctionnelle allait suivre ma première sommation.

M. de Cassagnac est un singulier moraliste. Il me reproche de calomnier et d'insulter les femmes du Second Empire et lui-même, dans un paragraphe de son article, s'en prend, en termes outrageants, à je ne sais quelle femme, dont il oublie, dans son besoin de grossièretés, et le sexe et la qualité. Mais n'est-il point entendu que M. de Cassagnac est au-dessus des lois, comme au-dessus de toute honnêteté, de toute élémentaire politesse?

M. de Cassagnac qui a la science infuse, nie mon talent — ce qui est son droit, cette fois — mais il ment derechef en disant que l'impératrice Eugénie, au sujet de mon premier livre qui n'est point une *biographie* comme, dans son ignorance de ce livre même, il le prétend, m'a fait dire son mécontentement.

Je n'ai, en vérité, jamais reçu de communication de l'impératrice Eugénie et les seules protestations qui m'aient été remises, à propos de mes œuvres sur le Second Empire, proviennent d'amis maladroits, dont la tenue et le style de cabaret ne sauraient être revendiqués ni approuvés par l'ex-souveraine.

Pour répondre à M. de Cassagnac, librement et sans réserve, il faudrait employer son langage de portefaix. Je ne puis me résoudre à utiliser cet argot et c'est pourquoi je ne relève, de son article, que quelques passages.

M. de Cassagnac, sachant très bien encore qu'il est de mauvaise foi, établit un parallèle entre ma situation d'écrivain contant l'histoire anecdotique du Second Empire et celle de M. Mermeix publiant les *Coulisses du Boulangisme.*

Sans examiner le cas de M. Mermeix, sans chercher à savoir, ici, s'il a commis une mauvaise action en révélant aux lecteurs les secrets d'un parti, d'un homme qu'il avait servis, je répondrai à M. de Cassagnac qu'il n'est point heureux dans ses rapprochements.

Quelle comparaison, en effet, est-il possible d'établir entre M. Mermeix et moi? Ai-je servi l'Empire? Ai-je jamais reçu un centime du gouvernement impérial? Ai-je jamais partagé le pain et le sel avec les hôtes des Tuileries? Dois-je, pour quelque raison que ce soit, de la reconnaissance à l'Empereur, à l'Impératrice, à quelqu'un de leurs familiers?

M. de Cassagnac qui ne pourrait, avec une telle aisance, affirmer son indépendance, sait fort bien que j'étais un enfant sous le Second Empire et que n'ayant, en aucun temps, eu recours aux faveurs impériales ou simplement bonapartistes, après même la chute de la Dynastie, je demeure libre dans mes convictions, comme dans la direction à donner à ma vie publique, à mes opinions.

Il sait très bien que ces opinions, que cette direction, que ces convictions ne relèvent que de moi-

même, ne regardent personne, et lui, moins que tout autre.

Mais c'est ainsi, et avec d'aussi pitoyables et indélicats arguments, qu'il combat ses adversaires.

Enfin, M. de Cassagnac termine son article par ces mots épiques :

> Je ne tolérerai pas la publication de M. Pierre de Lano et ne la supporterai pas.

C'est là une des fanfaronnades ordinaires à cet homme.

Je voudrais bien savoir, en effet, comment M. de Cassagnac s'y prendra pour m'empêcher d'écrire sur le Second Empire. Je voudrais bien savoir par quels moyens M. de Cassagnac m'imposera silence. Il se croit, en certaines heures, encore aux temps où les siens n'avaient qu'une parole à prononcer, qu'un geste à faire, pour que l'orateur, pour que l'écrivain fussent bâillonnés. Ces temps sont finis et la meilleure réponse que je puisse opposer aux ridicules menaces de ce capitaine Fracasse qui ne fracasse personne, c'est la mise en vente de ce livre, c'est la publication prochaine de cet autre volume, *l'Empereur,* qui succédera rapidement à ces pages.

L'attitude terrible, mais qui n'est, au fond, que bouffonne, de M. de Cassagnac, donne trop souvent le change à la foule. On se plaît à répéter que cet

homme est un épouvantail, qu'il fait peur aux gens, et on menace de son nom les personnes point sages, ainsi qu'on fait entrevoir à l'enfant capricieux qui ne veut point aller se coucher, le nez crochu de M. Croquemitaine.

Il est, cependant, des hommes qui n'ont point l'effroi de M. de Cassagnac. Je suis de ceux-là, et je viens, surabondamment, de le démontrer.

J'ai dit que j'offrirai à M. de Cassagnac toute l'expression de la pensée qu'il fait naître en moi. Je réclame, ici, son attention.

Je connais beaucoup M. de Cassagnac, non seulement dans sa vie publique, mais encore dans son existence privée que je n'ai pas le droit, je le déclare, de livrer au lecteur. Il y a quelques années, je le rencontrais, fréquemment, dans un salon voisin de la Madeleine, dans ce même salon où je me trouvais en présence de M. Guyon, directeur de la *Patrie*, et ce seul détail lui prouvera que j'ai été à même d'être bien renseigné sur son compte.

Je ne saurais dire la répulsion que cet homme m'a toujours inspirée. Dès que je l'eus observé, cette répulsion se changea en mépris et en une sorte de dédaigneuse pitié.

La vie misérable qui est la sienne n'exclut pas, en effet, ce dernier sentiment.

Ecrivain, c'est le plus vulgaire des pamphlétaires; il n'a ni l'esprit de Rochefort, ni l'amertume hau-

taine de Vallès, ni la fougue chevaleresque de Lissagaray. Il est grossier, brutal, ordurier; il a un répertoire de mots sales qu'il emploie, qu'il manie, comme un joueur remue les pions d'un damier; il est incapable de soutenir une discussion sérieuse, n'ayant, à l'appui de son étroite pensée, nul argument, nul sens, nulle raison. Il injurie et quand il a injurié — ainsi qu'une *terreur* de barrière — il se croise les bras, exhibe ses biceps, et semble dire à son adversaire : — « Viens-y! » — Il fait de la littérature de carrefour. C'est un camelot qui a de l'orthographe.

Homme politique, c'est — pour me servir de la pittoresque expression d'Alphonse Daudet — un *raté*. Qu'on le sorte de son journal, qu'on le jette en dehors de la clôture au travers de laquelle il aboie aux passants, il ne restera plus rien de lui.

A la Chambre, dans les couloirs de laquelle il passe avec un mauvais regard — le regard de l'esclave affranchi — il n'a aucune influence, aucune notoriété. On s'amusait de lui, au temps où la République, mal affermie et gouvernée par des hommes qui la combattaient, tolérait ses incartades, ses démonstrations bruyantes et ses outrages. On ne l'écoute plus aujourd'hui. Il a compris son discrédit, et il se tait.

Sans convictions, sans sincérité, ne croyant ni à l'Empereur, ni au Roi, ni au Pape, n'ayant que le souci de la vente de son journal, il est, en outre, maladroit dans son rôle de député, maladroit ainsi

qu'un sanglier qu'on placerait au milieu d'un cercle de coquilles d'œufs; c'est, aussi, un *jettatore* et il suffit qu'il entre dans un débat, pour ramener à son parti, à ceux qu'il tente de défendre, toute l'antipathie du Parlement.

C'est un phraseur, un bellâtre de tribune, rien de plus, c'est l'ours de la Fable dont le pavé est sans cesse à craindre.

L'Empire n'eût su que faire de lui; il l'eût, sans doute, laissé à sa chaire de langue grasse et l'avenir ne lui réserve nulle situation politique. Il n'a aucune des qualités nécessaires à l'homme d'Etat.

J'ai rappelé, ailleurs, le mot du prince Napoléon sur son compte : — « C'est un bon zouave pontifical. » — Ce n'est qu'un bon zouave pontifical, en effet, et encore il ne faudrait pas que, dans ce rôle, il trouvât, devant lui, au moment de l'action, une cave Baratin, comme à Sedan, pour s'y cacher.

Ses métamorphoses politiques sont fort curieuses. D'abord bonapartiste, puis impérialiste — il y a une nuance — puis flairant l'air, et pistant sur l'orléanisme, il a, je le répète, servi tous les partis conservateurs et les a, tour à tour, trahis. Et cela, dans une belle inconscience — dans l'inconscience du mercenaire — injuriant, louangeant, au gré des événements, au gré surtout du tirage de son journal,

Cette gloire suprême de la France — parmi tant d'autres — Victor Hugo — n'a point même trouvé

grâce devant lui. Il l'a éclaboussée de son venin.

Faux ami, il n'hésite pas, lorsqu'il veut se débarrasser d'un témoin gênant de ses actes, à le calomnier, à le diffamer.

M. Robert Mitchell fut sa victime, naguère, et M. Edmond Poirier qu'il attaquait indignement, le traduisit en police correctionnelle et le fit condamner.

On le voit, lorsque M. de Cassagnac le prend de trop haut avec des écrivains indépendants, il manque son but.

Il n'est que peu responsable, d'ailleurs, moralement, de ses inconséquences. Il va où le pousse le vent — le bon vent des abonnements à l'*Autorité* — et il faut le plaindre plutôt que le blâmer.

M. de Cassagnac aime à faire montre de sentiments chevaleresques envers les femmes. Or, je tiens en réserve une anecdote qui édifiera le public sur la valeur de ces sentiments.

C'est par cette historiette que je terminerai ce portrait.

Une après-midi, comme j'étais en visite, dans le salon que j'ai déjà indiqué, j'y rencontrai M^lle^ B... de la Comédie-Française, puis quelques minutes après mon entrée, M. de Cassagnac fut annoncé.

Il s'assit et la conversation étant générale, on ne s'inquiétait guère de lui.

Soudain, sa voix, cependant, se fit entendre et

s'adressant à M^lle B... qui semblait occupée à rendre sage un gentil gamin qui la nommait « maman », il lui dit, sur ce ton traînard, empâté et faubourien qui lui est propre :

— Tiens, vous vous faites donc appeler maman par votre mioche?

Et après une pause, avec un accent méchant :

— Pourquoi pas « ma tante? »

Le silence était complet dans le salon lorsque ces mots furent prononcés et ceux qui les entendirent — on était une quinzaine de visiteurs — furent indignés, ressentirent quelque gêne, et M^lle B... se prit à rougir, tandis que ses yeux se mouillaient de larmes.

L'injure était gratuite, infâme, et la frappait brutalement.

Pourtant, elle se remit promptement et fut spirituelle et charmante en sa réponse :

— Monsieur, déclara-t-elle, je ne suis point une hypocrite et je me fais appeler « maman » par mon fils, parce que je suis très heureuse et très fière d'être mère.

M. de Cassagnac eut un « ah! » banal, comme le hoquet d'une bête qui a trop bu, trop mangé, et ce fut tout.

L'anecdote, évidemment, n'est point révélatrice d'un crime, mais elle aide à voir clair sous le masque de gentilhomme que porte — en ville — M. de Cassagnac et qui, parfois, comme en l'heure que je viens

de rappeler, mal attaché, laisse deviner le visage de celui qui s'en affuble.

M. de Cassagnac est un marchand d'oripeaux qui utilise, pour son compte, les défroques de son « décrochez-moi ça. »

Il me demandait, dans son article, si sa réponse me satisfaisait. Lui adresser la même question serait puéril : je pense qu'il ne sera pas mécontent de la mienne.

Quant à Mme Carette, je comprends peu qu'elle m'ait attaqué, car, dans le joli arrangement auquel elle se livre sur l'histoire des Tuileries, elle sait mieux que personne que je dis la vérité.

Mais je conçois parfaitement que Mme Carette soit tenue à une extrême bienveillance vis-à-vis des anciens hôtes des Tuileries. S'étant trouvée jadis, après la guerre, dans une situation difficile et ayant éprouvé la générosité de l'Impératrice qui, pour elle, voulut bien se montrer bonne, elle n'a plus sa liberté de parole et elle doit reconnaître les bienfaits qu'elle a reçus par une indulgence perpétuelle.

Je lui demanderai, cependant, si elle m'attaque encore, de ne point mettre dans nos débats une préoccupation commerciale qui me chagrine.

Lorsque je publiai la *Cour de Napoléon III*, Mme Carette ou ses amis firent faire l'annonce suivante, en effet, dans les journaux, annonce qui se fût aisément

passée de mon nom et qui eût gagné à ne point être présentée dans la forme qui fut la sienne :

Au moment où le *Figaro* publie les polissonneries d'un sieur de Lano qui pouraient être intitulées les *Mémoires d'une portière*, on ne saurait trop recommander la lecture des *Souvenirs intimes des Tuileries*, de Mme Carette.

J'excuse la réclame, mais non l'insulte, et lorsque cette insulte s'appuie sur le nom d'une femme honorable, elle est doublement regrettable.

Ce chapitre s'achève.

En le terminant, je prie, une fois encore, les lecteurs d'en excuser le ton amer, dont je suis peu coutumier. Mais, je le répète, ils comprendront qu'ayant été attaqué avec une excessive violence, j'aie tenu à répondre aux outrages, à me défendre.

J'eusse volontiers, d'ailleurs, dédaigné ces outrages et je ne serais point revenu sur les incidents qui les ont provoqués, si ma personne seule avait été, ici, en cause. Mais au-dessus de moi il y avait un droit, le droit de l'historien, à sauvegarder, à protéger, à affirmer, et je n'ai pas cru possible de me dérober au devoir qui s'imposait à moi.

C'est qu'en vérité, si j'avais montré, je ne dirai pas quelque timidité, mais quelque indifférence devant les menaces qui ont tenté d'arrêter ma plume, les

adversaires de la liberté de la Presse se fussent enorgueillis de mon silence comme d'une victoire, et j'eusse laissé se créer, là, un précédent dont d'autres que moi eussent pu être victimes.

Je pense donc avoir démontré la sincérité de mon œuvre, la mauvaise foi de mes adversaires ; je pense avoir posé avec énergie, devant les revenants des coups d'État, le droit qu'a chaque écrivain de parler du Second Empire en l'appréciant comme il lui plaît, de parler de la cour des Tuileries, des hommes et des femmes qui la composèrent, avec toute indépendance.

Pour n'avoir point été un acteur dans les plaisirs de cette cour, mes renseignements n'en sont pas moins sûrs, basés sur des documents irréfutables. Je regrette qu'ils ne m'aient point permis d'être plus souvent indulgent.

Je ne puis demander à mes contemporains, aux survivants, surtout, nombreux encore, de la cour impériale, le calme nécessaire pour juger mon œuvre.

Le temps peut-être la consacrera.

Je suis le joueur de flûte solitaire, qui, sur les ruines d'une époque de folie, parmi les ombres d'une nécropole, fait entendre, tranquille et triste, le murmure doux et moqueur de sa pensée, faite de philosophique résignation, de patriotique espérance, de rêve, de pitié.

## II

### APRÈS LE DEUX DÉCEMBRE

On a souvent, et non sans raison, établi un rapprochement entre la vie, entre la destinée de l'empereur Napoléon III et la destinée et la vie de son oncle, l'empereur Napoléon Ier. — Il est évident, en effet, que l'un et l'autre semblent n'avoir été, philosophiquement et politiquement, que des accidents nés d'une impossibilité et condamnés à ne plus être en même temps que la cause qui les avait rendus nécessaires. Tel, l'orage qu'un midi de juin accumule, qui éclate, qui fait son œuvre, obéissant aux lois naturelles, et qui meurt sous l'influence d'un état nouveau de l'atmosphère. — Ce rapprochement est davantage apparent si l'on met en regard les difficultés qu'éprouva Napoléon Ier dans l'acceptation, par l'Europe, de sa souveraineté neuve, dans l'accomplissement du mariage dont il avait besoin, et

les obstacles que rencontra Napoléon III, à l'Etranger, lors de son avènement, et les luttes qu'il eut à soutenir contre sa famille, contre ses hommes d'Etat, quand il voulut donner une part de son trône à la femme qu'il aimait. — Contraste curieux, aussi : — Napoléon Ier souleva des critiques, des indignations, lorsqu'il répudia l'épouse de son choix, pour s'unir à la femme que la politique lui offrait; et Napoléon III provoqua des colères, des observations, lorsqu'il se détourna de la femme que cette même et éternelle politique lui imposait, pour ne satisfaire que les seules aspirations de son cœur. — Une rumeur populaire veut que l'oncle ait été puni de son implacabilité amoureuse, à l'égard de Joséphine, par la défaite. Pourquoi la même rumeur n'a-t-elle point voulu que le neveu fût récompensé de sa sentimentalité par la victoire?

Les difficultés que les cours étrangères suscitèrent au prince Louis Bonaparte, à la veille de son couronnement, ne furent guère sérieuses, en vérité, et je ne les mentionnerais pas si elles n'avaient eu pour base que la défiance de l'Europe, défiance qui eût pu être justifiée par la soudaineté avec laquelle le Prince-Président savait créer les événements. — L'Europe se montra aimable, au contraire, pour le nouvel Empereur; elle enregistra, sans trop de réserve, les faits accomplis, et ses susceptibilités ne s'éveillèrent

que lorsqu'il s'agit de décider si l'Angleterre, très sollicitée par l'ambassadeur français, reconnaîtrait Napoléon avant toute autre cour européenne, ou bien attendrait, pour faire ses déclarations d'adhésion, l'avis conforme et simultané des puissances. Une question d'ordre dynastique s'ajouta aussi à cette première hésitation. Lorsque l'Europe et le cabinet de Londres, particulièrement, apprirent que le prince Louis Bonaparte se disposait à régner sous le nom de Napoléon III, ils s'étonnèrent et manifestèrent quelque raideur.

Le roi de Naples, le premier, avait répondu à la notification officieuse du cabinet de Paris par un acquiescement immédiat. Mais de quel poids était l'autorité du roi de Naples dans l'état de l'Europe alors? — L'assentiment de l'Angleterre, surtout, préoccupait le futur Empereur, et tous ses efforts tendaient à l'obtenir; car, il ne l'ignorait pas, il ralliait celui de la Russie et, sans discussion, entraînait celui aussi des cours de Prusse et d'Autriche. Les autres nations importaient peu.

Le Prince-Président avait compté sur l'appui spontané du cabinet de Londres. Contre son attente, cet appui lui faisant défaut, dans son triomphe, il devint morose.

Le prince Louis Bonaparte, quoique fataliste et sous l'influence d'une étoile imaginative, avait, au plus haut degré, le sens politique des choses et savait

prévoir les événements. Il ne doutait pas de la sympathie de l'Angleterre à son égard; cependant, sans escompter imprudemment ses dispositions bienveillantes, il avait tenu à engager devant elle le débat qui l'intéressait, fort avant l'heure de son élévation au trône, afin qu'au jour de cette élévation, tout obstacle fût écarté de sa route. Il avait, ainsi, été sage et habile. — Le gouvernement anglais avait, selon les prévisions du Prince, tout d'abord répondu amicalement aux ouvertures de l'ambassadeur de France qui, à cette époque, était le comte Walewski; mais quand on lui avait demandé de prendre l'initiative, dans la reconnaissance du nom de Napoléon III, cédant complaisamment aux avertissements du baron Brunow, ministre de Russie, qui conseillait un accord général et préalable, il avait cherché des échappatoires et, finalement, déclaré qu'il ne pouvait saluer l'Empereur que sous le nom de Napoléon II, objectant — oublieux du souvenir de Louis XVII, mort au Temple sans avoir régné, et de celui de Louis XVIII, prenant le pouvoir sans s'inquiéter de cette abstraction historique — que Napoléon III était un non-sens politique, puisque le duc de Reichstadt, l'héritier de Napoléon I^er^, était demeuré étranger aux fluctuations dynastiques de la France. L'argument était bizarre, mais n'était pas sans logique. L'ambassadeur le mit au compte d'un détour hypocrite, d'une mauvaise volonté et d'une hostilité préméditées. Il le laissa

sans réplique, et il écrivit au Prince-Président pour lui faire part de ses appréhensions.

Napoléon, qui recherchait l'alliance anglaise — qui la rechercha durant tout le cours de son règne, quoique ses sentiments intimes n'aient jamais abdiqué devant le cabinet de Londres — fut très contrarié de ce contre-temps. Ami du prince Albert, il eut lieu d'être surpris des entraves qu'on lui créait. D'autre part, très peu aimé de la reine qui, alors, selon l'expression d'un homme d'Etat, « ne pouvait le sentir », reportant sur la famille d'Orléans toute sa sympathie, il ne témoigna qu'un étonnement relatif.

Le prince Louis Bonaparte connaissait, en effet, les sentiments qu'il inspirait à la reine Victoria. Il savait que, chaque jour, ses conseillers luttaient contre elle à son sujet, et que lord Palmerston, qui avait abandonné le pouvoir pour le trop soutenir, s'était écrié au lendemain de sa chute, faisant allusion à cette aversion et la raillant : — « Ne contrarions pas la reine. Le prince est un charmeur. Et, comme les autres, elle viendra à lui. »

Quoi qu'il en fût, le Prince-Président était ennuyé ; mais il était homme d'action. Tout en déplorant un accident imprévu et qui menaçait de lui créer des embarras à l'extérieur comme à l'intérieur, il donna l'ordre à son représentant de maintenir ses prétentions et de les faire agréer. Il était anxieux, pourtant,

car il ne se dissimulait pas que le refus de l'Angleterre d'accueillir franchement la proclamation de son nom, avait une apparence de raison. Reconnaître Napoléon comme le troisième Empereur des Français, c'était, pour elle, non seulement avouer le duc de Reichstadt — ce pauvre et débile enfant dont elle avait tué le père — mais c'était infliger un démenti à sa politique passée; c'était s'humilier devant le prisonnier de Sainte-Hélène; c'était porter, devant sa mémoire, Waterloo, non plus comme une apothéose, mais comme une victoire bâtarde, comme une gloire boiteuse.

Alimenté par les menées du baron Brunow, l'incident risquait de se prolonger et de s'envenimer.

Soudain, à l'heure où il semblait le moins aisé à clore, l'ambassadeur de France le fit, très adroitement, dévier à son profit.

Quelques jours avant le deux décembre 1852, date officielle de la proclamation de l'Empire, le ministre de Prusse, à Londres, M. le baron Bounsen, offrait au corps diplomatique un dîner suivi d'une réception brillante. Lord Darby, président du Conseil, et lady Darby; lord Malmesburg, ministre des affaires étrangères, très dévoué au prince Louis Bonaparte; le comte Walewski, ambassadeur de France; le baron Brunow, ministre de Russie, parmi les plus importants, assistaient au dîner. — Lord et lady Palmerston, le marquis d'Azzeglio, ministre du Piémont, le

comte Fitzzoum, ministre de Saxe, et d'autres personnalités mondaines ou politiques, assistaient à la soirée.

Lorsque les convives et les invités se furent mêlés dans les salons, l'ambassadeur de France s'approcha de lord Darby et essaya, de nouveau, d'obtenir de lui qu'il mît fin, gracieusement, au débat qui les divisait. — L'ambassadeur du Prince-Président était, on le sait, très aimé de la société anglaise en laquelle, par son premier mariage, il avait contracté des alliances et des affections, et si un homme, alors, était capable de concilier à la France les sympathies britanniques, c'était lui. Le prince Louis Bonaparte n'avait eu garde de négliger un pareil auxiliaire et il l'avait accrédité à Londres, espérant tout de son habileté et de sa situation particulière. Pourtant, dans la malheureuse et un peu vaine question qui avait été soulevée, le comte Walewski s'était heurté à une fin de non-recevoir très résolue et, pour la première fois, peut-être, il craignait de ne pas vaincre les résistances qu'on lui opposait.

Mais tandis qu'il conférait et discutait avec le ministre anglais, lord Palmerston, adversaire politique de lord Darby, désireux de tourner à son avantage le conflit pendant entre l'ambassadeur et son rival, glanant dans ce conflit l'occasion de rendre à son parti la direction des affaires — lord Palmerston déclarait dans un groupe que si lord Darby persistait dans

son refus, il l'interpellerait dès le lendemain, certain de rencontrer, dans le Parlement, une majorité pour l'approuver. Le président du Conseil serait renversé, il le remplacerait au pouvoir et son premier acte consisterait à terminer un différend que son prédécesseur n'aurait point su éviter.

Le succès de la mission confiée à l'ambassadeur français était dans les paroles de lord Palmerston. Sans perdre une minute, il fallait qu'il fût informé de la petite comédie parlementaire qui se préparait. Un ami se chargea de le prévenir et de lui faire connaître les intentions qui venaient d'être exprimées.

Le comte Walewski avait, en politique, la conception prompte et sûre. Il lui parut dangereux d'attendre qu'une discussion publique obligeât l'Angleterre à se soumettre au désir du futur Empereur des Français ; il brusqua les événements et jouant, désormais, avec lord Darby, comme le chat de la fable avec la souris, il lui révéla les desseins de lord Palmerston et l'abandonna à ses réflexions.

Le pouvoir est cher aux hommes. Le ministre demeura, un moment, songeur. Il vit, sans doute, comme en un cauchemar, la désapprobation, l'isolement qui allaient l'atteindre et en dépit des observations que, devant lui, le baron Brunow adressa, encore, à lord Palmerston, il conclut enfin, en priant l'ambassadeur de transmettre à son gouvernement l'adhésion du cabinet anglais à la proclama-

tion de Napoléon III comme Empereur des Français.

Lord Palmerston perdit, là, un ministère. Mais regretta-t-il cet effacement momentané? — Non. — Lord Palmerston était, alors, un admirateur du prince Louis Bonaparte, un dévoué des futures institutions impériales. Ecrivant à l'un de ses amis de France, homme d'Etat et familier du Prince-Président, il aimait, dès avant le deux décembre 1852, à répéter une phrase célèbre du Président adressée aux troupes au cours d'une revue dans les Champs-Elysées, affirmant, ainsi, ses sympathies à l'égard du futur Empereur et de ses collaborateurs : — « Je marche, disait-il, suivez moi. » — Et analysant le caractère du prince, il ajoutait : — « Voilà l'homme qui doit régner en France. »

L'ambassadeur fit savoir à Paris la réussite de sa négociation et, le lendemain même de l'avènement impérial, il reçut de celui qui était, désormais, Napoléon III, la lettre suivante :

Aux Tuileries, le 3 décembre 1852.

Je vous remercie de votre lettre d'hier qui reflète si bien la chaleur de votre cœur. Je suis très sensible à cette nouvelle preuve de votre dévouement. Je vous prie de compter toujours sur ma sincère amitié et de croire que je m'estime heureux d'avoir en vous un représentant si habile et si dévoué.

NAPOLÉON.

On a souvent reproché à l'empereur Napoléon III de s'être inféodé à la politique anglaise, exagérant ainsi les sentiments d'affection ou de reconnaissance qui l'unissaient à la plupart des hommes d'Etat d'outre-Manche. Le fait qui vient d'être raconté démontre, cependant, que ces sentiments ne l'empêchaient pas de conserver vis-à-vis de l'Angleterre son indépendance et sa fermeté.

Les funérailles du vainqueur de Waterloo avaient été, aussi, pour le représentant du Prince, une occasion d'affirmer cette liberté d'attitude.

Lorsque le vieux duc de Wellington mourut, toutes les puissances européennes accréditèrent à Londres un envoyé spécial pour assister à ses obsèques, et la préséance du corps diplomatique étranger fut offerte au ministre de Russie. L'ambassadeur de France, au nom de son gouvernement, déclina alors l'invitation qui lui avait été adressée et n'hésita pas à faire comprendre au cabinet anglais que, dans cette circonstance très solennelle, toute spéciale et très en relief, il ne pouvait se rendre aux funérailles de Wellington qu'en prenant la tête des délégués européens. On fit droit à sa réclamation et l'incident lui valut même la lettre suivante, signée de lady Darby, la femme si charmante et si intelligente du chef du cabinet anglais, au sujet de la réception qui suivit les funérailles de Wellington :

« En envoyant l'invitation qui accompagne ce billet, j'ose vous exprimer de ma part le vif désir qu'a lord Darby que vous nous fassiez le plaisir de l'accepter. Il ne peut s'empêcher de sentir qu'en offrant l'hospitalité de ce pays aux représentants des nations qui ont été mandées ici spécialement pour assister aux funérailles du duc de Wellington, il peut y avoir pour la France une apparence d'isolement que pourtant les circonstances rendaient inévitable. Lord Darby désire vivement que le démenti le plus public soit donné aux inductions non vraies qui pourraient se tirer de ces apparences. Il saisit donc avec empressement la première occasion de solliciter l'honneur de la présence de l'ambassadeur de France à la seule réunion particulière qu'il lui ait été possible d'arranger pour les Etrangers casuels que cet événement a amenés en Angleterre. »

Puisqu'ici le nom de Wellington est prononcé, il me paraît intéressant de dire une anecdote dont, quelque temps avant sa mort, il fut le héros.

L'ambassadeur de France venait, pour la première fois, depuis le coup d'Etat de 1851, de lancer des invitations et d'ouvrir, à la société londonienne, ses salons. Dans un sentiment de délicatesse propre à ménager toutes les susceptibilités, le duc de Wellington, dont le nom fameux portait un trop fameux souvenir, n'avait pas été convié. Le vieux soldat,

devant l'exception qui le frappait, s'était montré surpris, puis s'était révolté et il n'avait pas hésité à se plaindre de la mesure qui lui était personnelle, à l'ambassadeur même. Ayant, ainsi, forcé l'entrée de l'ambassade française, au jour convenu il vint occuper, à la table de son hôte, la place qui lui avait été réservée. Il ne parla que peu durant le dîner. Mais quand l'heure des toasts arriva, il se leva, saisit son verre et de sa voix de bataille, s'écria :

— Je bois à votre Prince, monsieur l'Ambassadeur. Je bois à la mémoire du plus grand génie qui honore ce siècle. Ancien adversaire de votre Empereur, je bois au souvenir de Napoléon Ier !

L'admiration de Wellington pour le vaincu de Waterloo était connue. Néanmoins, cette déclaration soudaine, cette glorification d'un ennemi légendaire, jetèrent comme un trouble, comme une indécision parmi les assistants.

L'ambassadeur remercia le général en termes émus et chaleureux.

Lorsqu'il se tut, le duc qui avait écouté, debout, la réponse de son hôte, reprit dans un accent vibrant :

— Hurrah, hurrah ! Messieurs, à la mémoire de Napoléon Ier !

L'incident produisit, alors, une impression profonde sur le monde diplomatique et fut très commenté dans les cercles politiques.

Le Second Empire se présentait, devant les Peuples, avec des auréoles et avec des apothéoses. La terre anglaise, dans un revirement singulier des sentiments et des choses, cette même terre qui s'était faite inhospitalière à l'Oncle, mêlait sa sève à la sève du sol français pour féconder l'élévation du Neveu. — Et l'Europe — la vieille et orgueilleuse Europe que les royautés neuves et d'aventure trouvent si réservée, si hostile — faisait presque jeune son sourire, sentait battre mieux son cœur desséché devant cet Empereur qui naissait, comme naissent les Princes Charmants des contes de fées, avec du soleil et avec du rêve sur la tête.

## III

## LA COUR

Durant tout le temps que celui qui devait être Napoléon III resta au palais de l'Elysée, en qualité de Président de la République, la société parisienne — celle du faubourg Saint-Germain comme celle du faubourg Saint-Honoré — accepta les invitations qui lui furent faites de prendre part aux soirées officielles, et il n'y eut que peu de boudeurs parmi ses membres.

Les partis ne voyaient alors en Louis-Napoléon Bonaparte qu'un homme de transition, destiné à céder la place au plus habile ou au plus audacieux, et ne songeaient nullement que le Prince pût être, tout à la fois, cet audacieux et cet habile qui stériliserait leurs espérances.

C'est ce qui advint, pourtant, et quand, après le coup d'État, étant Empereur, l'ex-Prince-Président

regarda autour de lui, il put constater l'isolement qui le frappait : les commensaux de la veille l'avaient fui et étaient devenus ses pires ennemis.

Napoléon III, beau joueur et fataliste, ne s'attarda pas dans la crainte de cette hostilité. Il parut l'ignorer même et, s'il en parla, ce ne fut qu'avec une sorte d'étonnement naïf ou indifférent.

— Ces gens, dit-il, alors, ne comprennent rien à la politique et je n'en ai que faire. Ils ne sont que décoratifs et bons à porter du galon. Je les eusse volontiers dorés sur tranche.

Le sentiment qu'exprime cette boutade est le même qui se retrouve en Napoléon III, à toutes les heures de son règne : il chercha, par tous les moyens, sans y parvenir complètement, à se concilier l'aristocratie royaliste en lui offrant, en effet, de ne porter que du galon.

Il ne faudrait point, cependant, voir dans la pensée de l'Empereur plus de dédain qu'elle n'en renferma jamais réellement pour la société des deux faubourgs. Napoléon III n'ignorait pas que cette société eût été, dans sa main, un complément de force et de prestige à mettre en regard de la morgue étrangère ; mais homme d'action, il ne put se résigner, en aucun temps, à confier des fonctions sérieuses à des représentants d'une politique peu conforme à ses goûts d'autorité et qu'il considérait comme néfaste et vaine, dans sa pusillanimité. Il eût consenti, avec

joie, à honorer de charges de cour ou d'une ambassade un duc de Doudeauville, par exemple, mais il ne lui eût jamais remis la direction d'un ministère militant. C'est pourquoi il ne regretta qu'à demi l'abstention de l'aristocratie lorsqu'il monta sur le trône.

Toutefois, Napoléon III ne se dissimulait pas qu'une souveraineté ne peut exister sans l'éclat et sans l'attrait d'une cour. Indépendamment de la passion qui le jetta vers M^lle de Montijo et qui lui fit conclure un mariage hâtif et d'occasion, indépendamment de ce besoin de paix familiale qui était en lui, depuis son avènement, on peut croire qu'il ne se maria avec autant d'empressement que pour mieux assurer à sa dignité neuve cet éclat et cet attrait qui manquaient à son célibat couronné.

Peu aimé des siens propres, à qui il prodigua cependant, dès son élévation, honneurs et profits, Napoléon III voulut faire diversion à leur ingratitude en se créant, en outre, des amitiés et des dévoûments, saturés de l'air même qu'il respirait.

— Je les oublierai, dit-il un jour à l'un de ses intimes en parlant de ses parents, dans l'affection des autres.

C'est ainsi, et sous ces auspices un peu moroses, que fut formée la cour du second Empire — cette cour qui ne devait non seulement en rien se ressentir de la maussaderie qui avait inspiré son recrute

ment, mais qui était destinée à laisser après elle, dans le monde, un renom, difficile à contester, de frivolité et de folie.

A vrai dire, dès les premières années du mariage de l'Empereur avec M^lle de Montijo, cette apparence légère de la cour n'eut que peu l'occasion de s'affirmer et d'être remarquée.

La guerre de Crimée, la naissance du Prince Impérial, la campagne d'Italie ne permirent à la société des Tuileries que de rares envolées vers les plaisirs bruyants et ne donnèrent au public nul loisir de critique.

On était alors tout aux exubérances patriotiques, tout aux enchantements d'un règne qui rappelait, par ses victoires, l'épopée du siècle à son début, et un nom et un homme, Napoléon, synthétisaient l'Empire.

Ce fut après la guerre d'Italie que la cour, livrée davantage à la cohue cosmopolite et à l'influence de M^me de Metternich, ambassadrice d'Autriche, commença à éveiller l'attention de l'opinion, à se mettre plus directement en rapport avec elle.

La guerre du Mexique même, loin d'arrêter son élan vers le plaisir, fut, pour l'entourage de l'Impératrice, comme un prétexte nouveau de divertissements.

Le monde des réunions habituelles des Tuileries

était, il faut l'avouer, fort disparate, ne présentait aucun caractère d'homogénéité, et chacun, au palais, marchait dans un égoïsme absolu, dans une lutte sans merci contre son voisin de table ou de salon.

Ce monde, recruté un peu dans tous les rangs de la société élégante, dans l'ancienne aristocratie ruinée, dans la bourgeoisie, dans la haute banque, dans le clan des exotiques, était un assemblage étrange et malsain de personnalités à l'affût d'une faveur, d'une affaire, d'une fonction ou d'une intrigue.

Grâce à la toute-puissance de M. de Morny, des industriels, brasseurs de millions, plus ou moins honnêtement amassés, passèrent le seuil du château ; grâce à la malignité de M^me^ de Metternich, des étrangers parlèrent haut devant l'Impératrice ; grâce à la complaisance de certains officiers de la maison, plus besogneux que scrupuleux, des financiers établirent, dans la demeure impériale, comme une sorte de bourse où se débattirent des intérêts clandestins ; grâce aux *cocodettes* et à leurs favoris, l'argot traîna dans les conversations ; grâce, enfin, à l'inconséquence de l'Impératrice, l'intimité même du ménage impérial devint un sujet ordinaire et amusant de causerie, de moquerie

Dans son aspect général, ce mélange d'individualités et de sentiments, de passions et de scepticisme,

n'offrait rien d'équivoque, cependant. Les écarts de langage ou de geste, les oublis de l'étiquette, les mauvaises pensées, les scandales même qui survenaient à la suite de quelque discussion d'affaires, de quelque scène de jeu ou d'amour, étaient étouffés sous la rumeur plus violente de jeunesse et de plaisirs qui emplissait le palais, et comme l'Empereur, le plus souvent, dans sa bonté extrême, dans son indulgence aveugle, dans sa tristesse intime peut-être, payait, de son autorité et de sa cassette, le déficit matériel ou moral qui se produisait, on ne songeait guère à récriminer et l'on repartait, avec plus d'entrain, vers d'autres joies, vers d'autres griseries.

L'aventure du comte d'Andlau, trichant au jeu, est connue.

Celle de M. M..., jeune officier de la Garde, ne l'est pas.

M. M... ne tricha pas, mais ayant perdu vingt mille francs sans avoir le premier sou pour les solder, s'en fut bravement trouver Napoléon III et lui exposa sa situation, déclarant qu'il se tuerait plutôt que d'être déshonoré.

L'Empereur l'écouta, sans un mot, puis se leva, prit dans un portefeuille vingt billets de mille francs et les lui donna.

Et alors seulement, avec un sourire, il lui dit :

— La vie d'un de mes soldats vaut plus que la

somme dont vous avez besoin. Mais je ne suis pas riche et ne pourrais peut-être pas toujours la racheter à ce prix. Allez et ne péchez plus.

De tels faits n'étaient point pour accroître le respect dû à l'autorité du souverain. Mais que pouvait Napoléon III contre leur quotidienne manifestation? Je l'ai dit, il était ennemi de tout scandale, et il faisait, courageusement, la part du diable dans les obstacles qu'on lui suscitait.

Une anecdote témoignera du désarroi, du manque d'équilibre qui existaient à la cour et qui enlevaient au monde spécial des Tuileries tout souci de sa propre moralité, créant, en outre, des inconséquences qui allaient jusqu'à mettre en péril les destinées mêmes du pays.

C'était après la déclaration de guerre, en 1870. La veille du départ de l'Empereur pour la frontière, on apprit que l'une des familières du château, parente de Napoléon III, la comtesse S... T... était en correspondance régulière avec les princes de la famille royale de Prusse, ainsi qu'avec plusieurs chefs de corps de l'armée allemande.

Cette découverte produisit sur le souverain l'effet d'un coup de foudre. Il fit saisir les papiers de la comtesse, et ayant acquis la certitude que l'accusation était réelle, il chargea M. Gally, alors régisseur des Tuileries, de mettre, sur l'heure, à la porte du châ-

teau, non seulement l'auteur de la correspondance incriminée, mais encore tous ceux qui lui tenaient par des liens de famille — et ils étaient nombreux.

On commenta beaucoup, à cette époque, cet incident pénible, et il fut de ces présages qui assombrirent Napoléon III, au moment où il s'engageait dans une aventure dont il semblait prévoir l'issue fatale.

Quelques années avant cette date lugubre, l'une des dames de l'Impératrice, Mme de R..., avait, également, été surprise en flagrant délit d'espionnage politique; mais, dans son cas, pour le compte des adversaires de l'Empire — au profit des princes d'Orléans.

Mme de R..., en effet, d'accord avec son frère qui était ambassadeur, faisait régulièrement parvenir à M. le comte de Damas, au salon Galliera, et aux princes, les renseignements mondains ou politiques qu'il lui était facile d'avoir aux Tuileries.

Lorsque sa conduite fut connue, l'Empereur refusa de sévir. Il se croyait, à cette époque, assez fort pour braver quelques indiscrétions.

Deux autres cas de trahison, sous le Second Empire, eurent du retentissement, également, sinon dans le public — en ce temps les choses concernant la sûreté de l'Etat n'étaient guère mises à la portée de la foule — mais dans l'entourage gouvernemental de l'Empereur.

A la veille de la guerre d'Italie, en mars 1859, le bruit courut soudain, chez Napoléon III, que des correspondances secrètes entre l'un des principaux fonctionnaires du ministère des affaires étrangères et le cabinet anglais s'étaient établies et que ces correspondances relataient, jusque dans leurs moindres détails, l'attitude et les résolutions que le gouvernement français comptait prendre dans la campagne qui se préparait.

Le nom du traître était sur toutes les bouches des initiés et l'on engageait fort Napoléon III à le punir. Mais c'eût été un scandale et l'Empereur avait l'horreur de la publicité ; mais c'eût été, à la veille d'une guerre, jeter de l'émoi dans le pays, en lui révélant une trahison, et le souverain jugea prudent de faire le silence autour de cette affaire qui provoqua, de sa part, la très belle lettre suivante à l'adresse du ministre — seul document vraiment curieux qui se rattache à ce complot :

Paris, 9 mars 1859.

J'ai été très content de notre conversation d'aujourd'hui. Quand on fait appel à mon cœur et à ma confiance, on remue la corde sensible, surtout quand cela vient d'un homme comme vous qui m'a déjà rendu de grands services et pour lequel j'ai de véritables sentiments d'estime et d'amitié.

Mais pour que *notre entente cordiale* soit durable, il faut que tout soit bien consenti entre nous et que tout ce qui sort du ministère des Affaires étrangères ait bien mon cachet.

Je lis ce soir encore une correspondance de l'*Indépendance belge* que je trouve déplorable et qu'heureusement la *Patrie* réfute avec beaucoup de sens. J'espère que des correspondances dans un semblable esprit ne sortent pas des Affaires étrangères.

Vraiment, j'ai bien besoin de trouver quelque part quelqu'un qui me comprenne et qui, en jetant sur mes soucis le baume d'une amitié intelligente, adoucisse l'irritation naturelle que me causent tous les obstacles qu'on jette sous mes pas ; car, je le sens, mon calme finirait par s'évanouir et, fort de mon amour pour tout ce qui est grand et noble, je foulerais aux pieds la raison même si la raison prenait le manteau de la pusillanimité.

Quoique je dise le contraire, j'ai profondément gravés dans le cœur les tortures de Sainte-Hélène et les désastres de Waterloo ; voilà trente ans que ces souvenirs me rongent le cœur; ils m'ont fait affronter sans regret la mort et la captivité, ils me feraient affronter ce qui est plus encore, l'avenir de mon pays. Quoique ce soit déjà beaucoup que de demander à un homme qui a le pouvoir en mains de modérer pendant des années une grande et noble passion, elle peut encore se contenir si on ne blesse pas sans cesse tout ce que j'ai de plus sacré, la gloire et la grandeur de la France.

Car pour un caractère comme le mien, les obstacles ne font qu'augmenter mon ardeur.

NAPOLÉON.

Cette lettre n'est-elle pas surprenante à plus d'un titre ?

Elle causera, j'en suis sûr, un singulier étonnement en Angleterre, où les sentiments intimes de

Napoléon III étaient et sont encore jugés tout autres que ceux qu'il exprime avec violence, ici, à la suite d'un simple incident d'espionnage auquel se mêlait le nom anglais. Elle ne laissera pas que d'étonner, également, les politiciens d'hier et ceux d'aujourd'hui qui s'accordent assez légèrement pour prêter à Napoléon III un caractère passif et mou qu'il n'avait point, en vérité.

Je n'eusse pas rappelé le semblant de trahison avortée cité plus haut, si la lettre de l'Empereur ne lui avait donné une importance toute particulière. Cette lettre est l'une des plus belles, je le répète, l'une des plus intéressantes qu'ait écrites Napoléon III. Elle est un document merveilleux aussi, qui le peint mieux que bien des récits ou des faits.

Une affaire d'espionnage plus grave — ou du moins qui eut des conséquences plus dramatiques — fut l'aventure du lieutenant d'artillerie X... qui, à la veille, aussi, de la guerre d'Italie, vola des papiers relatifs à l'armement de la France, dans l'intention de les livrer à l'Autriche.

On sait qu'à cette époque, sous la direction de Napoléon III, qui s'ocupait beaucoup de balistique, une réforme eut lieu dans l'artillerie française, que pour la première fois les canons rayés firent leur apparition sur les champs de bataille et que c'est même à cette réorganisation de notre armement que nous dûmes de vaincre, dit-on.

Or, parmi les jeunes officiers d'artillerie d'alors, le lieutenant X... s'était fait remarquer par une aptitude spéciale et par une science peu ordinaire. Dans un mémoire qu'il avait adressé à l'Empereur, en dehors de ses chefs, il avait exposé certaines idées qui lui avaient attiré l'attention du souverain et qui lui avaient valu d'être appelé auprès de lui.

L'avenir s'annonçait brillant pour le jeune homme lorsque soudain — à la suite de quelle folie, de quelle déception, peut-être, de quelle intrigue plus certainement dans laquelle une femme exotique et célèbre fut nommée tout bas ? — il fut accusé et convaincu de trahison.

On le savait protégé par l'Empereur et avant que d'instruire son procès on mit le souverain au courant des faits qui le concernaient.

Napoléon III écouta avec calme le rapport qui lui était adressé, s'étira les moustaches, comme il avait habitude alors qu'il était préoccupé, ne répondit rien et donna simplement l'ordre que le lendemain le lieutenant X... lui fût amené.

Le futur général Lepic, alors chef de bataillon, et un officier du palais assistèrent à cette entrevue.

Lorsqu'il se trouva en présence de l'Empereur, le lieutenant, pâle, décomposé, fut pris d'une sorte de tremblement nerveux qui le rendit incapable de prononcer une parole.

Napoléon III, debout, le regarda et lui dit simplement :

— C'est donc vrai? vous êtes un traître ?

Et comme le jeune homme éclatait en sanglots :

— Ne pleurez pas, monsieur, reprit l'Empereur, et écoutez-moi. Pour l'honneur de l'armée et puisque le crime que vous alliez commettre n'a pas eu d'exécution, fort heureusement, je vous pardonne. Vous ayant aimé, j'ai ce triste devoir. Et aussi, je ne veux pas qu'on puisse dire qu'un officier français est traître à son pays. Il n'y aura donc pas de scandale ; il n'y aura donc pas, pour vous, de peine. Mais, à partir de cette heure, vous n'êtes plus soldat. Veuillez me remettre, immédiatement, votre démission. Je la ferai parvenir au ministre.

Le lieutenant X... écrivit sa démission et Napoléon III, calme toujours, lui tournant le dos, alla s'asseoir devant sa table de travail.

Comme le jeune homme sortait du cabinet de l'Empereur, le commandant Lepic qui l'accompagnait lui dit :

— Eh bien! monsieur, l'Empereur a été clément et vous ne serez ni dégradé, ni fusillé. Vous êtes satisfait.

Et comme le lieutenant gardait le silence, il ajouta :

— Mais avez-vous bien compris, monsieur, ce que doit signifier pour vous le pardon de l'Empereur?

Cette fois, l'officier recouvra la parole et regardant bien en face son chef, il répondit :

— Oui, mon commandant.

Et le soir même il se brûlait la cervelle.

Un espionnage plus fréquent et moins grave que celui qui a trait aux choses de la patrie est l'espionnage politique au profit d'un gouvernement quel qu'il soit, dirigé contre les hommes qui le combattent.

Dans les dernières années de l'Empire cet espionnage était très en faveur dans les sphères officielles, et, fait extraordinaire, on se préoccupait beaucoup plus, dans les conseils de l'empereur Napoléon III, des menées un peu vagues et platoniques, attribuées au parti royaliste, que de celles plus réelles et pratiques, dont l'initiative revenait aux républicains.

J'ai eu sous les yeux, à ce sujet, un rapport bien amusant adressé à l'Empereur, à la suite d'une conversation qui eut lieu chez la duchesse de Galliera.

On remarquera que le personnage interrogé et qui, me semble-t-il, parlait assez aisément et sans trop se faire prier, était l'un des chefs du parti royaliste, à cette époque — un ami de M. Thiers.

Voici ce rapport écrit sur papier à tranches dorées :

La conversation tombe sur M. Duchâtel et sur son état de santé.

Réponse. — Il va très mal, le cervelet est pris, etc., etc.

Moi. — J'en suis bien fâché ; c'est un aimable homme et un bon esprit.

R. — Un grand bon sens surtout. On avait voulu en faire un chef de parti, mais pas si bête; il accumule des millions, il boit son vin de Lagrange et il se moque du reste.

M. — On m'a dit qu'il était devenu légitimiste.

R. — Il n'est rien du tout. Il reçoit tout le monde dans son salon, mais il se gare des faiseurs et il a bien raison; ils s'agitent dans le vide : beaucoup d'embarras et peu de besogne. Quant à moi, je les envoie promener toutes les fois que j'en trouve l'occasion. Comme je vous l'ai dit vingt fois : après le régime actuel, l'anarchie, et si une chance s'offrait pour les d'Orléans, ce ne serait qu'en ralliant au moment de la crise tous ceux qui auraient peur de l'échafaud. — Parmi tous ces faiseurs il n'y a pas un homme d'action ; il y a des bavards, des écrivassiers, et voilà tout — si la police parle de conspiration orléaniste, c'est pour se faire valoir. — Il n'y a pas dix hommes qui s'entendent ensemble. Je parle des sommités : vous savez ce dont Bocher est capable ! D'Haussonville est un rêveur boursouflé. Le petit Albert de Broglie, un doctrinaire ambitieux ; Duvergier de Hauranne, le plus actif de tous, réunit, l'été, à la campagne, son gendre Target, Changarnier qui est une momie et deux ou trois acolytes. On parle, on critique le gouvernement, mais on aurait diablement peur s'il était renversé. — Quant à Thiers, je n'ai pas besoin de vous dire quel conspirateur cela fait ! Ajoutez que son entrée à la Chambre n'a pas plu. — D'Haubersaert et Vitet suivent l'exemple de Duchâtel et ne s'occupent pas plus de politique que lui. — Guizot, Baze, Cuvillier-Fleury, Prévost-Paradol, voilà le parti en entier. — Encore tout ce monde-là n'est pas d'accord ; plusieurs d'entre ceux que je viens de nommer ne se voient presque

jamais. — Tenez : à la Chambre, il y a des légitimistes, des républicains, des rouges, et en fait d'orléanistes? Qui? — Il y a Thiers!

Tout cela n'empêche pas, je le répète, que si la débâcle arrivait, vous verriez — je crois — un parti orléaniste surgir pour se défendre contre les rouges; mais personne ne songe à provoquer la crise et aucun d'eux ne l'oserait.

M. — On répand pourtant que l'armée est travaillée et qu'en Angleterre les Princes s'agitent, qu'ils ont de nombreux correspondants et que, dans ce moment surtout, ils sont pleins d'espérance.

R. — Les émigrés s'agitent toujours quand ils croient que le gouvernement dont la chute pourrait les faire rentrer, commet des fautes, et on le leur dit sur tous les tons. Il n'est pas étonnant, d'ailleurs, qu'ils le désirent, car ils n'ont pas les mêmes raisons que nous, qui sommes ici, de craindre le grabuge. Quant à des correspondances, après Bocher, avec lequel ils ont des rapports d'affaires, je suis — je pense — leur principal correspondant et cela ne va pas loin, je vous assure. Je pourrais vous montrer les lettres. Quant à un travail dans l'armée, je n'en crois pas le premier mot. En tous cas, s'il y a quelque chose, cela ne peut être que dans les régions très inférieures.

En un mot, conspiration de paroles? Oui : on ne se fait pas faute de tenir des propos; on en tient plus que jamais. Mais des conspirations devant aboutir à des actes, je souhaite pour notre salut à tous qu'il ne s'en trame pas de plus sérieuses parmi les républicains et dans les sociétés secrètes.

La conversation tombe sur la réorganisation de l'armée.

R. — Les deux seuls raisonnables, c'est Thiers et moi;

les autres sont absurdes. Ils criaient comme des sourds après Sadowa et maintenant ils ne voudraient rien faire ! — Décidément, ce pays-ci est amolli par le luxe et les jouissances matérielles, et je commence à croire qu'il serait incapable de faire le moindre effort, lors même qu'il s'agirait de défendre son indépendance. Le gouvernement a bien sa part de responsabilité dans cet état de choses. — Enfin, quoi qu'il en soit, ce n'en est pas moins très alarmant pour ceux qui, comme moi, ne désirent revoir dans les rues de Paris ni barricades, ni Prussiens.

La Cour des Tuileries était — si l'on veut bien me permettre cette image qu'un poète appliqua naguère à Paris, la grand'ville — comme une cuve sans cesse en ébullition, chauffée à outrance par un feu jamais éteint, laissant échapper des vapeurs grisantes au travers desquelles passaient comme de paradisiaques visions.

L'une de mes tantes, la comtesse D..., m'écrivait, sur cette cour, une lettre amusante qui en donne assez exactement et succinctement la physionomie générale. A titre de curiosité, sinon de document, je prends la liberté d'en citer quelques extraits.

« L'Impératrice, me disait la comtesse D... qui est pourtant une indulgente, n'a jamais été sympathique. Quant à l'Empereur, il était adoré. Reconnaissant, ami sincère, il avait des attentions délicates pour les anciens serviteurs de son oncle et pour ceux qui l'approchaient. On le plaindra pour ses malheurs,

et l'histoire ne sera pas cruelle pour cet homme si bon, que la maladie, les tracas de la politique, les chagrins intimes surtout, minèrent et conduisirent à l'écroulement. L'Empereur était mal conseillé, mal entouré, comme bien des souverains d'ailleurs, et les courtisans formaient autour de lui un mur impénétrable, l'empêchant de voir les choses comme elles étaient.

« L'impératrice Eugénie était, malgré sa ferveur religieuse, une fausse dévote imprégnée d'un fanatisme sans convictions profondes, sans base, sans étude. Elle fut le tyran des Tuileries comme, plus tard, elle fut celui de son fils mort de sa maladroite autorité.

« Elle était d'une avarice extrême et un détail, entre autres, donnera l'idée de cette avarice : elle faisait raccommoder du linge et il y avait au château seize ouvrières à l'année, payées à raison de cinquante francs par mois, sans être nourries ni logées, pour l'entretien de ces ravaudages.

« Quant à l'Empereur, il ne savait rien refuser et il resta plus d'une fois sans argent personnel à la suite de trop grandes générosités. Il ne réfléchissait jamais alors qu'une misère lui était signalée.

« J'ai peu aimé les gens de la cour. Malakoff, par exemple, que j'ai beaucoup connu, était un soudard et un homme mal élevé. On se répétait, aux Tuileries, son aventure au sortir de sa messe de mariage. Lais-

sant, soudain, le bras de sa jeune femme, il se mit à courir sous le porche du temple en faisant le geste des hommes pressés par un besoin intime et en disant : — « Où p....-t-on, où p...-t-on? » — Son officier d'ordonnance le conduisit dans un coin retiré et il en revint, inconscient de son inconvenance. La mariée qui avait attendu et compris, honteuse, pleurait. Il battit et trompa sa femme, d'ailleurs, qui était bonne et douce. Il avait une maîtresse qui habitait rue de Ponthieu et il se rendait, chaque jour, chez elle, fringant, en pantalon collant gris perle, comme un jeunet.

« Parmi les femmes de la cour, j'eus peu d'amies vraies. Leur ton et leurs gestes ne me convenaient pas. L'une d'elles, surtout, m'agaçait : M^me^ de Metternich, cette rousse aux allures de fille, courant le soir les cabarets, en curieuse simplement, dit-on. Mais cette curiosité-là était déplacée. Lorsque la guerre éclata, elle devait soixante-quinze mille francs à W..., le couturier.

« L'Empereur ne voulait, d'abord, dans M^lle^ de Montijo, qu'une Pompadour. Mais un soir, à Compiègne, devenu très entreprenant, dans un tête-à-tête, devant le pied charmant et la jambe enchanteresse qu'on lui montrait, il perdit l'esprit et promit tout ce qu'on voulait.

« L'Empereur s'enflammait volontiers, d'ailleurs.

« En voyage, la première chose qu'il demandait

était une femme — F... et B... étant ses pourvoyeurs habituels — et il eût été à souhaiter que sa passion pour Mlle de Montijo n'eût eu que la durée de toutes celles que lui inspirèrent tant d'autres belles.

« Sa galanterie lui valut, un jour, une aventure fort comique. Traversant un salon obscur, une après-midi, Napoléon III, en passant près d'un divan, sentit tout à coup, le long de sa jambe, comme le frôlement d'une jupe.

« Il se baissa, et comme de la robe s'élevait un vague parfum d'iris, il devint audacieux et se permit quelques privautés, pinçant le mollet qui s'avançait vers lui. Mais, soudain, il poussa un cri. La personne qu'il invitait ainsi à des jeux d'amour et de hasard n'était autre que l'évêque de Nancy qui, aux Tuileries ce jour-là, se reposait et somnolait sur une ottomane, dans un coin. L'évêque rit beaucoup de cette méprise. Mais l'Empereur ne fut pas, cette fois, le plus fier. »

Pourtant, en dépit de la continuelle frénésie qui emportait les familiers du château, la vie ordinaire des Tuileries n'était point sans maussaderie pour les habitués et pour les souverains eux-mêmes.

Le matin, les dames du palais, désignées pour le service de semaine, venaient se mettre aux ordres de l'Impératrice et celle-ci recevait les personnes qui avaient sollicité d'elle une audience, tandis que l'Empereur en faisait autant de son côté ou travail-

lait avec ses secrétaires, quand il n'était pas avec les ministres.

Il arrivait, aussi, que l'Impératrice sortait et profitait de la liberté relative que lui laissait la matinée pour faire, au travers de Paris, une promenade, accompagnée, le plus souvent, par l'une de ses dames, quelques visites dans les magasins de la rue de la Paix, ou dans quelque intérieur pauvre qu'elle allait ainsi secourir. Car, il faut le dire à sa louange, en dépit de son improdigalité, l'Impératrice fit la charité et la fit avec l'ardeur qu'elle apportait en toutes choses.

Elle aimait, ainsi, à se sentir délivrée de la lourde atmosphère des Tuileries et elle rentrait, plus légère, plus gaie.

Ces promenades, cependant, eurent pour elle, un jour, un résultat fâcheux et, dès lors, elle ne s'y abandonna qu'avec une extrême réserve.

Comme elle revenait, un matin, de son hôtel de l'avenue Gabriel, qui était alors en construction, dans la seule compagnie d'une dame du palais, elle fut accostée aux Champs-Elysées par un homme dont l'aspect révélait un parfait gentleman, mais dont la conduite, en cette circonstance, fut odieuse.

Cet homme, qui l'avait reconnue sous son voile épais, s'approcha d'elle et, feignant d'ignorer à qui il s'adressait, se mit à lui débiter mille galanteries et gauloiseries peu rassurantes. Il ne la quitta que

devant le guichet des Tuileries où, dans un sourire satisfait, il s'arrêta, en s'inclinant profondément, pour bien marquer qu'il ne s'était pas mépris une minute sur la qualité de celle qu'il venait d'outrager.

L'Empereur ne sut que plus tard cette aventure et il donna des ordres formels pour que l'Impératrice, dans ses inconséquences, fût sans cesse sous l'œil protecteur de la police.

Tout ce qui était relatif à la vie matérielle et intérieure des Tuileries était sous la direction de M. le général Rollin, qui avait le titre d'adjudant général des palais et qui se trouvait ainsi chargé des services militaires et civils.

On a souvent confondu les attributions du général Rollin avec celles du général Lepic, qui était aide de camp de l'Empereur et maréchal des logis, surintendant général des palais.

La charge et le caractère de ces deux hommes étaient fort distincts.

Autant le général Lepic fut aimé de ses subordonnés et de toute la cour, autant le général Rollin fut détesté par les uns et par les autres. Il avait une qualité, pourtant : il était dévoué aveuglément à l'Empereur; mais ce dévoûment s'exerçait d'une façon si maladroite, si vexatoire pour l'entourage du souverain, qu'il devenait une préoccupation pour Napoléon III même. En outre, le général Rollin était haï

de l'Impératrice, qu'il n'aimait point d'ailleurs, et dont il combattait sans cesse la volonté ou la fantaisie.

Le général Rollin, d'une avarice excessive pour tout ce qui touchait aux dépenses de la maison impériale, voyait, chaque jour, une coalition se former contre lui. Les officiers eux-mêmes n'en parlaient qu'avec moquerie, et lorsqu'il s'avisa, sous prétexte d'économie, de faire supprimer le carafon de cognac qu'on mettait à leur disposition, dans le salon qui leur était réservé, il y eut un véritable soulèvement contre lui et l'Empereur dut rétablir l'ordre en tançant vertement son trop zélé serviteur.

Le général Rollin était, également — le mot, quoique vulgaire, est ici à sa place — la bête noire du Prince Impérial. Il ne cessait de poursuivre l'enfant de son autorité maussade, encombrante, et un jour que le Prince jouait, avec ses chiens, dans le jardin réservé à l'Empereur, le général survint et, brutalement, lui intima l'ordre de se retirer.

Le pauvre petit s'en fut, tout en larmes, trouver l'Impératrice, et comme celle-ci, malgré son aversion pour l'adjudant du palais, donna tort à son fils, ce dernier, furieux, s'écria :

— Tu n'es pas gentille, maman, d'approuver cette vieille bête !

L'Impératrice gronda fort l'enfant et le condamna, pour cet emportement, à ne point venir le soir, après

le dîner, chercher son dessert comme il en avait l'habitude.

Mais, contrairement à cet ordre, le soir, le Prince, accompagné de miss Cholt, sa femme de chambre, se présenta et demanda pardon à sa mère de son mouvement d'humeur.

Celle-ci lui répondit qu'elle n'oublierait sa colère qu'à la condition qu'il irait prier, aussi, le général Rollin, qui se trouvait à table, de lui accorder son pardon.

Alors, l'enfant se dirigea résolument vers le général.

— Mon général, lui dit-il, je vous demande pardon.

L'adjudant du palais parut surpris.

— Pardon? Et pourquoi, monseigneur? interrogea-t-il.

— Parce que, conclut le Prince, j'ai dit à maman que vous m'aviez chassé du jardin et que vous étiez une vieille bête!

Puisque je parle, ici, du Prince Impérial, je demande la permission de rappeler une anecdote encore qui le concerne.

On sait que le Prince était le filleul du Pape Pie IX. Or, d'autre part, le peu de sympathie qu'avait le Souverain Pontife pour la famille impériale n'est point davantage ignorée.

Cette inimitié, en dépit de l'aide que lui prêtait Napoléon III, avait pris dans le cœur du Saint-Père

un degré d'acuité profonde vers la fin de l'Empire et il ne cessait de la manifester chaque fois qu'il en trouvait l'occasion, l'étendant même jusqu'à son filleul.

C'est dans cet esprit qu'il oublia, un jour qu'il avait reçu en audience une personne très influente de la cour des Tuileries, de s'informer des nouvelles du Prince Impérial.

Cette personne, étonnée, se plaignit au cardinal Antonelli de l'indifférence presque offensante de Pie IX et, devant l'embarras du prélat, n'hésita point à faire part à l'Empereur de cet incident.

Quoiqu'il ait toujours conservé devant le Pape une grande déférence, Napoléon III se fâcha et une remontrance fut adressée au Vatican.

Cette remontrance eut son effet et lorsque la personne à laquelle je fais allusion, se présenta de nouveau, pour prendre congé de Pie IX, celui-ci parut se souvenir de son parrainage.

La façon dont la mémoire lui revint ne manqua point, d'ailleurs, d'esprit — et d'esprit assez méchant.

— Vous direz à notre filleul, le Prince Impérial, fit-il, que nous pensons à lui... — ici, une légère pause — dans nos prières.

L'Empereur lui-même était victime de l'entêtement du général Rollin et souffrait de la routine qu'il apportait dans ses fonctions.

— Vous faites très bien votre service, général, lui dit-il une fois, oui, très bien. Mais pourquoi le bouillon que vous nous faites n'a-t-il point d'yeux? Je voudrais bien du bouillon avec des yeux, général, comme celui des paysans et des bourgeois. Et votre pain — votre pain est exécrable aussi. Ne pourrais-je donc manger du pain comme tout le monde, du bon pain de ménage? Là, voyons, général, est-ce si difficile à se procurer tout cela?

Le général Rollin eut un éblouissement : réformer son bouillon et son pain!... L'Empereur ne parlait pas sérieusement sans doute... Et il continua de servir à Napoléon III du pain exécrable et du bouillon sans yeux.

Je ne prétends pas que ces anecdotes soient indispensables à l'histoire du Second Empire. Elles sont du domaine de la chronique, sans doute; mais elles me paraissent, pittoresquement, se prêter à la reconstitution de la vie des Tuileries.

Dans cet esprit, je mentionnerai encore un incident que provoqua à la cour, en 1867, le général Rollin et qui menaça de prendre les proportions d'un acte grave et politique.

C'était à l'époque où le roi de Prusse, Guillaume, se trouvait en France pour les fêtes de l'Exposition. Une après-midi, étant sorti, il avait eu pour chef d'escorte le lieutenant Tessou, des cent-gardes, et, en revenant de la promenade, comme il descendait de

voiture, il avait remis gracieusement à l'officier une croix de l'un de ses ordres.

Le soir, il y avait bal aux Tuileries et le lieutenant Tessou, désigné pour commander la haie sur le passage du cortège impérial et royal, crut agir courtoisement en accrochant, sur sa poitrine, la décoration que lui avait offerte, quelques heures avant, le roi Guillaume.

Mais il comptait sans son hôte, c'est-à-dire sans le général Rollin.

Lorsque l'adjudant du palais, qui faisait partie du cortège, arriva devant M. Tessou, il s'arrêta, le regarda d'un air courroucé et l'apostropha :

— Lieutenant, lui dit-il, quelle est cette croix, et qui vous a permis de la porter chez l'Empereur ?

Le jeune homme, sans quitter sa position d'armes, répliqua :

— Mon général, cette croix m'a été remise, aujourd'hui, par Sa Majesté le roi de Prusse, et je la porte parce que j'ai le droit de la porter.

— Vous n'avez pas ce droit, monsieur, reprit le général Rollin, et je vous ordonne de cesser de vous parer de cet insigne avant d'avoir obtenu une autorisation régulière.

Le lieutenant, très pâle, demeura muet.

— M'entendez-vous, monsieur ? continua le général.

Et comme M. Tessou gardait le même silence, la

même immobilité, l'adjudant du palais s'avança vers lui, étendit la main et tenta, violemment, d'arracher la malencontreuse croix.

Alors le lieutenant n'eut qu'un geste, mais ce geste fut décisif et terrible. Il abaissa son sabre sur le bras du général, en retourna la pointe, droite, vers la poitrine de son supérieur, et dit :

— Mon général, si vous touchez à ma croix, je vous jure sur l'honneur que je vous passe mon arme au travers du corps.

Le général Rollin comprit la fâcheuse situation dans laquelle il venait de se placer, ainsi que la résolution farouche de l'officier. Il recula et reprit sa marche et son rang dans le cortège.

Mais cette discussion n'avait pu s'établir sans être remarquée. L'Empereur, l'Impératrice, le roi de Prusse lui-même en avaient eu comme l'écho. Napoléon III exigea des explications et il prit prétexte de cet incident pour mettre un arrêt aux « lubies » du général Rollin, qui, décidément, devenaient dangereuses.

L'une des principales occupations de l'Impératrice, surtout à la veille des déplacements, était d'opérer elle-même, avec l'aide de ses dames du palais, le déménagement de ses appartements. Ce déménagement consistait à serrer avec soin tous les objets de prix qu'elle possédait, tableaux, figurines, bronzes,

dessins, et ce travail ne laissait pas que d'être très fatigant. L'Impératrice, très forte, supportait aisément, et en riant, la lassitude ; mais il n'en était pas toujours ainsi de ses compagnes qui, plus d'une fois, demandèrent grâce et abandonnèrent la besogne.

Un jour, comme la souveraine était en « déménagement, » le Prince Impérial, *Loulou*, se présenta dans la chambre où elle se trouvait, et ayant avisé un tableau — une marine de Ziegler achetée depuis peu, à laquelle on venait de faire quelques réparations et près de laquelle se voyaient encore une palette et des pinceaux — il se mit en tête de vouloir peindre.

On lui donna, à cet effet, la palette, les pinceaux et du papier. Mais le Prince ne parut pas satisfait. Il bouda et déclara qu'il voulait peindre sur le tableau, comme l'avait fait le restaurateur. On refusa net de le contenter et, alors, il se prit à pleurer, à hurler et à gémir. Or, en ce moment, parut l'Empereur. Mis au courant des causes qui provoquaient le chagrin de l'enfant, il sourit, s'empara du pinceau et, le plaçant dans la main de son fils, le guida dans un barbouillage épouvantable. En peu de temps, la marine de Ziegler ne fut plus qu'une horreur. Heureusement qu'elle reprit sa forme première après un lavage à l'essence ; mais cette scène fit naître une querelle entre l'Impératrice et son mari, et il faut avouer que ce fut l'Impératrice qui, ce jour-là, eut raison.

Puisqu'il est, ici, question de choses d'art, qu'on me permette de revenir sur un fait dont j'ai parlé déjà[1] et qui concerne le talent que l'Impératrice tentait de développer en peinture ou dans le dessin.

J'ai raconté comment elle prit part au concours d'architecture lorsqu'il s'agit de construire un nouvel Opéra et comment elle envoya un croquis, qui fut assez remarqué.

Voici l'histoire exacte de ce croquis.

Lorsque l'Impératrice eut l'idée de concourir pour un projet du nouvel Opéra, la date extrême fixée pour l'admission des envois était proche et il fallut se hâter. Le croquis qu'elle ébaucha ressemblait, en tous points, à la façade de l'hôtel de ville de Brescia et il était nécessaire de le modifier sous peine d'être accusé de plagiat. Selon les indications de la souveraine, l'un des officiers du palais, habile dessinateur, corrigea la maquette et la remit à M. Chabrol, fils de l'architecte du Palais-Royal, pour la dernière main.

Mais le travail de M. Chabrol ne plut pas à l'Impératrice et ce fut M. Garnier — celui-là même qui devait vaincre en ce tournoi — qui fut chargé d'arranger les choses. M. Garnier indiqua, pour cette besogne, son ami et collaborateur, M. Louvet, et celui-ci ne tarda pas à être installé aux Tuileries

---

1. *L'Impératrice Eugénie.* 1 vol. Victor-Havard, éditeur.

d'où il ne sortit qu'après deux jours de discussions et de retouches.

L'Impératrice posséda, enfin, un fort joli dessin dont elle se déclara enchantée. Comme l'époque des envois au concours se trouvait alors passée, il fallut obtenir du comte Walewski l'autorisation d'exposer le fameux projet qui fut admis avec cette devise : *Mieux vaut tard que jamais.* — Pour reconnaître l'amabilité de M. Walewski, l'Impératrice lui fit présent, après le concours, de *son* dessin et ce curieux document doit encore appartenir à la famille du ministre.

L'impératrice Eugénie, en dehors des mondanités qui la prenaient presque tout entière et des amusement qu'on lui créait quotidiennement, ne cessait, il faut le dire à sa louange, de se préoccuper de l'éducation de son fils et chercha toujours, étant aux Tuileries, à rendre cette éducation le plus conforme à son avenir.

Dans les premières années du Prince, on lui avait donné deux gouvernantes, dont l'une était M^me^ Bruat. Ces dames se partageaient l'enfant, c'est-à-dire qu'il restait quinze jours sous l'autorité de l'une, quinze jours sous l'autorité de l'autre. Il résultait, pour le Prince, de ce passage fréquent de l'une à l'autre des institutrices, une sorte d'incohérence de pensée et d'étude qui stérilisait ses efforts. L'Impératrice fut la première à s'apercevoir de cette mauvaise méthode et elle s'en plaignit amèrement.

Elle n'était point, alors, pour son fils, quoique sévère et peu tendre, l'implacable qu'elle fut depuis, après la chute et la mort de l'Empereur; et il y avait de la lumière dans le rêve qu'elle déposait sur sa jeune tête.

Lasse de la monotonie de ses Tuileries, l'impératrice Eugénie trouva enfin un dérivatif au solennel ennui qui l'étiolait et elle créa ses *Lundis*.

Leur inauguration fut, au château, le prétexte d'une fête merveilleuse et l'on mit, ce soir-là, à la disposition de la souveraine, la salle même des Maréchaux.

Les relations entre les familiers du palais étaient assez peu aimables tout en conservant la correcte apparence de la cordialité, et ces réunions hebdomadaires vinrent, à propos, rapprocher, en des mondanités, les hommes et les femmes de la cour, atténuèrent même le fâcheux effet qui résultait souvent d'ambitions déçues, de compétitions avortées, de haines ou d'affections nées d'un scandale ou d'une intrigue.

Les rapports entre l'Empereur et l'Impératrice qui, depuis la naissance du Prince Impérial, n'étaient plus aussi intimes, se trouvèrent bien, également, devant le public de la cour, de ces soirées qui permettaient à la souveraine d'être moins publiquement isolée, à Napoléon III d'être plus libre et plus maître de ses heures.

Puis, les *lundis* furent suivis de fêtes brillantes qui imprimèrent au Second Empire son cachet de belle folie, et ce fut à qui, parmi les hautes élégantes d'alors, rivaliserait de splendeurs avec les maîtres

Les violons chantèrent chez le duc de Morny, chez la duchesse de Bassano, chez le comte Walewski, chez la duchesse d'Albe, chez M^me^ de La Pagerie, chez le marquis de Chasseloup-Laubat, chez M. Drouyn de Lhuys, à l'Hôtel de Ville, chez M. le baron Haussmann, et au coup d'archet des chefs d'orchestre, toute une pléiade de femmes merveilleuses de grâce et d'esprit sembla sortir de l'invisible.

Le Second Empire fut réellement le règne de la Femme; et parmi celles qui donnèrent le *la* des mondanités, M^mes^ la comtesse Walewska, la duchesse de Persigny, Bartholoni, la comtesse de Pourtalès, la marquise de Galliffet, la princesse de Metternich, Péreira, la comtesse de Mercy-Argenteau, la comtesse de Castiglione, pour ne citer que quelques noms au hasard, furent des divinités très païennes.

Cependant, toutes ne furent pas les *amies* de l'Impératrice, et bientôt il y eut une sélection parmi ces femmes; il se forma, parmi elles, une sorte de franc-maçonnerie qui unit plus intimement les plus remarquées.

D'aucunes furent plus particulièrement dans la familiarité de l'Impératrice, et pour rendre cette familiarité plus absolue et plus générale, il y eut des surnoms désignant telle ou telle d'entre elles, surnoms créés, dit-on, pour exprimer mieux la meilleure et la plus secrète qualité — peut-être le défaut — de chacune d'elles.

C'est ainsi — et je demande pardon, en cette place, de la liberté d'expression que je suis obligé d'employer pour demeurer dans l'exactitude de ce récit — c'est ainsi, dis-je, que certaines prirent les sobriquets de « *Cochonnette*, » de « *Dindonnette*, » de « *Salopette*, » de « *Minette*, » et il en fut aussi irrévérencieusement des autres.

Plus généralement, on désignait les femmes de l'entourage intime de l'Impératrice sous le nom de *Canaillettes* » ou « *Caillettes*, » et lorsqu'elles admirent, plus tard, après la guerre, leur cercle étant reformé, quelques hommes privilégiés au partage de leurs plaisirs, elles prirent celui de « *Loutonnes* » tandis que leurs compagnons devenaient des « *Loutons.* »

Ces choses sembleraient indiquer que le scandale, que l'immoralité étaient à l'ordre du jour des Tuileries. Il serait injuste, cependant, de se poser en censeur trop sévère et d'exagérer cette manifestation, plus apparente que réelle, de vice. Il y eut, aux Tuileries, certainement des vertus fragiles qui rendent

une condamnation facile ; mais il y eut aussi d'honnêtes femmes.

Parmi ceux qui écoutaient plus les violons et les propos de cour que la politique, se trouvaient MM. de Caux, de Jaucourt, de Castelbajac, d'Ayguesvives, d'Avillers ; parmi celles qui ne dédaignaient pas cette politique, il y avait Mmes Walewska, de Mercy-Argenteau, de Castiglione, Creven, de Metternich, de Beaumont, de Brimont. Et sur tous, et sur toutes, les Morny, les Persigny, les La Valette, les Walewski, les Rouher, les Metternich, les Nigra, élevaient leurs mains pleines des cœurs, des passions et de l'avenir des peuples.

C'était le temps des fêtes à Compiègne, à Vichy et à Fontainebleau — à Fontainebleau où Mérimée, le soir, sur le lac, récitait des vers à l'Impératrice mollement accoudée sur le bord d'une barque ; des galas au Bois, autour de l'eau ; des chasses où, la passion l'emportant, la souveraine se faisait cruelle et enfonçait son poignard dans la chair de la bête épuisée ; c'était le temps des beautés blondes ; des splendides hivers où, sur la glace du Bois de Boulogne, l'Empereur se mêlait à la foule enthousiaste ; c'était le temps des radieux visages et des rires sonores.

Des tares, évidemment, grouillaient sous cette splendeur, sous ce clinquant ; mais il y avait de la poésie aussi ; mais au-dessus de cette poésie même, il y avait l'énigmatique et songeuse figure de Napo-

léon III qu'encadraient les lauriers de Sébastopol et de Solférino. Et de cette cohue, et de cette frénésie, sortaient, comme l'expression d'une force, comme l'affirmation d'une Vie, riche de sève, charriant des désirs.

## IV

## L'EMPEREUR ET LES FEMMES

Il est, en vérité, fort malaisé d'établir la version exacte du Second Empire — histoire ou chronique. A peine, en effet, révèle-t-on un détail inédit sur les mœurs des Tuileries, à peine essaie-t-on d'esquisser la silhouette d'un personnage important — homme ou femme — que des clameurs partent de tous les côtés, que des menaces de procès même, et surtout, tentent d'arrêter l'écrivain dans son étude. Il se produit un fait assez singulier, en ce qui concerne les choses du Second Empire. Il existe entre ceux qui ont fait les beaux et les vilains jours de ce temps comme une sorte de franc-maçonnerie, dont le but est de faire le silence autour de Napoléon III, de l'Impératrice et de leur entourage. Les acteurs du Second Empire ne veulent point qu'on entretienne le public de leurs actions passées; ils sont réfractaires

à toute vérité, à toute révélation, et il semble qu'après avoir fait beaucoup et trop peut-être parler d'eux naguère, ils souhaitent, dans un esprit de compensation, qu'on les oublie actuellement. Il suit de là qu'aucune époque historique n'a été fermée au public autant que celle du Second Empire.

Ces considérations ne sont point, ici, pour faciliter la tâche que je me suis tracée et pour aider au développement libre et sincère de cette tâche — de ce chapitre, spécialement. J'essaierai, pourtant, cette besogne ingrate; ingrate, oui, mais pas plus, en définitive, que celle qui l'a précédée et que j'ai consacrée à l'Impératrice et qui, malgré sa haute impartialité appuyée de documents authentiques, m'a valu nombre de colères. Ce qui prouve que la fable du *Meunier, son Fils et l'Ane* est de tous les temps.

Ainsi qu'un soldat doit avoir le courage de ses actes, un écrivain doit avoir celui de sa pensée. Partant de là, au seuil de ce chapitre, je n'hésite pas à dire que j'ai pour l'empereur Napoléon III — mais pour l'empereur Napoléon III seul — une sympathie sincère et émue. Et ce, parce qu'il fut un homme d'Etat remarquable et parce qu'il fut malheureux; parce qu'il fut extrêmement bon et parce qu'il a été méconnu. Ce sont peut-être là des raisons de sentiment; mais, cette déclaration faite, j'ajoute que je ne suis pas de ceux qui restent aveugles de-

vant les fautes ou les inconséquences de son règne.

Il semble que le destin ait pris plaisir à jeter la femme en chacune des phases de ce règne. Une femme, la duchesse de Hamilton, est la confidente des projets de Louis-Napoléon Bonaparte avant son arrivée en France, après la révolution de 1848; une femme, miss Howard, lui procure, généreusement, les moyens de lutter contre ses ennemis ; une femme, enfin, M^lle^ de Montijo, fixe sa vie, étant Empereur, et de la même main qui avait pris son cœur, aux temps radieux des épousailles, elle joue son trône et sa gloire au soir de cette apothéose.

Le prince Louis-Napoléon, en 1848, se trouvait, en effet, en Ecosse, chez sa cousine, la duchesse de Hamilton, qu'il aima et qui lui fut cruelle, et c'est là que la nouvelle de la chute du roi Louis-Philippe lui parvint.

Le Prince dit alors à sa cousine :

— Je pars. Je vais à Londres, et, de là, à Paris, où la République est proclamée. C'est à moi d'être le maître.

Et comme la duchesse l'écoutait, un peu surprise :

— Vous n'avez point foi en moi, ma cousine, reprit le Prince. Vous avez tort, car, dès aujourd'hui, je vous invite à me venir voir à l'Elysée.

La duchesse de Hamilton se mit à rire :

— Vous rêvez — comme toujours, hélas — mon cousin, fit-elle.

Mais le Prince secoua la tête et s'en fut.

A Londres, sans ressources, miss Howard l'attendait, ayant sacrifié une partie de sa fortune pour la lui remettre. On sait le reste. Napoléon III lui rendit, avec usure, cette fortune en l'augmentant du château de Beauregard dont elle prit le nom. Mais il y eut comme une déception chez cette femme après l'avènement au trône de celui qui avait été son ami. Elle lui devint presque hostile : elle le fatigua par sa présence, se trouvant, obstinément, sur son passage et sur celui de l'Impératrice, à leurs sorties des Tuileries, et quand elle mourut, vers 1865, elle ne fut peut-être pas autant regrettée qu'elle aurait pu l'être. Elle avait, dit-on, formé un rêve insensé : elle eut, un moment, l'illusion qu'elle pourrait être l'Impératrice, sinon avouée, mais secrète, et elle mourut de ce rêve comme celui qu'elle avait servi vécut du sien.

Le dévoûment que, aventurier, Napoléon III avait inspiré à l'Anglaise miss Howard, il l'eût inspiré à bien d'autres femmes.

Si, physiquement, il n'était point ce qu'on peut appeler un bel homme, il avait dans le regard et sur la lèvre ce sourire endormi qui plaît et qui captive.

En outre, il était, je le répète, d'une bonté extrême, et sa douceur et sa tendresse innées faisaient oublier ce qu'il y avait en lui d'étrange et d'insaisis-

sable, de morose même. On le surnomma, plus tard, à la cour, Napoléon le Taciturne.

Napoléon III avait aussi la qualité qui s'adresse le mieux, non seulement aux femmes, mais aux hommes : il possédait un ressort d'activité inouï. Il était l'être des résolutions suprêmes comme le fataliste des stoïques résignations. Cette force agissante qui était en lui se perdait souvent dans un rêve, en revanche, qui la paralysait, qui la rendait inefficace ou vaine.

Quoique aimant et comprenant peu les arts, il était lettré, discourait aimablement sur les livres, savait ses auteurs à merveille et écrivait même avec goût. Mais il était réfractaire à toute poésie.

Un jour, il eut plus d'esprit que Louis XIV.

Pour complaire à une élégante, il avait fait un acrostiche et le lui avait remis, attendant l'effet de cette lecture.

Mais ce fut une moue trop significative qui répondit à son essai.

Alors, reprenant doucement le papier des mains de la belle, il le déchira et dit :

— C'est l'histoire de l'*Ane et du petit Chien*, n'est-ce pas ?

Et il rit de bon cœur de sa déconvenue.

Très familier et plein d'épanchement avec ceux qu'il aimait et qu'il croyait ses amis, une froideur énigmatique et une fixité scrutatrice du regard éloi-

gnaient de lui les étrangers ou bien les faisaient craintifs et peu disposés à lui soumettre leurs idées. Cependant, dès qu'on lui laissait deviner sa pensée, dès qu'il trouvait à glaner dans l'expression de cette pensée une nouveauté, une observation s'écartant de la banalité ordinaire des choses, il se donnait tout entier à son interlocuteur et ne lui ménageait pas sa sympathique attention.

Lui-même, alors, prenait la parole, détaillant, dans la lenteur et dans la gravité de langage qui lui étaient particulières, ses propres impressions et comme, lorsqu'il s'animait, quoiqu'il eût l'horreur de toute discussion, il devenait un merveilleux causeur, un charmeur, on le quittait avec de l'enthousiasme dans le cerveau, avec de l'affection dans le cœur. Il gagna ainsi plus d'un ennemi à sa cause.

Autoritaire et révolutionnaire, sévère et bienveillant, dans un assemblage de sentiments mystiques, on eût dit qu'il avait la vision de trop de choses à la fois et que ses propres conceptions, dans une malignité du sort, lui échappaient sans cesse. Homme d'Etat remarquable, alors qu'il s'agissait de l'organisation et de la politique intérieures du pays, il redevenait l'utopiste des années adolescentes et généreuses dès que ses facultés se tournaient vers les questions de l'extérieur. Hanté, comme son cousin, le prince Napoléon, d'ailleurs, du principe humanitaire des nationalités, il oubliait sa propre sécurité,

celle même de sa patrie, quand on agitait devant lui le problème social qui s'y rattache.

— Mon oncle Napoléon Ier, avait-il dit un jour, donna les siens — ses frères — aux peuples de l'Europe. Je voudrais leur donner mon cœur.

C'est là une belle parole. L'homme qui la prononça mérite mieux, sans doute, que la haine implacable de l'Histoire.

L'empereur Napoléon III était brave ; il avait la bravoure du fataliste, c'est vrai ; mais il serait vain de discuter sur le sentiment intime qui inspire le courage. On a dit qu'à Sedan il s'était tenu éloigné du feu. On s'est trompé. Dans une étude spéciale, je ferai connaître quelques incidents ignorés de la bataille de Sedan, et l'Empereur se montra, dans cette journée néfaste, tel qu'il était réellement. Sa promenade, après le Deux-Décembre, sur les boulevards, seul, en avant de son état-major, livré ainsi à la première balle anonyme, la bagarre de Magenta, le champ de bataille de Solférino, ne sont-ils point là comme un triple témoignage de l'indifférence de cet homme devant le danger ?

L'Empereur, et j'aborde ici, après cette esquisse rapide, le véritable sujet de ce chapitre, fut — il serait puéril et maladroit de le nier — un homme à bonnes fortunes, un amant de la Femme, quand même et toujours.

Il y avait en lui un instinct inconscient, presque, qui le jetait vers toutes les féminités. Il était de ceux qui ne se devraient jamais marier, parce que le mariage ne leur apporte qu'un désir vite mort, parce que le mariage noie leurs facultés dans la lourdeur d'une intimité incompatible avec leur nature, parce qu'en épousant, ils donnent la souffrance, surtout, à celles qu'ils enchaînent à leurs destinées, à celles qu'ils chérissent peut-être encore, alors que déjà leur esprit — je n'ose dire leur cœur — ment à cette affection et se tourne fatalement vers d'autres visages.

La psychologie de l'amour, chez les souverains, serait fort curieuse, certes, à examiner et celle de l'empereur Napoléon III, particulièrement, me paraît déconcertante.

Je n'affirme pas — car je ne mets ici aucune pensée légère — qu'il posséda toutes les femmes qui fréquentèrent les Tuileries; mais je puis dire qu'il les aima toutes, que son œil mourant brilla devant toutes, et un peu pour chacune d'elles.

Je le répète, les femmes des Tuileries avaient la beauté, la grâce et l'esprit. Sans vouloir exprimer, à l'égard de Napoléon III, une indulgence immorale, on me permettra de penser qu'il eût été bien difficile à cet homme, que tant de séductions sollicitaient, de demeurer passif, indifférent, insensible, dans la chaude et enfiévrée atmosphère de ses salons.

Il aima donc, jetant le mouchoir vers bien des

jupes, et il ne fut peut-être que courtois, souvent, dans ce simulacre de passion, car les femmes allaient d'elles-mêmes à lui, l'entouraient, l'invitant à les adorer, dans la conscience même de l'oubli qui suivrait l'heure inoubliable et désirée.

Cet homme, qui avait couru les grands chemins de l'aventure, qui, jadis, en Amérique, inconnu et pauvre, avait eu la pensée chevaleresque de corriger, avec sa cravache, Hudson Lowe, le sinistre tourmenteur de Sainte-Hélène ; cet homme qui avait joué sa vie contre une couronne d'Empereur, que le côté romanesque de son mariage même parait du charme des Don Juan ; cet homme, que des acclamations, parties du peuple, saluaient dans sa capitale, avait aux regards des femmes l'attrait de ce dualisme qu'elles exigent souvent en l'amant : la force devant les autres, la douceur devant elles. Et elles le recherchaient, et elles le souhaitaient, comme les châtelaines mélancoliques et esseulées du Moyen Age devaient rechercher et souhaiter le seigneur, à son retour de la Croisade.

La revue serait longue à établir des femmes de la cour que l'Empereur captiva, et de celles qui, au contraire de la fille de Japhet, pleurèrent leurs désirs insatisfaits.

Il sut, parmi les femmes des Tuileries, distinguer les intelligentes, et il y en eut dont il prit plutôt les

conseils que les baisers, qu'il écouta, qu'il unit presque à sa destinée par un lien plus cher et plus sacré que celui d'une éphémère passion — par un lien cérébral, si je puis ainsi parler.

Au-dessus de toutes, par le rang comme par l'esprit, il faut placer Mme la princesse Mathilde qui, elle aussi, se déroba aux instances de son cousin alors qu'il n'était qu'un prétendant et un prétendant assez peu sérieux, mais qui se fit sa collaboratrice et sa conseillère affectueuse et dévouée aussitôt après son élection à la présidence, dirigeant avec un tact supérieur les mondanités de l'Elysée, ramenant au Prince les hésitants, lui créant des amitiés, des fidélités et des courages.

La vie de Mme la princesse Mathilde est sue et je ne la reprendrai pas ici. Il est, cependant, un détail de son existence, non toujours heureuse, qui ne manque pas d'intérêt. Je veux parler de sa séparation d'avec son mari, le prince Demidoff.

Pourquoi épousa-t-elle le prince Demidoff qui était laid et brutal? Peut-être parce qu'il était spirituel, la princesse ayant toujours eu du goût pour les gens d'esprit. Quoi qu'il en soit, elle s'aperçut vite de son erreur et, lorsqu'elle surprit son mari, à Florence, en flagrant délit d'amour avec la duchesse de Dino, elle se retira de lui. Elle appela à son aide, alors, l'empereur de Russie qui, se rendant à Palerme, alla à San Donato. A son entrée dans la villa, ce fut

à peine si le souverain répondit au salut du prince Demidoff — à Saint-Pétersbourg, il ne le recevait jamais, le faisant attendre dans le salon de ses officiers, lorsque la princesse Mathilde lui rendait visite — et s'étant enfermé avec la jeune femme qui était sa cousine par le mariage du roi Jérôme avec la princesse de Wurtemberg, il décida que la séparation aurait lieu. Cette séparation ne fut rendue effective que pendant un voyage du prince Demidoff à Pétersbourg, cependant. La princesse Mathilde étant restée à Paris, le Tsar retint son vassal en Russie et le força d'accepter ses conditions qui furent assez cruelles.

La princesse Mathilde, à la cour des Tuileries, fut, avec M^me^ la comtesse de Beaumont — mais cette dernière dans les dernières heures de l'Empire — la seule femme qui s'occupât sincèrement, et en réelle connaisseuse, d'art et de littérature. L'Empereur lui dut des amitiés célèbres et le ton académique de certaines réceptions, au château, à Compiègne et à Fontainebleau, doit être reporté tout à l'honneur et à l'inspiration de la princesse. Elle fut comme la duchesse de Rambouillet du Second Empire, et les écrivains ainsi que les artistes, en lui continuant une déférente affection, depuis la chute de sa dynastie, la récompensent des sympathies qu'elle leur a prodiguées naguère.

Une autre femme, proche parente de l'Empereur,

par alliance, doit être comptée au nombre des femmes intelligentes des Tuileries, quoiqu'elle se tînt le plus souvent éloignée de la cour. J'ai indiqué Mme la princesse Clotilde, fille du roi Victor-Emmanuel, mariée au prince Napoléon, qui, en dépit de la séparation morale qui s'établit entre elle et lui, dès le lendemain des épousailles, ne cessa de rendre hommage à l'élévation et à la justesse de son esprit.

La vérité oblige à dire que la guerre d'Italie fut, pour une grande part, l'œuvre du prince Napoléon. L'Empereur, à cette époque principalement, lui avait donné toute sa confiance, et sachant que son cousin connaissait particulièrement le comte de Cavour, il remit entre ses mains tout le plan des négociations qui devaient aboutir à une déclaration de guerre contre l'Autriche.

Le prince Napoléon prit charge de tout, alors, et ce fut lui qui arrangea, entre Napoléon III et Cavour, à Plombières, les entrevues fameuses.

Ce ne fut, réellement, que lorsque tout eut été décidé entre l'Empereur, son cousin et le ministre italien, que ce dernier entretint le ministre des affaires étrangères français, M. le comte Walewski, des résolutions qui avaient été arrêtées.

On sait que M. le comte Walewski ne partagea pas, tout d'abord, les vues de son collègue étranger et de son souverain, et qu'il fit une violente opposition aux projets de l'Empereur. Mais Cavour, très fin,

très rusé, laissa passer la mauvaise humeur de M. Walewski et, s'en remettant au prince Napoléon du soin de mener à bien ses espérances, il attendit.

Cette guerre eut, du moins pour le Prince, un résultat : son mariage avec la princesse Clotilde, fille du roi Victor-Emmanuel.

L'Impératrice et la princesse Clotilde, je l'ai dit déjà, ne s'aimèrent jamais. Une gêne, également, régna toujours entre elle et l'Empereur. Comme son cousin, Napoléon III éprouvait une répulsion instinctive devant cette jeune femme, née plutôt pour le cloître que pour la cour et qui s'en allait, pendant de longues heures, prier dans le silence et dans l'ombre de Saint-Roch, au lieu de céder aux désirs de son mari et de son cousin qui lui conseillaient de moins fréquentes austérités.

L'Empereur, ainsi que le prince Napoléon, s'inclinait devant le sens droit de la princesse Clotilde ; mais l'indéfinissable et insondable abîme qui était entre lui et sa cousine l'empêcha toujours d'avoir recours à ses conseils.

La princesse Clotilde était, en tout, l'opposé de sa brillante parente, la princesse Mathilde. Autant celle ci était causeuse, charmante et *princesse*, enfin, autant celle-là était la personnification modeste de la petite bourgeoise.

Dédaigneuse de toute toilette, elle avait l'horreur instinctive des réunions officielles et il arriva, plus

d'une fois, qu'elle s'endormit à table, ou après le dîner, sans souci de l'étiquette.

Une anecdote bien amusante — et qui ne peut nuire en rien à la réputation de cette sainte femme — la peint, comiquement, dans son attitude simplette.

Un soir, à dîner, s'étant assoupie, elle se réveilla brusquement et on la vit, tout à coup, cherchant un objet sous sa chaise, puis sous la table. On trouva enfin ledit objet et l'on s'aperçut qu'en sommeillant, la princesse avait tout bonnement perdu et laissé choir ses souliers.

Le mariage du prince Napoléon et de la princesse Clotilde fut-il aussi malheureux qu'on l'a dit ?

Non. — Il est évident que le caractère brutal du Prince fit souffrir bien des fois la nature douce et résignée de la princesse Clotilde. Mais, en somme, celle-ci, dans sa tranquillité d'esprit et de sens, s'accommodait assez bien des relations établies, par la force des choses, entre elle et son mari.

On connaît la figure de la princesse Clotilde et il serait peut-être oiseux de la dépeindre une fois de plus. Elle est de celles, en définitive, qui n'ont pas d'histoire, et c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire d'elle.

Son existence entière s'est passée et se passe encore dans des pratiques pieuses ; c'est une sainte, dans toute l'acception du mot.

Cependant, il serait puéril de nier les déceptions qui l'attendirent en venant à Paris, à la cour. Peu causeuse, très renfermée, éloignée, de gestes et de pensées, de tout ce qui formait le côté mondain des Tuileries, elle ne comprit peut-être pas assez le mari qui lui avait été donné ; de là des mécomptes inévitables.

Le Prince, de son côté, ne la querella guère sur ses goûts de retraite, et il n'en parla jamais, d'ailleurs, qu'avec le plus grand respect. Il la consultait même, dans les heures difficiles, faisant très cas de son bon sens indiscutable, de la justesse de ses idées.

Le plus grand tort que le prince Napoléon eut, devant sa femme, fut de ne pas assez cacher l'intimité de sa vie extra-conjugale. Dans un voyage même, étant à Dublin, avec Cora Pearl, et le bruit s'étant répandu de son arrivée dans la ville, il fut surpris en la compagnie peu édifiante de cette fille par le lord maire qui se fit, soudain, annoncer chez lui, dans l'hôtel où il était descendu. L'aventure fit grand bruit, causa du scandale et, quand le récit en vint aux oreilles de la princesse Clotilde, elle s'en montra profondément affligée.

Il n'est point vrai que le prince Napoléon et sa femme durent jamais se séparer. Mais un fait est indéniable : un gouffre était entre eux que rien ne pouvait combler.

Le Prince, homme à bonnes fortunes, amant des élégances féminines, ne pouvait s'habituer à l'extrême simplicité de la princesse Clotilde et sa mauvaise humeur, souvent, provenait de ce mépris pour toute coquetterie qu'elle affectait davantage encore dans l'intimité.

Cette absence, chez sa femme, de tout instinct d'élégance le chagrinait sincèrement, et un jour, il s'en ouvrit à un de ses familiers.

— Regardez Clotilde, lui dit-il, en lui montrant la Princesse, qui marchait dans le jardin, est-elle fagotée ! C'est trop de vertu, vraiment ! Voyez, ses bas tombent sur ses talons !

— Vous auriez dû épouser l'Impératrice, monseigneur, lui dit alors son interlocuteur.

— Epouser Eugénie, moi ? s'écria le prince. — Non, non ; j'aime encore mieux être le mari de Clotilde. L'Impératrice est une femme d'imagination, de plaisirs dont je ne fais aucun cas. Il me faut une mère pour mes enfants, et sous ce rapport, la Princesse est irréprochable.

Il est un mot d'elle à l'Impératrice qui la relève royalement.

Quelque temps après son mariage, comme elle paraissait à la cour, pour la première fois, l'Impératrice crut deviner en elle de la timidité, de la gaucherie, et sur un ton de bonté un peu protectrice, lui dit :

— Rassurez-vous, ma chère enfant, vous vous habituerez vite à ma cour.

La princesse Clotilde se redressa, orgueilleuse :

— Je suis, Madame, toute rassurée, répliqua-t-elle, et habituée depuis ma naissance à celle de mon père.

Sur un plan plus effacé vinrent ensuite, parmi les femmes de la famille impériale, la duchesse d'Albe, sœur de l'Impératrice qui l'aima et qui la pleura éperdument ; la comtesse Stéphanie Tascher de la Pagerie, qui fut la chroniqueuse de la cour ; la princesse Bacciochi — dont les allures garçonnières effaraient un peu et qui, chasseresse intrépide, sacrait et jurait comme le plus humble de ses valets de chiens.

Un jour, après une chasse émouvante, chez M. R..., près Rambouillet, quoiqu'elle ne fût pas jolie, un cavalier se fit galant auprès d'elle. Pendant qu'il lui débitait des fadaises, le cerf battait l'eau de l'Etang-d'Or, et ayant gagné la rive, assailli par les chiens, décousait les meilleurs d'entre eux.

La princesse Bacciochi, qui regardait cette scène, entendait-elle les douceurs de son compagnon ? On ne saurait le dire. Mais elle l'interrompit, soudain, et sur un ton peu conciliant, lui cria :

— F...ichez-moi la paix, monsieur, et marchez donc au secours des chiens !

Et elle porta elle-même son cheval en avant, allant à l'aide de la meute.

La princesse Bacciochi chassait, souvent, en habits moitié masculins, culottée, bottée et éperonnée, ce qui excusait, sans doute, sa rudesse.

Une question délicate se pose ici : existait-il, à la cour, ainsi qu'on l'a murmuré souvent, un service régulièrement organisé des plaisirs de l'Empereur — tranchons le mot — de la galanterie ? Ma réponse à cette question sera nette : oui, ce service existait et fonctionnait presque administrativement.

Je demande, à ce sujet et avant d'aller plus avant, qu'on me fasse grâce d'indignations. Je sais fort bien que ces révélations peuvent gêner certaines personnalités du Second Empire et qu'on peut avoir intérêt à les démentir. Mais les démentis, dans ces cas particuliers et personnels, ne sauraient avoir qu'une valeur relative et conventionnelle.

J'écris ces pages en historien impartial, sans parti pris, sans haine comme sans affection contre ou pour ceux qui passent sous ma plume et je ne puis me résoudre, pour complaire à mes contradicteurs, à écrire la chronique du Second Empire avec des découpures de feuilles soumises.

Le service de la galanterie était donc pafaitement organisé aux Tuileries sous le Second Empire, et on

le désignait, au château, par ces mots : *le service des femmes*. L'un des chambellans de l'Empereur, le comte X..., en avait la direction et veillait, avec un scrupuleux soin, à ce que les choses fussent bien faites, à ce que nulle maladresse ne vînt entraver les désirs et les satisfactions du souverain.

Il n'eût point été aisé peut-être, malgré la frivolité qui régnait à la cour, de trouver un homme qui voulût bien prendre la charge et la responsabilité... morale d'une telle fonction. Le comte X..., peu scrupuleux, ayant du sang d'aventurier dans les veines, rempli de décision et d'à-propos dans les situations équivoques, était tout indiqué pour cet emploi et c'est à lui que l'Empereur, sans hésitation, s'adressa pour l'intendance de ses plaisirs.

Afin d'être sans cesse en communication avec le maître — aux heures roses, principalement — le comte avait un appartement au rez-de-chaussée du palais, dans la cour des Tuileries, ouvrant sur celui du souverain, et c'est chez lui que Napoléon III se rendait pour faire son choix parmi les beautés à la mode ou ignorées qu'il lui présentait.

Le comte X... était maladif, et dans ses moments de souffrance, son service était remis à M. H..., qui avait toute sa confiance ainsi que celle de l'Empereur. M. H... suppléait même le chambellan lorsque Napoléon III était en voyage. Il l'accompagnait et ne s'installait jamais dans la nouvelle résidence du souve-

rain qu'escorté d'une demi-douzaine de vertus dociles recrutées soit à Paris, soit en province même. Il fut, en effet, longtemps parlé, à la cour, d'une certaine *rose* de Provins, poussée et épanouie dans l'air triste de la magistrature du lieu. Son effeuillement dura peu d'ailleurs, et M. H... se montra particulièrement affecté du dédain de Napoléon III en cette circonstance.

Dans les fêtes et dans les cérémonies publiques, un service de place était réservé à des gens de police de bon ton pour veiller sur l'Empereur. D'autres places, également non loin de Napoléon III, étaient données aux femmes qui étaient en relations avec le comte X... et M. H..., et c'était alors, sous l'œil du souverain et pour sa plus grande damnation, comme un véritable concours de beauté.

Une femme de lettres, célèbre alors, brigua les faveurs de l'Empereur, et comme elle écrivait des romans, elle ne cessait d'envoyer à Napoléon III ses livres avec des dédicaces brûlantes pour attirer son attention sur elle. Elle n'avait point conscience que l'Empereur faisait lui-même un roman assez émouvant pour que ceux des autres ne l'intéressassent point.

Une anecdote qui, dans sa légèreté, ne manque pas d'élément dramatique, m'a été contée au sujet de cet instinct spontané qui portait l'Empereur vers toute jolie femme.

Quelques hommes — des étrangers — parmi ses ennemis, tentèrent un jour de mettre à profit le sentiment amoureux de Napoléon III, pour le ruiner dans sa santé, dans sa vie.

S'étant procuré une drôlesse, jeune et merveilleusement belle, mais atteinte d'un mal terrible, ils la placèrent sur le passage de l'Empereur à sa sortie des Tuileries, dans l'espérance qu'il la remarquerait.

Napoléon III la vit, en effet, mais — son étoile veillait-elle, en ce temps, sur lui, même dans les choses de son intimité ? — il ne la souhaita point et les organisateurs de cet attentat d'un nouveau genre en furent pour leurs peines et leur infamie.

Le mode de procéder qu'employaient le comte X..., M. H..., et plus tard M. le vicomte de L... qui succéda au comte X..., n'était point sans monotonie.

On imagina, alors, de compliquer les choix du souverain, dans le recrutement de ses fugitives amies, par quelques jeux qui ne manquaient pas de piquant. Comme ces jeux avaient lieu à la cour, il ne pouvait être question d'introduire dans l'entourage du palais, des femmes étrangères et non mondainement classées, et ce fut parmi celles qui brillaient aux Tuileries même, que Napoléon III se prodigua.

On a beaucoup parlé et ri du jeu de bagues installé dans certaine résidence de l'Empereur, alors qu'il était en villégiature. Ce jeu se pratiquait ainsi :

ces dames s'apprêtant à enfourcher leurs montures, tandis que le marquis de M... tournait la manivelle d'un orgue de Barbarie, le souverain s'avançait vers elles et les observait. Alors, on installait le baguier, on mettait en mouvement les chevaux, et celle qui, après la course, avait arraché le plus d'anneaux, avait droit au cœur du maître.

D'autres fois, on cachait dans un coin un bibelot de prix : bague, épingle ou bracelet, et celle de ces dames qui le trouvait devenait la préférée du moment.

Le même jeu des bibelots se répétait, mais d'une manière différente et plus pittoresque. On apportait une corbeille dans laquelle se trouvait entassée et mêlée une certaine quantité d'objets de bijouterie. L'un de ces objets était désigné à l'avance comme étant le prix de l'Empereur et la corbeille étant déposée à terre, recouverte d'une légère enveloppe qu'on ne devait ni déchirer, ni soulever entièrement, on invitait les dames à fouiller dans son contenu. C'était, alors, un inexprimable combat de dentelles et de jupes, et celle qui se relevait, ayant rapporté la... timbale, savait quelles destinées l'attendaient. Elle ne s'y dérobait généralement pas, il faut le dire à l'excuse de l'Empereur.

L'Impératrice fut longtemps — quoique ce fait paraisse invraisemblable — avant d'avoir connaissance des infidélités de son mari. Elle en souffrit

cruellement, étant jalouse, et un jour, dans son chagrin, elle se détermina à une séparation.

Elle se rendit auprès d'un avocat pour être conseillée et je vais bien étonner le public en lui apprenant que cet avocat fut M. Jules Favre.

Le célèbre orateur, fort embarrassé et de la visite qu'il recevait et de la question qui lui était soumise, se tira de cette situation difficile en homme sage et d'esprit, en patriote aussi. Il engagea l'Impératrice à ne provoquer aucun scandale, dans l'intérêt même du pays, et à retourner, purement et simplement, comme une petite bourgeoise, en son ménage.

Des hommes, et parmi eux plus d'un personnage politique, essayèrent aussi d'exploiter la féminité de Napoléon III. On voulut, en maintes occasions, le conduire en se servant de quelque femme à laquelle il était peut-être malaisé de résister. Mais, si l'Empereur avait le baiser prompt et facile, il gardait mieux ses sentiments d'homme d'Etat. Il n'écouta guère les enchanteresses, alors qu'elles mirent de la politique dans leurs tendresses et leurs séductions et, par un contraste étrange, ce fut l'Impératrice, qu'il n'aimait plus physiquement, qui demeura la maîtresse de sa pensée et de son avenir, qui lui imposa sa volonté.

A la cour, cependant, il y eut, je l'ai dit, des femmes intelligentes que les questions graves de la politique

— sans nuire à leurs grâces de mondaines — sollicitèrent.

L'Empereur qui les connaissait et qui les appréciait — en dehors de tout autre et intime sentiment — ne dédaignait pas d'entendre leurs avis, et il les consulta, souvent et sérieusement, notant avec soin leurs impressions, leurs craintes, leurs désirs.

Parmi ces femmes, et en première ligne il convient de citer Mme la comtesse Walewska qui, du reste, en vertu des lois de l'atavisme, ne pouvait que s'intéresser aux choses de la politique, étant une descendante de Machiavel.

A peine mariée, elle charma le salon un peu maussade de M. Thiers et y fit la connnaissance de la plupart des hommes d'Etat qui marquèrent dans l'histoire de l'Empire.

Elle fut la collaboratrice assidue, dévouée et hautement intelligente de son mari, et si on les eût écoutés tous deux, la guerre du Mexique n'eût pas eu lieu. Ils en devinèrent, en effet, les sombres résultats.

La comtesse Walewska, Italienne de naissance, ne fut pas autant contraire à la campagne contre l'Autriche, d'accord ici, d'ailleurs, avec tant d'autres esprits généreux. Cependant, quand elle crut, avec son mari et, il faut le dire, avec l'Impératrice, s'apercevoir que cette guerre n'aboutirait qu'à une exploitation égoïste de Napoléon III et de la France, elle mit

en œuvre toute son influence pour que les résultats n'en fussent point défavorables à notre pays. Et dans le patriotisme ardent qu'elle manifesta pour sa patrie d'adoption — car Mme la comtesse Walewska fut et reste une belle et bonne Française — et qui ne l'abandonna jamais, elle fit se dresser, inquiète, la tête de Cavour.

— La femme que je redoute le plus, dit-il alors, est la comtesse Walewska.

L'histoire politique de la comtesse serait longue à détailler, ayant été ambassadrice de France à Londres, femme du ministre des affaires étrangères, du ministre d'Etat, du président du Congrès de Paris, après la guerre de Crimée, et du président du Corps législatif. Après la retraite de M. le comte Walewski, elle ne voulut conserver de ses dignités que le charme attirant qui était en elle, que sa bonté qui était extrême, que son esprit qui était merveilleux.

Son salon était le rendez-vous de toutes les célébrités de la politique, des lettres et des arts, et ses amitiés littéraires demeurent célèbres.

Ce fut à elle que l'Empereur, pendant sa captivité, confia bien des peines et bien des espérances, et Gambetta, même, qu'elle connut, après la guerre — car elle avait la curiosité de toutes les intelligences — disait d'elle : — « C'est une charmeuse. »

L'hommage n'est point banal venant de cet homme, et il est mérité.

Ce sont, ici, des esquisses rapides. Certaines femmes des Tuileries demanderaient, pour être portraiturées, des pages plus nombreuses.

Telle est Mme la comtesse de Castiglione, qui eut la réputation d'être une femme exclusivement politique et qui, plutôt, fut une mondaine éprise et orgueilleuse de sa beauté. Pourtant, nièce de Cavour, je crois, elle ne fut pas étrangère à la guerre d'Italie et l'on accusa sa beauté, justement, tout autant que le carbonarisme et que le socialisme nuageux de l'Empereur, d'avoir précipité les événements.

On rapporte d'elle, en effet, un mot à une amie intime qui tendrait à confirmer cette opinion.

— Napoléon, Victor-Emmanuel, Cavour, comme j'aurais plaint l'Italie si elle n'avait eu que ces hommes pour défenseurs! Voulez-vous savoir à quoi elle doit d'être, l'Italie? Eh bien! c'est à ça, à ça et à ça...

Et, elle montrait ses lèvres, en les frappant du bout de ses doigts.

Il est, sur elle, de nombreuses anecdotes, car sa beauté et son étrangeté révolutionnèrent la cour et la ville.

Un jour, comme elle devait se rendre chez Mme de Rothschild et qu'elle avait appris, on ne sait comment, que la baronne avait réuni plusieurs femmes pour la voir et pour contempler, enfin, son visage fameux, elle se présenta, en effet, mais sa figure était

enveloppée dans deux ou trois voiles impénétrables.

Et elle se réjouit fort de la déception qu'elle provoqua.

Un soir, l'Empereur fut assailli devant sa porte et reçut de la part d'hommes restés inconnus, une véritable raclée.

Mais un fait plus grave se passa chez elle : ce fut un attentat contre la vie de Napoléon III, commis par l'un de ses serviteurs. Voici l'histoire; elle est, je crois pouvoir l'affirmer, absolument ignorée du public.

Comme l'Empereur, une après-midi, sortait des Tuileries, conduisant lui-même son cheval et accompagné d'un seul valet de pied, il rencontra, près des Champs-Elysées, le général Edgar Ney à qui il parla. Puis, comme il se disposait à continuer son chemin, il lui dit qu'il se rendait chez M^me^ de Castiglione et il ajouta :

— Montez donc avec moi et venez. Votre présence me permettra d'abréger ma visite.

L'étoile de la belle Italienne était, alors, en son déclin.

Le général obéit et l'on arriva bientôt devant l'hôtel de la comtesse.

A l'instant où Napoléon III donnait à un grand diable de valet de chambre son pardessus, le général Ney poussa un cri, étendit la main vers l'Empereur et reçut un coup de poignard dans l'avant-bras.

Ce valet, en effet, s'était soudain jeté sur le souverain et lui avait porté un coup terrible. L'intervention du général sauva l'Empereur.

Ce fut là un incident qui détermina Napoléon III à rompre définitivement une liaison qui le fatiguait et, dès lors, il ne revit plus sa singulière amie.

Il l'avait chérie, cependant, on ne peut le nier. Et de gracieux souvenirs étaient entre elle et lui : le soir, par exemple, où, belle de toutes les beautés, dans une féerique toilette de bal, elle passait à son impérial amant agenouillé, des épingles qu'il prenait, une à une, et dont il se servait, sur ses indications, pour rectifier le travail du couturier. Cette scène ne rappelle-t-elle pas, avec la crudité du langage en moins, celle de la Du Barry et de Louis le Bien-Aimé, distillant un café qui « f...ait le camp. »

Parmi d'autres, fêtées et politiquant à la cour des Tuileries, il y eut M^me^ la princesse de Metternich qui voulut bien des choses et qui les eut, qu'on désignait par ce simple mot, à la cour — l'Ambassadrice.

Des écrivains mal renseignés ont affirmé que M^me^ de Metternich fut la maîtresse de l'Empereur. Cette assertion est fausse. La princesse fut, par son influence, néfaste à la dynastie napoléonienne et à la France, légère, presque impudique de gestes et de propos, mais elle aimait son mari et ne le trompa point. Elle était, de son côté, fort jalouse de M. de

Metternich, homme à bonnes fortunes, sinon grand politique comme son père, et ne voulut jamais s'avouer vaincue dans son intimité. On sait le mot qu'elle eut un jour, à ce sujet. Comme on discourait, parmi les femmes de la cour, de la fidélité et de l'infidélité des maris, en général, elle s'écria tout à coup :

— Je ne comprends pas qu'une femme soit trompée. Moi, je suis bien tranquille sur la fidélité de mon mari.

Et comme on se récriait autour d'elle, lui demandant quel secret était celui de son bonheur :

— Oh! répliqua-t-elle, il est fort simple : je casse une patte à mon mari tous les matins, et je suis rassurée pour le reste de la journée.

Elle avait, en vérité, des boutades terribles.

Un matin, déjeunant chez la baronne de Rothschild, elle s'aperçut qu'on servait au maître de la maison un vin différent de celui qui était offert aux invités.

Elle dirigea son regard moqueur vers le banquier et lui dit :

— Il coûte donc bien cher, baron, ce vin, que vous êtes seul à le boire?

Et comme le baron, embarrassé, balbutiait :

— Faites-m'en servir, je vous prie, ajouta-t-elle, et nous verrons si, lui et vous, avez bon goût.

M^me^ de Metternich voulut la guerre du Mexique et

elle la fit, de concert, d'ailleurs, avec l'Impératrice.

Elle mit tout en œuvre pour que l'Empereur s'alliât à son pays avant le désastre qui l'atteignit et elle eût pu, sans doute, combattre l'indifférence de son gouvernement en 1870; mais elle demeura inactive, dans une rancune peut-être de l'abandon de Napoléon III.

Elle fut l'intime amie de l'Impératrice. Quant à l'Empereur, qui acceptait sa gaîté exubérante et qui tolérait ses excentricités, il lui inspira toujours de la méfiance, et de son côté elle ne provoqua jamais en lui beaucoup de franche sympathie. L'Empereur déplorait, en effet, son influence sur les mœurs de la cour.

M^me^ de Metternich, quoiqu'elle ne fût pas belle, était vraiment toute-puissante aux Tuileries, sinon dans la politique, mais dans les mondanités.

Elle profita de l'indépendance qui lui était tolérée pour prendre, à la cour, des libertés extrêmes et pour créer des aventures plus qu'imprudentes.

C'est ainsi qu'à Fontainebleau, vers onze heures du soir, elle quittait les salons, allait s'enfermer dans son appartement, où un souper étant servi, la société, impatiente de cette heure joyeuse, tandis que l'Empereur et l'Impératrice se retiraient, allait la retrouver, contre toutes les règles de l'étiquette. Et c'était, alors, des fins de nuit — folles.

— On s'embête chez l'Empereur, disait-elle. Mais chez moi, on s'amuse.

Une fois, n'eut-elle pas la fantaisie d'aller en compagnie de son mari, du prince de Galles, de M. Nigra, de M^mes^ de G..., de P... et de quelques autres, souper dans un cabaret à la mode?

Il arriva que dans le salon qui était voisin du sien, M. de G... se trouvait avec des amis et plusieurs femmes galantes.

Sur la demande de M^me^ de Metternich il y eut alors, et dès qu'elle connut la présence de M. de G..., fusion entre les deux réunions. On ouvrit à grands battants les portes de communication et l'on se mêla, curieux les uns des autres.

On n'ignorait pas, chez l'Empereur et chez l'Impératrice, ces inconséquences. Mais elles portaient la marque de M^me^ de Metternich et l'on en riait.

La princesse fut le génie malin de la cour de Napoléon III et son rire de démone grince, dans les clameurs de fête du Second Empire — sinistrement.

Dans une étude spéciale, je ferai la revue des individualités féminines qui brillèrent, mondainement, aux Tuileries. Je ne veux cependant pas retarder — puisqu'il est ici question des femmes politiques — le souvenir de l'une d'elles qui, dans les dernières années de l'Empire, se montra à la cour, prit le

cœur et l'esprit de Napoléon III, et resta sa conseillère dans la captivité même.

J'ai nommé M^me^ la comtesse de Mercy-Argenteau.

Cette femme — cette grande dame — jeune et belle, fut un moment la collaboratrice de l'Empereur et, pendant la guerre, étant prisonnier, il l'appela auprès de lui et lui confia diverses missions.

On a nié ces missions dans le monde de la cour, après la guerre. J'ai vu les lettres que l'Empereur écrivit alors à M^me^ de Mercy-Argenteau, ainsi que celles qu'elle reçut du roi de Prusse et de M. de Bismarck.

Sur la prière de Napoléon III, elle tenta des négociations avec l'Allemagne, en vue d'une paix honorable et douce, entra en relations avec M. de Bismarck ainsi qu'avec le roi Guillaume et ne ménagea ni ses peines ni son intelligence pour amener un résultat favorable. Mais elle échoua, et si le Roi se montra envers elle ce qu'il était, toujours, avec toute femme — galant — M. de Bismarck lui témoigna, parfois, dans ses écrits même, une rudesse plus que soldatesque.

Si, donc, à la cour, des femmes furent frivoles et ne surent occuper leurs heures que de fantaisies ou de curiosités mauvaises, il s'y rencontra également d'autres femmes — et sans chercher trop — qui, sans cesser d'être des charmeuses, selon le mot de Gam-

betta, eurent une vision haute et noble. L'Empereur sut les distinguer, je le répète ; il sut apprécier les qualités de leur esprit comme il sut comprendre les qualités de cœur de celles qui n'avaient à offrir que leur cœur, et les premières, dans leur intelligence, font un peu oublier et excuser les secondes, dans leur perversité.

C'est, là, un effacement consolant et conforme, peut-être, la part du bon Dieu et celle du Diable étant faites, à la plus stricte morale.

## V

## LES ARTISTES ET LA COUR

Ceux qui pensent qu'un gouvernement, quel qu'il soit, exerce une influence bonne ou mauvaise sur le développement des arts, sur le génie même des peintres, des sculpteurs, des musiciens ou des lettrés, éprouveraient une singulière surprise, dans l'observation des rapports qui existèrent, sous le Second Empire, entre la cour et les artistes.

Ainsi que je l'ai dit, précédemment, il n'y eut, à la cour de Napoléon III, que peu d'enthousiasme artistique parmi les femmes — exception faite de M^mes^ la princesse Mathilde et la comtesse de Beaumont — et cet enthousiasme fut absolument nul parmi les hommes.

Il se leva, cependant, sous le Second Empire, des artistes, des littérateurs, des musiciens — et non des plus petits. Mais peu d'encouragements leur furent

donnés, en dehors des invitations aux Tuileries, à Compiègne, à Fontainebleau, et ce manque de sollicitude en faveur d'une classe de gens intelligents, porteurs d'une chimère peut-être, mais aussi d'un idéal, m'amène à conclure que si des artistes nous sont nés sous le Second Empire, ces artistes eussent tout autant affirmé leur talent dans l'absence d'une cour — de cette cour des Tuileries, surtout, qui eut sans doute, à certaines heures, la curiosité de voir comment ils mangeaient, buvaient ou parlaient, mais qui n'eut, en aucun temps, le souci de leur grandeur, de leurs peines, de leurs joies.

Un homme, plus particulièrement, à la cour des Tuileries, s'intéressa aux artistes, à leur vie et à leur avenir. Cet homme fut M. le comte Walewski. Mais, à une époque où l'on s'occupait beaucoup plus, dans les sphères officielles et mondaines, du bien-être et de l'intimité des danseuses que d'assurer la gloire d'un peintre ou d'un écrivain, le rôle de M. le comte Walewski ne pouvait être qu'effacé et il le fut. M. le comte Walewski, M. le comte de Nieuwerkerke et quelques autres hommes, respectueux du passé artistique de la France, désireux de provoquer une éclosion d'œuvres nouvelles, tentèrent, avec persévérance, de rendre à l'art la place à laquelle il avait droit; mais leurs efforts furent contrariés et si le public battit des mains, parfois, devant quelque toile ou quelque livre, il fut libre dans son applaudisse-

ment et la cour demeura étrangère à l'expression de son respect ou à celle de son admiration.

L'Empereur, instinctivement, n'aimait point les arts. Tout, en lui, l'éloignait de ce que l'on considérait, alors, comme une futilité, comme un accroissement ou comme une révélation inutile, dangereuse même, d'intelligence. Cependant, il serait injuste de dire que Napoléon III, obéissant à ses sentiments personnels, fut hostile aux artistes. Chaque fois qu'il trouva l'occasion de leur venir en aide, de leur exprimer une satisfaction, un encouragement, il ne se déroba point à son devoir de souverain. Il serait injuste, également, de reprocher trop à l'Empereur son indifférence en matière d'art. Cet homme vécut et régna dans une époque de transition, de transformation, pleine des problèmes sociaux, des tourments de la politique, et son esprit, peu préparé aux choses contemplatives d'un idéal de paix, dédaigna inconsciemment ces choses et se laissa emporter vers des spéculations plus abstraites.

L'impératrice Eugénie eut, plus que son mari, l'amour sincère de l'art. Si elle manqua, souvent, de l'acquis nécessaire dans l'expression de ses choix artistiques, dans l'examen des hommes que ces choix indiquaient, elle créa, à la cour, la mode d'aimer les beaux livres et les beaux tableaux, et quoique cette fantaisie fût trop superficielle pour aider à la naissance ou à la recherche de talents nouveaux, il

serait vain de dire qu'elle fût tout à fait stérile. Jules Sandeau, Octave Feuillet, Mérimée, Edmond About, Emile Augier même, n'écrivirent-ils et ne pensèrent-ils point un peu pour elle? Cabanel, Hébert, Flandrin, Carpeaux, ne furent-ils pas amoureux de sa beauté?

L'Impératrice, on l'a vu dans un précédent chapitre, s'essayait à peindre et à dessiner. Mais, aux Tuileries, nulle installation favorable n'existait pour ce genre d'occupation. Cette incommodité l'obligeait, lorsqu'un peintre faisait son portrait, à se rendre chez l'artiste, et comme, un jour, elle se plaignait d'aller chez Wintheralter, comprenant d'ailleurs que ce maître ne pouvait venir au château avec son chevalet et ses pinceaux, elle déclara qu'elle voulait qu'on lui construisît un atelier.

A peine eut-elle formulé ce désir qu'elle se disposa à le faire en réalité. Mais il n'était point aisé, aux Tuileries, de bâtir un atelier sans risquer de déparer l'ensemble de l'architecture du palais. Cependant, conseillée par l'un des officiers de la maison, elle se mit à la recherche d'un emplacement favorable.

Ayant décidé, bientôt, qu'on supprimerait, pour la construction de l'atelier, les logements de deux femmes de chambre, situés tout en haut, dans les combles, elle exigea de visiter le lieu désigné. Elle monta donc, et lorsqu'elle fut arrivée aux apparte-

ments en question, non contente de son examen, elle enjamba l'une des fenêtres et se mit, imprudemment, à parcourir la toiture, en suivant la gouttière, assez large, il est vrai, qui longeait le côté gauche du pavillon de l'Horloge, et ce, au grand effroi de ceux qui l'accompagnaient et qui, soumis à son audace capricieuse, ne purent que la suivre et l'imiter.

Des ordres furent donnés à M. Lefuel, et quelques jours après cette scène, au sujet de laquelle l'Empereur réprimanda sa compagne, l'atelier de l'Impératrice, aménagé avec un luxe inouï, ouvrait ses portes aux visiteurs.

On dévalisa le mobilier de la couronne pour cet aménagement ; mais non satisfaite des tapisseries et des meubles officiels qui lui avaient été offerts, l'Impératrice orna son atelier d'étoffes et d'objets précieux qui lui étaient personnels.

— C'était un fouillis étrange, me disait un familier des Tuileries, et à ma première apparition dans l'atelier de l'Impératrice, je le trouvai tellement meublé et encombré qu'il me sembla impossible d'y placer un chevalet ou un modèle.

Cet atelier ne fut pas seulement, toutefois, un agrément pour l'Impératrice. Il fut réellement utile aux artistes qui s'y rendaient, soit pour montrer leurs œuvres, soit pour peindre le souverain et la souveraine. Il fut inauguré par Wintheralter, qui y fit le portrait du Prince Impérial.

Flandrin, également, y portraitura l'Empereur. Son œuvre, cependant, si admirée et si digne d'admiration, si vraie surtout, n'eut pas un sort heureux. Le caprice de Mme de Metternich, toute-puissante aux Tuileries, je l'ai dit, lui fut néfaste. Cette femme, dans un esprit banal et conventionnel de critique, pour mieux faire sa cour au souverain aussi, ne s'avisa-t-elle pas de dire, avec une moue dédaigneuse, lorsqu'on lui montra l'image de Napoléon III :

— Cela n'est pas mal ; mais cela pourrait être mieux.

Ces simples mots — cruellement injustes — suffirent pour jeter la désillusion dans le clan des familiers. Ainsi qu'ils auraient loué, ils blâmèrent, et le tableau de Flandrin fut expédié au Tribunal de commerce.

Cabanel fut chargé de reproduire, alors, les traits de l'Empereur et l'incident fut oublié au château, — au château, mais non dans le cœur et dans l'esprit de Flandrin.

Très modeste, très consciencieux, il avait des timidités charmantes, et le jour où il eut sa première séance avec Napoléon III, il était demeuré près d'une heure enfermé dans un cabinet, isolé, tremblant d'émotion, avant de paraître devant son modèle. Le dédain injuste qui le frappa, fit en lui une plaie qui ne se ferma jamais.

Hélas! combien de fois, à la cour, le tact fit défaut, ainsi, envers ceux qui venaient travailler pour le compte des maîtres!

On sait qu'à la suite de la campagne de Chine, on installa, à Fontainebleau, une sorte d'exposition des objets provenant du pillage du Palais d'Eté, qu'on nomma le Musée Chinois.

Or, comme l'Empereur inaugurait ce musée et que, les travaux terminés, on avait réuni à Fontainebleau les architectes et les ouvriers pour recevoir les compliments du souverain, un chambellan, très ému, s'en vint, tout à coup, trouver Napoléon III et lui dit :

— Sire, je crois devoir informer Votre Majesté que les ouvriers assemblés par ses ordres ne se montrent pas satisfaits.

L'Empereur regarda le messager de malheur.

— Et pourquoi, monsieur, demanda-t-il, les ouvriers ne sont-ils pas contents?

— Mon Dieu, Sire, l'incident est ridicule, sans doute, mais si ridicule qu'il soit, Votre Majesté doit le connaître : les ouvriers ont appris qu'on boit du champagne dans son entourage, tandis qu'on ne leur a offert que de la bière.

Napoléon III tordit sa moustache, ne répliqua rien et, lentement, s'achemina vers le groupe murmurant.

Lorsqu'il parut, il y eut un profond silence.

Alors l'Empereur s'avança et dit :

— Bonjour, mes amis.

Et comme s'il ne voyait ni les verres remplis de bière, ni les bouderies, il donna l'ordre d'apporter du champagne; puis tous étant servis, ayant fait sortir des rangs le plus ancien d'âge de la troupe, il alla à lui, choqua son verre et reprit gaiement :

— A la bonne franquette, n'est-ce pas, mes amis, et à votre santé.

L'enthousiasme de ces braves gens n'aurait pu se décrire. En cet instant, selon l'expression d'un témoin, ils se seraient fait casser la tête, sans hésitation, pour cet Empereur qui, non seulement leur donnait du champagne, comme aux autres, — les *aristos* — mais buvait ce champagne avec eux

C'est là un petit fait, sans nul doute ; mais la vie des rois n'est-elle point ainsi tissée de petits faits et grande, souvent, par eux, plus que par leurs actes publics? La philosophie de l'Histoire est là et non ailleurs.

L'Impératrice, quelquefois, mais rarement, secondait son mari dans ces essais de popularité.

C'est ainsi qu'un jour elle reçut dans son atelier deux ouvriers, dont l'un se nommait Villeneuve, qu'elle avait chargés d'exécuter un cadre en bois sculpté, pour un présent à la reine d'Angleterre. L'œuvre étant achevée, elle voulut remercier elle-même ces hommes. Mais elle réussissait peu dans ces tentatives de rapprochement avec le peuple. Elle

n'avait point l'aisance familière qui est nécessaire aux grands de ce monde lorsqu'ils parlent au peuple — cette aisance que possédait si bien Napoléon III et qui le porta si loin dans l'âme de la foule, si profondément dans le cœur de la nation.

Ce fut encore sous l'inspiration de l'Impératrice que l'on dessina les cartons pour le tombeau de la duchesse d'Albe.

Un incident d'un sentiment presque dramatique et qui, certainement, fera quelque impression sur ceux qui ajoutent foi aux présages, vint troubler l'exécution de ce projet.

Le tombeau de la duchesse d'Albe, tout en marbre, devait supporter la sœur de l'Impératrice, étendue, une main sur son cœur et l'autre main, tombante, abandonnée, laissant échapper des fleurs — les fleurs de la Vie.

Aux quatre angles du monument, des anges semblaient veiller sur la morte.

Ces anges étaient représentés par les enfants du duc d'Albe et par le Prince Impérial.

Or, il arriva qu'en examinant la maquette, la tête de l'ange figurant le Prince Impérial se détacha et roula sur le tapis.

A cette vue, l'Impératrice, très superstitieuse, très sensitive, jeta un cri, se recula et, prise d'une crise nerveuse, n'eut que le temps d'être secourue par l'un de ses familiers.

Cette scène, dont on chercha à atténuer les effets sur son esprit, demeura toujours en son souvenir. L'Empereur lui-même aimait peu à ce qu'on la rappelât, et quand on en parlait devant lui et son fils, d'un geste machinal et instinctif, il étendait son bras vers l'enfant, le ramenait tendrement contre lui et caressait ses cheveux blonds. L'Empereur avait, pour son fils, cette affection simple et sans bornes du bourgeois pour le *gosse* qu'il habille en zouave ou en cuirassier et qui marche à ses côtés, avec des manières de petit homme. On raille cette affection. — Elle n'est peut-être point tant ridicule.

Je l'ai dit plus haut, l'un des hommes qui, aux Tuileries, sous le Second Empire, eurent la charge des Beaux-Arts, fut M. le comte de Nieuwerkerke.

Cependant, M. de Nieuwerkerke n'était point aimé de l'Impératrice — une liaison féminine trop audacieuse le désignait à sa suspicion — et le bon entendement de ses ordres se heurtait souvent au peu de goût que la souveraine éprouvait pour sa personne.

Un jour, pourtant, comme l'Impératrice s'ennuyait, M. de Nieuwerkerke lui vint en aide pour chasser son spleen et dès lors il fut le très bien accueilli auprès d'elle.

Se trouvant à Fontainebleau et n'y sachant que faire, les jeux et les promenades se répétant dans une monotonie désespérante, l'Impératrice eut, sou-

dain, l'idée de former un petit musée à son usage particulier. Or, comme pour réaliser ce projet, il était nécessaire d'avoir recours à M. de Nieuwerkerke, celui-ci en apprenant l'appui qu'on espérait de lui fut ravi et, ayant décroché dans les galeries mêmes du Louvre quelques tableaux, il les porta à Fontainebleau.

L'Impératrice, pour le remercier, le retint à dîner, et donna l'ordre à son entourage — le comte n'ayant point d'habit à sa disposition — de ne paraître à table qu'en tenue de ville.

A Fontainebleau, encore, une aventure assez comique et dont le héros fut un artiste, vint égayer, une après-midi, l'un des rendez-vous de chasse de l'Impératrice.

Un peintre de quelque talent, mais resté un peu bohème, M. Lazerges, avait maintes fois sollicité, de la souveraine, des commandes.

Malheureusement, une vieille femme de lettres, peintre aussi et actrice même, nommée Mélanie Valdor, qui avait à Paris une sorte de salon où elle recevait un monde assez mêlé — fonctionnaires, écrivains, artistes, plus ou moins à la recherche de la fortune — lui persuada qu'elle était très influente à la cour et que nul ne saurait mieux qu'elle faire réussir ses désirs.

Le pauvre garçon — un jour donc que l'Impératrice venait de monter à cheval, tandis que les chars-

à-bancs, remplis d'invités, s'apprêtaient à suivre la chasse — escorté de Mme Valdor, fendit tout à coup la foule contenue par les gendarmes et, dans un accoutrement du plus beau romantique — cheveux démesurément longs, chapeau à larges bords — s'avança vers l'Impératrice.

Mme Valdor prit alors la parole et dit :

— Madame, je vous présente mon ami Lazerges. C'est un peintre de grand talent. Il vous a demandé de l'ouvrage. Il faut lui en donner.

L'Impératrice regarda ce couple fantastique, cingla son cheval et s'éloigna.

Le lendemain, pourtant, après avoir ri de cette aventure, après avoir réclamé aussi contre son importunité, elle s'informa et, quand elle sut que Lazerges était misérable et ne méritait ni « un excès d'honneur, ni une indignité, » elle se fit bonne et bienveillante et le chargea de décorer quelques salles — des dessus de portes — au palais de Fontainebleau.

L'impératrice Eugénie avait, contre les artistes, le préjugé du monde et se tenait défiante devant eux, ou plutôt devant leur réputation d'enfants terribles et leur prétendue mauvaise éducation.

L'incident Lazerges n'était point fait, en vérité, pour la détromper, pour la rassurer et, plus tard, un autre artiste — qui reste l'un des plus grands sculpteurs de ce temps — Carpeaux, vint, par ses façons

un peu brusques et dépourvues de toute convention, donner une nouvelle force à ses sentiments, à sa réserve.

Carpeaux, dont le génie s'affirmait chaque jour davantage et dont la célébrité s'imposait, même à la cour, avait été prié à l'une des séries de Compiègne et, dès les premières heures de son arrivée, il avait exprimé à la souveraine le vœu de faire son buste.

Mais l'Impératrice — on ne sait pourquoi — n'avait point semblé répondre favorablement à la demande de l'artiste et s'était dérobée à ses instances.

Cependant, Carpeaux, qui tenait à son idée, ne s'était pas découragé et comme, un midi, on venait de se mettre à table pour déjeuner, on le vit entrer dans la salle à manger, avec les ustensiles nécessaires à son travail, et se placer en face de l'Impératrice qu'il se mit aussitôt en devoir de modeler.

Cette scène — qui sans doute est présente encore à la mémoire de tous ceux qui assistèrent à ce déjeuner — jeta un profond étonnement, une gêne parmi les convives et l'Impératrice, très irritée de se voir ainsi sculptée malgré elle, ne chercha point à dissimuler son mécontentement. Elle ordonna au général Rollin de faire enlever l'installation du pauvre Carpeaux et le soir même — ce qui manqua peut-être d'esprit et de bienveillance, et ce qui fut cruellement injuste — elle faisait dire à l'artiste que, sa chambre devant être occupée par un nouvel hôte, il

eût à la céder — ce qui, à Compiègne, signifiait simplement qu'on eût à déguerpir.

Carpeaux, peu au courant des usages de la cour, opéra, en bon enfant, son déménagement, remisa ses malles dans une pièce quelconque et, dans l'insouciance et dans l'ignorance des colères qu'il avait provoquées, reparut le lendemain au déjeuner, à la promenade, au dîner et au salon, au grand dépit de l'Impératrice.

La jeune femme eût dû rire et pardonner, eût dû être désarmée par cette naïveté d'un homme de talent. Elle eut le tort de se fâcher tout à fait et il fallut qu'un chambellan expliquât crûment à Carpeaux ce qu'on attendait de lui.

— Alors, s'écria l'artiste, on me f... à la porte, si je comprends bien. Il était beaucoup plus simple, monsieur le chambellan, de ne point m'appeler ici. Je ne demandais pas à y venir.

Il avait raison et il s'éloigna.

Mais comme il cherchait ses malles et qu'il ne les trouvait plus, il entra dans une violente colère et oublia entièrement qu'il se trouvait encore à la cour. Sans le consulter, en effet, on avait porté ses bagages chez le concierge du château.

L'Impératrice était une enfant gâtée, alors, et ses désirs étaient ceux des filleuls de fées qui demandent à la baguette magique de leurs marraines la réalisation de tout caprice.

Il est une histoire de six fauteuils qui la peint, ainsi, absolument, dans son autoritaire fantaisie, dans l'expression immédiate de sa volonté.

L'Impératrice avait promis à son amie, Mme de Metternich, de lui offrir une demi-douzaine de fauteuils que l'on affirmait introuvables à Paris.

Le mobilier de la couronne, consulté, exigeant trois semaines pour leur livraison, la souveraine eut une belle impatience et déclara qu'il lui fallait ses fauteuils dans les vingt-quatre heures.

On se mit en campagne, on bouleversa les ateliers des ébénistes et des tapissiers — M. Ternisien était de ces derniers — et les vingt-quatre heures n'étaient point écoulées que les six sièges se trouvaient en effet alignés dans le pavillon du lac, à Fontainebleau, où la cour était alors en villégiature.

Il serait déraisonnable de prêter une importance extrême à un fait de ce genre; mais il montre la tendance d'esprit de l'Impératrice mieux qu'une parade officielle, et il contribue à supprimer tout étonnement lorsque sa volonté impérieuse se manifeste, hostile, contre un homme tel que Carpeaux, lorsque cette volonté, aussi, s'exerce dans les conseils de l'Empereur pour détourner, à son profit, la politique même du cabinet des Tuileries.

Les premiers travaux d'art qui furent exécutés, aux Tuileries, par ordre de Napoléon III, consistèrent

dans la restauration des portraits des maréchaux que le peuple avait détériorés pendant les jours qui avaient suivi la chute et le départ du roi Louis-Philippe, en 1848.

Il est, à ce propos, un mot curieux de M. Ingres qui, avec M. Eugène Delacroix, avait été désigné pour faire un rapport relatif à ces travaux.

MM. Ingres et Delacroix étaient ennemis, on le sait — artistiquement du moins.

Or, comme on venait d'apprendre au premier le nom du peintre qui lui était adjoint, il poussa un profond soupir, déclara qu'il était criminel de confier le sort des choses d'art à des révolutionnaires, puis, finalement, s'emporta et s'écria :

— En Italie, il y a des brigands qui s'embusquent sur le passage des voyageurs, le tromblon à l'épaule. Eh bien, en France, les arts sont aussi guettés par des brigands qui tuent, la palette à la main !

La phrase était excessive ; mais M. Delacroix, lorsqu'il la connut, eut l'esprit de ne point se fâcher.

Après le mariage de l'Empereur et dans les premiers temps de l'installation de la jeune souveraine aux Tuileries, il y eut, dans l'ameublement et dans la décoration du château, un manque de goût, que raillèrent fort les étrangers qui se montraient à la cour.

C'est ainsi que les Gobelins produisirent, alors, des tapisseries sans valeur qui, à peine exposées, provo-

quèrent le rire et l'indignation de tous ceux qui les virent et qui possédaient quelque sens artistique. C'est ainsi, également, que dans la hâte d'aménager les appartements impériaux, il y eut un amoncellement d'objets divers, de bronzes, de tableaux du plus détestable effet. Il arriva même que des salons Louis XIV, par exemple, eurent des ameublements modernes ou furent encombrés de bibelots ou de pièces sans style.

Napoléon III, qui, sans être un artiste, était un érudit, souffrait de ces incohérences, de ce gaspillage et ordonnait que l'on dispersât, dans ses résidences de province, ces spécimens d'une trop hâtive et vénale industrie.

Longtemps il supporta, avec patience, la mauvaise organisation intérieure des Tuileries. Cependant, un jour, ayant eu l'idée d'inspecter les garnitures des cheminées, il se révolta contre le goût abominable qui présidait au choix de toutes ces choses. Ces garnitures, en effet, composées de bronzes de pacotille achetés au Marais par l'administration du mobilier de la couronne, chez des fabricants de troisième catégorie, étaient hideuses. L'Empereur se renseigna alors, et, comme on lui indiqua M. B... comme étant l'artiste et le connaisseur qui, seul, serait en mesure de le satisfaire, il le fit venir au château et lui confia des commandes.

C'est ainsi que le célèbre fondeur fit son entrée

aux Tuileries. Il ne devait pas se repentir de cette faveur. M. B..., jadis, s'était trouvé dans une gêne d'affaires assez grave. Or, comme le souvenir de cette infortune était un obstacle à ce qu'il reçut la décoration, l'Empereur, dans sa bonté, se fit remettre la situation commerciale exacte de ce négociant, désintéressa lui-même, sur sa cassette, les créanciers, et put alors offrir à M. B..., délivré de tout embarras et de toute poursuite, la croix de la Légion d'honneur.

C'est là un trait qui mérite non seulement d'être mentionné, mais de n'être pas oublié.

Pourtant, grâce à une connaissance plus entendue des hommes et des choses, grâce à un assemblage de collaborateurs éclairés et consciencieux, l'aménagement artistique des Tuileries s'opéra avec plus d'ordre, et les salons du château ne tardèrent pas à provoquer l'admiration des visiteurs.

Lorsque la vente Norzy eut lieu, Napoléon III chargea l'un de ses officiers de la suivre et de faire quelques achats importants — l'acquisition surtout d'une tête de Greuze, qui passionnait alors les amateurs et que l'Impératrice désirait fort.

Ce tableau lui échappa, cependant ; il fut adjugé au prix de dix-neuf mille francs, somme très supérieure à celle que l'Empereur avait mise à la disposition de son mandataire.

Mais un jour, comme cet officier entrait dans le

cabinet de l'Impératrice, quelle ne fut pas sa surprise en apercevant cette même tête de Greuze !

L'Impératrice, en effet, désolée d'avoir été déçue dans son caprice, avait fait présenter des offres au malencontreux acquéreur, et celui-ci avait cédé le tableau contre la somme de trente-cinq mille francs.

Comme elle déplorait cette élévation de prix :

— Madame, lui dit son familier, un peu dépité de n'avoir pas eu la gloire de l'achat, c'est en peinture comme en arithmétique : il faut toujours prendre garde aux intérêts composés.

A la vente du château de Nicolay, l'Impératrice se rendit propriétaire, également, de boiseries merveilleuses et de peintures de Chardin, moyennant la somme de vingt-cinq mille francs.

Mais, à peine achetées et vues, ces choses fatiguaient l'esprit versatile et sans cesse à la recherche de nouveautés, de l'Impératrice. On les emmagasinait alors dans les profondeurs du mobilier de la couronne, sans profit pour qui que ce fût, et l'administration, souvent, les revendait avec des pertes considérables.

L'ameublement provenant du château de Nicolay eut, pourtant, un meilleur sort. Il fut employé d'abord à orner la salle à manger de l'hôtel d'Albe, et, plus tard, il devint la propriété de M. de Hirsch, qui le possède peut-être encore.

Parmi les peintres célèbres qui furent en relations

avec les Tuileries et qui furent goûtés plus spécialement par l'Impératrice, il faut citer Mme Rosa Bonheur, que la souveraine visita, d'ailleurs, M. Cabanel, M. Hébert et M. Gérome.

Les rapports qui existèrent entre l'Impératrice et Mme Rosa Bonheur n'ont rien qui mérite l'attention.

Quant à MM. Hébert et Cabanel, ils furent amenés au château, ou plutôt ils furent mis en communication avec l'Impératrice par l'un des officiers du palais, au temps où l'on transformait ses appartements privés.

L'Impératrice ayant demandé « par qui elle pourrait bien faire exécuter quelques tableaux pour orner deux panneaux de son cabinet de travail, » les noms de Cabanel et d'Hébert lui furent indiqués parmi tant d'autres — qui ne manquaient pas — et elle les retint de préférence.

Elle commanda, en effet, à chacun de ces peintres, après s'être fait montrer quelques photographies de leurs œuvres — photographies qui l'enthousiasmèrent — une toile dont elle voulut elle-même dicter le sujet.

Elle se fit alors apporter les œuvres de Lamartine et de Musset, et, pendant plusieurs jours, ce fut à la cour un jeu, dans l'entourage de la souveraine, de lire ces volumes, d'en apprendre par cœur des passages et de tirer de cette étude, ou mieux de cette

amusette, des descriptions destinées à être transmises aux deux artistes.

Mais ce jeu ne tarda pas à lasser celles-là mêmes qui l'avaient acclamé; toutes les recherches, tous les efforts d'imagination furent stériles, et on résolut de laisser à Hébert et à Cabanel pleine liberté dans leur inspiration.

Bientôt deux esquisses furent présentées à l'Impératrice. Celle d'Hébert représentait une sorte de Graziella — Lamartine, décidément, devait être de la partie — celle de Cabanel était intitulée les *Feuilles d'automne* et figurait un jeune homme auprès d'une femme mourante.

L'Impératrice accepta immédiatement l'esquisse d'Hébert; mais elle ne put s'empêcher d'émettre quelques observations sur le sujet choisi par Cabanel, le trouvant peu gai et hésitant à en approuver l'exécution.

Cabanel avait une grande fierté. Il fut profondément blessé — malgré toutes les précautions et toutes les atténuations que l'on apporta dans le refus de la souveraine — de l'attitude qu'on lui opposait, et, quoiqu'il promît de livrer un nouveau croquis plus conforme aux désirs exprimés, il ne répondit, dès lors, à toute instance et, à son tour, que par un refus poli, couvert de prétextes divers.

L'Impératrice ne garda point rancune, d'ailleurs, au peintre de sa méchante humeur. Elle s'amusa

même de l'aventure, et le nom de Cabanel devint comme une *scie*, aux Tuileries, lorsqu'on parla désormais d'une chose impossible à obtenir. Elle remplaça le tableau de l'artiste réfractaire par une peinture commandée spécialement à M. Bouguereau, et l'incident fut oublié.

Cabanel, cependant, fut depuis cet incident, invité à Compiègne, et ce fut à la suite de son séjour chez l'Impératrice qu'on le chargea de faire le portrait de l'Empereur, en remplacement de celui qu'avait signé Flandrin.

L'obstination de Cabanel, dans la circonstance que je viens de rappeler, n'avait point seulement sa cause dans un amour-propre froissé. On apprit, en effet, aux Tuileries, qu'une femme très liée avec l'artiste, dont le portrait fit sensation, à cette époque, à l'Exposition des Beaux-Arts, et qui était célèbre par ses attaches avec la société hostile du faubourg Saint-Honoré, avait eu quelque influence sur la décision du peintre et lui avait même donné à choisir entre son amitié et la satisfaction de la souveraine. Les dessous du cœur humain ne manquent jamais de complications.

M. Gérome fut aussi l'un des artistes le plus aimés aux Tuileries, et la façon dont il fut présenté à l'Impératrice est curieuse.

La cour se trouvant à Fontainebleau, en ce temps-

là, la souveraine eut, un jour, l'idée bizarre de décorer elle-même, aidée de ses dames du palais, un petit salon contigu à ses appartements. Il s'agissait de peindre des fleurs sur des panneaux, et tout l'attirail nécessaire à cette occupation fut transporté dans la pièce en question. L'Impératrice et ses amies, accompagnées d'un officier du palais chargé plus spécialement de l'organisation des choses d'art à la cour, étaient à l'œuvre, lorsqu'on vint annoncer à cet officier que le peintre Gérome demandait à le voir et à lui parler.

L'Impératrice, en entendant ce nom, battit des mains, ordonna qu'on fît entrer M. Gérome, et, lui ayant adressé quelques compliments, elle sollicita ses conseils pour ses travaux.

Gérome, alors, très gracieusement, et riant de cet impromptu, s'empara de couleurs, de pinceaux, puis se mêla aux gentilles et coquettes badigeonneuses.

M. Gérome venait à Fontainebleau, ce jour-là, pour obtenir de l'Impératrice une lettre de recommandation auprès du vice-roi d'Egypte, au sujet d'un voyage qu'il souhaitait d'entreprendre dans ses Etats. Il eut sa lettre, et, disons-le, il l'avait bien gagnée.

M. Gérome fut, depuis, chargé de reproduire la réception des ambassadeurs siamois à Fontainebleau. Ce tableau est à Versailles, et, si je ne me trompe, il représente l'Impératrice sur le trône, dans

une toilette blanche, entourée de ses dames et de ses demoiselles de cour.

La réception de cette ambassade provoqua un incident comique qui n'est point sans intérêt.

La cour étant réunie dans l'attente des ambassadeurs, et ceux-ci étant entrés dans le palais, l'Impératrice donna l'ordre de les introduire.

Mais, à l'étonnement de tous, nulle ambassade ne se montrait.

Impatiente, la souveraine pria l'un des chambellans de se rendre auprès des exotiques et de s'informer de la cause de leur retard.

Ce fonctionnaire, à peine sorti du salon de réception, y rentra et s'approcha de l'Impératrice, dans une attitude pleine d'embarras.

— Eh bien, monsieur, demanda l'Impératrice, que se passe-t-il donc ?

— Il se passe, madame, un fait imprévu et peu facile à expliquer.

Toutes les oreilles se tendirent vers le messager.

— Et quel est ce fait ?

— L'ambassade siamoise tout entière, madame, change en ce moment de... pantalons.

Et comme on se regardait effaré :

— Oui, — de pantalons, reprit le chambellan ; il paraît que la règle siamoise veut qu'on ne paraisse jamais devant les princes qu'après avoir... endossé un vêtement spécial et vierge de tout usage.

Ce fut, alors, un rire fou et général dont l'Impératrice elle-même prit sa part.

Mais bientôt redevenant sérieuse :

— Eh bien, monsieur, dit-elle, laissons ces bonnes gens à leur toilette.

Et, se tournant vers ceux qui l'entouraient, elle ajouta :

— Et tâchons de ne plus rire.

Il arrivait que, souvent ainsi, à la cour, les actes les plus graves prenaient un ton badin. Ce jour-là, lorsque les ambassadeurs siamois entrèrent dans la salle et s'avancèrent en file indienne, marchant « à quatre pattes, » malgré la recommandation de l'Impératrice, il y eut plus d'un éclat de gaîté dans les rangs des familiers. C'était maladroit, impolitique et imprudent — mais c'était ainsi et nulle puissance divine ou humaine n'eût arrêté, à cette époque, la belle et inconsciente Folie qui secouait ses grelots sous les plafonds impériaux.

J'ai commencé ce chapitre par quelques considérations générales sur l'art, aux Tuileries — considérations qui ne sont peut-être pas sans pessimisme. Je ne mets, cependant, aucune morosité dans cette reconstitution de la physionomie intime de la cour, dans la fixation de l'histoire anecdotique du Second Empire.

S'il découle, donc, de ce récit que l'art, aux Tuile-

ries, fut regardé comme une chose superflue et vaine, ne rencontra que peu d'attention sympathique de la part des souverains, que beaucoup d'indifférente ignorance de la part de ceux qui les entouraient, c'est qu'en matière d'histoire — et en dehors du sentiment personnel à l'écrivain — les faits accumulés s'imposent et crient plus haut que des paroles systématiquement indulgentes, la vérité.

Dans l'impartialité qui me guide ici, j'eusse souhaité de pouvoir dire au lecteur que l'empereur Napoléon III et que l'impératrice Eugénie demeurent comme des protecteurs passionnés des arts. Mais non, les arts ne leur doivent rien. Ils s'en amusèrent tout au plus et ne les comprirent pas.

Le Second Empire fut, dit-on, une époque de décadence qui eut toutes les voluptés et qui en usa. Il lui manqua, essentiellement, cette volupté suprême de l'âme : l'amour et la compréhension du Beau. Il fut une époque de réalités brutales et de sensations que la figure songeuse de Napoléon III traverse et domine — énigmatiquement, comme l'ombre d'un héros de mélodrame — que le rire de l'Impératrice enjoie et éclaire comme un coup de soleil dans un ciel d'orage.

## VI

## LES PETITS JEUX DE L'IMPÉRATRICE

La vie, aux Tuileries, était ordinairement très monotone, je l'ai dit ; et si l'Impératrice, aidée de son entourage, n'avait inventé les *lundis*, les petits soupers et les jeux, c'eût été, pour elle, au château, un morne ennui.

Ce chapitre est l'un des plus intimes de mon récit et le sujet qu'il traite a provoqué, maintes fois déjà, des curiosités ainsi que des propos plus ou moins fantaisistes ou exagérés. Il semblerait, à entendre ces propos, en effet, que l'existence familière de la cour ne fût qu'une suite longue et ininterrompue de joies clandestines. Je ne nierai point que certains jeux pratiqués aux Tuileries, à Fontainebleau, à Compiègne et à Biarritz, aient été souvent risqués. Pourtant, à côté de ces extra-mondanités, l'Empereur

s'efforça toujours de maintenir une correction et une réserve dont il faut le louer, et la plupart des scènes vives qui se produisirent à la cour eurent lieu en dehors de sa présence.

Cette exposition étant établie, si le lecteur souhaite de connaître l'ordre qui réglementait, aux Tuileries, la vie habituelle et familiale des souverains, je lui apprendrai, brièvement, que Napoléon III et que l'Impératrice, chaque jour, déjeunaient seuls avec le Prince Impérial, dans leurs appartements, tandis que les officiers de service étaient rassemblés dans une autre partie du château et mangeaient à une table spéciale.

Les demoiselles d'honneur, également, étaient servies dans les chambres et le soir, seulement, au dîner, douze ou quatorze fonctionnaires du château étaient conviés. Ces fonctionnaires se composaient du général Rollin, de deux dames du palais, d'un chambellan de l'Empereur, d'un chambellan de l'Impératrice, de deux officiers d'ordonnance, du préfet du palais, de l'écuyer de l'Empereur, de l'écuyer de l'Impératrice, du colonel de garde aux Tuileries et de la demoiselle d'honneur.

Après le repas, on se rendait dans un salon et durant la soirée quelques personnes habituées de la cour venaient, sans invitation, rejoindre l'Empereur, l'Impératrice et leurs hôtes.

Tant que Napoléon III demeurait auprès de sa

compagne, les heures s'écoulaient assez maussades et chacun s'efforçait de les oublier.

L'Empereur, en effet, n'apportait aucun élément de gaîté dans cette société réfractaire à toute causerie, à toute occupation sérieuses, et comme souvent, ne songeant pas que des têtes frivoles s'impatientaient de sa présence, que des regards mutins guettaient sa sortie, ils s'attardait, dans un coin, avec quelque militaire, avec quelque ministre ou avec quelque député, parlant de choses graves, il y avait des anxiétés autour de lui et c'était un soupir général de soulagement lorsqu'il s'éloignait.

Parfois, cependant, Napoléon III se mêlait davantage à ses familiers et partageait leurs jeux.

C'était aussi, à certains jours, des inventions nouvelles qu'on lui avait soumises et qu'il leur apportait — inventions scientifiques ou simplement amusantes qu'il expliquait alors lui-même, et dont il indiquait le mécanisme.

Un soir, il manœuvra devant la cour une superbe machine électrique perfectionnée qu'il offrit à l'Impératrice et qui fit, pendant longtemps, la joie de l'entourage.

Mais, le plus souvent, le plaisir de l'Empereur, dans ces réunions, se bornait à faire une courte partie de cartes avec l'un de ses officiers.

Il arrivait aussi, cependant, qu'on organisait une « sauterie » aux sons d'un certain piano automa-

tique et l'Empereur, de bonne grâce et en riant, s'installait devant l'instrument et en tournait la manivelle, philosophiquement. Il appelait alors son fils le Prince Impérial, et le faisait danser avec les amies de l'Impératrice. Ces soirs-là, au grand effroi de ces dames, il prolongeait sa présence parmi elles.

On jouait également aux paris, dans ces réunions, et le gain de ces paris était offert soit à l'une des femmes, soit à l'un des officiers du palais. C'est ainsi que M. Pietri reçut, un soir, cent mille francs. Ce genre de divertissement, on le voit, n'était ni banal ni à dédaigner.

Vers dix heures, généralement, Napoléon III se retirait, allant, pour tous, se coucher. Mais à peine rentré chez lui, il se déshabillait, endossait un vêtement sombre et commode, se coiffait d'un petit chapeau et, dépistant M. Hyrvoix qui avait la garde constante de sa personne, il sortait des Tuileries accompagné d'un ami, et cheminait dans Paris, à la recherche de quelque aventure peut-être, mais davantage de quelque liberté. Détail caractéristique : lorsque l'Empereur s'apercevait qu'il n'avait pu mettre en défaut la surveillance de M. Hyrvoix et qu'il était suivi par des policiers, il revenait tranquillement sur ses pas et rentrait aussitôt.

Dès que l'Empereur était loin, l'Impératrice se tournait vers ses demoiselles d'honneur et leur disait :

— Mesdemoiselles, je crois que vous avez besoin de repos. Allez donc vous coucher.

Cette phrase se répétait, chaque soir, aux Tuileries, et l'on savait ce qu'elle signifiait.

Elle était le signal de plaisirs plus bruyants, de conversations plus libres, et chacun, alors, pouvait jeter dans le mouvement des jeux et des causeries, son originalité ou sa folie. Et c'était le cancan du jour qui était raconté et commenté; et c'était l'aventure amoureuse ou dramatique de la semaine qu'on expliquait et qu'on détaillait.

L'Impératrice aimait fort à connaître les bruits du monde et du demi-monde; les femmes qui l'entouraient n'étaient pas moins friandes qu'elle de ces bruits, et celui ou celle qui savait le mieux en offrir la primeur était le plus fêté.

M. le marquis de Caux excella dans ce rôle de chroniqueur, ne se doutant pas qu'avec lui, la chronique aurait sa revanche et déjà même s'intéressait à sa vie.

Les chambellans, les officiers du palais et les familiers des Tuileries se mettaient, positivement, la cervelle à l'envers pour amuser ainsi la souveraine et pour lui procurer, chaque soir, une surprise nouvelle, un jeu inédit.

Un jour, l'un d'eux, M. le comte de M..., à court d'imagination, se plaignait à Sainte-Beuve de l'exigence de l'Impératrice.

Le critique, un peu brutal et très railleur, lui dit :

— Mettez donc, mon cher monsieur, l'esprit de votre souveraine et celui de ses amis à la torture, en leur infligeant le jeu des « Portraits. » On vous trouvera très fort, peut-être trop fort, vous le verrez, et on ne vous embêtera plus.

La phrase était méchante ; mais elle ne fut pas divinatrice.

Le jeu des portraits proposé, en effet, par M. le comte de M..., contrairement à l'opinion de Sainte-Beuve, eut un succès énorme à la cour et dura longtemps.

Rien n'était plus simple, d'ailleurs, que cette distraction.

On distribuait de l'encre, des crayons, des plumes et du papier à l'assistance et chacun, sous une forme impersonnelle, devait tracer en quelques lignes ou en quelques pages la silhouette d'un homme ou d'une femme historique, celle même d'une personne présente. Les *copies* étaient ensuite recueillies, puis remises à l'Impératrice, qui en ordonnait la lecture, et l'on votait sur la question de savoir lesquels, parmi tous ces feuillets griffonnés à la hâte, étaient les meilleurs.

MM. Jules Sandeau, Viollet-le-Duc, Octave Feuillet, Mérimée, Edmond About et Caro prirent part souvent à ce jeu, et obtinrent, est-il besoin de le dire, la palme dans ces concours.

C'étaient là, certes, des plaisirs très innocents. Mais il y en eut d'autres, aux Tuileries, sinon plus compliqués, mais moins intellectuels, qui éveillèrent les susceptibilités et les réflexions du public, ainsi que les murmures des hommes d'Etat français et étrangers qui fréquentaient le château.

Je n'ai point, en vérité, l'intention de dresser, ici, la nomenclature de tous les jeux qui furent en faveur à la cour; il me suffira d'en indiquer quelques-uns — les principaux — pour faire connaître la nature et l'intensité de l'étonnement qu'ils inspirèrent.

Parmi ces jeux, celui du cheval-fondu et celui du saute-mouton furent célèbres. Pour le cheval-fondu, l'une des femmes s'asseyait, et un homme, appuyant ses deux mains sur ses genoux, la tête enfouie presque dans ses jupes, tendait le dos et recevait, à califourchon, autant de personnes qu'il pouvait en porter. Parfois, il arrivait que la charge étant trop forte, la grappe humaine tout entière dégringolait, roulait sur le tapis et formait ainsi un amoncellement assez grotesque. Parfois, encore, des femmes se mêlaient aux sauteurs, et l'aspect comique et ridicule du groupe se changeait alors en une physionomie plus piquante. — Pour le saute-mouton, hommes et femmes prenaient la file et cabriolaient avec entrain.

On jouait aussi à cache-cache dans les appartements de l'Impératrice; on se cherchait dans l'obscurité, et

cet amusement qui, peut-être, n'avait rien, dans sa pratique, d'anormal, ne laissait pas, il faut le reconnaître, que de prêter à de malicieux commentaires.

Un jeu, plus libre encore, consistait à s'accroupir sur le parquet, en rond, de façon qu'au centre du cercle ainsi formé, les pieds des hommes et des femmes fussent joints. Alors, on jetait au milieu de ce cercle, un objet quelconque, un bracelet, un mouchoir, un soulier même dérobé à l'une des femmes, et l'on faisait courir ledit objet sous les jambes de chacun, tandis qu'autour des joueurs, un homme ou une femme suivait les mouvements, cherchant à s'emparer, au passage, du soulier, du mouchoir ou du bracelet. C'était là le jeu du « chat et de la souris. »

Je n'insiste pas sur la nature et sur les conséquences de cette dernière distraction. Elle était évidemment imprudente et déplacée, n'eût-elle même fourni prétexte à aucune mauvaise pensée, à aucun geste équivoque.

Ce n'est point en ces pages — pour me servir de l'expression de l'un de mes contradicteurs — un pamphlet dirigé contre la société du Second Empire. Je ne saurais donc trop répéter qu'il serait dangereux de conclure, en s'appuyant sur les quelques détails intimes que je mets au jour et qui sont relatifs

à la cour des Tuileries, que cette cour n'était, en définitive, qu'une réunion d'hommes et de femmes dépravés, étrangers à toute moralité.

Jugeant ainsi, on jugerait mal. — La cour de Napoléon III n'était ni plus pervertie, ni plus inintelligente que ses devancières; la société même du Second Empire n'était ni plus sotte, ni plus méchante, ni plus vicieuse que la société actuelle — dite fin de siècle. Elle avait l'insouciance, l'incompréhensibilité des choses qui la pouvaient mettre en contact direct et parfois hostile avec le public; elle était égoïste, inconsciente de son présent comme de son lendemain et n'obéissait qu'aux penchants spontanés de son esprit un peu déséquilibré. Mais on n'était point davantage immoral de parti pris, sous l'Empire, qu'on n'est systématiquement débauché aujourd'hui. Je pense même, en dépit des apparences moins tapageuses, que les temps et les mœurs n'ont guère subi, depuis la chute de Napoléon III, de métamorphoses, et je crois que le plus grand tort des familiers des Tuileries a été, non pas de rechercher des plaisirs de toutes sortes, mais de ne point assez avoir le souci de la bonne tenue de ces plaisirs, de ne point avoir, en un mot, assez le respect des lambris dorés qui étaient les témoins de ces joies. C'est là une réflexion que ne dédaignerait pas Joseph Prudhomme sans doute; mais, dans son bourgeoisisme, dans son austérité voulue, elle me paraît exprimer justement la

philosophie du sujet que je traite en ce moment. — Il y eut des fous et des folles sous le Second Empire. Soit. — Mais qui n'a point été fou en dehors du Second Empire? En somme, ces femmes qui avaient le perpétuel rire et le baiser aussi, je le veux bien, aux lèvres, ces hommes qui paradaient en des attitudes et en des désirs de don Juans n'étaient, je le répète, ni plus mauvais, ni plus bêtes que les hommes et les femmes de notre actuelle société et je ne sache point qu'en France des amoureux et des amoureuses, des rieurs et des rieuses aient jamais trouvé grise mise devant le peuple; cela soit dit à l'excuse franche et non maussade de toutes les folies d'hier comme de toutes celles d'aujourd'hui.

La plupart des personnalités du Second Empire, d'ailleurs, se sont retirées du monde sans fortune acquise et puisée dans le tourbillon qui les emporta. On songeait peu à thésauriser en effet, à cette époque, et il est un mot bien typique de l'un des anciens fidèles des Tuileries à ce sujet.

Comme je lui faisais remarquer la profonde indigence dans laquelle se traînent un grand nombre de femmes ou d'hommes ayant occupé, naguère, à la cour, de hautes charges, je reçus de lui la réponse suivante :

— Vous dites vrai, nous sommes pauvres, car l'imprévoyance était de règle aux Tuileries.

Et il ajouta :

— Que voulez-vous ? Nous croyions que *cela* devait toujours durer.

Le mot était sans réplique et je le laissai sans commentaire.

Je montre assez d'impartialité, en ce récit, pour qu'il me soit permis d'aborder très nettement une question qui reste comme l'une des plus scabreuses de l'intimité des Tuileries, et pour qu'avec quelque autorité, il me soit accordé de dire sur cette question toute la vérité, rien que la vérité.

Je veux parler de ce que l'on a appelé, avec d'effroyables grimaces d'indignation, les *Petits soupers de l'Impératrice*, en accompagnant cette dénomination d'un fait réel, mais qui fut très naturel et très simplement honnête, de réflexions injurieuses pour celle qui en fut l'organisatrice.

Les petits soupers de l'Impératrice n'eurent, en aucun temps, rien d'inconvenant et d'audacieux, et n offrirent qu'une très problématique analogie avec les orgies nocturnes que des écrivains mal renseignés, sans doute, car je ne mets la bonne foi de qui que ce soit en suspicion, ont décrites et stigmatisées.

Généralement, ces soupers, ou plutôt ces collations avaient lieu après que les invités s'étaient retirés, et quelques personnes très intimement liées avec la souveraine, seules, y prenaient part.

Ces soupers, donc, consistaient le plus souvent en quelques tasses de chocolat — de chocolat à l'espa-

gnole — que préparait Pépa, la femme de chambre célèbre de l'Impératrice — individualité fort curieuse dont je m'occuperai — qui étaient servies avec des brioches et avalées assez prestement.

Il arriva, je le sais, que l'Impératrice s'en alla, parfois, le soir, surprendre, en compagnie de ses amis, quelqu'une de ses dames dans Paris, pour lui demander à souper. Mais ce fut là un caprice extrêmement rare et auquel, à la suite d'une remontrance sévère de l'Empereur, elle renonça même.

Les petits soupers de l'Impératrice peuvent donc, sans trop de regret et de perte pour l'Histoire, être considérés comme une chose absolument légendaire.

Je n'en dirai point autant des *Lundis*.

Les Lundis qui furent, en leur début, de simples réunions mondaines comme en donnent les plus moraux des bourgeois — de gaies sauteries — rien de plus — n'auraient jamais fourni à la chronique l'occasion de récriminer et de médire, si l'inconscience des familiers des Tuileries — cette inconscience qui allait des choses les plus graves aux choses les plus futiles — ne les eût fait dévier de leur origine, de la voie que l'Impératrice elle-même leur avait tracée.

Les danses, en effet, ne tardèrent pas en être presque bannies et on les remplaça par des ballets et par des spectacles très suggestifs — ainsi qu'on dit aujourd'hui.

Les Lundis dégénérèrent en exhibitions imprudentes, en tableaux vivants, très artistiques, sans doute, mais trop peu habillés, en charades parfois excessivement osées.

On a affirmé, sur la foi de photographies obscènes et clandestines, que l'Impératrice et ses amies s'étaient dévêtues et avaient formé des groupes impudiques devant les invités des Lundis. C'est là une calomnie, c'est là une mauvaise action. On a, en effet, vendu et colporté des photographies représentant les femmes des Tuileries en des attitudes indécentes.

Mais ces photographies, dues à la complaisance intéressée de drôlesses sur le corps desquelles on adaptait la tête de la souveraine ou celle de ses amies, n'ont aucune valeur authentique. Je suis heureux de pouvoir ici détruire un mensonge et démasquer une indigne exploitation.

Il y eut, cependant, on ne peut le nier, aux Lundis de l'Impératrice, des tableaux qui dépassèrent les bornes des convenances, et qui firent tort à la réserve qui s'impose à une cour.

Des scènes mythologiques ou bien tirées de l'histoire grecque et de l'histoire romaine furent représentées par quelques-unes des plus jolies femmes des Tuileries, et dans le costume trop exact souvent exigé par le rôle choisi. Mais comme M. Viollet-le-Duc était alors le grand organisateur de ces exhibi-

tions, il serait peut-être injuste d'y voir autre chose que ce qu'elles offraient réellement.

Quant aux charades, elles furent également très vives dans leurs paroles comme dans les déguisements, souvent merveilleux, que revêtaient les acteurs qui les jouaient.

L'une d'elles — pour ne citer qu'un exemple — dont le mot était : *Mirliton*, donna lieu à une scène fort audacieuse lorsqu'il s'agit d'interpréter la syllabe : *li* (LIT).

Cette même charade fut répétée à Champrosay, mais avec une variante plus modérée, devant le prince Napoléon ; et le maréchal Pélissier, lui-même, qui était à la veille de son mariage, y occupa un emploi, ainsi qu'il le dit dans une lettre que j'ai publiée déjà.

Je ne relève dans cette relation que les faits ignorés touchant l'intimité de la cour des Tuileries. C'est pourquoi je m'abstiens de mentionner, avec des détails, les imitations d'acteurs et d'actrices en vogue qui réjouirent longtemps les familiers du château, aux Lundis de l'Impératrice. Ces imitations sont connues, à peu près, et celles qui occupèrent le plus l'attention de la chronique se rapportent à Thérésa, qui eut, dans le clan des grandes dames de l'époque, des élèves, presque des rivales.

Telle fut — un peu rapidement esquissée — la nomenclature des petits jeux de l'Impératrice aux

Tuileries. Mais, à Paris, ces jeux n'obtenaient qu'une faveur relative, la présence et l'attitude trop officielles de l'Empereur mettant une gêne à leur développement. Ils ne prirent, en effet, la liberté d'allures qu'on leur a tant reprochée, que dans les villégiatures impériales, la cour étant en vacances, l'étiquette étant alors moins observée, les heures étant plus vides aussi. Et ce fut à qui, parmi les amis des souverains, dirait ou inventerait quelque folie.

Les villégiatures principales et ordinaires de l'impératrice Eugénie étaient Saint-Cloud, Fontainebleau, Compiègne, Biarritz, et les réceptions, par séries d'invités, dans chacune de ces résidences, avaient un caractère particulier. On ne se conduisait pas, en effet, à Saint-Cloud, par exemple, comme à Fontainebleau, et les divertissements n'étaient point les mêmes ici que là.

A Saint-Cloud, où un monde plus officiel se montrait, la cour se ressentait du voisinage des Tuileries et ne se permettait que peu de libertés. L'étiquette y était strictement observée et l'Empereur s'y occupait, assidûment, ainsi qu'à Paris, de politique.

A Saint-Cloud, également, les plaisirs étaient fort restreints et se bornaient, le plus souvent, à quelques promenades dans les environs ou dans le parc.

De cette localité, cependant, l'Empereur et son entourage se rendaient volontiers — les jeudis sur-

tout — à Versailles et l'on chassait alors dans les tirés de Trianon. Après la battue on formait le tableau dans la cour d'honneur du grand Trianon, on remontait dans les chars-à-bancs, et l'on rentrait.

Ces chasses n'avaient rien de très caractéristique. Le dernier coup de fusil de Napoléon III et de ces invités était cependant curieux. A cinq cents mètres, à peu près, de la terrasse du palais, au moment où la chasse allait prendre fin, l'Empereur seul se portait en avant. Des gardes, en d'immenses cages d'osier, tenaient en réserve plus de deux mille faisans, et soudain les cages étant ouvertes, c'était, autour du souverain, comme un nuage vivant de bêtes qui tournoyaient. On envoyait le plomb dans le tas. On appelait cela le « bouquet, » comparant ainsi la chasse impériale à un feu d'artifice.

A Fontainebleau et à Compiègne, l'emploi des journées et les amusements étaient à peu près les mêmes. On chassait à Fontainebleau ainsi qu'à Compiègne, mais davantage dans cette dernière résidence, où le *bouton* était très envié, la vénerie y organisant, assez maladroitement d'ailleurs, de nombreux laisser-courre.

C'était l'Impératrice qui, à Fontainebleau et à Compiègne, dressait elle-même la liste des invités, et qui désignait les logements qu'ils devaient occu-

per. Le maréchal des logis du palais et les fourriers étaient chargés de l'exécution de ses ordres.

Après le déjeuner qui était pris en commun, chacun remontait dans son appartement, ou bien l'on se rendait dans les salles de billard, ou bien encore sur le lac pour de longues parties de canot, pour des courses en périssoire même. Un jour, l'Empereur, qui se trouvait dans une embarcation, tomba à l'eau, et il y eut, on peut le penser, au sujet de cet accident, un grand émoi parmi les assistants.

Le plus souvent, on se rendait en forêt pour des promenades, soit à pied, soit en voiture. Mais ces promenades, toujours les mêmes et réglées officiellement, ennuyaient l'Impératrice qui s'ingéniait à s'y dérober et qui s'enfuyait avec quelques intimes vers des coins plus inconnus et plus pittoresques.

Une après-midi elle voulut, pour rompre la monotonie de ces excursions, qu'on la conduisît à Barbizon, à l'auberge de la mère Ganne, que tant de peintres, devenus célèbres, fréquentaient. On lui avait parlé de ce rendez-vous des artistes comme d'un lieu très bizarre et sa curiosité excitée dut être satisfaite. Mais la maison de la mère Ganne n'offrait rien de spécial ni d'original, en dehors des fresques dont l'avaient ornée, à la hâte, ses habituels locataires, et l'Impératrice se retira bientôt de méchante humeur, déçue ainsi qu'un enfant devant une pro-

messe non réalisée, tandis que la mère Ganne, en apprenant la qualité de sa visiteuse, pleurait toutes ses larmes.

Souvent l'Impératrice, étant à Fontainebleau, dirigeait ses promenades intimes du côté des Sables d'Arbonnes, dont elle ne connut l'existence, d'ailleurs, que longtemps après avoir résidé dans cette ville. Les Sables d'Arbonnes sont situés, on le sait, dans un endroit presque sauvage, au plein de la forêt, et forment une sorte de colline que l'on gravit et qui présente à l'œil un véritable banc d'une extrême blancheur. Un jour, quel ne fut pas l'étonnement de ceux qui accompagnaient la souveraine lorsqu'ils la virent tout à coup mettre ses jupes entre ses jambes, s'accroupir sur le sable et se laisser glisser sur le versant de la colline en criant : — « Me suive qui peut! » — La descente était rapide et la jeune femme la dégringolait vivement, non sans danger. Pourtant, son appel fut entendu et les femmes qui étaient avec elle, l'imitant et relevant, ainsi qu'elle, leurs jupes en manière de pantalon, se lancèrent sur ses traces.

Ce fut là un jeu nouveau à la cour, et les Sables d'Arbonnes devinrent le but des promenades préférées.

Une anecdote assez drolatique se rattache encore au séjour de Fontainebleau.

L'Impératrice ayant eu l'idée d'organiser un dîner,

sans apparat et tout à fait intime, en forêt, des ordres furent donnés à cet effet.

Mais le général Rollin, exécuteur de ces ordres, refusa d'abord de satisfaire la souveraine, prétextant que cette fantaisie était déraisonnable. Lorsqu'il s'aperçut, pourtant, que l'Impératrice demeurait inébranlable dans sa volonté, il se vengea de son impuissance en faisant dresser dans la forêt, contre le désir de la jeune femme, un véritable service que des gendarmes et que des laquais en tenue officielle furent chargés de surveiller. Il arriva que le projet de l'Impératrice, très simple dans sa pensée, dégénéra en un réel déplacement et que les paysans, ainsi que les habitués de Barbizon, informés de ce qui se passait, s'assemblèrent autour de la table impériale pour jouir du coup d'œil de la fête. L'Impératrice, furieuse, déclara alors qu'elle ne dînerait pas dans la forêt, et entraînant avec elle ses compagnes, elle laissa le général Rollin à sa cuisine et à sa déconvenue.

Pendant ces excursions, la souveraine montrait une grande gaîté, et pour goûter mieux son indépendance se faisait appeler « Mademoiselle » par les personnes de son entourage.

A Fontainebleau, ainsi qu'à Compiègne, il y avait, au retour de la promenade, ce que l'on nommait, ainsi que je l'ai dit ailleurs[1], déjà, *le thé de l'Impé-*

1. *L'Impératrice Eugénie.*

*ratrice ;* puis l'on dînait, et le soir il y avait réunion dans les salons où l'on dansait, où l'on jouait aux petits jeux, aux charades, après quoi les souverains se retiraient et chacun regagnait son appartement.

C'est alors que l'intimité du palais, soit à Fontainebleau, soit à Compiègne, prenait une allure très pittoresque. La plupart des invités qui n'avaient guère envie de dormir se rassemblaient de nouveau, en de petits comités, souvent chez l'une des femmes présentes au château, et les jeux, terminés officiellement, recommençaient avec plus d'entrain, se prolongeant, parfois, très avant dans la nuit. Et comme, dans la crainte d'éveiller l'adjudant général Rollin qui n'eût pas plaisanté avec le règlement, il fallait qu'on évitât tout bruit, ces amusements avaient cela de piquant et de comique qu'ils se passaient en paroles étouffées, en gestes de pantomimes.

On se rendait à Compiègne de préférence vers l'automne, à cause de la saison des chasses.

L'art théâtral y était plus en faveur et mieux interprété qu'à Fontainebleau, et l'élément littéraire et artiste s'y rencontrait davantage.

Gustave Flaubert y fit un séjour et le marqua d'un incident.

Comme il assistait à une revue donnée en l'honneur de l'Empereur, devant une charge admirable

de la cavalerie courant droit sur Napoléon III, en poussant des clameurs enthousiastes, il fut pris d'une sincère émotion et, oubliant qu'il frondait un peu le gouvernement impérial, il se tourna vers l'un des officiers du palais — de qui je tiens cette anecdote — et lui dit, dans un geste magnifique :

— Ah ! c'est beau, c'est très beau ! — Monsieur, je suis vaincu !

C'est à Compiègne que MM. Viollet-le-Duc et Edmond About adorèrent l'Impératrice. Cette adoration est connue et je ne m'y arrêterai pas.

L'une des chasses de l'Empereur y fut, un jour, égayée par une aventure.

Napoléon III avait pour voisin M. le marquis de l'Aigle qui, à cette époque, boudait l'Empire. Or, comme une après-midi, le marquis chassait, ses chiens furent coupés par ceux de l'Empereur. Celui-ci, en apprenant l'accident, envoya aussitôt un de ses officiers auprès de M. de l'Aigle avec mission de lui faire agréer ses excuses et prière de se joindre à sa suite. M. de l'Aigle, surpris, hésita ; mais comme, en lui, le gentilhomme primait l'adversaire politique, il accepta et vint présenter ses hommages à son puissant suzerain. Depuis lors l'opposition qu'il faisait à l'Empire devint plus platonique.

L'Impératrice Eugénie prenait grand plaisir aux chasses et les suivait avec une ardente passion. Plus

d'une fois, on la vit se diriger vers le cerf aux abois, harcelé par la meute, agonisant, et le servir avec le mignon poignard qu'elle portait gracieusement à son côté.

Le soir, ainsi qu'à Fontainebleau, après le dîner, il y avait réception et chacun s'en allait vers le divertissement qui lui plaisait le mieux.

L'Impératrice, souvent, occupait les premières heures de la soirée à faire des *patiences*, obligeant quelquefois l'Empereur à partager son jeu, au grand effroi de Napoléon III qui faisait volontiers, je l'ai dit, une « partie, » mais qui avait l'horreur instinctive des cartes.

Les charades, les jeux venaient ensuite.

On a beaucoup parlé des représentations théâtrales qui se donnaient à Fontainebleau et à Compiègne. Elles ne sont pas inconnues, même dans leurs détails; je n'en dirai donc rien.

Les jeux, auxquels se mêlaient hommes et femmes sont davantage dans l'ignorance du public. C'est pourquoi j'en indiquerai, brièvement, encore, quelques-uns.

L'un d'eux, le jeu des bougies, consistait à s'asseoir — les jambes étendues, les pieds croisés, un seul talon touchant le sol — sur une bouteille posée en long sur le parquet, à prendre dans la main gauche une bougie allumée, dans la main droite une bougie

neuve, et sans perdre l'équilibre à allumer cette dernière en la rapprochant de l'autre.

Ce jeu, qui paraît aisé, dans sa description, est fort difficultueux. Peu le réussissaient. Il arrivait, en effet, infailliblement, que dans le mouvement nécessité pour unir les deux bougies, la bouteille sur laquelle on était assis roulait et emportait le patient.

Il y avait, également, le jeu du coq, ressemblant assez à l'assaut de deux coqs en lutte.

Les deux champions, les mains liées, s'asseyaient, par terre, en face l'un de l'autre, et s'avançaient jusqu'à ce que leurs pieds se touchassent. Alors, par des poussées fortement et laborieusement imprimées, ils cherchaient à se faire culbuter.

C'était ensuite le jeu des quatre mouchoirs. Il ne manquait pas d'originalité.

On plaçait vis-à-vis l'une de l'autre, et à distance, deux chaises sur le siège desquelles étaient posées les deux extrémités d'un solide bâton. Un homme ou une femme se mettait alors à califourchon sur le bâton, les pieds détachés du parquet, en se maintenant en équilibre à l'aide d'une canne tenue de la main gauche. De la main droite, armée d'une autre canne assez longue, et quittant tout appui, il s'agissait d'accrocher un à un les mouchoirs suspendus aux quatre coins des dossiers.

Enfin, c'était le jeu de la cuvette. — Dans une

cuvette à demi pleine d'eau, on jetait un morceau de bougie qu'il fallait attraper avec la bouche. La bougie fuyant sans cesse sous la pression des lèvres, c'étaient de véritables barbotages du plus haut comique.

A Biarritz, les réunions de l'Impératrice étaient, parfois, assez nombreuses et toujours fort brillantes. On y recevait la société espagnole et l'allure de la cour y était plus libre qu'à Compiègne et qu'à Fontainebleau.

Dans le jour, c'étaient les bains, les promenades soit en mer, soit dans les environs, qui occupaient les heures. Le soir, c'étaient, pour les femmes, quelques travaux d'aiguille ou de broderie, pour tous, des causeries; et le dimanche, toujours, on dansait.

Le séjour de Biarritz était, pour les hommes, assez monotone et n'avait rien de l'exubérante gaîté qui régnait à Compiègne ou à Fontainebleau. Souvent, ils attendaient que les souverains fussent retirés dans leurs appartements, vers dix ou onze heures, et ils s'en allaient alors à Bayonne — selon l'expression d'un familier — pour « se dérouiller. »

Mais l'Impératrice, à qui ces promenades nocturnes furent rapportées, s'en intrigua. Les femmes de son entourage s'étant plaintes, aussi, de l'abandon dans lequel on les laissait, elle observa davantage

les menées de ses familiers et, un jour, elle leur demanda très nettement — et un peu narquoise, se réjouissant de leur embarras — « ce qu'ils allaient ainsi faire, chaque soir, presque, à Bayonne. »

Comme tous se taisaient, confus, l'un d'eux, pourtant, répondit :

— Madame, nous allons chez l'évêque.

— C'est très édifiant, répliqua alors l'Impératrice et, sans chercher à comprendre le sens de la phrase, elle sembla oublier l'incident.

Mais quelque temps après cette scène, ayant à sa villa l'évêque de Bayonne, elle l'interpella soudain :

— Je vous en veux beaucoup, monseigneur.

Le prélat, brusquement surpris, rougit, se retourna tout d'une pièce et balbutia :

— Quel crime ai-je donc commis, madame ?

— Un très grand crime, monseigneur, un crime de lèse-galanterie. Pourquoi, chaque soir, pendant notre séjour à Biarritz, nous enlevez-vous ces messieurs ? Ils vous préfèrent à nous, et ce choix, je le confesse, nous humilie.

Et d'un geste, elle désigna les coupables, qui tenaient obstinément la tête dans une direction opposée à celle de la jeune femme.

L'évêque devina-t-il la malice de cette question et le mensonge ainsi que les fredaines qui la motivaient ?

Il eut de l'esprit et répliqua :

— En effet, madame, j'avoue mon crime; j'ai réuni quelquefois ces messieurs chez moi, le soir, pour l'organisation d'une bonne œuvre. Mais j'ignorais que je fisse tort, ainsi, à ces dames, et dorénavant, je déclare nos séances closes.

L'Impératrice ne fut pas dupe de cette petite comédie; mais elle mit fin ainsi aux envolées de ses familiers et les retint auprès de ses amies.

Il lui advint une aventure, durant l'un de ses séjours à Biarritz, qui montre l'indépendance dans laquelle on vivait en cette résidence.

Un soir, accompagnée de plusieurs de ses intimes des deux sexes, elle eut l'idée d'escalader un mur voisin de la villa Eugénie et de sauter dans une propriété près de laquelle passait un chemin assez fréquenté par les promeneurs.

Puis, s'armant d'une baguette et ayant été imitée par les personnes de sa suite, elle se mit en observation derrière l'enclos et lorsqu'un flâneur s'approchait, tranquille, à portée de son bras, elle lui appliquait sur la nuque un coup sec et rapide de sa baguette et se cachait aussitôt derrière la clôture. Ce jeu dura quelques instants. Mais l'une des victimes de cette mauvaise plaisanterie, moins accommodante que les autres, ayant crié et s'étant obstinée à vouloir connaître la cause de sa désagréable surprise, le propriétaire du terrain apparut, se joignit au plaignant et ce fut une chasse véritable et achar-

née dirigée contre la souveraine et ses compagnons. Pour regagner la villa Eugénie, un écuyer dut faire la courte échelle à l'Impératrice ainsi qu'aux femmes, et ce fut à peine s'il eut lui-même le temps de se dérober aux poursuites du promeneur absolument furieux.

Cette aventure eut quelque retentissement dans le monde des baigneurs, alors, et donna lieu à des commentaires peu respectueux pour la souveraine — qui avait été reconnue — et pour son entourage. Il faut avouer que ces commentaires étaient mérités, quoique évidemment l'Impératrice eût mis plus de gaminerie que de méchanceté dans ce divertissement imprudent.

Le séjour de Biarritz ne fut point ainsi toujours rempli que de frivolités. Il reste célèbre, dans la politique, par quelques actes importants du règne de Napoléon III et par une entrevue fameuse de l'Empereur avec M. de Bismarck, sur laquelle il a été dit bien des paroles, dont le secret sera peut-être révélé un jour, et au sujet de laquelle je me propose de donner quelques détails. Leur place n'est point en ce chapitre, uniquement consacré à l'intimité de la cour, aux mondanités qui caractérisèrent cette cour et à la physionomie apparente et familière des choses qui la préoccupèrent.

Les faits et les anecdotes qui précèdent contri-

buent, je le crois, à établir cette physionomie. Ils sont étrangers à tout sentiment hostile comme à tout sentiment sympathique. Ils sont le résultat d'observations et de recherches impartiales et s'ils peuvent — je ne me le dissimule pas — servir à un blâme qu'on aurait tort de faire trop sévère — ils peuvent tout autant, dans leur expression de vérité, dans le contrôle sincère dont ils ont été l'objet, aider à conclure qu'après tout, et dans leur légèreté même, les hommes et les femmes des Tuileries n'étaient que de grands enfants, imprudents sans doute, mais non méchants, dont les péchés ne sauraient entraîner une implacable condamnation.

Il serait, en effet, aussi exagéré de s'indigner devant les petits jeux de l'Impératrice que de philosopher devant l'espièglerie d'un bambin qui — pour employer une expression courante — met ses doigts dans un pot de confitures.

Il est sage de n'être point pédant et l'indulgence me semble n'être point exempte d'esprit.

## VII

### PÉPA

J'ai dit, ailleurs[1], et j'ai démontré qu'en matière politique, l'impératrice Eugénie subit, souvent, l'influence d'une personnalité féminine très en vue à la cour et en Europe — de Mme de Metternich. Elle ne fut pas moins soumise à une tyrannique autorité dans les choses de sa maison.

On pourrait croire que la femme dont le sourire ou la colère faisait s'incliner toutes les volontés, fut elle-même, dans son intimité, dominée par une force très au-dessus de sa force, ou socialement égale à la sienne. On se tromperait. L'impératrice Eugénie fut le jouet, l'esclave obéissante sans cesse, jamais révoltée, d'une simple fille du peuple, d'une servante dévouée à sa manière sans doute, mais

1. *L'Impératrice Eugénie.*

égoïste, avare, cruelle, que les familiers des Tuileries ne regardaient qu'avec une crainte mêlée de dédain — de cette Pépa fameuse dont je parlais en un précédent chapitre — sorte d'Eminence grise enjuponnée qui fit main basse, à la cour, sur tout l'or qui était à portée de ses doigts, comme sur toutes les servilités, comme sur toutes les complaisances.

Son ascendant fut énorme sur l'Impératrice qui la consultait quotidiennement, qui ne parlait et qui n'agissait, dans les circonstances intimes de sa vie de souveraine comme de sa vie de femme, qu'après avoir écouté ses avis. Bien souvent, l'Empereur, dans la constatation de l'effet déplorable que causait l'intervention de Pépa auprès de sa compagne, fit entendre des observations au sujet de cette singulière caméristé, voulut même en débarrasser le château ; souvent la souveraine put remarquer combien était désagréable à ses amis la présence toujours en éveil de Pépa auprès d'elle, combien était déplacée l'intrusion de cette femme dans l'ordonnancement du château ; mais elle ne se décida jamais à admettre une séparation entre elle et sa servante ; mais elle prit de si dures colères lorsqu'on tenta de lui faire comprendre que Pépa tuait, autour d'elle, les sympathies, qu'on finit par tolérer l'affection qu'elle avait pour elle, comme une manie — et que l'Empereur lui-même renonça à lutter contre l'influence de cette femme — influence qui, ridicule-

ment, sur l'esprit de la souveraine, primait la sienne.

Si, en vérité, je n'appuyais ces quelques affirmations par des faits irrécusables — par des faits que n'oseraient nier aucun de ceux qui ont été à la cour, on pourrait croire, et non sans raison, que j'exagère ici, par fantaisie, et pour donner à ce récit un aspect plus pittoresque, la personnalité d'une simple femme de chambre de l'impératrice Eugénie qui fut, en réalité, plus qu'une femme de chambre et qui contribua, au delà de la mesure de son humble situation, et dans toute la haine qu'elle amassa, à éloigner de sa maîtresse des dévoûments peut-être, à jeter, principalement, sur l'ordre intérieur de la maison de l'Impératrice, du discrédit. Rien n'est malheureusement plus exact et lamentable que la justesse de mes observations.

L'histoire de Pépa fut et reste un roman.

Pépa, simple domestique en tablier blanc, en modeste bonnet, faisant le marché, mangeant à l'office, était aux gages de la comtesse de Montijo, mère de la future Impératrice des Français, lorsque les deux femmes s'établirent chez nous.

Elle demeura auprès d'elles et fut le témoin de leurs bonnes comme de leurs mauvaises fortunes, de leurs espérances comme de leurs découragements.

Pépa savait que sa jeune maîtresse était dans

l'attente du Prince Charmant que devaient lui envoyer les fées, et lorsque M^lle^ Eugénie de Montijo fut choisie par Napoléon III pour occuper le trône de France, elle trouva très naturelle, dans un sentiment pratique et religieux à la fois, l'élévation de la jeune fille.

L'Impératrice, dont elle avait été la confidente avant son mariage, la voulut auprès d'elle lorsqu'elle passa le seuil des Tuileries; dès lors, elle devint l'indispensable auxiliaire de son intimité et prit le titre de première femme de chambre de la souveraine.

Sur la prière de l'Empereur, il lui fut adjoint, pour le service d'appartement de sa maîtresse, deux jeunes filles, les demoiselles Beyle. C'étaient les filles de l'ex-geôlier de Ham, et Napoléon III, dans sa prison, ayant reçu quelque aide de cet homme, lui marquait sa reconnaissance en donnant une situation qui ne laissait pas que d'être enviée, à ses enfants.

L'une des demoiselles Beyle devint même la femme de M. Thélin — du brave Thélin, comme on disait au château — qui était trésorier de la cassette particulière de l'Empereur.

M. Thélin était adoré du personnel des Tuileries et Napoléon III l'avait en grande estime. Il avait l'administration des sept ou huit cent mille francs mensuels qui revenaient à l'Empereur sur la somme

totale de sa dotation, et il lui fallait, sur ces huit cent mille francs, payer tous les secours, tous les dons, toutes les pensions spécialement offerts par le souverain. L'Empereur, je l'ai dit, usait avec prodigalité de son argent personnel — non point seulement pour la satisfaction de ses plaisirs, mais surtout pour venir en aide à des misères, pour marquer sa sollicitude à tous ceux qui s'adressaient à lui, malheureux ou déçus, et souvent il lui arriva d'avoir recours lui-même au porte-monnaie de ses familiers pour de l'argent de poche — celui de la cassette étant épuisé.

Pépa, donc, devint la première femme de chambre de l'Impératrice et, en cette qualité, la souveraine lui confia l'administration de sa dotation. Elle disposait ainsi, à son gré, des paiements et des dépenses que nécessitaient les besoins ou les fantaisies de sa maîtresse.

L'Impératrice n'était pas prodigue; Pépa était avare : l'entente était aisée entre elles.

Pépa était une petite femme maigre, très brune, aux allures communes, avec des yeux noirs, en vrilles, fort perçants, une bouche mince et sans lèvres, sèche de cœur et de corps, mais à la physionomie mobile extrêmement intelligente.

Ne sachant point écrire, ignorant presque la lecture, elle avait ordinairement recours à l'une des demoiselles Beyle pour l'organisation et la tenue de

ses livres de comptes ainsi que pour sa correspondance avec les fournisseurs de l'Impératrice.

Quelque temps après son arrivée aux Tuileries, par l'une des fenêtres du palais, elle vit, un jour, un sous-officier de garde qui allait et venait et dont elle fut, également, remarquée. Un langage télégraphique accompagna cette rencontre, suivi d'un autre plus explicite, et bientôt elle annonçait à l'Impératrice qu'elle désirait se marier.

L'heureux sous-officier qui allait être le mari de cette importante personne se nommait Pollet. Sur la demande formelle de la souveraine, on le fit sous-lieutenant, et si Pépa resta Pépa pour tous ceux qui la connaissaient, elle n'en devint pas moins la femme d'un officier. M. Pollet avait dû l'épaulette à une œillade de la caméristé ; Pépa dut à son mariage et à la dignité nouvelle de son époux de quitter le titre de servante, et d'être, de son côté, élevée aux fonctions de trésorière de l'Impératrice.

Dès lors, les honneurs tombèrent dru sur M. Pollet. Il eut un avancement rapide et scandaleux et ne tarda pas à atteindre le grade de colonel des voltigeurs de la garde.

Femme d'un colonel, Pépa ne mit plus de bornes à son outrecuidance.

Cependant, elle se garda d'abandonner ses attributions intimes auprès de la souveraine et rassem-

bla, au contraire, plus d'autorité encore, s'il fut possible, en ses mains.

Elle s'occupa plus que jamais des achats de l'Impératrice, et couturiers, modistes, bottiers, lingères furent mis, par elle, en coupe réglée.

D'ordinaire, chaque fournisseur auquel elle adressait une commande lui offrait un cadeau, à titre de courtage. Elle déclara vite qu'elle n'avait que faire de cadeaux et elle préleva un tant pour cent sur toutes les livraisons, gagnant ainsi et à ce commerce des sommes considérables. On verra plus loin quelle fortune énorme était la sienne.

L'Impératrice tolérait tous ses caprices, toutes ses sottises, tous ses marchandages, et quand on s'avisait de se plaindre de pareils procédés, elle prenait un ton compatissant et disait :

— Peut-on ainsi calomnier ma pauvre Pépa ! Je vous en prie, si vous voulez que nous soyons amis, ne dites point de mal d'elle.

« Ma pauvre Pépa » — cette phrase revenait plus de dix fois par jour, dans la bouche de la souveraine qui, dupée, annihilée par cette servante-maîtresse, demeurait systématiquement aveugle sur les inconséquences qu'elle accumulait.

Il est, au sujet de Pépa, diverses anecdotes très caractéristiques.

M. de Pommeyrac, un peintre et un miniaturiste de talent, avait été chargé par l'Impératrice d'orner

quelques tabatières destinées à être distribuées en présents.

Or, comme un jour M. de Pommeyrac se trouvait dans son atelier et peignait, je crois, le portrait de Mme Ernest Feydeau, la porte s'ouvrit brusquement, Pépa apparut et, sans autre forme de politesse, interpellant l'artiste, lui dit, dans son langage mêlé de mauvais espagnol et de plus mauvais français :

— L'Impératrice vous doit de l'arzent pour les tabatières que vous avez faites. Donnez-moi votre note et ze vais vous payer.

M. de Pommeyrac, très homme du monde, fut étrangement surpris par cette façon d'agir. Il se leva, indigné, et mit très nettement à la porte de son atelier la messagère.

Mais il se voua ainsi aux dieux infernaux, c'est-à-dire à la rancune de Pépa. On lui solda ce qui lui était dû et il n'eut plus de commandes de l'Impératrice.

MM. Froment-Meurice et Gumery, également, eurent à souffrir de ses impertinences.

A M. Froment-Meurice qui lui offrait un présent, elle répondit par un refus et réclama de l'argent — toujours de l'argent ! — A M. Gumery, elle suscita mille ennuis dans le règlement de ses travaux.

M. Gumery était l'artiste qui avait sculpté le tombeau de la duchesse d'Albe, sur l'ordre et sur la prière de l'Impératrice.

Or, comme il lui restait dû une somme de trente mille francs, M. Gumery s'en vint en réclamer le versement à Pépa chargée, spécialement, de la comptabilité.

Mais elle inventa, alors, prétexte sur prétexte pour ajourner l'échéance de cette dette.

Impatienté, M. Gumery se présenta, un matin, chez l'intendante :

— Madame, lui dit-il, je voudrais bien, aujourd'hui, que nous en finissions avec notre petit compte.

— Ah ! mon cer moussiou, gémit Pépa d'un air lamentable et effaré, vous tombez bien mal, ze n'ai plou oun sou.

— Mais si, cherchez bien, fit l'artiste.

— Mais non, ze vous assoure.

— Mais si, mais si, chère madame. Et si vous êtes complaisante, et si vous me rendez le service que je vous demande, je vous jure que le cadeau que je vous ferai vous récompensera largement de votre amabilité.

L'œil et l'oreille de Pépa s'ouvrirent.

— Vous mé férez oun zoli cadeau ?

— Oui.

— Ze souis bien malhourouse, bien paouvre, mais on ne pout rien vous refouser.

Et allant à sa caisse, Pépa en rapporta trente billets de mille francs, qu'elle remit, contre un reçu, et un à un, à l'artiste.

Celui-ci les prit, les empocha et, ayant remercié, sortit.

A peine dehors, il laissa éclater sa joie et se dit :

— Je dois un cadeau à Pépa. Mais que lui donner?

En ce moment il se trouvait sous les arcades de la rue de Rivoli. En une devanture de clinquants s'étalaient deux flambeaux en zinc bronzé. M. Gumery les marchanda : six francs la paire. Il les paya, les fit envelopper et porter, immédiatement, chez Mme Pollet.

Nul ne saurait reproduire la colère très vraisemblable et très probable qui la saisit alors. Mais il faut reconnaître que le tour qui la frappait était bon et bien joué et que M. Gumery s'était vengé avec esprit de l'insolente tyrannie de cette femme encombrante et avare, qui traitait les artistes comme des mercenaires.

Je tiens cette anecdote amusante d'une personne à qui M. Gumery la raconta quelques jours après avoir obtenu le paiement de ses travaux.

Lorsqu'elle fut devenue la colonelle Pollet, Pépa donna toute liberté à sa vanité, à son autorité et à ses caprices.

Elle voulut être reçue aux Tuileries et pria l'Impératrice de lui permettre d'assister à un bal.

La souveraine, docilement, lui assura que son désir serait satisfait.

M. de ***, s'étant présenté chez l'Impératrice plusieurs jours après cette promesse, se vit tout à coup interpellé.

—Monsieur de ***, j'ai un service à attendre de vous : ma pauvre Pépa viendra au bal des Tuileries, ce soir, et je réclame, pour elle, votre bras à son entrée dans les salons.

M. de *** crut mal entendre et fit répéter la phrase.

Alors, s'inclinant, il répondit :

— Je regrette fort, madame, de ne pouvoir offrir mon bras, ce soir, à Mme Pollet : mais ma mère étant indisposée, je dois me rendre auprès d'elle. Je prie même l'Impératrice d'excuser mon absence à son bal.

La souveraine ne répliqua rien. Mais elle ne se découragea pas dans la recherche d'un « cavalier » pour son ex-caméristé et, le soir, en effet, celle-ci traversait les Tuileries, escortée par le général Rollin.

L'incident semblait terminé à la satisfaction des deux femmes, lorsque soudain l'Impératrice aperçut M. de *** qui causait, fort gai, au milieu d'un groupe. Elle le fit appeler et, quand il fut devant elle, elle lui dit, moitié railleuse, moitié courroucée :

— Madame votre mère est donc guérie, depuis cette après-midi, monsieur ?

M. de ***, très froid, répliqua, simplement :

— Ma mère, sans être guérie, est beaucoup mieux,

madame, et je rends grâces au ciel de m'avoir préservé d'un chagrin.

La souveraine comprit, se pinça les lèvres et bouda pendant une semaine son familier.

L'admission, aux Tuileries, de Mme Pollet — admission qui se renouvela d'ailleurs — fit scandale à la cour et dans le monde diplomatique. Un secrétaire de l'ambassade d'Espagne n'hésita point même, en dépit de son admiration pour l'Impératrice, à blâmer hautement cette inconséquence, cette maladresse.

Mme Drouyn de Lhuys fut, parmi les femmes des Tuileries, l'une de celles qui parurent ne point s'apercevoir de ce scandale et dont l'indulgence vint en aide à Pépa.

De son côté, Mme Pollet fut la protectrice de Mme Lebreton qui obtint le titre de lectrice de l'Impératrice et qui, aujourd'hui encore, est sa commensale dans l'exil.

Pépa avait, je le répète, le soin de la garde-robe de l'Impératrice et ne manquait pas, fidèle à ses habitudes, de tirer profit de cette occupation.

Il est, à ce sujet, un détail bien curieux et absolument ignoré.

Il n'est pas besoin de dire que tout ce qui constituait cette garde-robe — à part quelques fourrures de grand prix et les bijoux — revenait de droit à

Pépa qui, dès lors, en avait la disposition pleine et entière.

Or, il arrivait ceci : Pépa, que ces effets embarrassaient, en faisait régulièrement, dans son appartement situé au dernier étage du pavillon de Flore, une exposition, et à cette exposition, très connue des élégantes — demi-mondaines et grandes dames — se rendaient les femmes en quête de toilettes souvent merveilleuses, obtenues à bon compte.

Les femmes des deux aristocratiques faubourgs ne dédaignaient pas d'assister à ces ventes, achetant quelquefois pour six cents francs une robe de quatre mille francs, et très voilées, ayant aux lèvres des railleries pour la cour du roi Petaud, elles venaient aux Tuileries, le soir, et entraient par l'escalier du pavillon de Flore, pour monter chez M^me^ Pollet.

Les détails que je donne ici sont scrupuleusement exacts. Je pourrais écrire des noms. Et certains feuillets du livre de vente de M^me^ Pollet embarrasseraient peut-être fort les contradicteurs intéressés qui tenteraient d'infirmer ce récit.

Lorsque le colonel Pollet mourut, un soir, presque subitement, chez Pépa, aux Tuileries, ses parents, qui étaient des paysans normands, voulurent s'emparer de la fortune du ménage qui était, en effet, placée sous son nom.

Pépa entra alors en fureur, jeta les hauts cris et

l'Impératrice dut intervenir pour qu'elle ne fût pas dépouillée.

Elle chargea M. Mocquart, notaire, fils du chef du cabinet de l'Empereur, de régler le différend, et comme elle se lamentait devant l'officier ministériel, sur le sort de sa trésorière, disant pour la centième fois :

— Ma pauvre Pépa...

— Pas si pauvre que cela, madame, répliqua M. Mocquart ; Mme Pollet, l'ignorez-vous, possède près de deux millions et a, de plus, un dépôt de huit cent mille francs de bijoux à la Banque de France.

Ce mot — qui a la brutalité d'un mot de la fin — me paraît compléter la curieuse physionomie de Pépa. Il en exprime aussi toute la psychologie.

Il en est un autre, cependant, profond et triste, dont je ne veux pas priver les lecteurs, car il renferme, quoique se rapportant à l'infime personnalité de Pépa, toute la philosophie du Second Empire.

Comme Napoléon III, un jour, se plaignait au général Lepic de la présence odieuse de cette servante aux Tuileries, et de la mauvaise réputation que sa vénalité et ses impertinences, tolérées par l'Impératrice, donnaient au château, le général — le seul peut-être qui parlât sans détours au souverain — répliqua brusquement :

— Je serai franc, sire. Dans un temps où les rois

épousent des bergères, il ne faut pas s'étonner de voir traîner des sabots dans leur maison.

La phrase était cruelle. L'Empereur la comprit. Mais il tordit laborieusement ses moustaches et resta silencieux.

## VIII

### LES VOYAGES

L'empereur Napoléon III et l'Impératrice Eugénie firent, relativement, peu de voyages durant le cours de leur règne; on ne peut compter comme tels, en effet, leurs déplacements habituels. La plupart de ces voyages sont connus; ils n'ont eu qu'une très problématique utilité politique, que d'incertains résultats, dans tous les cas, et il serait peut-être superflu de les mentionner si quelques-uns n'avaient été marqués par d'assez curieux incidents ou n'avaient produit, par les péripéties qui les particularisèrent, une impression profonde sur l'esprit de la jeune souveraine.

L'Impératrice, dans le désir de nouveauté qui sans cesse était en elle, n'eût pas été fâchée, et ce sentiment n'a rien que de très normal, que de très légitime, de promener davantage sa double royauté de

jolie femme et de souveraine heureuse au travers de la France ou de l'Europe. Mais elle dut s'incliner devant la raison d'Etat qui lui imposa une inactivité dont elle souffrit sincèrement.

Dès le début de son règne et tandis que l'on se battait encore en Crimée, l'Empereur avait conduit sa compagne en Angleterre, auprès de la reine Victoria, et à la suite de l'apothéose que l'Impératrice Eugénie avait trouvée sur la terre britannique, elle avait caressé un peu le rêve d'une souveraineté plus générale. La réception que lui avait réservée l'Angleterre était de nature, en vérité, à faire pardonner et comprendre ce rêve.

L'Impératrice débarquait en Angleterre avec toute la grâce enchanteresse de sa beauté, avec tout le rayonnement de l'Empire victorieux, et elle avait, certes, dans l'ardeur, dans la mobilité d'une imagination qui ne l'abandonna jamais, le droit de penser que les peuples devaient l'aimer. Ce fut pour elle, alors, comme c'est dans la vie pour toute femme, quelle que soit sa condition, l'évocation à l'admiration et à l'amour infinis.

L'Empereur et l'Impératrice débarquèrent à Douvres, après une traversée contrariée par un épais brouillard et, dès cette première station sur le sol anglais, et en dehors des témoignages de la sympathie, de la courtoisie officielles, le peuple fit à Napo-

léon III et à sa compagne un accueil enthousiaste.

En touchant la terre anglaise pour la première fois depuis son avènement impérial, Napoléon III ne put se défendre d'une émotion intense. Il eut, le soir de son arrivée à Windsor, un mot bien charmant et qui révèle, en effet, toute la force du sentiment qu'il avait éprouvé.

— En revoyant ce pays où j'ai vécu pauvre, d'où je suis parti pour « faire fortune, » dit-il, je me suis rappelé l'histoire du bonhomme qui, arrivé à Paris en sabots, une fois riche s'en revient pour un jour, même, dans le village où il est né et se repose dans la masure qui a abrité son ancienne indigence.

L'impression était juste, humaine, et il eût été surprenant même que l'Empereur ne l'eût pas ressentie.

La reine Victoria n'avait rien négligé pour faire à ses hôtes une réception magnifique.

Cependant, elle n'avait jamais aimé et n'aimait point encore, en cette heure, celui qui devait devenir, pendant un temps, du moins, le plus résolu, le plus fidèle de ses alliés. Les premiers moments de l'entrevue furent donc quelque peu embarrassés, et la cordialité officielle qu'ils devaient exprimer ne laissa pas que d'être tempérée par une très visible réserve.

Mais l'Empereur ne tarda pas à gagner l'affection de la Reine, comme il savait gagner celle de tous

ceux qui l'approchaient et qu'il voulait séduire. La beauté, la splendeur merveilleuses de l'Impératrice achevèrent de triompher des hésitations de la Reine et la franchise la plus absolue régna bientôt entre celle-ci et ses hôtes.

Un détail concernant la réception qui fut faite à Napoléon III donnera une idée du luxe, de la somptuosité qui furent déployés en son honneur et en celui de sa compagne.

Partout où ils se présentaient, invités, partout où ils dînaient, les services, soit en porcelaine, soit en cristal, soit en vaisselle plate, étaient timbrés aux initiales impériales surmontées de l'aigle ou de la couronne, et ces services leur étaient ensuite offerts, puis étaient expédiés à Paris.

La reine Victoria, dans ses Mémoires, a elle-même raconté la visite que lui firent l'Empereur et l'Impératrice en avril 1855, et je ne m'attarderai pas à la détailler davantage.

Une grande sympathie résulta, entre les deux cours, de cette entrevue; mais ce ne fut guère que lors du second voyage en Angleterre de Napoléon III qu'une intimité réelle s'établit, d'une façon incontestable, entre les Tuileries et Windsor.

Au sujet de ce nouveau voyage, il est une anecdote amusante.

En vue d'Osborne, Napoléon III voulut monter

sur la passerelle du bâtiment qui le portait ; mais il glissa sur la marche supérieure de l'escalier et roula, à la renverse, sur le pont.

On le releva avec de fortes contusions. Cependant, oubliant sa douleur et peut-être aussi son émotion, l'Empereur se prit à sourire et dit à ceux qui s'empressaient autour de lui :

— Nous allons à la conquête de l'Angleterre. Mais c'est mal jouer au conquérant; j'aurais dû attendre le débarquement pour tomber.

Sous sa forme plaisante, cette parole était vraie; Napoléon III, durant tout son règne, poursuivit un but : la conquête politique de l'Angleterre. Il crut, bien des fois, l'avoir réalisée; mais il ne parvint jamais à l'assurer sur des bases sérieuses.

Il eut, tout d'abord, avec lui, de l'autre côté du détroit, un allié précieux, lord Palmerston. Mais plus tard, cet homme d'Etat changea d'attitude et lui suscita même des embarras.

En effet, à la veille de la guerre d'Italie, le roi de Sardaigne étant à Compiègne pour les négociations d'une entente définitive entre Napoléon III et son pays, lord Palmerston, se déclara, soudain, l'ennemi résolu de toute intervention française, et la lettre suivante du ministre des affaires étrangères d'alors, qui se trouvait également à Compiègne, constate cette hostilité :

Vendredi 7, à 6 heures.

...Ce matin le courrier m'a remis un paquet de dépêches arrivées tout exprès de Londres pour me faire enrager. Ah! Palmerston, Palmerston, si j'ai contribué à te faire arriver où tu es, j'ai été bien sot. Au surplus, le roi de Sardaigne en raconte de belles sur notre ancien ami. Décidément il a perdu la caboche et bat la campagne.

Persigny et Palmerston ensemble! C'est de la belle besogne!!

L'Empereur est mieux, toujours charmant, et son coup d'œil dans les grandes affaires toujours aussi sûr. Son sang-froid est toujours aussi inaltérable; il se pourrait bien, cependant, que le diable n'y perdît rien.

L'expédition du Mexique vint accentuer la mésintelligence qui s'élevait entre les cabinets de Paris et de Londres, et l'impératrice Eugénie, en dépit de la sincère affection qu'elle portait à la reine Victoria, n'hésita point à prendre position contre elle dans cette question.

J'ai fait déjà connaître cette attitude en appuyant mon récit de lettres diplomatiques et secrètes[1]; elle est, d'autre part, confirmée par une conversation que l'Impératrice, étant à Florence, après la guerre de 1870, eut avec le général italien Moceni.

Comme, devant elle, on s'entretenait des différents actes politiques du règne de Napoléon III, prenant

1. *L'Impératrice Eugénie.*

soudain une part active à la conversation, elle fit cette textuelle déclaration :

— La guerre d'Italie nous a brouillés, à peu près, avec l'Angleterre et je vous avoue que j'ai fait tout ce que j'ai pu pour rester d'accord avec la Reine, pour repousser l'intervention armée de la France en faveur de Victor-Emmanuel. Quant à la guerre du Mexique, je l'ai conseillée, sachant très bien qu'elle augmentait notre malentendu avec le cabinet de Londres, parce que cette guerre était nécessaire, parce qu'elle devenait comme la revanche obligée, comme le contrepoids naturel de l'alliance italienne qui pesait trop lourdement sur la politique de l'Empereur.

Ayant prononcé ces paroles, elle resta un moment silencieuse, puis ajouta, presque à mi-voix :

— De la guerre de 1870 qu'on m'accuse d'avoir provoquée, que vous dirai-je? Elle pouvait, elle eût dû sauver l'Empire et la Papauté.

Cette conversation, dont je garantis l'authenticité — la personne qui me l'a rapportée étant au-dessus de toute suspicion — a une extrême gravité. En cette heure où l'on s'occupe de rechercher, avec quelque passion, les responsabilités qui engendrèrent la campagne de 1870, elle fixe, dans ses grandes lignes, un point d'histoire. On peut lui opposer un démenti — depuis que j'écris la chronique mondaine et politique du Second Empire, on m'a

habitué à ce genre de réclamation — je maintiens purement et simplement mon récit.

Le Livre des Rois renferme des pages tragiques et comiques à la fois. Les faits s'y rencontrent, s'y pressent, dans une diversité, dans une multiplicité étranges. Ici, c'est le mot, c'est le geste qui feront s'entre-tuer des peuples ; là, c'est le sourire qui tombe paisiblement de la lèvre maternelle ou conjugale ; ici, là encore, c'est l'intimité du foyer — sereine, cruelle ou grotesque — qui s'offre à la curiosité du public.

Cette intimité ne fut jamais autant en péril, aux Tuileries, qu'à l'époque où l'Impératrice se rendit, seule, en Angleterre, et fit un voyage en Ecosse.

Ce voyage masqua une véritable séparation entre elle et l'Empereur. Très jalouse, la souveraine, à la suite d'une discussion violente, décida de quitter Paris et de s'en aller, hors de France, chercher quelque calme au trouble de son âme.

Lorsque Napoléon III apprit sa résolution, il refusa d'abord d'autoriser son départ et déclara, de son côté, qu'il n'aurait pas lieu. Cependant, comme l'Impératrice demeurait inébranlable dans sa volonté, il se soumit en apparence et voulut, au moins, donner le change à l'opinion, en mettant un prétexte à l'absence de sa compagne.

Le *Moniteur*, dès lors, annonça le voyage en Ecosse de la jeune femme.

Je l'ai dit déjà, l'Empereur, quoique patient et opposant sans cesse à l'impériosité de sa compagne ce que l'on nomme la force d'inertie, était fatigué par ses continuelles tracasseries, courbé douloureusement sous son inquiète autorité, à laquelle s'ajoutaient quotidiennement les mille et un tracas provoqués soit par la politique, soit par les inconséquences de son entourage. Il nourrit, en maintes circonstances, la pensée d'un divorce, et si l'on s'en rapporte à certaines confidences qu'il fit, alors, à ses plus intimes familiers, devant l'attitude de l'Impératrice révoltée et prête à une rupture, cette pensée grandit en lui, en cette heure. Mais il la repoussa bientôt, espérant que le temps imposerait un repos fatal à l'impétuosité de la souveraine, et dans la crainte, aussi, de paraître ridicule aux yeux du peuple. Une phrase qu'il prononça, un soir, dans une promenade sur la terrasse des Tuileries, mit à nu l'absolu de ses sentiments :

— Mon oncle a divorcé et cela ne lui a point porté bonheur, dit-il. J'ignore s'il faut être superstitieux en cette matière. Quoi qu'il en soit, le divorce ne me serait pas permis. N'a-t-on pas crié déjà que je ne suis qu'une copie mauvaise de Napoléon Ier, que ma Présidence n'est que la parodie de son Consulat, que mon Deux-Décembre n'est que l'imitation de

son Dix-Huit Brumaire? Si, comme lui, je me séparais de l'Impératrice, créant forcément pour cette circonstance une loi spéciale, on se moquerait de moi.

Et Napoléon III avait raison. Ayant fait un mariage d'amour qui avait surpris le peuple, qui l'avait ému ensuite et qu'on avait idéalisé, autour duquel s'était élevé comme une sorte de poétique encens, on l'eût raillé sans pitié s'il était venu dire à ce même peuple, à ceux-là mêmes qui s'étaient sentis plus rapprochés de lui par ce roman : « Je me suis trompé. »

L'Impératrice, d'ailleurs, dans l'occasion qui nous occupe, comprit bientôt son imprudence et rentra, officiellement fêtée, aux Tuileries.

Ce fut pendant son voyage en Algérie, avec l'Empereur, qu'elle apprit la mort de sa sœur, la duchesse d'Albe, pour laquelle elle avait une extrême affection.

Cette excursion, commencée sous les auspices les plus favorables, s'achevait ainsi dans les larmes. Un moraliste, un philosophe ne manqueraient pas de tirer un enseignement de cet événement.

En effet, la souveraine, après avoir marché d'enchantements en enchantements, se trouvait soudainement frappée au plus profond de son cœur et son retour fut navrant. C'est là l'éternelle antithèse de la vie.

Quelques anecdotes se rapportent à ce voyage.

A Marseille, il y eut une fête à la villa Borelli, avant l'embarquement de l'Empereur et de l'Impératrice.

Lorsque les souverains se présentèrent dans les salons, ce fut une telle poussée qu'on faillit s'écraser. Un habitant de la ville, plus pressé que les autres, perdit pied et ne se retint qu'en s'accrochant aux épaules d'un chambellan. Or, comme ce fonctionnaire lui adressait de vives observations et cherchait à se dégager, le Marseillais eut cette belle réponse :

— Ne faites pas attention... Vous le voyez tous les jours, vous, monsieur, votre Empereur. Moi, je le vois pour la première fois et ne le rencontrerai jamais plus, sans doute. Je veux l'apprendre par cœur.

Le mot est joli et rend l'enthousiasme de ce brave homme moins banal.

A Alger, des dépêches inquiétantes concernant l'état de santé de la duchesse d'Albe furent remises à l'Impératrice.

Alors, traversant une cour et avisant l'un de ses familiers, elle lui demanda de la conduire en hâte à la plus prochaine église, et là, tombant à genoux, elle dit à celui qui l'accompagnait :

— Priez et pleurez avec moi. Ma sœur va mourir.

Le lendemain, cependant, il lui fallait assister à

une fête, à un simulacre de combat contre une caravane.

Un incident dramatique marqua cette solennité, ce merveilleux spectacle plutôt.

Les Arabes, en effet, s'animant et prenant l'attaque au sérieux, commençaient à se porter des coups et, déjà, plusieurs d'entre eux jonchaient le sol, blessés ou morts, quand l'Empereur donna l'ordre à une compagnie de chasseurs de les disperser, ce qui n'eut pas lieu sans peine et sans quelques horions distribués aux plus acharnés.

Le soir, en revenant de cette fantasia, l'Impératrice, qui avait contenu son chagrin durant toute la journée, fut prise d'une syncope et s'évanouit.

L'Empereur, alors, abrégea la durée de son séjou en Algérie et fixa le départ au lendemain.

En rentrant en France, la malheureuse souveraine recevait la nouvelle de la mort de sa sœur.

Il est un voyage de l'impératrice Eugénie qui présente un point délicat. Je veux parler de sa visite à la reine d'Espagne, à l'époque des affaires du Mexique.

Accompagnée de la princesse Anna Murat dont le nom restait fameux et peu aimé des Espagnols, l'Impératrice, en entreprenant cette excursion, commit une faute politique qui faillit entraîner de graves et incalculées conséquences.

Le peuple de Madrid se montra hostile à la souveraine française, surtout à l'ancienne compatriote; il y eut des cris dans les rues, des bousculades, et l'Impératrice dut même renoncer à se rendre à une course de taureaux, sur l'avis du chef de la police qui redoutait des manifestations inconvenantes.

Si l'on recherche le sentiment qui guida le peuple comme la société espagnole, dans cette circonstance, on est amené à penser qu'un esprit de nationalité exagéré, prenant sa source dans notre lutte contre les Mexicains, l'inspira.

Cette hostilité, rapprochée d'ailleurs, de l'indifférence presque ennemie que rencontra, depuis son mariage, l'Impératrice chez ses compatriotes, me paraît être une singularité digne de remarque et que n'ont point assez mentionnée ceux qui, avant moi, ont étudié l'époque du Second Empire.

Telles sont les diverses particularités qui caractérisèrent, politiquement ou intimement, les voyages de l'impératrice Eugénie à l'Etranger. Je ne parle pas du voyage de Suez, pour l'inauguration du Canal, en 1869, trop connu pour être décrit à nouveau.

Au sujet de ces voyages — même de ceux qu'elle fit seule — telles que les entrevues de Salzbourg et de Bade, il n'est pas sans intérêt de faire observer que, quoi qu'on ait dit, l'Empereur ne confia jamais à sa compagne une mission politique.

Lorsqu'il vit, dans une rencontre avec un souverain étranger, une question grave à débattre, il se dérangea résolument et s'abstint même, comme à Stuttgardt, de se faire accompagner par l'Impératrice.

A Stuttgardt, pourtant, se trouvaient l'impératrice Marie de Russie, la reine de Wurtemberg, la reine de Grèce et la reine de Hollande. La présence de l'impératrice Eugénie semblait être indiquée à cette réunion. Pourquoi Napoléon III la laissa-t-il à Biarritz ?

On a dit que les souveraines étrangères hésitaient à établir des rapports affectueux avec leur sœur de France. Il est possible, en effet, que d'aucunes l'aient boudée poliment, dans un esprit féminin non exempt de jalousie, provoqué par le charme incontestable, par l'éclat infini qui s'échappaient de toute sa personne.

Cependant, l'accueil que reçut l'impératrice Eugénie à Windsor, à Salzbourg et à Bade paraîtrait affaiblir, considérablement, la portée méchante de cette supposition.

S'il m'était permis d'émettre un avis sur cette question un peu difficile, je dirais que je pense que l'empereur Napoléon III redoutait simplement la nature exubérante de sa compagne et qu'il ne jugeait pas opportun de froisser l'austérité, la règle implacable, maussade, même, la sévère étiquette

des cours européennes, en les soumettant à la gaîté d'enfant, au rire sans cesse prêt à jaillir, à la gentille mais trop peu réfléchie familiarité de l'impératrice Eugénie.

L'Empereur pouvait tolérer que sa compagne assistât aux Conseils qui se tenaient aux Tuileries, mais il craignait son intervention, sa présence, dans ses relations avec les étrangers.

Contradiction bizarre : ce fut dans les questions de politique extérieure que l'impératrice Eugénie exerça une réelle influence sur les décisions de son mari ; ce fut dans les questions de politique extérieure qu'elle imposa toute la force de son esprit, toute la suprématie de ses aventureuses conceptions.

## IX

## LE MONDE POLITIQUE

Le titre de ce chapitre évoque une longue liste d'hommes d'Etat, de cour même, que les Tuileries virent apparaître et briller comme autant de superbes météores, que la chute de l'Empire dispersa, jeta vers des destins nouveaux, entoura d'ombre ou mit dans un relief plus accentué.

Cette liste serait aisée, mais peut-être trop minutieuse à établir; c'est pourquoi, sans la dresser complètement, je me bornerai, dans cette question, à une sélection de quelques noms — les principaux, les plus fameux — et à marquer, surtout, la physionomie générale, ainsi que l'attitude, dans ses rapports avec Napoléon III, du monde politique qui se rendait aux Tuileries ainsi que des personnages de cour qui savaient s'y montrer mondains aimables et politiques habiles à la fois.

Des mondains proprement dits, je ne retiendrai que peu de chose, individuellement. Leur histoire est limitée à leur participation aux fêtes qui avaient lieu au château, et si parmi eux il y eut des hommes d'esprit, il serait puéril de prêter au plus grand nombre une importance qu'ils n'ont jamais eue, il serait vain même de mettre les premiers en une place qu'ils ne méritent pas et qu'ils n'ont, d'ailleurs, en aucun temps enviée.

Les mondains qui fréquentaient les Tuileries assidûment ne se firent pas aimer du public et furent cause, trop souvent, que l'impopularité qui les frappait et qui résultait de leur attitude officielle ou privée, atteignit la personne même de l'Empereur.

Si la phrase célèbre : — « Paris est une vaste auberge où l'on boit, on mange, on joue, on aime, » — fut réellement prononcée, elle fut dite assurément pour eux, car ils la mirent en pratique consciencieusement. Ils aimèrent, jouèrent, mangèrent et burent. Après quoi, la salle du festin s'écroulant, ils disparurent comme ils étaient venus, n'ayant plus souci du « *Patron* » — c'est le mot par lequel ils désignaient Napoléon III. — Mais pourquoi récriminer ? — N'est-ce point, là, la fin dernière de toute humaine chose ? Et l'oubli et l'égoïsme ne sont-ils pas derrière toute aumône, derrière toute bonté ?

Quant aux hommes politiques qui devinrent les familiers des Tuileries, il semble qu'ils aient eu, plus

que les mondains, tout en se mêlant à leurs joies, la divination des événements tragiques qui devaient emporter la dynastie impériale, et l'on retrouve, en eux, comme un sentiment de tristesse, d'amertume ou de satisfaction cruelle devant la puissance formidable et passagère de l'Empereur, aussi bien que devant les éclats de gaîté qui emplissaient le château, aussi bien que devant l'imprévoyance des courtisans.

Etrangers ou Français, ces hommes s'accordèrent pour prévoir l'effondrement terrible de ce palais qui les abritait, soit que la politique de l'Empereur ne leur inspirât qu'une confiance relative, soit que le mouvement mondain qui agitait la cour, leur dictât une philosophie morose et les rendît songeurs.

J'ai publié, à ce sujet, dans mon précédent livre : *l'Impératrice Eugénie*, deux lettres de MM. le général Fleury et Caro qui sont sans réplique et qui donnent, de la situation du monde politique et de la cour impériale, un tableau peu rassurant et très exact

On ne saurait, en effet, imaginer les difficultés que l'Empereur rencontrait dans la mise en pratique de ses conceptions, soit au point de vue de la politique intérieure, soit au point de vue de la politique extérieure. Il était sans cesse, à cet égard, sinon en contradiction avec ses collaborateurs, avec les représentants même des puissances, mais en lutte contre leurs idées. En outre, l'intrigue, parmi les hommes d'Etat

français qui servaient Napoléon III était à l'ordre du jour des Tuileries et rendait compliquées les questions les plus simples. Il résultait de cet état de choses alarmant, instable, comme une sorte de malaise dans la marche générale des affaires, comme une sorte d'incohérence, d'hésitation dans les résolutions gouvernementales et les ambassadeurs étrangers qui surveillaient de près cet enchaînement fatal de faits attristants, mettaient à profit le trouble qu'ils faisaient naître pour obtenir souvent de la fatigue, du découragement ou de la confiance du souverain, des décisions qu'il n'eût certainement pas prises s'il n'eût obéi qu'à sa seule pensée.

Il ne faudrait, cependant, pas croire que l'empereur Napoléon III fût un être pusillanime, passif et sans caractère.

Il avait la fermeté et le courage nécessaires en politique, et lorsqu'il avait intimement acquis la conviction que ses sentiments devaient primer tous ceux de ses conseillers ou de ses amis, rien n'eût pu le décider à abandonner ses idées.

Je suis fâché, dit-il en date du 13 février 1854, à son ambassadeur à Londres, d'être obligé aujourd'hui de vous écrire pour vous faire quelques sérieuses recommandations. Vous savez toute l'amitié que je vous porte et combien j'apprécie le zèle que vous mettez à cimenter mes relations avec l'Angleterre, aussi ce que je vais vous dire ne doit pas vous blesser; seulement, faites-en votre profit.

Je ne trouve pas que depuis quelque temps votre correspondance avec M. Drouyn de Lhuys soit ce qu'elle doit être. Au lieu d'exécuter les ordres qu'il vous transmet de ma part, vous les discutez et omettez pendant ce temps des choses essentielles. Ainsi il y a quelque temps vous disiez que vous aviez lu et *relu ses dépêches sans les comprendre*, ce qui n'était guère poli; aujourd'hui, dans votre dépêche n° 34, vous comprenez tout de travers la proposition du comte Buol et, au lieu de la soutenir à Londres, vous avez l'air de soutenir à Paris l'avis de lord Clarendon, et vous ne répondez rien sur les frégates russes qui sont dans la Méditerranée. Enfin, pour ce qui a eu lieu au sujet du traité entre les deux puissances, je crois que vous en avez pris l'*initiative* sans savoir si cela me convenait ou non. Je vous prie donc, non pas de mettre plus de zèle, mais d'en mettre moins dans certains cas, et surtout de penser pour le moment que ma lettre à l'empereur de Russie doit être la seule base des opérations. Aussi est-ce avec plaisir que j'ai vu le comte Orloff et le comte Buol l'accepter comme tel.

Maintenant que j'ai vidé mon paquet (*en surcharge :* SAC), croyez toujours à mes sentiments d'amitié.

Et plus tard, en date du 18 janvier 1856, toujours au sujet des affaires de Russie sur lesquelles Napoléon III, il faut le reconnaître, s'entretenait dans une erreur regrettable, il résume sa politique dans une note énergique et nettement formulée :

Ma politique extérieure ne peut réussir que si mon ministre s'inspire de mes sentiments et de mes idées sans se laisser influencer par l'état vacillant de l'opinion

publique. Dès le commencement des négociations, j'ai aperçu à regret une divergence entre vous et moi.

Vous sembliez toujours prêt à céder à nos ennemis ou à nos amis douteux dans leurs prétentions. Moi, j'étais toujours prêt à céder à nos alliés lorsqu'ils étaient dans le vrai. Vous me conseilliez d'accepter la limitation des forces russes dans la mer Noire au lieu de la neutralisation de cette mer, prétendant que la Russie ne l'accorderait jamais. Vous étiez donc plus Russe que les Russes. Lorsque l'ultimatum de l'Autriche nous a été communiqué, vous vous êtes opposé tant que vous avez pu aux modifications anglaises, prétendant que l'Autriche ne les accorderait jamais. Elle les a admises sans difficulté. Vous étiez donc encore dans ce cas plus Autrichien que l'Autriche. Maintenant vous venez me dire que je suis engagé vis-à-vis de l'Autriche à signer l'armistice et à repousser les exigences de l'Angleterre et qu'il faut montrer à cette dernière puissance que je ne veux pas toujours lui céder. Vous me trouvez hésitant? Mais à qui la faute? Je suis lié (entre nous) *sans le savoir;* vous n'avez nullement appelé mon attention sur ce fait que les préliminaires de paix seraient signés avant qu'on ne soit d'accord sur les conditions particulières! Ainsi me voilà en désaccord avec l'Angleterre sans le savoir et même contre ma volonté.

En un mot, je veux la paix, mais je veux la *rendre aussi chère que possible* aux Russes et non aussi bon marché que possible. Je veux, en outre, que l'alliance anglaise survive à la paix. Ceci dit sans vous fâcher, voyons ce qu'il y a à faire!

Ne pourrait-on pas dire à l'Autriche : Nous demandons que les préliminaires de paix soient la paix elle-même, c'est-à-dire les préliminaires contiendraient les 4 points, sauf les modifications suivantes :

On laisse la Bessarabie à la Russie, on ne conserve que Reni Ismaël et Veilia, tous les points fortifiés sur la rive gauche du Danube. La Russie s'engage à évacuer l'Asie-Mineure et Kars et à ne pas refortifier les îles d'Oland.

Les frontières asiatiques de l'Empire ottoman seront définies comme elles l'étaient par les traités antérieurs à la guerre.

Ceci signé, on n'ouvrirait les conférences que pour les questions secondaires. Réfléchissez à tout cela et sortez-moi de la difficulté où je me trouve.

En attendant, croyez, malgré ma franchise un peu rude, à toute mon amitié pour vous.

Ces deux lettres me paraissent ne laisser subsister aucune équivoque sur le tempérament politique de Napoléon III, sur l'esprit d'à-propos, d'autorité et de résolution qu'il savait mettre dans ses actes publics.

L'Empereur fut faible, sans doute, dans les choses de son intimité. Mais n'y aurait-il pas quelque hypocrisie à lui reprocher cette faiblesse?

J'ai dit qu'un déplorable esprit d'intrigue régnait à la cour des Tuileries, parmi les collaborateurs de Napoléon III ; les rivalités, les haines, en effet, enveloppaient le souverain, se heurtant, s'entre-choquant violemment et créant ainsi des difficultés constantes dans l'élaboration de ses projets.

MM. de Morny, Rouher, Fould, Baroche furent les principaux meneurs de ces intrigues et, dans un incompréhensible oubli des intérêts du souverain

qu'ils devaient éclairer, ils combattaient, à ses côtés, non pour lui, semble-t-il, mais inconsciemment, ou plutôt — car l'indulgence ici serait déplacée — mus par le seul sentiment de leur personnalité — contre lui.

C'est là un chapitre d'histoire qui demande à être appuyé non plus simplement par des anecdotes, non plus simplement par des opinions sujettes toujours à la discussion, mais par des documents incontestables.

Les lettres suivantes de M. Rouland viennent confirmer mes appréciations.

M. Rouland me paraît avoir observé avec quelque philosophique résignation la crise politique et intime du Second Empire, et ses lettres présentent autant et mieux même que les lettres de MM. le général Fleury et Caro, la physionomie de ce monde tourmenté qui s'agitait autour de l'Empereur et qui, dans un égoïsme trop humain, le conduisait à la perte de son pouvoir.

M. Rouland juge les hommes et les choses sans passion, et l'on ne peut guère objecter de critiques aux remarques, aux faits, aux silhouettes, aux appréciations qui tombent de sa plume. Ses lettres sont empreintes d'une sorte de pitié, de désespoir et de fatalisme qui rendent, en outre, plus vivant, plus fort, l'aspect de ceux dont il parle.

Voici ces pages. Je les transcris en conservant l'ordre des dates. Elles sont adressées au ministre des

affaires étrangères et se rapportent à divers événements du règne de Napoléon III, à sa politique intérieure principalement, et je les publie sans trop de commentaires, des explications étant, devant la clarté de cette correspondance, à peu près inutiles.

Paris, le dimanche 21 juin 1863.

*Très confidentielle.*

Il me revient de divers côtés que hier, bien avant le Conseil, l'Empereur aurait fait appeler M. Fould pour le prier d'engager M. de Persigny à se retirer. — Ces bruits ajoutent qu'à cette occasion il serait question de M. Baroche, pour l'intérieur — de M. Rouher, au Conseil d'Etat — de M. Haussmann, aux travaux publics — de M. Piétri, à la préfecture de la Seine — enfin, que M. de Morny, souhaitant de se débarrasser des difficultés de la Chambre future, sollicitait votre ministère — auquel cas Billault, qui se souciait peu, de son côté, des batailles prochaines, prendrait la présidence, etc., etc.

Voyez ce que tout cela vaut. — Il est tout simple que l'Empereur, averti par la voix publique qui éclate de toutes parts, veuille décliner la responsabilité du système décousu, tantôt mou, tantôt violent, empreint d'une si déplorable personnalité, qui nous a amené des élections agitées, mauvaises, à travers la presse laissée libre de tout attaquer depuis 3 ans. — Sur ce point, si évident pour le pays, il y a unanimité — et aviser, en pareil cas, c'est pourvoir à une grande nécessité politique.

Mais ce *déclanchement* fait sous l'influence d'une idée de salut public et d'intérêt dynastique, il est à craindre que les suites n'en soient exploitées auprès de l'Empereur par

des considérations purement personnelles. Les hommes qui seront admis à l'honneur ou au péril de donner avis à l'Empereur, en si graves conjonctures, préféreront-ils l'intérêt de l'Etat et de Sa Majesté aux tentations de leurs sentiments personnels? *That is the question.*

Je vois distinctement, parmi nous, deux catégories d'hommes, qui, rejetant la grande considération du bien public et de l'Empereur, agiront, conseilleront — ou pour la satisfaction de leurs amitiés ou de leurs antagonismes — ou pour le succès de leurs calculs égoïstes, cherchant à se faire la position la moins périlleuse ou la plus douce. — A mon sens, chacun, au contraire, doit bravement payer la dette de dévouement suivant les forces et les aptitudes.

Je vous crois dans ces idées si droites et si justes. Vous m'avez dit souvent que, devant les nécessités politiques, les hommes devraient être, dans la main de l'Empereur, de bons serviteurs et non des agents égoïstes et capricieux. Veillez donc autant que vous le pourrez, car nous sommes en présence d'une situation délicate et grave, et ce n'est pas quand tous les partis se coalisent et relèvent audacieusement la tête qu'il faut une administration moins ferme, moins intelligente et moins désintéressée.

J'aborde un autre point. Il est manifeste que l'Empereur doit avoir confiance dans votre attachement si loyal pour lui, et dans votre esprit si pratique et si sensé. Mais je crois que, pour des raisons peut-être passagères, il juge utile de garder M. Fould vis-à-vis de vous. Or, dans les arrangements actuels, je vous conjure de ne pas être un embarras pour l'Empereur, en faisant prédominer vos répugnances. L'essentiel *aujourd'hui* est de sortir d'une difficulté qu'il faut absolument et promptement résoudre. L'Empereur devra savoir un gré infini à ceux de ses amis qui, pour lui rendre la tâche *actuelle* moins aride, sacri-

fieront *au moins présentement* les justes récriminations qu'ils pouvaient manifester. Mais, pour Dieu, défendez-vous carrément à l'encontre du nouveau duc, car je ne comprends guère la moralité de ces appétits qui n'ont pas même pour excuse la fatigue des services rendus. Si on ne peut ou si l'on ne veut plus présider la Chambre, on se retire, mais on ne vole pas la place d'autrui.

Je ne sais pas si, en tout ceci, je vois juste, mais je puis vous affirmer que je vois et que je juge en loyal ami et, autant que je le puis, en homme de bon sens. Je déteste les coteries qui cherchent à profiter de la crevasse actuelle pour faire la guerre aux hommes qu'elles n'aiment pas. Voilà pourquoi je vous dis : « *Ne les imitez pas, tout en les démasquant.* » L'avenir réglera définitivement bien des choses. C'est pourquoi, encore une fois, *veillez*.

Cette lettre, tout à fait remarquable, est une peinture fidèle des mœurs politiques qui étaient en faveur dans l'entourage de Napoléon III. Elle n'est point tendre pour les hommes qui convoitaient le pouvoir, pour M. de Morny — le nouveau duc — particulièrement, et elle puise son importance dans l'indulgence, dans le calme de celui qui l'a écrite.

Celles qui vont suivre sont plus explicites et plus curieuses encore.

Tout d'abord c'est une jolie page qui restera comme l'un des documents secrets les plus suggestifs du Second Empire et qui renferme des silhouettes tracées de main de maître :

Paris, le lundi 23 juin 1863.

*Confidentielle.*

Je vous ai écrit hier en termes un peu vagues, un peu généraux, comme si ma lettre devait vous trouver parfaitement informé — ou encore, comme si elle devait être lue par d'autres que par vous — aujourd'hui que les intrigues continuent ici *à grande volée*, je vais m'expliquer nettement, surtout après une conférence que j'ai eue avec Rouher.

Oui — il y a deux catégories d'hommes qui, dans les graves circonstances présentes, seront disposées à y voir le *moi passionné* — ou *calculateur* — plutôt que l'intérêt de l'Etat ou de l'Empereur.

M. Fould, à l'œil serein, à l'air joyeux (à propos des Fould et des Péreire élus comme une fournée de champignons), ne se préoccupe guère des intérêts de l'Empereur. Au contraire, il jouit de ses embarras. Voilà de nouveaux et rudes contrôleurs de dépêches qui lui viennent en aide à la Chambre et qui le glorifient. Plus on criera *haro* sur l'Empereur *dépenseur* et *aventurier*, plus le système Fould est solide, et plus le pied du contrôleur général des finances appuie fortement sur la gorge de Napoléon III, dénoncé au pays, mis en pénitence et réduit en tutelle. Qu'importe le Mexique ? Est-ce qu'on n'a pas eu l'habileté de faire *dissoudre* la Chambre quand on pouvait évidemment convoquer les élections sans cette mesure préalable ? — Mais il fallait la Chambre en novembre prochain afin de lui donner la pâture de la discussion des crédits extraordinaires — il fallait éviter aussi la nécessité personnelle du ministre des finances pour y faire face, *malgré son absurde système* — tandis que, maintenant, il se croise les bras

et dit à l'Empereur : « Vous aurez ce que la Chambre vous donnera — et mon absurde système évite le choc des réalités. » — Mais je m'écarte de mon sujet.

Donc, M. Fould joyeux, alerte, n'a plus que le souci d'intrigues personnelles pour la satisfaction de ses antipathies ou de ses amitiés — voilà ma première catégorie. — Il lui faut un cabinet à lui. — Allons — écartons Rouher du chemin des Péreire et des boursiers. Haussmann est grand ami des Péreire. — Mettons à l'intérieur M. Baroche, notre nouveau collègue — continuons à tripoter avec M. de Morny — et pour le coup suprême, comme l'Empereur pourrait bien ne pas se soucier de lui pour mener une Chambre difficile, poussons-le au ministère d'Etat, et Walewski tombe. — Cela s'appelle faire d'une pierre deux coups. — Puis, ayons Vuitry pour ministre sans portefeuille, avec la banque s'entend. Il n'y en a jamais trop pour nos amis. Et vive le pouvoir! vive la Bourse! Et vivent les habiles et les audacieux. L'Empereur! Il est maté, et la maison Fould ne l'appauvrit pas en gloire et en argent. Quant à Persigny... tant pis pour lui.

Puis, vient l'autre catégorie qui commence à poindre. — Billaut est fort caressé par Fould, et Billaut, artiste sentimental et nerveux, craint l'avenir, la lutte, le parterre, et voudrait bien *couler des jours plus tranquilles.* — Sa manière de procéder dans ce jeu, c'est de dire bien haut *que désormais le rôle des ministres sans portefeuille est impossible.* — Conclusion : — mettez-moi ailleurs; par exemple à la présidence de la Chambre. — Mais, cela repousse Morny — sans nul doute. — Mais Fould arrive et dit : — Mettez Morny à la place de Walewski. — Et on se donne la main. Voilà la catégorie de ceux qui, dans la gravité de la situation, *songent à faire leur nid.*

Et, enfin, pour faciliter toutes ces combinaisons, on laisse tranquilles, quant à présent, les gros mangeurs, comme la guerre et la marine. On se résigne, on sourit même à l'occupation du Mexique — on est le meilleur enfant du monde, ce qui prouve qu'on peut être le chef ou le dominateur d'un cabinet, sans causer de souci au maître. — Parbleu ! je le crois bien — on a jeté le maître à la gueule du Corps législatif, et c'est là où il recevra les coups que maître bâton, habile, souriant et doucereux, n'oserait plus lui donner lui-même.

Voilà la comédie qu'on peut voir à vue, sans lunettes ni télescope.

Toutefois et voici ma pensée : si l'Empereur, voyant tout, estime qu'il ne peut pas ou ne doit pas encore briser de pareils calculs, s'il tient encore à M. Fould, je persiste à croire que vous ne devez pas imiter ce dernier dans les répugnances et les attaques obstinées. — Vous en défendre et les démasquer, oui. — Mais faire un antagonisme absolu, non. — L'Empereur passera par bien des dégoûts et des amertumes au milieu de ces intrigues. — Aidez-le en ami, en loyal serviteur, à arranger à présent ce qui se détraque. — Mais n'augmentez pas les difficultés en le poussant à une guerre absolue. — Bref, restez avec Fould s'il le faut, car c'est le moyen de le neutraliser.

Tout cela est attristant. Le fond est 600 000 voix d'opposition en plus qu'en 1857. — L'Empereur attaqué, amoindri, mis en discussion — la force gouvernementale altérée — et tout cela par les utopies orgueilleuses et les incapacités d'un homme *toqué*. Il est temps d'y regarder — de savoir ce qu'on veut — d'arrêter la pente — et d'agir avec calme et fermeté avec d'honnêtes gens. — La France aime la probité et le bon sens.

On chercherait vainement, dans les archives des ministères et de la cour des Tuileries, un document plus net, donnant la description des intrigues qui entouraient Napoléon III et des embarras au milieu desquels il se débattait.

Dans une autre lettre, en date du lundi 22 juin, également, M. Rouland accentue encore l'exposé qu'il vient de faire de la situation dans laquelle se trouvait le souverain et des sentiments qui dictaient la conduite des hommes qui le servaient.

Tout cela, dit-il, est une indigne cuisine faite sous les yeux du public. Il semble vraiment qu'on dispose de l'Empereur et que l'intrigue est plus puissante que le bon sens et la moralité des situations. — On affirme que de Morny s'est senti un peu joué quand on le poussait aux affaires étrangères sous le prétexte *secret* de son insuffisance à la Chambre, et il y aura peut-être une *journée des dupes*, si M. Baroche n'étant pas ce qu'il veut être, M. Billaut devient plus qu'on ne voulait qu'il fût.

Laissons cela, du reste. — Il y a de grandes tristesses dans le cœur des hommes honnêtes et dévoués en face de ces curées ambitieuses. A l'Empereur d'ouvrir les yeux et de sauver son initiative et sa majesté; qu'il fasse des hommes ce qu'il voudra, mais qu'il ne donne aucune prime aux égoïsmes effrénés et aux intrigues honteuses.

Ces lignes sont empreintes d'un pessimisme extrême. Elles sembleraient exagérées même, M. Rouland, leur auteur, ayant été un homme d'autorité, un partisan du pouvoir absolu de l'Empereur, si les

événements n'avaient, hélas, confirmé tragiquement leur justesse.

Quelques mois après les avoir écrites, M. Rouland consigne de nouvelles et alarmantes constatations.

Paris, le 24 novembre.

*Très confidentielle.*

Ce que je recueille dans l'air me donne la certitude que les intrigues se forment et se continuent. La coalition vit et travaille et on m'assure que de Morny, Fould et Persigny frappent à toutes les issues. Tout cela est triste et ne fortifie pas le gouvernement qui, chaque jour, perd de son ascendant moral au milieu de ces ardentes et égoïstes compétitions. On va chercher des auxiliaires jusque dans les puissances de la finance, et le public assiste, voit et siffle quand il ne s'inquiète pas. C'est à l'Empereur d'être maître chez lui, à moins qu'il ne veuille revenir au temps parlementaire ou accepter les nouveaux Richelieu. Je ne souhaite de mal à personne, et je me sens peu d'attrait pour ces luttes d'ambition. Mais je doute que la paix renaisse au milieu de nous avec de pareils germes de division, avec de pareilles prétentions d'omnipotence.

Le mieux serait, vraiment, ou de repousser vivement et pour toujours, par une sévère leçon, la personnalité exubérante de ceux qui nous ramènent *au Roi qui règne et ne gouverne pas*, ou de nous demander à tous nos portefeuilles afin d'aviser, en toute liberté, en toute dignité, à un ministère qui veuille bien comprendre la Constitution impériale. Tout souffre de cet état de sourdes luttes, tombées d'ailleurs dans le domaine public, et nul n'a le

cœur ferme au labeur de l'Etat, dans toutes ces querelles et ces misères de l'intrigue.

Je voudrais me tromper sur mes appréhensions, mais je les donne comme beaucoup d'autres les partagent.

A cette correspondance — à ce journal, devrais-je dire — il convient d'ajouter une lettre de M. de Banneville, alors à la légation de Berne, sur la politique extérieure de Napoléon III. Elle est le reflet exact des impressions qui troublaient les hommes politiques que les projets de l'Empereur trouvaient peu enthousiastes, et elle sonne comme le glas du drame qui termina l'odyssée impériale.

Cette lettre est, en effet, datée de 1866 — l'année de Sadowa — et elle me paraît compléter l'exposé général des sentiments qui naissaient, aux Tuileries, parmi ceux qu'en raillant on nommait « les philosophes » au sujet de la politique intérieure du Second Empire, comme au sujet de sa politique étrangère.

Paris, 17 septembre 1866.

La lettre sur la nouvelle organisation militaire n'est pas encore prête et la publication en est un peu différée. Je crois, cependant, qu'elle paraîtra avant le départ de l'Empereur qui, se trouvant sensiblement mieux, paraît-il, partira, dit-on, pour Biarritz, mercredi ou jeudi. On se dit, ce matin, au ministère de l'intérieur où j'ai rencontré le préfet de police, satisfait de la première impression. On n'a vu encore, il est vrai, d'après le dire du ministre

lui-même, que des gens prédisposés à la satisfaction quand même. Pour mon compte, voici le résumé à peu près textuel d'une conversation, qu'au risque de passer pour une vieille bête encroûtée, j'ai eue hier avec mon seigneur intérimaire :

— Ce que je reproche surtout à ce qui se fait, c'est de n'être pas Français. Faites de la politique *à la diable*, si vous voulez, mais ne faites pas de la politique d'utopistes et de *songe-creux*. Faites de la politique révolutionnaire si c'est votre goût, votre tempérament, votre nécessité (je ne suis pas plus timoré ni peut-être plus scrupuleux que le roi Louis XIV ou M. de Bismarck), mais au nom du ciel, faites de la politique française. Vous me dites que c'est la politique de l'Empereur, qu'il vous a répété que *si les peuples* étaient contents, heureux, satisfaits, il ne voulait pas autre chose... Ne le dites pas trop haut. L'Empereur n'a pas charge *des peuples*, il a charge *du peuple français* et tenez pour certain que celui-là ne tiendra pas son souverain quitte envers lui, quand on lui aura expliqué que le peuple allemand et le peuple italien sont pleinement satisfaits. Cela lui est entièrement indifférent, et cela cesse de lui être indifférent pour lui devenir souverainement désagréable quand on lui démontre que la satisfaction de ces deux peuples étrangers provient de ce qu'ils sont devenus plus puissants et qu'il y a désormais à compter serré avec eux. La haine aveugle, un peu maniaque, des traités de 1815, et de ceux qui les ont faits (ils sont morts depuis longtemps eux et leur œuvre !) a conduit à cette préoccupation excessive de la haine de gouvernements contre la France et a confirmé dans la supposition toute gratuite de la sympathie des peuples. Je crois cela absolument faux.

J'admets les mauvaises intentions des négociateurs de

1815, mais je soutiens que leurs précautions se sont trouvées illusoires et que les faits ont trompé leurs prévisions. Je soutiens surtout ceci : c'est que les gouvernements qui sont des êtres de raison plus ou moins éclairés, peuvent bien lutter entre eux, se combattre, etc., mais ne se haïssent pas. Ce qui se déteste et s'exècre, ce sont les peuples, *les races* surtout, parce qu'elles obéissent à des instincts en quelque sorte physiques et qu'elles ne raisonnent pas, tandis que les gouvernements raisonnent même leurs sympathies et leurs antipathies.

Le jour où vous aurez constitué les races européennes dans les grands groupes que vous rêvez, vous ferez bien d'avoir votre million de soldats disponible, car vous aurez en perspective, au premier choc, des guerres abominables. Et vous rendez-vous bien compte de l'élément nouveau que va apporter dans l'organisation politique du pays la création d'une puissante garde nationale ?

Je crains bien que, tout imbibé que vous devez être de la politique humanitaire, cosmopolite, démocratique et sociale, de votre illustre ami et voisin de Prangins, vous ne considériez mes humbles réflexions comme le produit d'un cerveau fêlé, rétrograde et bon à mettre au grenier en compagnie des vieilles têtes à perruques et de toutes les défroques usées...

Il serait superflu, je le répète, de commenter ces documents. Précieux pour l'Histoire, ils donnent en même temps la physionomie du monde politique qui entourait l'Empereur.

Ils disent, éloquemment, le défaut de cohésion qui existait parmi ceux qui, dans ce monde, détenaient le pouvoir ainsi que les responsabilités. Une

sorte de griserie jetait, alors, en avant les hommes d'Etat du Second Empire; chacun marchait, dans son opinion, sans se préoccuper de celle de son voisin, et dans ce choc continuel de pensées, de projets, de constatations enthousiastes ou sceptiques, dans cette accumulation de contradictions, de vues différentes, c'était un peu, aux Tuileries, comme dans la Babel de l'Ecriture — où tous parlaient, à la fois, cent langages divers, où nul ne se comprenait.

Placé au centre de tant de divisions, il n'était point aisé, toujours, à l'Empereur de gouverner, de donner à sa politique l'impulsion, l'importance même qu'il eût désirée, d'atteindre le but qu'il se proposait.

Cependant, comme il ne délaissait pas facilement les idées qui lui étaient personnelles, il ne cessait de lutter contre l'autorité croissante de ses ministres ou de ses conseillers officiels, il ne cessait de réagir contre la pression qu'ils tentaient d'exercer sur son esprit, contre la mauvaise volonté qu'ils opposaient à ses décisions, en un mot, contre l'enveloppement obstiné et patient, dont il était l'objet. Et pour rendre publique sa pensée, sans entraves, pour se mettre en communication directe avec le peuple, pour essayer de faire prévaloir ses opinions, il avait recours à un subterfuge qui lui réussit souvent.

Dans le secret de son cabinet, il élaborait, avec l'aide d'hommes dévoués, ayant une situation dans la presse — dans la presse libérale même — des bro-

chures ou des articles qu'on publiait aussitôt et qui, la plupart du temps, faisaient sensation, leur origine n'étant, au fond, ignorée de personne.

Plus tard, même, dans les dernières années de son règne, l'Empereur fonda un journal, *le Peuple*, je crois, qui devint son organe officiellement intime et qui refléta l'exacte expression de ses sentiments.

Les ministres, par tous les moyens, dans leur rivalité inapaisée, cherchèrent à amoindrir l'influence du cabinet occulte de Napoléon III. Mais ils durent renoncer à cette hostilité, le souverain étant peu disposé à supporter, alors, qu'on restreignît sa liberté d'action.

Les hommes qui, ainsi, se trouvèrent en contact avec Napoléon III, et qui reçurent sa parole, furent assez nombreux. D'aucuns, dont le nom demeurera toujours inconnu, disparurent dans l'orage qui détruisit l'Empire. Mais il en est d'autres qui, déjà célèbres en ce temps, ne désertèrent point devant la tourmente et restèrent, fermement campés, soit dans le journalisme, soit dans la politique.

Parmi les écrivains de l'opposition à qui l'Empereur s'adressait le plus volontiers pour donner à sa pensée une importante publicité, je citerai — pour mémoire seulement et pour ne point laisser ici une lacune que des contradicteurs peu indulgents imputeraient à de l'ignorance — je citerai, dis-je, M. Havin,

le directeur du *Siècle* qui, ayant ses grandes et ses petites entrées à la cour, n'y venait point seulement dans un but de mondanité, mais surtout pour conférer avec Napoléon III sur les questions à l'ordre du jour qui inquiétaient ou qui passionnaient le public, et pour s'entendre, avec lui, sur l'article du lendemain, même, sur la façon encore dont le journal combattrait le gouvernement — au mieux des intérêts du souverain — bien entendu.

M. Havin était un homme fort intelligent, correct, très fin, sous une apparence un peu lourde et bourgeoise, qu'une sympathie naturelle, sans doute, pour la personne de l'Empereur, pour ses théories politico-sociales, aussi, aidait dans cette tâche, dans ce rôle délicat qui lui a été tant, et, en vérité, peut-être injustement reproché.

Le plus illustre, parmi les collaborateurs de Napoléon III, fut, sans contredit, M. le vicomte de La Guéronnière. Bien avant que le public ou que le monde officiel sût l'emploi qu'il tenait auprès de l'Empereur, il le secondait dans ses travaux.

D'un tempérament ardent, passionné dans les choses qui étaient soumises à ses attaques comme à ses louanges, polémiste de premier ordre, M. de La Guéronnière mena, sous le Second Empire, mondainement et politiquement, ce que l'on peut appeler, sans trop d'exagération, un train d'enfer.

L'Empereur; plus d'une fois même, fut dans la

nécessité de lui imposer quelque modération, et il y eut plus d'une brouille entre le souverain et le journaliste.

M. de La Guéronnière fut, surtout, le porte-parole de Napoléon III dans la question d'Orient et dans la question romaine. L'Histoire a enregistré l'apparition de sa brochure fameuse, *le Pape et le Congrès*, dont la publication eut pour résultat immédiat — prévu d'ailleurs en haut lieu — le départ des plénipotentiaires accrédités à Paris pour l'examen des affaires pontificales.

Plus tard, M. Clément Duvernois prit auprès de Napoléon III la place de M. de La Guéronnière, dont sa nature exubérante, fougueuse, dont son talent de polémiste, également, s'accommodèrent.

Un collaborateur célèbre et regretté du *Figaro*, M. Auguste Vitu, mort récemment, travailla aussi, avec l'Empereur. M. Auguste Vitu avait le don de s'assimiler aussi bien les questions de politique, de littérature, de théâtre, que les questions de finances. Ses diverses et merveilleuses facultés, ses grandes connaissances en cette dernière matière, surtout, lui valurent la confiance du souverain qui le chargea, plus d'une fois, de dresser, sur ses indications, les projets qu'il souhaitait de voir adopter par le pays.

Le docteur Conneau, également, rendit, dans ce genre de travaux, de réels services à Napoléon III. Il lui fut principalement utile dans les affaires d'Italie

et son rôle, alors, ne se borna point simplement, dit-on, à rédiger des notes ou des projets sous la dictée du souverain. Il serait intéressant de connaître, en détails, la participation du docteur Conneau au rêve de Napoléon III. Mais les documents font défaut en ce qui le concerne et il est peu probable que ceux qui pourraient parler avec autorité, fassent entendre leur voix.

Il existe, je le sais — et cette indication est absolument inédite, est livrée pour la première fois au public — au ministère des affaires étrangères, un manuscrit assez volumineux, tout entier écrit par Napoléon III et qui porte ce titre exact : *Pourquoi j'ai fait la guerre d'Italie.* Il ne sera permis aux écrivains de le lire, de le copier, que dans cent ans environ, alors que les choses dont il est fait seront sans intérêt pour des générations qui ne les comprendront peut-être plus. La forme administrative alliée à la raison d'Etat est, il faut l'avouer, quelque peu excessive dans ses exigences.

M. Granier de Cassagnac père — ce n'est un secret pour personne — fut, aussi, un dévoué collaborateur de l'Empereur ; mais l'homme qui, à coup sûr, fut le plus dans la pensée, dans l'intimité, dans *la main* du souverain, fut M. Mocquart, son chef de cabinet. On peut affirmer, sans la crainte de se tromper, que Napoléon III n'écrivit point une phrase, ne prononça point une parole, avant que M. Mocquart

n'eût approuvé, critiqué ou rectifié le discours ou l'imprimé impérial.

M. Conti, qui lui succéda, n'eut jamais, autant que lui, sur l'esprit de l'Empereur, de l'influence.

J'ai eu sous les yeux une partie des papiers trouvés aux Tuileries, après le Quatre-Septembre, dans le cabinet de M. Mocquart et dans les Archives qui étaient directement confiées à sa garde. Le travail accompli par cet homme, pendant le temps qu'il resta auprès de Napoléon III, est considérable, est inouï. Il n'est pas un papier — lettres, pétitions, documents de toutes sortes — qui n'ait été annoté de sa main et classé sous son active et incessante surveillance. Il n'est pas une question que son intelligence n'ait fouillée.

On disait, aux Tuileries, qu'il était la pensée de l'Empereur. Cette assertion, dans le sous-entendu railleur et jaloux qu'elle renferme, n'était pas juste. Napoléon III avait une pensée très personnelle et il n'était point nécessaire de le conseiller pour qu'il prît une résolution ou pour qu'il se formât une idée des choses ou des hommes. Mais il est avéré que si M. Rouher, en un temps, fut un vice-empereur officiel, M. Mocquart fut, lui, le Richelieu — ce mot est bien gros — de cet autre taciturne qui s'en allait, au travers de son règne, comme s'il eût passé dans la brume d'un songe.

L'Empereur, le plus souvent, dans les travaux qu'il

confiait à M. Mocquart, pratiquait ainsi : il donnait à son collaborateur, verbalement ou dans une note rapide, au crayon, le sujet, le résumé du discours qu'il devait prononcer, de l'article qu'il voulait que certains journaux insérassent, de la brochure ou du livre même qu'il souhaitait de faire imprimer. Et M. Mocquart se mettait à la besogne. Il écrivait et lorsque sa tâche était terminée, il la présentait à l'Empereur qui l'examinait et la discutait. On revoyait l'œuvre en commun et il était très rare que des modifications y fussent apportées.

Ces détails sur les hommes qui collaborèrent secrètement avec Napoléon III et sur la manière dont l'Empereur travaillait, aux Tuileries, intéresseront, sans nul doute, le public.

Ayant forcément dû montrer celui qui régna pendant près de vingt ans, sur la France, au milieu des mondanités de son palais, j'ai voulu dessiner également son attitude aux heures laborieuses qu'il vivait, enfermé en son cabinet, lassé, énervé, surexcité aussi par les mille tracas qui se dressaient devant lui et devant lesquels il ne se déroba jamais tant que son être physique lui permît de faire face aux événements, tant que son être moral fut en mesure de les analyser.

Pour ceux qui aiment à regarder les choses par le petit côté de la lorgnette, j'ajouterai que l'Empereur, dans son cabinet, travaillait sans aucun souci

de l'apparat, vêtu simplement d'un veston, d'un pantalon large, d'habits commodes, en un mot, ayant à portée de sa main, sans cesse, d'innombrables cigarettes qu'il plaçait soit dans un verre, soit éparses sur la table, soit dans ses poches même et qu'il fumait sans interruption.

Il est à ce sujet une amusante anecdote.

L'Empereur, qui avait beaucoup d'affection pour M. de Persigny, en dépit des scènes terribles qu'il lui faisait presque chaque fois qu'il le venait trouver, ne redoutait rien tant que l'entrée de son ami, chez lui, non comme on pourrait le penser, dans l'effroi des scènes qu'il allait subir, mais dans l'intérêt de ses cigarettes.

M. de Persigny, en effet, à peine la discussion était-elle ouverte, s'en allait vers lesdites cigarettes, les prenait à pleine main, les écrasait, et les jetait, éventrées sur les tapis, sur les sièges, un peu partout.

L'Empereur suivait ce manège avec désespoir et, laissant passer la colère de son familier, ne s'occupait plus qu'à replacer les cigarettes soit dans le verre où il les disposait de préférence, soit sur son bureau.

Un jour, enfin, exaspéré, il arrêta le bras de son farouche ami, au moment de l'habituel massacre.

— Voyons, Persigny, lui dit-il, cognez sur moi, si vous voulez ; mais, pour Dieu, laissez mes ciga-

rettes tranquilles. Elles ne vous contrarient pas — elles !

Avant de parler du monde politique étranger, des diplomates accrédités à Paris, qui brillèrent à la cour des Tuileries par leur élégance et par leur habileté, en appuyant ces silhouettes, rapidement esquissées, de faits qui se rattachent aux principaux événements du règne de Napoléon III, je demande la permission pour faire cette étude complète, de dire, brièvement, un mot de l'attitude des salons sous l'Empire.

Il y eut, sous le Second Empire, deux partis politiques qui s'allièrent, un instant, assez intimement, dans un but d'opposition commune : il y eut le parti des princes et le parti des libéraux.

Le parti des princes, laissant de côté tout principe de dynastie légitime, c'est-à-dire le comte de Chambord, affirmait ses préférences pour les fils du roi Louis-Philippe. Les libéraux demandaient la République.

Ces derniers, manquant de relations mondaines, créèrent des journaux pour exposer leurs doctrines. Les premiers organisèrent des réunions qui, sous l'aspect de réceptions, étaient autant d'assemblées politiques et opposantes.

Le parti des princes, jusqu'à l'avènement du ministère Ollivier, n'apporta que peu d'entraves dans

la politique intérieure de l'Empereur. L'administration, parfaitement établie alors, tint en échec sérieux, sans cesse, les hommes dont il se composait, et les procès retentissants même, comme celui de M. de Montalembert, ne produisirent qu'un effet relatif sur le public, habitué à considérer le gouvernement impérial ainsi qu'une chose nécessaire, voulue, sans fin, et en dehors de laquelle il n'était plus rien.

Mais l'influence de ce parti ne fut pas autant stérile dans les relations que le Second Empire avait assurées entre les Tuileries et les représentants des puissances.

Le parti des princes avait un organe important : le *Journal de Paris*, qui était lu et très en faveur dans les ambassades. En outre, ses membres, appartenant presque tous à l'aristocratie française, se trouvaient non seulement en rapports quotidiens avec les aristocratiques envoyés des puissances, mais surtout en communion d'idées avec eux, unis même par des liens de parenté.

Le *Journal des Débats*, la *Revue des Deux Mondes*, dans une note plus effacée que celle du *Journal de Paris*, appuyaient et cimentaient ces sympathies, et sous la correction officielle, sous l'amabilité mondaine même, que les étrangers observaient aux Tuileries, il était facile de deviner qu'une contrainte, qu'une réserve ne cessaient d'exister.

MM. de Broglie, Decazes, de Falloux, d'Hausson-

ville, de Rémusat, de Montalivet, parmi les mondains politiques; — MM. Prévost-Paradol, Weiss, Teste, Hervé, parmi les écrivains royalistes, tenaient le public intelligent et lettré, que le principe autoritaire de l'Empire gênait, en haleine par leurs discours ou par leurs articles, et chaque fête qui se donnait dans l'un ou dans l'autre faubourg prenait l'importance d'une manifestation antigouvernementale.

Ceux-là même qui passaient pour s'être ralliés à l'Empire et qui étaient reçus aux Tuileries, parmi les membres de l'aristocratie, redevenaient frondeurs lorsqu'ils se retrouvaient au milieu des leurs, et les moqueries et les sarcasmes ne tarissaient pas, dans leur bouche, sur la cour du roi Pétaud, comme sur la personne du souverain et de sa compagne.

On se répétait, dans les salons, le mot de M. Thiers à Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République, à la suite d'une discussion sur les diverses phases de son existence : — « Mais, enfin, avait dit le prince, si je n'avais pas fait Strasbourg et Boulogne, je ne serais pas ce que je suis. » — « Monseigneur, avait répondu M. Thiers, vous oubliez Austerlitz. » — On blaguait — qu'on me pardonne cette expression — les dîners des Tuileries, les bals, les réceptions officielles, les Lundis; on faisait à l'Empire une guerre à coups d'épigrammes, en attendant l'heure de le combattre, ouvertement, à coups de millions,

la haute banque étant, secrètement, sympathique aux opposants.

Un journal, encore, le *Courrier du Dimanche*, subventionné richement, et que rédigeait une élite d'écrivains, indiquait l'assaut contre les institutions impériales. Et l'Académie couronnait et appelait à elle ceux qui avaient le mieux guerroyé.

A propos du *Courrier du Dimanche*, il est une anecdote que M. Louis Teste a contée devant moi et qui est fort plaisante.

C'était M. Bocher qui était chargé, chaque semaine, d'apporter au *Courrier* les fonds nécessaires au paiement de la rédaction. Or, lorsqu'à son entrée au journal, il se trouvait devant MM. Prévost-Paradol, Weiss, Louis Teste, il saluait, restait silencieux, s'asseyait, prenait une feuille quelconque et feignait de lire attentivement. La « Rédaction » qui connaissait ce manège, se retirait dans un coin de fenêtre et semblait oublier la présence de M. Bocher. Alors, celui-ci, toujours silencieux, déposait l'argent sous un journal, sur une table, et disparaissait. C'était ainsi, hebdomadairement.

Cette opposition des salons est loin aujourd'hui, et dans le chaos des événements qui se sont succédé depuis l'époque où elle se produisait, on ne la voit qu'indistinctement. Elle eut son importance, cependant, elle eut ses résultats. Et l'empereur Napoléon III, qui la dédaigna, qui tenta de l'apaiser en

la tolérant courtoisement, en offrant des sièges de sénateur ou des habits de cour à ceux qui l'inspiraient ou qui la dirigeaient, ne comprit peut-être jamais qu'elle avait précipité sa chute. Il est ainsi, dans la vie, des erreurs généreuses.

## X

## LES DIPLOMATES ÉTRANGERS

En aucun temps, le monde diplomatique étranger ne fut aussi fêté aux Tuileries que sous le Second Empire. Il faut reconnaître qu'en aucun temps, en vérité, les gouvernements européens n'envoyèrent à Paris une aussi brillante réunion d'hommes distingués, élégants, spirituels et politiques, dans l'acception particulière et psychologique du mot.

J'ai dit, précédemment, que les diplomates étrangers accrédités auprès de Napoléon III se trouvaient parfois assez gênés dans leurs rapports avec les Tuileries, par suite de leurs relations mondaines ou de famille, avec les principaux membres de l'aristocratie française et qu'il résultait de cette situation, comme une contrainte, comme une réserve qui inquiétaient. Le fait est exact. Cependant après la guerre d'Italie, lorsque M. de Metternich fut envoyé

à Paris, par l'Autriche, cette réserve et cette contrainte s'atténuèrent et, dans le mouvement de fête, dans l'enthousiasme qui s'emparèrent de la cour, ils eurent leur part et leur venue fut la bien accueillie.

C'est, en effet, à dater de cette époque, surtout, que l'engouement manifesté aux Tuileries pour la colonie étrangère se développe réellement, et cet engouement n'aurait eu que peu d'importance, après tout, si, dans l'entourage de la souveraine qui l'encourageait, d'ailleurs, on n'eût donné aux agents des puissances que la stricte amabilité des salons officiels. Mais ces agents, sous une apparence mondaine très en vue, entraient davantage et fatalement, non seulement dans l'intimité des hommes ou des femmes de la cour, mais dans celle de Napoléon III et de l'Impératrice, et ils se servaient de leur mondanité très goûtée comme d'un moyen plus sûr, plus immédiat et presque infaillible d'observation.

Si on analyse, en effet, les divers événements politiques qui se sont succédé en France depuis la guerre d'Italie, on est amené à constater que la plupart des diplomates qui furent reçus aux Tuileries, en intimes amis, en compagnons de toutes les joies, tinrent un rôle important et souvent hostile à notre pays, dans les débats que provoquèrent les différentes questions à l'étude sous le règne de Napoléon III, depuis le traité de Villafranca jusqu'à la déclaration de guerre en 1870.

Quoi qu'il en fût, la société diplomatique étrangère était fort à la mode, sous l'Empire, à la cour, et cette société, par ses mondanités, par ses réceptions, par ses équipages même — ce qui peut paraître un insignifiant détail — rivalisait de luxe avec les principaux personnages de l'entourage de l'Empereur — avec l'Empereur même.

C'était, d'ailleurs, une règle établie, sous l'Empire, que le luxe le plus éblouissant devait s'imposer à toute individualité, tenant de près ou de loin au monde des Tuileries. Ainsi, on ne se rendait au Bois de Boulogne, pour le tour du lac, qu'en voiture de gala, et chaque jour apportait aux habitués de cette promenade, une surprise nouvelle, un sujet nouveau d'admiration ou d'envie.

Parmi les principaux hommes politiques étrangers qui eurent, à la cour, la faveur de l'intimité de l'Empereur et de l'Impératrice, il en est qui ne sauraient être oubliés.

Ceux qui vécurent, en ce temps, et qui furent admis à la cour, se rappellent le nonce du pape, Mgr Chigi, si fin, si délicat et si écouté, qui après avoir été un soldat, un sportsman passionné, s'était fait prêtre et qui — ce détail est charmant — se rendait souvent chez la duchesse Pozzo di Borgo, dans sa villa de Longchamp, les jours de réunions hippiques, pour voir les courses à l'aide d'une longue-vue.

Après la chute de l'Empiré, Mgr Chigi fut au mieux avec M. Crémieux et il fit même, un jour, cet aveu qu'il avait obtenu plus volontiers gain de cause auprès du ministre républicain, qu'auprès des hommes d'Etat des Tuileries, de M. Baroche, particulièrement.

Puis, c'étaient Djémil-Pacha, le brillant ambassadeur de Turquie; MM. de Kisseleff et de Stackelberg, les très habiles envoyés du Tzar; M. le comte de Goltz, ambassadeur de Prusse, l'intime du château, le confident de l'impératrice Eugénie, l'un des meneurs infatigables des plaisirs de la cour; M. le comte de Solms, attaché à l'ambassade de Prusse, également, charmant cavalier qui eut tous les succès et toutes les bonnes fortunes; M. le prince de Linar, grand seigneur aimable; M. le prince de Reuss — tous deux de l'ambassade de Prusse encore, et ce dernier célèbre par sa passion pour la souveraine. Enfin, M. le baron Beyens, ministre de Belgique; lord Cowley et lord Lyons, ambassadeurs d'Angleterre.

Il est toujours quelque peu fastidieux de dresser une liste de noms. Cependant, celle qui précède était nécessaire et l'énumération qu'elle renferme dit une longue suite d'années employées à rire, à espérer — à rêver, hélas, davantage.

On ne peut s'empêcher de remarquer que, à partir du retour en France de M. Metternich, immédiate-

ment après la guerre d'Italie, ce sont les hommes d'Etat de l'Autriche qui ont le plus captivé, en France, l'attention non seulement du monde politique, mais aussi celle du public. L'Italie et la Prusse, dans cet ordre d'idées, n'ont qu'un rang presque secondaire; quant à la Russie et à l'Angleterre, on pourrait à peu près dire qu'on ne s'en occupait que pour mémoire et lorsqu'on n'avait, semble-t-il, rien de mieux à faire.

Ce fait s'explique. L'empereur Napoléon III, que l'alliance anglaise ne cessait de hanter, considérait cette alliance comme une chose certaine, accomplie et, en dépit de la conduite du gouvernement britannique dans l'affaire du Mexique, il n'éprouvait nul besoin de regarder, avec trop de minutie, vers la Manche; la Russie, dont il fut malhabilement toujours un ennemi, même après Sébastopol, ne l'eût inquiété sérieusement, s'il eût dû par elle être inquiété, qu'au sujet de la Pologne; mais comme la question polonaise le laissait relativement indifférent, il demeurait vis-à-vis du Tzar dans une sorte d'attitude ni officiellement hostile, ni franchement cordiale. — Il ne voyait pas, d'autre part, dans l'unification de l'Italie, le danger qu'on lui montrait, et pourvu que le roi Victor-Emmanuel ne le contrariât pas trop dans ses desseins sur le pouvoir temporel de la Papauté, il ne sentait, de ce côté, nul immédiat besoin de surveillance; enfin, la Prusse, à Stuttgardt, s'était

montrée si aimable, si rampante, même, devant lui, — une correspondance du ministre des affaires étrangères d'alors établit nettement l'humilité de cette attitude — la Prusse, dans la question du Luxembourg, lui avait exprimé tant de désirs d'amitié, elle avait si bien, encore, su accaparer sa confiance lors de son affaiblissement matériel momentané, après Sadowa, en flattant son idée fixe des nationalités, qu'il lui paraissait sinon inutile, mais imprudent de contraindre à s'éveiller par une politique plus nettement réservée ou autoritaire, vis-à-vis de ces quelques puissances, l'esprit des hommes d'Etat, comme celui du public.

Restait l'Autriche. — L'empereur Napoléon III, après Solférino, conçut sincèrement un projet d'alliance définitive avec cette nation, car il comprenait que le concours de l'Autriche, dans l'état de l'Europe, après la guerre d'Italie, dont elle sortait amoindrie, sans doute, mais non écrasée, pouvait lui être d'une grande ressource dans sa politique, soit en lui permettant de maintenir l'Italie, si celle-ci montrait quelque velléité de trop complète indépendance, soit en opposant un contrepoids nécessaire aux ambitieux désirs de la cour de Prusse. Pourquoi l'Empereur, plus tard, au lendemain de Sadowa, abandonna-t-il cette politique ? Lui seul, peut-être, eût pu répondre à cette question, lui seul, dans la brume de ses conceptions humanitaires, eût pu l'expliquer, peut-être la faire comprendre.

Les hommes d'Etat autrichiens, donc, jouèrent un rôle important à la cour des Tuileries, sous l'Empire.

En les inscrivant par ordre alphabétique, c'est d'abord M. le comte Andrassy qui, en 1867, eut, en compagnie de François-Joseph, son souverain, une entrevue célèbre avec Napoléon III, à la suite de laquelle l'Empereur d'Autriche vint à Paris, pour visiter l'Exposition universelle.

Quoique peu aimé aux Tuileries, et quoique n'aimant point la France, ou plutôt l'empereur Napoléon III, dont les idées de nationalité lui déplaisaient en sa qualité de Hongrois, tenant au fond de son cœur pour l'autonomie de sa patrie d'origine, M. le comte Andrassy fut très choyé à la cour, en cette année 1867, et s'y montra aimable.

Mais son amabilité n'était que superficielle, mais l'accueil qu'on lui fit n'atténua point, en lui, ses sentiments hostiles et, de retour en Autriche, il fut l'un de ceux qui déterminèrent son gouvernement à se détourner de la France.

C'est, ensuite, avec le plus d'importance, avec le rôle le plus en relief, M. le comte de Beust. En 1866, lorsque François-Joseph fut vaincu à Sadowa, il vint trouver Napoléon III pour le convaincre de la nécessité de son intervention et pour l'amener à prendre les armes contre la Prusse. Mais il se heurta à un refus catégorique.

Il y eut même, entre l'empereur des Français et le

comte de Beust, à ce sujet, un assez violent échange d'observations, et comme Napoléon III mettait en avant, pour excuser son attitude, cette unification de l'Allemagne qui était, alors, dans l'esprit de tous, ou comme une crainte de guerre ou comme une assurance de paix, le comte de Beust répliqua :

— Sire, vous vous trompez. L'heure est venue pour la France d'entrer en scène, de dire ce qu'elle veut. Lorsque l'Allemagne sera unie et inféodée à un seul homme, il ne sera plus temps, pour elle, de protester ou de combattre. L'Allemagne acceptera sa servitude, et si Votre Majesté menaçait son maître elle se lèverait toute pour le défendre.

Lorsqu'en 1870 la guerre éclata entre la France et cette Allemagne, dont parlait, avec tant de justesse, M. de Beust, celui-ci se trouvait en Autriche, au pouvoir, et dirigeait les affaires étrangères.

Le bruit courut alors, et a couru depuis encore, qu'il avait promis au gouvernement français l'intervention de l'Autriche, en cas de défaite de nos troupes, et qu'il avait chargé M. de Metternich d'entretenir l'Empereur et l'Impératrice dans cette assurance.

J'ai déjà répondu à cette question en reproduisant une conversation de M. de Metternich, de laquelle il résulte que l'Empereur ne devait conserver aucune espérance d'appui de la part de l'Autriche [1].

---

1. *L'Impératrice Eugénie.*

Cependant, il paraît certain qu'à la cour on escomptait le concours de cette puissance et que l'Impératrice même, un moment, le crut acquis.

La lettre suivante de M. le prince de la Tour d'Auvergne, alors ambassadeur de France à Vienne, ne permettra plus, je le pense, d'erreur à ce sujet.

Elle est datée du 5 août 1870 et fut écrite à la suite d'une entrevue qu'avait eue l'Impératrice avec M. K..., ancien député de Posen, à Berlin, et directeur politique, à cette époque, du cabinet du comte de Beust.

D'après ce que M. M... m'a dit, l'Impératrice se préoccuperait un peu de savoir si les idées que notre ami M. K... a eu l'honneur de développer devant elle, ont une attache officielle quelconque. Je tiens donc à vous faire immédiatement savoir que M. K... n'a aucune mission, qu'il n'a pu parler, par conséquent, qu'en son nom personnel. Le comte de Beust l'aime, il est vrai, et l'apprécie beaucoup, comme cœur et comme esprit; mais il convient qu'il a parfois l'imagination un peu vagabonde et que ses combinaisons politiques pèchent, souvent, par le côté pratique. Ainsi donc, si M. K... est intéressant à entendre, il faut bien se garder d'attribuer à toutes ses conceptions, quelque généreuses qu'elles puissent être, une portée et un caractère qu'elles n'ont pas et que le comte de Beust lui-même (je viens d'en causer avec lui) se refuse à leur donner.

Cette lettre ne laisse donc aucune équivoque sur les intentions de l'Autriche, à quelque moment que ce soit, en 1870. Elle démontre, en outre, et cette

constatation n'est point sans tristesse, qu'on n'était assuré d'aucune alliance en engageant la campagne et qu'on en était réduit, à la cour, chez les souverains même, à accueillir des communications fantaisistes, généreuses sans doute, mais qui, dans la forme non officielle où elles se produisaient, mettent en évidence le désarroi qui régnait aux Tuileries.

Ce désarroi était si complet, si déplorable, si préjudiciable à nos intérêts, d'ailleurs, que M. de La Tour d'Auvergne, laissé sans communications, s'en plaint, dans la suite de sa lettre :

La dépêche Wolf, de Berlin, dit-il, qui annonce une victoire des Prussiens à Wissembourg, nous a, comme vous pouvez le penser, bouleversés. J'espère qu'elle n'est point exacte, au moins dans tous ses détails. J'ai télégraphié au duc de Gramont pour savoir ce qu'il en est. Il serait bien désirable, au surplus, qu'on me tînt un peu au courant des faits et gestes de notre armée pour répandre les bonnes nouvelles et rectifier celles qui sont controuvées ! C'est là, il ne faut pas se le dissimuler, un des principaux éléments de succès de ma mission.

Un poète a dit que les larmes sont la fin dernière des choses inéluctables : il n'y avait alors qu'à pleurer.

Lorsque M. de Bismarck vint à Biarritz pour l'entrevue fameuse, il y fut fêté — quoiqu'il y restât sur une assez grande réserve et quoiqu'il y parût quelque

peu soucieux. — On a publié, sur l'entrevue de Biarritz, diverses relations qui n'ont trop rien appris au public et quelques documents que la chancellerie allemande a fait aussitôt déclarer apocryphes.

Ce que je puis affirmer, c'est qu'alors, et à la veille de quitter la cour, M. de Bismarck eut une conversation avec l'un des plus illustres personnages de l'entourage de Napoléon III, et qu'il lui dit textuellement, presque, ces paroles :

— Je m'en vais, car j'en ai assez. L'Empereur ne veut pas me comprendre. Il eût été beau, cependant, de s'entendre. A nous deux nous aurions mangé l'Europe, tandis que ce sera l'un de nous qui sera dévoré. Lequel? Je ne pense pas que ce soit moi — ou plutôt le pays que je représente. J'ai tout dit à l'Empereur pour l'amener à être notre allié. Il n'a rien voulu écouter. Il rêve, et s'en va, on ne sait où, avec la fumée de sa cigarette. Qu'a-t il retiré de ses campagnes? Quel profit a-t-il obtenu de la guerre de Crimée, de la guerre d'Italie, de l'expédition du Mexique? Aucun — peut-être même ces événements l'ont-ils amoindri. Je lui ai exposé cette situation. Il ne m'a rien répondu ou, quand il a parlé, il n'a prononcé que des mots vagues de gloire, d'humanité, de fraternité des peuples — que sais-je? — des sornettes. Donc, je m'en vais, il est inutile que je reste davantage. L'Empereur est sourd à toutes mes offres, à toutes mes combinaisons; *il n'y a rien à faire avec lui.*

Et comme le personnage en question protestait, M. de Bismarck l'interrompit et, bourru, conclut :

— Mais non, mais non, du plus grand au plus petit, en France, personne, monsieur le comte, ne possède le sens pratique des choses.

Les silhouettes et les anecdotes qui précèdent remettent en vigueur l'histoire des vingt années du règne de Napoléon III. Elles passionnent, elles émeuvent, comme les éléments d'un roman, et je ne me dissimule pas qu'il est très particulièrement délicat de les livrer à la publicité. Quoique, en effet, les documents inédits que je produis soient d'une authenticité absolue et aisément contrôlable pour ceux qui auraient la curiosité de me questionner personnellement à ce sujet, quoique les renseignements dont je me sers, proviennent de sources indiscutables, ce n'est pas sans crainte que je les publie.

Cette crainte s'accentue davantage devant la personnalité de trois hommes qui remplirent toute une période du Second Empire : de MM. le prince de Metternich, le chevalier Nigra et le comte de Goltz. Deux de ces hommes sont vivants encore, l'un d'eux même est ambassadeur quelque part en Europe, et ayant à parler d'eux dans un sentiment de scepticisme peut-être, à coup sûr de réserve, je ne puis m'empêcher de songer à M. de Buffon qui mettait des manchettes de dentelles pour écrire.

Je parlais de roman tout à l'heure. — MM. de Metternich, Nigra et de Goltz furent, réellement, des héros de roman à la cour des Tuileries, et c'est comme tels, un peu, qu'il faut les envisager — ce qui ne veut pas dire que leur portrait soit aisé à tracer, et qu'il n'y ait point quelque témérité à l'essayer.

J'aborde, cependant, cette étude, et je vais tenter, tout en la faisant rapide, de la rendre intéressante.

## XI

## M. LE PRINCE DE METTERNICH

Lorsqu'en 1859 la guerre éclata entre la France et l'Autriche, M. le prince de Metternich se trouvait à Paris, en qualité de secrétaire d'ambassade.

Très homme du monde, très élégant, très grand seigneur, en un mot, il eût obtenu, alors, à la cour, les sympathies, les faveurs qui l'accueillirent plus tard, si la question pendante entre l'Italie et l'Autriche et à laquelle l'Empereur s'intéressait directement, dans un sens défavorable à cette dernière puissance, n'avait arrêté, entre le prince et les Tuileries, l'expression d'une cordialité prête à s'affirmer, mais que la raison d'Etat contenait et rejetait dans le domaine des espérances, des possibilités.

A cette époque, M. de Metternich avait une trentaine d'années, et si l'expérience lui manquait pour être un diplomate influent, il avait, cependant, la

réputation, ayant appris la politique, sous les ordres de son père, d'un habile homme d'Etat.

Toutefois, les événements auxquels il a été mêlé, qui ont porté la marque particulière de sa participation, me font penser que M. de Metternich brilla, dans le cours de sa carrière diplomatique, par son amabilité, par sa mondanité, par ses qualités d'esprit, plus que par ses conceptions ou son œuvre politique. Il fut, comme homme d'Etat, dans la bonne moyenne de ceux qui ne commettent ni sottises ni actions d'éclat, il sut concilier à sa patrie, dans une heure difficile, par sa seule affabilité, des sympathies qui se faisaient rebelles et n'eût-il que cet apport à son actif, il ne faudrait point trop le rabaisser.

Mais, en dehors de cet aspect officiel un peu terne, M. de Metternich restait un charmeur. Mélomane passionné, sa maison était le rendez-vous de tous ceux qui aiment à entendre d'excellente musique. Il fut l'un des premiers protecteurs de Wagner et ceux qu'inquiétaient déjà ou qu'intriguaient les hardiesses du nouveau maître, se réunissaient chez lui, pour l'audition de ses œuvres, alors peu connues.

Très lettré, également, écrivant et parlant le français couramment, il s'intéressait à nos livres, à notre théâtre, et le mouvement artistique et littéraire de France était, en même temps que la po-

litique, l'objet de ses constantes préoccupations.

En dépit de cette physionomie agréable, de ce savoir même, M. de Metternich n'eût peut-être pas acquis le renom que l'Histoire a consacré, si auprès de lui, il n'avait eu pour collaboratrice la princesse Pauline Sandor, sa femme.

J'ai parlé ailleurs de M^me^ de Metternich avec assez d'indépendance pour qu'ici il me soit permis d'être simplement juste envers elle.

Suprêmement intelligente, initiée aux choses de la politique autant qu'aux choses des salons, elle fut l'âme de son mari et l'on peut dire, sans exagération, qu'elle le fit ce qu'il fut. Elle eut une pensée, la fit passer en lui, et à ce titre mérite, dans la chronique du Second Empire, une place importante. Les femmes de cette nature sont rares, en effet, et bien peu savent, dans le mariage, être mondaines et conseillères à la fois.

M. de Metternich, dans l'enthousiasme qu'il éveilla à la cour des Tuileries, après la guerre d'Italie, fut-il, autant que les apparences sembleraient l'assurer, l'ami de l'empereur Napoléon III ?

Je crois qu'après le traité de Villafranca, en présence de l'attitude du souverain français qui, alors, cherchait un rapprochement sincère avec l'Autriche, ainsi que je l'ai dit, je crois que M. de Metternich, se conformant aux sentiments de François-Joseph,

mit la plus grande franchise dans ses relations avec l'Empereur.

Mais cette franchise avorta plus tard, lorsque les événements se précipitèrent, et les affaires de Pologne, comme l'expédition malheureuse du Mexique, lui portèrent un coup fatal, dès avant Sadowa.

Contrariée par l'Empereur dans les affaires de Pologne, déçue par le désastre final de la campagne mexicaine, l'Autriche s'éloigna de nous, et sa défaite de Solférino, non complètement oubliée, rétablit bientôt comme une rancune dans sa politique.

M. de Metternich, patriote ardent, ne pouvait que partager les sentiments de son gouvernement, ou plutôt ceux de la cour de Vienne — ce qui n'est point tout à fait la même chose — et, dans la fausseté de cette situation, s'il demeura gracieux et cordial, pour les maîtres des Tuileries, il n'est point téméraire de supposer qu'il ne s'attristait point trop des maladresses qui se commettaient à la cour et qu'il vivait dans l'attente d'un accident qui vengerait indirectement sa patrie.

Il n'y a rien là qui soit défavorable à M. de Metternich. Autrichien, il ne lui était pas permis de ne point penser en Autrichien.

Cette attitude se retrouve, d'ailleurs, dans ses rapports avec M. le chevalier Nigra, nommé ambassadeur d'Italie, en France, après Villafranca. M. de Metternich devint le compagnon de toutes les heures

de son ennemi de la veille et leur intimité même fut célèbre et célébrée à la cour. Je possède des groupes photographiques des divers personnages des Tuileries et l'on y voit MM. de Metternich et Nigra, sans cesse auprès l'un de l'autre. On les appelait, au château, les *Inséparables*, et le mot leur était justement appliqué.

Cependant, est-ce trop s'aventurer que de dire que ces deux hommes, dont les idées, dont les espérances, dont la politique étaient alors diamétralement contraires, ne s'aimaient point?

M. de Metternich luttait contre l'unification de l'Italie, voulait l'intégralité du pouvoir temporel du pape, et souriait, au détriment du roi Victor-Emmanuel, à la possibilité d'une alliance franco-autrichienne. — M. Nigra était un fervent de l'indépendance de son pays, repoussait toute concession dans la question romaine et eût souhaité de réduire l'Autriche sur l'Adriatique. — Quoi donc de plus opposé que l'idéal de ces deux hommes? Et, pourtant, ils ne se quittaient pas, échangeaient des séductions et des sympathies.

Hypocrisie, dira-t-on. — Peut-être. — Mais c'est ainsi et cela ne doit-il pas être ainsi toujours, en politique?

Toutefois, dans les témoignages d'affection que M. de Metternich et que M. Nigra prodiguèrent à l'Empereur, je serais tenté de penser que le pre-

mier fut, en tout temps, plus sincère que le second.

M. Nigra, aux Tuileries, tint un rôle, joua un jeu, en effet, qu'on ne peut reprocher à M. de Metternich.

Je reviendrai sur ce sujet.

L'une des premières et des principales questions qui rapprochèrent assez intimement, sous l'influence de M. de Metternich, les cabinets de Paris et de Vienne, fut la question romaine.

M. de Metternich se montra, alors, l'un des plus ardents partisans de l'autonomie pontificale et j'ai publié, déjà, à ce propos, une correspondance politique qui ne permet aucune rectification, aucune équivoque[1].

D'accord, en cette matière, avec l'impératrice Eugénie, il pesa de toute son autorité, de toute son amitié aussi, sur l'esprit hésitant de Napoléon III, pour qu'il continuât au Pape l'appui qu'il lui avait prêté jusqu'alors.

Il est, à ce sujet, un mot amusant de l'Empereur.

Devant la passion que mettait l'ambassadeur d'Autriche à défendre la Papauté, le souverain murmura, un jour :

— Vous verrez que Metternich se fera capucin.

---

1. *L'Impératrice Eugénie.*

Alors M. de C..., qui écoutait cette conversation, faisant allusion à la réputation d'homme à bonnes fortunes qu'avait le prince, répliqua :

— Les nonnes y perdraient beaucoup, Sire, et l'Eglise n'y gagnerait rien.

M. Nigra, indépendamment de l'amitié apparente qui l'unissait à son collègue d'Autriche, apportait toute son habileté à le combattre dans cette question et une brouille survint même entre eux, lorsque la France rompit ses relations diplomatiques avec l'Italie, à la suite d'une incursion des troupes du roi Victor-Emmanuel dans les Etats pontificaux.

On sait, également, par des lettres que j'ai fait connaître, l'attitude qu'eut M. de Metternich dans l'affaire du Mexique[1].

Il prépara, avec l'impératrice Eugénie, ainsi qu'avec plusieurs personnages de la cour et du gouvernement, cette expédition, longtemps avant que le public n'apprît qu'elle était décidée, et il détermina, par ses conseils, l'empereur François-Joseph à en accepter, pour son frère, les résultats.

Lorsque l'Autriche, en 1866, fut aux prises avec la Prusse et de nouveau avec l'Italie, sur les conseils de M. de Beust, qui comptait que la grande affection que l'empereur Napoléon III portait au prince déciderait la France à venir au secours de François-

1. *L'Impératrice Eugénie.*

Joseph, M. de Metternich mit tout en œuvre pour que cette intervention eût lieu.

Ce n'est que sur les vagues réponses, que sur les refus déguisés de Napoléon III qu'il télégraphia à M. de Beust de se rendre à Paris.

— Vous seul pouvez gagner le concours de l'Empereur dans cette circonstance, lui dit-il. Là où l'amitié a échoué, l'intérêt politique sera peut-être victorieux.

J'ai dit, précédemment, ce qui advint de l'entrevue de M. de Beust avec Napoléon III. Le futur ministre autrichien s'en retourna à Vienne désespéré et irrité.

Un instant, cependant, M. de Metternich crut avoir la belle dans cette partie terrible. Fort de l'affection que lui portait l'impératrice Eugénie, fort aussi de celle plus intime et plus près du cœur qu'il avait pour elle, il la supplia d'engager l'Empereur à jeter sur le Rhin une armée. Mais, hélas — et c'est ici un problème de philosophie sentimentale — si l'Impératrice avait connaissance des sentiments de M. de Metternich, elle ne répondait pas à ces sentiments et elle se fit simplement consolatrice devant la douleur patriotique de l'ambassadeur.

Lorsqu'il s'agit, pourtant, de démembrer l'Autriche, devant l'explosion d'indignation qui saisit M. de Metternich, elle reprit avec lui les entretiens délaissés et elle usa de son influence sur son ami pour qu'il cessât de s'opposer à cette mutilation.

C'est alors que la Vénétie fut offerte à l'empereur Napoléon III qui la remit au roi Victor-Emmanuel.

La Vénétie livrée à l'Italie, c'était un gage donné aux ennemis du pouvoir temporel du Pape, et l'Impératrice pensait qu'ainsi ces ennemis, leur faim relativement apaisée, songeraient moins à leurs troublantes revendications.

La place me manque ici pour parler, en détails, de cette heure romanesque et cruelle. Il faut avouer, cependant, que le sujet prêterait au développement de pages curieuses et émouvantes.

M. de Metternich, en 1870, fit-il quelque tentative, quelque effort pour que l'Autriche s'alliât à la France? La question est délicate et a été posée, maintes fois déjà, sans qu'il y fût répondu.

Il ressort d'une conversation que j'ai rapportée dans mon récent livre, *l'Impératrice Eugénie*, que l'Autriche n'avait aucunement, en 1870, l'intention d'unir ses armes aux nôtres pour combattre la Prusse. Mais cette conversation ne dit rien en ce qui concerne l'attitude qu'eut alors M. de Metternich. Or, s'il faut être net, sur la foi de témoignages irrécusables, j'ajouterai que, en 1870, M. de Metternich demeura inactif, ne fit rien pour que son gouvernement s'entendît avec le cabinet des Tuileries, avant comme après l'engagement des hostilités.

Il orienta même sa politique, à ce moment, vers

l'Allemagne et, aux Tuileries, si entre l'Impératrice et lui, les entretiens de 1866 recommencèrent, ce fut sur un thème différent, avec des rôles renversés.

L'Impératrice — et cette attitude reste tout à son honneur — supplia, à son tour, M. de Metternich de s'entremettre pour que François-Joseph attaquât l'Allemagne; mais, hélas, le cœur de l'homme est changeant, oublieux plus encore; les heures poétiques, les ivresses intimes des années écoulées n'étaient plus, et le prince demeura sourd à toutes les prières de la souveraine. Il l'écouta, s'attrista, mais opposa à toutes les demandes la plus absolue immobilité.

Et, en vérité, peut-on faire un crime à M. de Metternich de cette conduite? La politique de l'Autriche, en 1870, était une politique d'expectative vis-à-vis de la France, et comme l'empereur Napoléon III, dans sa constante bienveillance pour l'Italie, lui portait ombrage, dressait presque, en face d'elle, un péril permanent, il n'était pas sans intérêt pour sa quiétude, d'être délivrée de cette menace au prix même d'une défaite infligée à notre pays.

Lorsqu'après 1870, M. de Metternich reparut à l'ambassade d'Autriche à Paris, il ne s'accorda point avec M. Thiers qui le tenait en suspicion à cause de ses attaches avec la famille impériale exilée. Il abandonna ses fonctions, alors, se retira à Vienne ou dans

ses propriétés de Hongrie et ne remonta plus sur la scène politique.

En résumé, ce fut un homme aimable qui apporta le goût des arts, des lettres et des plaisirs à la cour, qui fut, un instant, notre ami sincère et qui, dans sa retraite, devant l'écroulement passager de la France, observa une absolue correction de gestes et de paroles, une attitude digne et respectable.

Il fut notre hôte, s'amusa chez nous et nous amusa ; il fut, aux Tuileries, le héros sentimental d'un roman inachevé — celle qu'il aimait demeurant impeccable dans l'acceptation même de son hommage ; — il fut l'un des charmeurs de cette cour impériale qui vit tant de charmeurs, et son souvenir reste très au-dessus de tous les souvenirs qui s'échappent de l'histoire du Second Empire.

Il « portait beau » dans les parades et dans la politique des Tuileries. La chronique doit le prendre ainsi pour le présenter au lecteur — pour le fixer — papillon éblouissant — en sa physionomie générale, comme on fixe les papillons — sur les feuillets d'un livre.

## XII

### M. LE CHEVALIER NIGRA

Etant à Turin, en qualité de ministre plénipotentiaire, M. le prince de la Tour d'Auvergne offrit, une fois, un grand dîner et mit sur la liste de ses convives le nom du chevalier Nigra, alors simple secrétaire de Cavour.

Ce dernier, en apprenant l'intention du ministre de France, eut comme un hochement de tête, alla trouver M. de la Tour d'Auvergne et le pria d'oublier M. Nigra dans ses invitations, en ajoutant :

— Pourquoi donner tant d'importance à mon secrétaire ? Il n'en vaut pas la peine, encore.

Le « encore » qui terminait la phrase de Cavour semblerait indiquer que le ministre italien avait conscience de la valeur de son collaborateur et de son élévation future.

En effet, M. Nigra fut l'un des hommes d'Etat les

plus remarquables et les plus justement renommés de l'Italie. Il fut le type parfait du diplomate, n'ayant point seulement pour appuyer ses idées et ses desseins, l'amabilité ordinaire à sa profession, mais une habileté consommée, mais un sens politique absolu — une divination des choses et des hommes qui le tenait sans cesse en garde contre une erreur et qui, selon l'expression d'un ministre de Napoléon III, lui faisait sentir les événements, comme le chien de chasse flaire le gibier.

Sous ce rapport, M. Nigra fut très supérieur au prince de Metternich, son fidèle compagnon des Tuileries, et l'on peut dire qu'il eut raison de lui dans presque toutes les questions qui passionnèrent la politique du Second Empire.

Comme M. de Metternich, il était instruit, lettré et élégant. Comme lui, il était mondain et était, à la cour, le meneur attitré de toutes les joies. Mais tandis que M. de Metternich obéissait, souvent, à une politique de sentiments, aux élans chevaleresques de son cœur, M. Nigra, sans cesser d'être charmant, restait en toute circonstance le maître de soi-même et ne pratiquait qu'une politique de raison. Nul mieux que lui ne savait séduire par la parole, par le geste ou par le regard ; mais s'il était prêt à tout accepter de ceux qu'il flattait, il se réservait le secret de sa pensée, il se garait des enthousiasmes et, dans une sécheresse d'âme implacable, ne livrant rien de son inti-

mité, il analysait le pour et le contre de l'attitude qui allait être la sienne.

Il n'y a point lieu d'examiner, ici, si la nature d'un tel homme est ou louable ou blâmable. Celui qui, dans la circonstance qui nous occupe, la posséda fut, par elle, utile et précieux à son pays, et nous ne devons point voir au delà des résultats obtenus par ses procédés.

L'Empereur connaissait M. Nigra, savait le degré de sa force et il le tenait en méfiance. Il eût souhaité de lui opposer un homme capable de lui résister, de le deviner, de le jouer, de le vaincre, mais cet homme lui manqua et ce fut l'un de ses malheurs.

De même âge, à peu près, que le prince de Metternich, lorsque M. Nigra parut à la cour, il y fit sensation. Très beau cavalier, en effet, usant du jabot, chaussé de bottes à revers, pour les chasses de Compiègne, il devint aussitôt le favori des élégantes des Tuileries, se vit très entouré, et son défaut de prononciation même fut recherché et vanté comme l'un de ses attraits.

La situation de M. Nigra, dans la société parisienne, fut d'abord très délicate, pourtant.

On le savait un ennemi déclaré du pouvoir temporel du pape, un revendicateur ardent de Rome pour capitale de l'Italie, et les salons s'émurent quand il s'installa parmi nous.

Avec une adresse que l'on remarqua, M. Nigra ne prit aucun souci du trouble que sa présence menaçait d'apporter dans les rangs de l'aristocratie, et laissant à son collègue, M. de Metternich, le soin de recevoir et de fêter le faubourg Saint-Germain, ainsi que le monde officiel, il s'imposa une règle absolue de conduite et ne fréquenta, dès les premières heures de son arrivée à Paris, que les fonctionnaires du gouvernement ou que les maisons connues par leurs attaches avec les Tuileries.

Il fit taire, ainsi, les mécontents, évita des complications à sa politique et Napoléon III lui-même lui sut gré de cette réserve qui arrêtait net les récriminations ou les bouderies plus accentuées de ses adversaires.

Son rôle politique commença tôt et il fut non seulement le secrétaire de Cavour, mais son élève préféré, mais son collaborateur. Il prit une part active aux négociations qui précédèrent et qui préparèrent la guerre d'Italie et, à cette époque, l'Empereur, qui n'avait point eu encore l'occasion de l'étudier de près, lui confia diverses missions qu'il accomplit, d'ailleurs, avec beaucoup de finesse.

Le roi Victor-Emmanuel l'avait en grande affection et en grande estime. Après Cavour, il le considérait comme son auxiliaire le plus dévoué, le plus docile à ses idées.

Sans vouloir, en effet, amoindrir la gloire de ces

deux hommes, on peut affirmer que le seul édificateur de l'indépendance italienne fut Victor-Emmanuel.

Il avait peu de confiance dans les ministres qui se succédaient autour de lui et il avait coutume de dire chaque fois qu'il lui arrivait de changer son cabinet :

— Mes mannequins ont de nouvelles têtes. Je n'en travaillerai pas moins, et ce sera, avec ces têtes-là, comme c'était avec les autres : le maître sera toujours moi.

C'est là un mot à la Louis XIV. Victor-Emmanuel, sous son apparente familiarité, était, en effet, un autoritaire, et c'est à son autorité, à sa patiente obstination dans ses projets, que l'Italie doit d'être ce qu'elle est.

Puisque je parle de Victor-Emmanuel, je demande la permission de reproduire une anecdote un peu gauloise qui le concerne.

Lorsqu'il vint en France pour y négocier, avec l'Empereur, les préliminaires d'un traité d'alliance, il ne cessait de s'extasier devant le charme des femmes de la cour, et l'une d'elles, M^me^ de M..., dame du palais de l'Impératrice, dont le mari fut ambassadeur à La Haye et à Florence, le frappa plus particulièrement, par sa beauté, par sa grâce et par son esprit.

Or, si le roi Victor-Emmanuel passait pour galant,

et non sans raison, il avait parfois la galanterie un peu vive.

Se trouvant, dans une soirée, aux Tuileries, devant Mme de M..., il l'arrêta et se mit à causer avec elle.

Comment la conversation roula-t-elle, sur la toilette des femmes, et comment le Roi devint-il, soudain, fort osé? C'est ce que nul ne saurait dire.

Quoi qu'il en fût, Victor-Emmanuel adressa, bientôt, cette question à son interlocutrice :

— Que pensez-vous, madame, des femmes qui portent des... pantalons?

Et comme Mme de M... demeurait quelque peu interdite :

— Elles me font horreur, déclara le Roi.

Puis reprenant son interrogation qui devenait trop significative :

— Je parie, madame, que vous ne devez pas être de celles-là?

Mme de M... rougit, mais comme on écoutait autour d'elle, elle assura sa voix et, très haut, répondit :

— Vous vous trompez, sire, je suis justement de celles-là.

Alors, Victor-Emmanuel s'inclina et dit :

— Merci, madame. Et mille excuses de vous avoir ainsi questionnée.

Et dès lors, il ne lui parla plus.

L'anecdote est jolie. Je la tiens d'une amie de Mme de M... qui occupait à la cour une haute situa-

tion, et on ne m'en voudra point de l'avoir racontée, puisqu'elle est cette fois — je jure que je ne mets, ici, aucune ironie — tout à l'honneur de la vertu.

Ambassadeur d'Italie, en France, après la guerre d'Italie, M. Nigra demeura tout d'abord dans une sorte d'attitude faite d'observation et d'attente. Il n'eut que peu l'occasion, en effet, de se mêler à la politique militante dans les années qui succédèrent à la défaite de l'Autriche, et quoiqu'il eût désiré que cette défaite fût plus complète, il sut, patiemment, épier les événements favorables à ses vœux ; il sut, habilement, cacher et diriger ses espérances.

L'expédition du Mexique parut, un moment, le tirer de son immobilité. Il fut l'un des adversaires déclarés de cette campagne, qui ne pouvait profiter qu'à l'Autriche — nominalement, du moins — qui, je l'ai dit, dans ses résultats et dans le profit qu'elle devait rapporter, semblait comme une atténuation jetée sur le traité de Villafranca, et il tenta de faire dévier, au bénéfice de sa politique, les hésitations que l'Empereur mettait à entreprendre cette guerre.

S'il échoua, dans ses négociations, il faut reconnaître que l'avenir s'est largement chargé de lui donner satisfaction.

La guerre du Danemark, d'ailleurs, vint bientôt offrir à son esprit de plus sérieuses préoccupations.

Dès le début de cette campagne, il était assez aisé

de prévoir qu'elle n'aurait point seulement pour résultat le démembrement de ce valeureux et infortuné petit pays contre lequel s'étaient coalisées deux puissantes nations, la Prusse et l'Autriche, mais qu'elle amènerait, à brève échéance, une brouille entre ces deux alliées.

Dès lors, M. Nigra, avec une finesse incomparable, accumula, autour de l'empereur Napoléon III, séductions sur séductions, pour qu'à l'heure où l'Italie tenterait d'assurer davantage son indépendance, en présence de l'Autriche engagée, il ne mît aucun obstacle aux desseins de son gouvernement.

Et, en effet, lorsqu'après Sadowa M. de Metternich implorait l'Impératrice et mettait son cœur à nu devant elle pour qu'elle secourût son pays, M. Nigra, de son côté, certain à peu près des intentions pacifiques de l'Empereur, assurait davantage la neutralité du cabinet des Tuileries, en faisant entrer dans les intérêts de sa politique la souveraine elle-même.

M. de Metternich, je l'ai dit, fut violemment épris de l'Impératrice. M. Nigra eut pour elle une égale passion, ou plutôt si M. de Metternich fut sincère dans l'expression de ses sentiments, M. Nigra, maître des siens, feignit pour la souveraine une tendresse qui ne fut jamais, en réalité, au fond de son cœur.

C'est, ici, un point d'histoire assez délicat, mais que je ne puis, cependant, laisser ignorer.

L'Impératrice était plus sensible aux hommages

de M. Nigra qu'à ceux de son rival ; elle l'écouta mieux et les conseils qu'elle fut appelée à donner à Napoléon III, dans cette circonstance, ne furent point favorables à l'Autriche.

On ne peut exiger que je mette plus de tact à dire les romans qui s'ébauchaient aux Tuileries et qui mêlaient leurs pages roses aux pages sombres de la politique.

En dehors de cette intime psychologie, l'impératrice Eugénie tenait beaucoup à la conquête de M. Nigra, à s'en assurer la bienveillance, espérant ainsi le retarder dans sa haine contre la papauté, lui faire peut-être abandonner l'hostilité qu'il ne cessait de lui témoigner.

Sous ce rapport, le concours de M. de Metternich et de la cour de Vienne lui était acquis. M. Nigra, qui ne se laissait jamais prendre aux pièges qu'on lui tendait, demeurait dans une sorte de réserve, dans une sorte d'hésitation respectueuse qui permettait « d'espérer alors qu'on désespérait toujours. »

Ce seul détail montrera son habileté.

Quant à l'Empereur, qui, tout en prodiguant à M. Nigra des amabilités, se défiait de lui, il était redouté de l'ambassadeur à cause, justement, de cette réserve que, malgré tout, il devinait au fond de toutes les sympathies dont il était l'objet de la part du souverain.

Dès après Sadowa, M. Nigra comprit que le rôle de Napoléon III était sinon fini, mais considérablement diminué en Europe, dans le présent comme encore plus dans l'avenir, et il travailla résolument à amoindrir son influence dans les affaires d'Italie.

Il fut aussi davantage, à partir de cette heure, attentif devant M. de Metternich et l'étudia de plus près, l'accablant de plus nombreuses et apparentes démonstrations d'amitié.

Et l'Empereur, dans sa généreuse obstination, continuait sa politique d'avant Solférino, au lieu de se tourner nettement vers d'autres alliances qui, alors, le sollicitaient. Les souverains comme les amoureux sont dupes, souvent, de leur cœur.

En 1870, malgré les instances de l'Impératrice, du prince Napoléon, de retour de son voyage dans le Nord, et de la princesse Clotilde, M. Nigra ne fit rien pour que le roi Victor-Emmanuel se portât au secours de l'Empereur.

Cependant, comme ces instances devenaient plus pressantes, plus réitérées, M. le comte Vimercati, de l'ambassade italienne, quitta Paris et fut envoyé auprès du Roi, avec mission d'en obtenir sinon une promesse d'alliance, mais une réponse quelle qu'elle pût être.

De retour à Paris, M. le comte Vimercati se rendait à Saint-Cloud, pour rendre compte à l'Impéra-

trice de son voyage, lorsqu'il la rencontra, dans le Bois de Boulogne, allant aux Tuileries, pour présider le Conseil des ministres.

Et c'est là qu'il mit la souveraine au courant des faits.

— Madame, lui dit-il, le Roi, à son grand regret, m'a chargé de déclarer à Votre Majesté qu'il n'est point en mesure de combattre actuellement. Il ne serait prêt à venir en aide à l'Empereur qu'en septembre — dans deux mois — et il pense qu'alors son intervention ne sera plus nécessaire.

Cette conversation, cette rencontre sont absolument exactes, et la personne qui me les a fait connaître, parente un peu du comte Vimercati, je crois, se trouvait, ce jour-là, auprès de l'impératrice Eugénie.

Nous nous sommes beaucoup indignés, en France, de l'attitude de l'Italie en 1870. Cependant, pour qui tient compte de la raison d'Etat, des nécessités politiques qui s'imposent aux gouvernements, cette attitude n'a rien d'anormal et n'a rien à voir, surtout, avec la reconnaissance un peu agaçante que, depuis Solférino, nous exigeons de cette nation.

L'Italie n'ignorait pas, en 1870, que l'Empereur recherchait autant son concours que celui de l'Autriche. Or, à cette époque, il lui semblait irritant, sinon impossible, de marcher à côté de l'Autriche,

dans une campagne contre la Prusse, son alliée de la veille — et son alliée d'autant plus précieuse qu'elle entrevoyait, dans le succès de ses armes, tournées contre nous, comme l'achèvement de son unification.

M. Nigra, alors qu'on le sonda au sujet de l'appui qu'on attendait de lui, répondit nettement « que si l'Empereur s'engageait à renoncer à aider le Pape dans sa résistance aux vœux de la nation italienne qui voulait Rome pour capitale, il ne verrait point d'impossibilité à ce que les troupes de Victor-Emmanuel s'unissent aux nôtres, dans une action commune. »

L'Empereur, devant cette déclaration formelle et sans équivoque, se prit à réfléchir, hésita, fut très près de répondre aux ouvertures de l'ambassadeur par une promesse de neutralité relative aux affaires de la Papauté; mais l'Impératrice s'éleva avec violence contre cette politique, qu'elle traita de « lâcheté » et comme son opinion prévalut, les négociations furent abandonnées.

C'est alors que M. Nigra, jugeant qu'il serait imprudent de se joindre à une attaque dont l'issue semblait, de l'aveu même de Napoléon III, problématique, regarda vers le Nord, c'est-à-dire vers l'Allemagne, et attendit tout du succès de ses armes.

Il vit partir l'Empereur avec la certitude presque absolue qu'il ne reviendrait pas dans ses Tuileries,

car il était renseigné sur les forces allemandes, et lorsqu'au Quatre-Septembre, en compagnie de M. de Metternich, il protégea la fuite de l'Impératrice, dans la tristesse sincère qui s'empara de lui devant la détresse de celle qu'il avait vue adulée et heureuse, dont il avait partagé les joies, il y eut, certes — et ce sentiment est humain — comme une sensation de soulagement, comme une impression de délivrance : de l'écroulement de cet Empire, en effet, la liberté, l'indépendance, l'unification absolue de sa patrie allaient surgir — et s'affirmer pour jamais.

C'était là un rêve, ennemi, alors, de notre rêve, sans doute, mais conforme aux devoirs égoïstes de celui qui le formait. Nous ne pouvons le lui reprocher.

M. Nigra est, je le répète, l'un des derniers représentants de cette diplomatie qui jeta tant d'éclat sur le monde et dont la renommée semble être comme l'écho d'une légende. Depuis 1870, il n'a plus guère fait parler de lui, quoiqu'en fonctions toujours. Il restera comme l'un des hommes d'Etat les plus remarquables de l'Europe. A la cour des Tuileries, il fut Don Juan et il fut Machiavel — toutes proportions gardées avec le souvenir de ces héros du Roman et de l'Histoire — il fit risette aux belles, ainsi qu'à la politique et, conquérant sans cesse heureux, ne se laissa battre ni par l'une ni par les autres.

Il faut envier sa fortune et non paraître l'ignorer.

## XIII

### M. LE COMTE DE GOLTZ

Un familier des Tuileries prononça, un jour, cette phrase un peu moqueuse :

—Metternich, Nigra, Goltz forment les trois pointes d'un triangle qui se disloquera et dont ils tourneront les angles contre eux-mêmes.

Dans leur railleuse prophétie, ces mots reçurent une consécration relative en 1866 ; la Prusse et l'Italie se jetèrent sur l'Autriche et tentèrent de la détruire. Mais le triangle, depuis, s'est reconstitué et si les trois pointes ne sont plus représentées par les mêmes hommes, elles n'en sont pas moins et plus brutalement menaçantes même, pour l'Europe.

Dans un chapitre précédent, je disais que M. le comte de Goltz, aux Tuileries, étant ambassadeur de Prusse, fut l'intime du château, le confident de

l'impératrice Eugénie et l'un des meneurs attitrés et infatigables des plaisirs qui se donnaient à la cour.

En effet, dès son arrivée et son installation à Paris, en 1863, M. de Goltz prit rang à côté de MM. de Metternich et Nigra, dans les mondanités, et comme eux, tout en restant l'homme politique qu'il devait être, il charma la souveraine ainsi que les femmes de son entourage.

M. de Goltz succédait, dans son ambassade, à deux hommes qui avaient été fort aimés à la cour, au comte de Hatzfeld, marié à M^lle de Castellane, fille du maréchal fameux, aujourd'hui duchesse de Talleyrand, et au comte de Portalès que des liens de famille unissaient, également, à la société officielle des Tuileries.

Sa tâche, dans le désir de plaire, pouvait donc être considérée comme peu aisée. Cependant, elle ne l'effraya point et bientôt il remplaça, dans l'esprit et dans le cœur de l'Impératrice, le souvenir de ceux qui s'en étaient allés.

Atteint d'une maladie terrible, d'un cancer à la bouche, M. de Goltz dut quitter Paris et son poste deux ans avant la guerre de 1870 et l'on ne saurait trop affirmer que son départ fut fatal autant à la France qu'à la Prusse.

Quoiqu'il fût l'homme dévoué, l'admirateur, le mandataire fidèle et soumis de M. de Bismarck qui

nous voulait peu de bien, il se plaisait en France, il aimait les Tuileries où l'on s'amusait et, comme l'accueil le plus empressé lui était réservé là où il se montrait, on peut penser que ces quelques considérations d'un ordre pourtant secondaire et léger, n'eussent pas été sans avoir quelque influence sur les avis qu'il aurait été appelé à donner à Berlin s'il n'avait été éloigné de nous.

M. de Goltz, en outre, ne désirait pas la guerre et de tous les hommes d'Etat allemands qui traversèrent notre pays, il fut l'un des plus sincères à soutenir l'œuvre d'apaisement que des politiques judicieux essayaient d'opposer à la marche vertigineuse des événements, au drame qui, déjà, grondait derrière tous les sourires, derrière toutes les folies.

M. de Goltz, dans ses manières, était assez brusque et fort bref dans sa parole.

En dépit de cette apparence anti-mondaine, il fut, je le répète, l'un des charmeurs des Tuileries, au point de vue de ses relations avec les femmes et avec les hommes qui le fréquentaient.

En politique, également, il fut un habile, disant toujours ce qu'il pouvait dire, sans aller au delà, sans rester en deçà, de sa pensée, souhaitant un accord entre la France et la Prusse plutôt qu'un conflit, et se donnant une peine infinie pour établir cet accord sans nuire aux intérêts de la nation qu'il représentait.

Des écrivains mal renseignés ou trop pessimistes ont cru voir dans le comte de Goltz l'un des hommes qui ont préparé la guerre entre la France et l'Allemagne. Ils se sont trompés sur les sentiments de l'ambassadeur et se sont abusés sur la valeur même des événements dont l'enchaînement fatal s'imposait aux plus conciliants.

Quoique partisan de la politique de M. de Bismarck, quoique son auxiliaire précieux, M. de Goltz conserva, durant son ambassade à Paris, assez d'initiative, assez d'indépendance personnelle pour que sa mémoire soit à l'abri d'une accusation de servilisme.

Il n'était point toujours de la même opinion que son chef politique et sur la question catholique, par exemple, qui déjà agitait et inquiétait l'Allemagne, que M. de Bismarck compliquait et envenimait systématiquement, M. de Goltz ne cherchait aucunement à cacher son sentiment et le blâme que ce sentiment renfermait à l'adresse de celui qui, chaque jour, devenait plus puissant.

— Bismarck appareille mal, disait-il, en un langage imagé. Il veut naviguer et tenir tête au vent. La tempête souffle avec la question religieuse et comme tant d'autres qui l'ont précédé dans la guerre aux catholiques, il sera forcé de « mettre les pouces, » de carguer ses voiles et de rentrer au port peut-être remorqué par eux. Les catholiques

sont des ennemis terribles qu'il ne faut point provoquer inutilement.

Une alliance offensive et défensive entre la Prusse et la France paraissait, aussi, lui sourire, basée sur l'unité de l'Allemagne, sur une politique dont la conception presque géante eût tenu l'Europe comme en tutelle, sous l'autorité des deux peuples unis. Mais lorsqu'il confiait à l'empereur Napoléon III ce projet, cette espérance, devant l'énigmatique silence du souverain, devant sa réserve presque hostile, il se décourageait.

— Votre Empereur est un hésitant, murmurait-il alors ; je ne sais sous quel aspect il envisage matériellement et moralement la Prusse, l'Allemagne même. Mais il semble qu'il ne nous connaît pas. Il nous refuse toute confiance et Dieu sait, pourtant, que nous sommes sincères en recherchant son alliance. Ah ! toutes ces choses, toutes ces suspicions, tous ces mystères ne vaudront rien de bon à l'Europe. Il vous faudrait, à Berlin, un ambassadeur convaincu du rôle que pourraient tenir, dans le monde, la Prusse et la France rapprochées par une commune sympathie, par des intérêts indissolubles et inséparables. Il parlerait à Bismarck et le gagnerait peut-être à cette cause qui semble mienne et qui, cependant, est celle du Roi comme celle de l'Empereur. Mais non, votre ambassadeur ne sait rien dire, il est, ainsi que Napoléon III, dans un état d'hésita-

tion continuel. Ce n'est pas ainsi qu'on fait de bonne politique, de la politique d'action. *Il y a des points noirs à l'horizon.*

On pourra être surpris de la violence que M. de Goltz mettait dans ses paroles en ce qui concerne notre ambassadeur à Berlin.

Cet ambassadeur était alors M. le comte Benedetti. Or, M. de Goltz n'aimait point, en effet, M. Benedetti, le trouvant timoré, sans initiative et peu fait pour être mis en présence de M. de Bismarck dont le caractère autoritaire annihilait toute personnalité qui, dès la première minute, en face de lui, n'affirmait point sa volonté ou sa foi.

En s'exprimant comme je viens de le rapporter, M. de Goltz eût pu paraître plus royaliste que le roi, c'est-à-dire plus Français que les Français mêmes. Il n'en était rien et ses paroles résultaient simplement d'observations, d'études tendant toutes et uniquement, à la grandeur de son pays. De là, sans doute, le peu d'enthousiasme que l'Empereur mettait à l'écouter ou plutôt à partager ses idées.

D'autre part, M. de Goltz eût souhaité de voir, à Berlin, à l'ambassade de France, M. et M^me^ de Cador qui se trouvaient alors à Munich. On refusa de lui accorder cette satisfaction et cet échec dans son désir laissa en lui comme une amertume.

Durant la dernière année de son séjour à Paris, en 1868, M. le comte de Goltz vit clairement le

conflit qui se préparait entre la France et la Prusse et, il faut le dire, il fit alors de suprêmes efforts pour éloigner la crise, pour conjurer le péril qui se dressait.

Puisant dans les sentiments d'affection même que lui portait l'Impératrice et qu'il lui offrait sans cesse, le courage d'entrer en lutte, presque, avec le cabinet de Berlin, il travailla à la consolidation de la paix entre les deux puissances et n'hésita pas même à reprendre son rêve oublié — ce rêve d'une alliance commune — et à le défendre avec la fermeté qu'il savait mettre dans tous ses actes, dans tous ses discours.

Qui sait ? — Il serait peut-être sorti vainqueur de cette lutte si le destin lui avait permis de la continuer — de la prolonger simplement.

Mais le mal dont il souffrait l'abattait de plus en plus. Le docteur Nélaton dut même lui faire subir une opération et l'Impératrice, en apprenant cette cruelle nécessité, lui offrit de s'installer au pavillon de Sully. M. de Goltz, ayant accepté cette faveur, demeura, en effet, quelque temps dans les appartements d'occasion qui lui avaient été préparés.

Quoique sincèrement sympathique à la France, je l'ai dit, M. de Goltz avait une foi absolue et mystique dans l'avenir, dans l'élévation de sa patrie.

Un soir, comme il se trouvait dans un dîner, à côté d'un diplomate français, il fit tout à coup à son voisin une singulière question.

— Monsieur, lui demanda-t-il, auriez-vous l'obligeance de me dire quel est, ici, le classement des ambassades ?

Le ministre, un peu surpris, répondit :

— Monsieur le comte, Londres est en première ligne, Saint-Pétersbourg, Vienne et Berlin, sont à sa suite.

Le comte de Goltz eut comme un mouvement de violence vite réprimé, puis il répliqua avec calme, dans une sorte de murmure religieux :

— Les premiers seront les derniers, affirme l'Ecriture. Monsieur le ministre, souvenez-vous de mes paroles : Berlin sera, dans un jour que ni vous ni moi ne verrons peut-être, là où est Londres actuellement. De grands événements étonneront le monde. L'Empereur ne veut pas croire à la venue de ces événements. Il a tort et s'il l'avait voulu, s'il avait mieux jugé les hommes de chez nous, M. de Bismarck surtout, que de belles choses on eût pu faire. Monsieur le ministre, songez-y bien, l'Europe est vieille, trop vieille, elle s'affaisse et meurt, faute de sève. Sa carte est à refaire et ceux qui la remanieront sont nés. Dites cela, monsieur, à l'Empereur. Il comprendra peut-être qu'il est temps encore de s'entendre et que les destinées des peuples peuvent s'accomplir sans troubles et sans danger pour le repos de l'Europe.

Cet entretien imprévu, l'accent prophétique du comte de Goltz impressionnèrent vivement le mi-

nistre français et le lendemain même il répétait à ses collègues, ainsi qu'à l'Impératrice, la conversation qu'il avait eue.

Mais ce fut à peine si les premiers prêtèrent attention à ses paroles. Quant à l'Impératrice, elle s'attrista soudain et dit :

— Ce pauvre Goltz, il est malade et il déraisonne. Il devient larmoyant et lugubre... On dirait un missionnaire prêchant des infidèles. Tout ce qu'il vous a raconté là, n'est que vision et il est bien inutile d'ennuyer l'Empereur avec toutes ces choses.

Lorsque le coup de canon de 1870 éclata, lorsque la première défaite lui fut annoncée, l'Impératrice, devant le drame qui commençait, devant cette guerre qu'elle avait voulue, se souvint-elle du comte de Goltz, du ministre français, aussi, qui lui avait rapporté son discours ému et mystique — ambassadeur et ministre morts avant l'agonie de sa royauté — et ne regretta-t-elle point son insouciance et son ironie d'antan ?

Le comte de Goltz lui avait dit, en la quittant, en lui présentant ses adieux, en 1868 :

— Madame, nous nous reverrons là-haut.

Eut-elle un regard, alors, vers ce ciel, vers cet inconnu, vers cet espace, en lequel l'homme qui avait eu — sans amour celui-là — l'inquiétude de son avenir, s'en était allé?

## XIV

### M. LE DUC DE PERSIGNY

Parmi les hommes d'Etat français qui entourèrent Napoléon III et qui collaborèrent activement à son œuvre politique, il est nécessaire de faire un choix afin de ne point jeter de trouble, de diffusion dans l'esprit du lecteur.

Ces hommes sont nombreux, en effet, et leur valeur comme leurs travaux ont des degrés. Tous, non plus, n'éveillent pas la même curiosité dans la foule, tous ne sollicitent pas l'attention de la génération actuelle avec la même autorité ; et pour me conformer à l'intérêt que ce récit peut rencontrer auprès du public, je ne parlerai — et de certains, un peu succinctement — que de ceux dont le nom reste directement et intimement lié, non seulement à l'histoire, mais surtout à la personne de l'empereur Napoléon III.

En première ligne, il convient de citer M. de Persigny.

M. de Persigny, qui avait semblé, un moment, comme tant d'autres, d'ailleurs, ralliés à l'Empire, assez dévoué au gouvernement du roi Louis-Philippe, après avoir quitté l'armée dans laquelle il avait servi en qualité de maréchal des logis aux hussards, s'éprit tout à coup de la légende napoléonienne et se tourna vers celui qui, alors, représentait cette légende, vers le prince Louis Bonaparte.

Il se fit son dévoué dans toute l'acception du mot, et quand vint l'heure du coup d'Etat, Napoléon le trouva prêt à lui obéir, à le seconder.

Quelque temps avant la date fameuse du Deux-Décembre, une assez curieuse conversation, que M. de Persigny lui-même rapporta dans un salon, au lendemain de la déclaration de guerre à la Prusse, en 1870, avait eu lieu entre le futur Empereur et lui.

M. de Persigny qui connaissait le goût très prononcé de son puissant et aventureux ami pour les femmes, tout en écoutant le prince qui lui exposait ses desseins et qui l'incitait à les discuter, réfléchissait.

Le Président, prenant pour de la fatigue, pour de la distraction, cette attitude, s'interrompit tout à coup et l'interpella :

— Ah çà ! mais vous dormez, Persigny ?

L'ancien sous-officier leva vers le prince un regard inquiet et scrutateur.

— Je vous demande pardon, monseigneur, dit-il, je ne dors pas. Mais je pense, et ce à quoi je pense me tourmente : avec miss Howard, monseigneur, combien de femmes savent vos projets?

Le Prince-Président parut surpris et interloqué. Cependant, ayant observé son ami et l'ayant deviné, il eut un sourire et répliqua :

— Nulle autre que miss Howard et que ma cousine, la duchesse de Hamilton, n'est au courant de ce que je compte entreprendre.

— En êtes-vous bien sûr? insista M. de Persigny.

— Si j'en suis sûr?... Devenez-vous fou, Persigny?

— Non, je ne deviens pas fou. Mais je vous supplie, monseigneur, de taire aux oreilles des belles qui cherchent à vous séduire, votre intime pensée. Dalila est de tous les temps et, quand on est Samson, j'estime que veiller sur ses cheveux est prudent.

Cette crainte de M. de Persigny était vaine, d'ailleurs. L'empereur Napoléon III, avant comme après son élévation, put aimer passionnément les femmes, mais, ainsi que je l'ai dit, il ne leur livra jamais le secret de son intimité, le secret de sa politique surtout, et quelques personnalités, réellement exceptionnelles, à part, il ne se servit que peu d'elles, pour les besoins de ses projets.

Cependant, cette anecdote est caractéristique et

l'anxiété de M. de Persigny jette sur les préliminaires du coup d'Etat comme une lumière toute spéciale, comme une philosophie naïve et bourgeoise qu'on ne soupçonnait pas.

Le Prince-Président rencontra en lui, donc, au Deux-Décembre, un auxiliaire convaincu et ardent.

M. de Persigny et le futur Empereur, que la vie accidentée des jours écoulés avaient unis, mirent, en cette heure décisive, leurs espoirs, leur fortune, leur rêve en commun, et ils jouèrent leur existence à pile ou face.

Le rôle de M. de Persigny, sous le Second Empire, est surtout important au point de vue de la politique intérieure.

Cependant avant que la guerre ne fût déclarée à l'Autriche, en 1866, par la Prusse et par l'Italie, M. de Persigny, sur les instances de M. de Metternich, joua, un instant, un rôle dans ce drame.

Il tenta — et ce fait que je dois à une indiscrétion, est consigné dans ses Mémoires — de secouer la torpeur de Napoléon III, de vaincre ses hésitations, pour l'amener à intervenir en faveur de François-Joseph et il dut même, un jour, pour forcer la porte de l'Empereur que gardaient jalousement ceux qui l'entretenaient dans une politique d'inaction, se réclamer de son droit d'entrer à toute heure chez le souverain.

Il y eut alors, entre Napoléon III et lui, l'une de ces scènes de violence fréquentes qui caractérisaient leurs rencontres. Mais M. de Persigny ne put rien obtenir de son impérial ami.

Il fut, avec Napoléon III, l'un des organisateurs de cette administration préfectorale dont on a dit tant de mal et dont on a dit, également, tant de bien.

Très familier avec Louis-Napoléon, Président de la République, il conserva avec son ami, quand il fut Empereur, la même liberté de langage et d'allures.

Il est, à ce sujet, une anecdote amusante qui se rapporte à la création de son titre ducal.

Comme Napoléon III lui faisait part, quelque temps avant de décréter en sa faveur cette nomination honorifique, de ses intentions, M. de Persigny lui répondit :

— Je vous remercie. Mais vous feriez mieux, Sire, de me rendre mes galons de sergent et de me charger de mettre à la raison toute la canaille qui vous embête.

Ce mot fut rapporté au comte V... qui, lui aussi, également, à la même époque, fut porté sur la liste des distinctions de cour, pour un duché, et refusa d'abandonner le simple titre de comte qu'il tenait de sa naissance.

M. V... consigna la réponse de M. de Persigny dans ses notes, et c'est ainsi qu'il m'est donné de la produire aujourd'hui.

Cette réponse était en tous points conforme aux idées de celui qui la fit.

M. de Persigny, quoique hanté, comme l'Empereur, de songes humanitaires — n'avait-il pas été un moment épris des doctrines saint-simoniennes? — demeurait, dans sa politique, dans l'application de cette politique, un autoritaire intransigeant.

Tandis que Napoléon III tentait de rendre effectives ses théories, M. de Persigny, sans répudier la philosophie particulière qui inspirait sa pensée, restait plutôt un platonicien, dans l'enchaînement de ses idées et ne croyait pas que l'heure fût propice à leur mise en pratique.

Dans la question des nationalités, si chère à l'Empereur, il garda toujours, quoique au fond d'accord avec le souverain, une attitude toute de méfiance, d'expectative, et s'il ne dédaignait pas de sourire — de son sourire triste et portant comme le reflet d'un rêve — à l'idéalisme du maître, il voulait avant tout que la France fût puissante devant l'accroissement de forces des nations rivales, il voulait que la France fût en mesure de supporter, sans crainte, cette vitalité nouvelle et menaçante — de regarder avec tranquillité la marée montante des peuples unifiés — si je puis m'exprimer ainsi — comme le promeneur observe, à l'abri de tout danger, le choc des vagues sur la grève.

On a méconnu — de parti pris — l'intelligence de

M. de Persigny et il ne me déplaît pas de le faire connaître, ici, mieux qu'on ne l'a fait connaître avant moi, de découper sa silhouette et d'en projeter le relief comme sur un transparent.

Cette divergence, sinon d'opinions, mais de procédés, dans l'exécution des moyens propres à assurer l'avenir et la gloire de l'Empire, mirent entre Napoléon III et M. de Persigny plus d'une colère.

C'étaient sans cesse, en effet, entre eux, des contradictions, des discussions violentes même qui n'amenaient aucun résultat, le souverain s'obstinant dans ses conceptions, M. de Persigny n'abandonnant rien des siennes.

Il m'a été conté, à ce propos, une scène qui eut lieu entre l'Empereur et son familier et qui n'est pas sans importance. Je la livre au lecteur telle qu'elle m'a été relatée.

C'était à l'époque où des ferments de libéralisme agitaient plus résolument l'édifice impérial. Le seul mot de liberté, on le sait, jetait M. de Persigny en des crises terribles de violence, et comme un jour, discutant avec l'Empereur, il ne parvenait pas à convaincre le souverain, à réduire ses hésitations, à anéantir le rêve qui l'emportait vers les idées nouvelles, il bondit de son siège, frappa avec force sur une table et s'écria désespérément :

— Ah ! je me suis trompé, je me suis trompé !

Napoléon III, sans perdre de son calme, se tourna alors vers son conseiller et lui demanda :

— En quoi vous êtes-vous trompé, Persigny, et que voulez-vous dire ?

M. de Persigny, oubliant, en cette minute, toute réserve, regarda l'Empereur en face et répliqua brutalement :

— En croyant en vous, Sire !

Napoléon III devint très grave et pâlit ; puis, s'adressant à son ami, il n'eut qu'un seul mot :

— Persigny !

Alors M. de Persigny, comme réveillé soudain, comme sortant d'un cauchemar, se retrouva :

— Ah ! pardon, pardon ! fit-il.

Et il se jeta dans les bras de l'Empereur.

Une division intime, une séparation ne pouvaient, en effet, exister entre ces deux hommes, car tous deux avaient le même idéal soumis à des moyens d'exécution différents : le rapprochement, la fraternité des peuples, courbés, selon le conseiller, sous un principe d'autorité ; — allégés, selon le souverain, de ce principe même qui, cependant, avait aidé à l'édification de son Empire.

L'Histoire dira qui, de ces deux hommes, était le sage et elle dissertera, sans doute, sur la contradiction qui était dans leurs propres pensées.

Ce rôle de conseiller, sans cesse en éveil, était

connu à la cour, où l'on désignait M. de Persigny par ces mots : le prophète Jérémie. Il ne voyait point, en effet, l'avenir de l'Empire favorablement, et ne se lassait pas d'en prédire la triste fin.

Très rêveur, je l'ai dit, il ressemblait à l'Empereur sur plus d'un point. Peu mondain, ainsi que lui, il n'assistait aux fêtes que s'il ne pouvait se dispenser de les traverser. Et il s'en allait alors, par les salons, paraissant ne reconnaître personne — même ses plus intimes — comme à la poursuite de quelque idée fuyant, maligne, son approche.

M. de Persigny était d'ailleurs, à ce propos, l'objet des plaisanteries des familiers des Tuileries et sa distraction, devenue légendaire, était le sujet de maintes histoires.

Ne racontait-on pas, entre cent, cette aventure qui lui arriva, un soir de bonne fortune?

Etant à dîner avec une femme qu'il aimait et un ami, il oublia, paraît-il, qu'il était l'amant et se retira au dessert, prétextant une dépêche à expédier, laissant ainsi son compagnon maître de la place et de son habitante.

L'anecdote me semble excessive. Et ne doit-on pas plutôt y voir quelque malice de la part de celui que La Bruyère eût pu prendre pour modèle? C'est mon avis.

Les adversaires de M. de Persigny ont trop oublié

en tout temps, qu'il se tint éloigné, étant au pouvoir comme dans la retraite, de ce que l'on appela, sous l'Empire, les tripotages. Il avait la manipulation des affaires en horreur, en effet, et il se déroba toujours aux solliciteurs qui tentèrent d'exploiter sa situation et son nom.

Lorsque vint l'heure de l'Empire libéral, il y avait longtemps déjà que le rôle de M. de Persigny avait pris fin, dans la politique impériale.

Il déplora alors la soumission de l'Empereur aux idées nouvelles, et il assista, en spectateur impassible, à l'écroulement de tout ce qui avait été son espérance et sa foi.

Ses prédictions se réalisèrent et la tourmente l'emporta.

Cependant, étant à Londres, pendant la guerre, il reparut un instant sur la scène. Il essaya, d'accord avec quelques hommes d'Etat et avec l'ambassadeur de Prusse, d'engager l'impératrice Eugénie dans des négociations ayant pour but un traité de paix, mais il échoua dans ce projet aventureux, et ce fut là son dernier acte politique.

Toute sa vie se résume dans un dévoûment absolu à la dynastie impériale, et, au lendemain de Sedan, en présence de la révolution imminente, il eut un mot qui est la consécration de ce dévoûment.

Comme il se trouvait dans le salon de la comtesse W..., avec lord Lyons, et qu'il racontait, avec

beaucoup de verve, les phases diverses de la vie de Napoléon III disant, non sans amertume : — « C'est moi qui ai fait l'Empire, et il me semble que je vois mourir un enfant, » — Mgr Bauer se présenta et, se mêlant à la conversation, demanda à M. de Persigny :

— Que comptez-vous faire? N'allez-vous point quitter Paris? Il n'y a plus ici aucune sécurité pour vous.

Alors, le duc, affaissé sous le poids d'une douleur très naturelle, se redressa et répliqua :

— Monseigneur, je ne quitterai Paris que lorsque l'Impératrice n'y sera plus.

Et il tint sa parole.

Le courage a sa grandeur, dans quelque parti qu'il se révèle. Je pense que les amis comme les ennemis de M. de Persigny seront d'accord, ici, pour lui rendre hommage.

## XV

### M. LE COMTE WALEWSKI

De tous les hommes du Second Empire, le plus ignoré, le plus oublié même, et non le moins important, cependant, est, à coup sûr, M. le comte Walewski — dont la figure hautaine, quelque peu dédaigneuse et trop sentimentale, par certains côtés, s'éclaire et disparaît, soudainement, au plein de la gloire — ou si on préfère un autre mot — de la puissance de l'empereur Napoléon III.

Il y a là, peut-être, une injustice. M. le comte Walewski fut, en effet, l'un des collaborateurs les plus intimes et les plus précieux de l'Empereur.

Très grand seigneur, très mondain, très brillant dans les salons comme dans la politique, il avait le masque de Napoléon Ier et une légende veut qu'il en ait été le fils.

Le secret de cette naissance ne l'empêcha point,

toutefois, de servir avec dévoûment et avec habileté le gouvernement du roi Louis-Philippe, et ses amitiés avec MM. Guizot, Thiers et le duc d'Orléans sont célèbres.

Il était l'un des habitués même du salon de M. Thiers et, sous l'Empire, il ne cessa de conserver avec son chef politique de la veille, devenu son ami, les plus cordiales relations.

Il eût désiré même rallier à la cause de l'Empereur cet homme d'Etat. Mais M. Thiers fit longtemps le coquet devant les ouvertures et les instances de M. Walewski — si longtemps, en vérité, que la mort du comte survint sans que ses projets eussent reçu le moindre commencement d'exécution.

Après avoir un instant rêvé, dit un récit peu exact, je crois, d'être roi de Pologne, M. le comte Walewski décida de rester en France, et lorsque l'Empire fut proclamé, il était ambassadeur du prince Louis, à Londres.

Fort aimé de la société anglaise, au milieu de laquelle il avait vécu, il réussit à aplanir les difficultés que les desseins du Prince-Président soulevaient dans la politique du cabinet britannique, on l'a vu dans le premier chapitre de ce livre, et avec l'aide de son ami, lord Palmerston, il rallia au parti de l'Empire les réfractaires, ceux que le seul nom de Napoléon semblait effrayer.

J'ai dit comment il parvint à faire admettre par les ministres de la Reine, par la Reine elle-même, que Napoléon serait reconnu par l'Angleterre, comme troisième empereur des Français, et cette question, qui peut nous paraître aujourd'hui puérile, avait alors une extrême importance, menaçait même de provoquer des complications diplomatiques fort inquiétantes.

Président du congrès de Paris, après la campagne de Crimée, lorsque la guerre d'Italie fut résolue, le comte Walewski dirigeait le département des affaires étrangères.

En cette qualité et en qualité, aussi, de conseiller intime de Napoléon III, avec qui il se trouvait souvent en désaccord, M. Walewski fit une violente opposition aux projets du souverain. Autant il s'était montré, naguère, favorable à la Russie, lorsqu'il s'agit d'arrêter les préliminaires de la paix avec cette puissance, autant, alors, il se montra hostile à toute alliance avec Victor-Emmanuel, contre l'Autriche.

Il entrevoyait, en effet, dans l'abaissement de cette nation au profit de l'Italie, des complications gênantes pour l'avenir de la politique impériale — et l'ombre grandissante de la péninsule se dressait devant lui comme un péril, aisé à détruire encore, mais difficile à conjurer en un prochain lendemain.

M. Nigra n'ignorait pas les sentiments du comte

Walewski à cet égard, et leurs relations conservèrent toujours un caractère de réserve, sinon de froideur, que l'on commentait à la cour.

Il n'en était pas ainsi entre M. le comte Walewski et M. le prince de Metternich. Très liés et s'entendant à merveille, ils marchaient dans une unité parfaite d'idées.

C'est grâce à cette amitié, même, que M. Walewski se trouva, un peu malgré lui, entraîné dans l'organisation de l'affaire du Mexique. Quoique ayant fait, sur cette question, toutes les observations qu'il jugea nécessaires, quoique désapprouvant cette expédition, il donna son appui à sa réalisation et prêta son concours aux réunions que l'Impératrice, Mme de Metternich, l'ambassadeur d'Autriche, M. Hidalgo et Mme d'Arcos avaient décidées pour la discussion du dessein commun, pour la mise en pratique — selon la pittoresque expression de M. de Metternich — du *rêve californien*[1].

Lors de son passage au ministère des beaux-arts, M. le comte Walewski fut en rapport avec la plupart des hommes qui ont occupé et qui occupent encore, actuellement, vieillis et chargés de gloire, un rang important dans les arts et dans les lettres.

A une époque où tout ce qui touchait à la littéra-

1. *L'Impératrice Eugénie.*

ture, au journalisme ou à l'art était suspect, ou surveillé avec la plus jalouse autorité, il fut un libéral, un amateur éclairé et sincère du Beau, et le monde spécial de ceux qui travaillent, qui créent, lui doit, sans nul doute, quelque reconnaissance. C'est à lui, en effet, que revient l'honneur d'avoir jeté les bases de la loi sur la Propriété littéraire et artistique.

On connaît sa liaison avec Rachel, qu'il aima profondément et qui lui donna un gage vivant de l'affection qui l'unissait à elle.

Il est, à ce sujet, une anecdote particulièrement délicate que je veux, cependant, raconter, car elle est tout à l'honneur des deux femmes qui en furent les héroïnes.

Lorsque la tragédienne se sentit mourir, elle écrivit à M^me^ la comtesse Walewska — de qui je ne tiens pas ce détail, on le comprendra aisément — une longue lettre par laquelle elle osait, confiante dans sa bonté, lui recommander son enfant et le lui léguer.

La comtesse, n'écoutant que son cœur, devant cet appel d'une mère, accueillit avec émotion la requête de Rachel et éleva son fils comme s'il eût été le sien. Il y a peu d'exemples de semblable générosité et c'est pourquoi j'en mentionne ici l'expression.

M. le comte Walewski, quoique s'étant accordé avec la pensée de l'Impératrice au sujet de la guerre d'Italie et de l'expédition du Mexique, n'était point,

cependant, goûté par la souveraine qui lui reprochait son caractère entier, ainsi que l'influence très réelle qu'il eut un moment sur l'Empereur.

Lorsque le spirite Home, dont j'ai conté déjà l'histoire [1], vint aux Tuileries, M. le comte Walewski fut un de ceux, en effet, qui s'élevèrent vivement contre l'admission de cet homme à la cour. Il ne pouvait concevoir, en vérité, qu'à l'heure où Napoléon III se rendait à Stuttgardt pour son entrevue avec l'empereur de Russie, on ne s'occupât à la cour, alors à Biarritz, que des « jongleries d'un charlatan. »

Le comte Walewski, dans son attitude toujours correcte, dans sa respectabilité, portait ombrage aux têtes folles des Tuileries et on ne l'y voyait, dans l'entourage des souverains, qu'avec un certain embarras.

Très mondain, toutefois, ainsi que je l'ai dit, nulle maussaderie n'était en lui. Les bals qu'il offrit à la société parisienne et à celle des Tuileries, au ministère des affaires étrangères, sont restés fameux et furent le point de départ de ces fêtes merveilleuses qui mirent autour de l'agonie du Second Empire comme un mouvement de houle, comme un bruit de mer, qui ne permirent pas à ceux qui avaient mission d'observer et de prévoir les événements, d'être perspicaces.

---

1. *L'Impératrice Eugénie.*

Lorsqu'il mourut, subitement, étant à Strasbourg, je crois, le comte Walewski n'était plus au pouvoir, mais paraissait, dans les desseins de l'Empereur, indiqué pour reprendre en main les affaires du pays.

En dépit des injustices, des rivalités, ce fut alors, autour de son cercueil, une sincère manifestation de regrets.

Le comte Walewski, en effet, quoique libéral et déplaisant à la coterie des autoritaires qui ne cessaient de tenter d'accaparer l'esprit de Napoléon III, laissa un vide profond, dans le monde politique.

Son libéralisme lui valut des inimitiés implacables, et dans ses démêlés avec MM. Fould, Rouher, de Morny et Persigny, s'il fut parfois vaincu, il ne se découragea jamais.

Très absolu dans ses idées, très droit dans sa pensée, il n'abdiqua point devant ses adversaires et demeura dans une intransigeance de principes qui fait de lui une figure, un caractère.

Il fut, durant toute sa carrière, un ennemi déclaré de la politique des nationalités, et l'Empereur renonca, non sans amertume, à lui faire partager son rêve.

C'est à lui que M. Emile Ollivier doit d'avoir connu Napoléon III et d'être devenu son collaborateur.

L'une de ses amitiés les plus fortes, aussi, fut celle qui le lia à M. Magne, et il y eut entre lui et cet homme

d'Etat une correspondance très curieuse, sur la politique impériale, dont la publication — s'il était possible de la tenter — formerait comme l'un des documents les plus vrais, les plus vivants de l'histoire du Second Empire.

Je possède quelques pièces intéressantes de cette correspondance.

Dans l'une, datée du 13 juillet 1863, M. Magne ne ménage guère M. Rouher.

... L'échec fait au prestige personnel de l'Empereur par l'adjonction d'un tuteur qui s'est présenté et qui a été accepté comme nécessaire; les 10 premières années de l'Empire ravalées contre toute justice et toute vérité, au détriment de l'histoire contemporaine et au profit d'une personnalité exagérée au delà de toute mesure; tous ces faits ne parlent-ils pas d'eux-mêmes? N'ont-ils pas dû faire ouvrir les yeux et diminuer singulièrement l'influence venue de ce côté? Alors que s'est-il donc passé?...

A l'exemple de mon philosophe, *j'examine, je ne comprends pas et je m'arrête.*

Plus tard, en date du 7 août 1866, après Sadowa M. Magne écrit encore à M. le comte Walewski et il lui fait part de ses appréhensions devant la situation nouvelle de l'Europe. C'est aussi un portrait intéressant de M. de Bismarck.

C'est probablement parce que je n'entends rien à la politique que j'aime à politiquer. Oui, Bismarck, le Roi,

la Prusse, l'Italie, la France, l'Europe, le passé et l'avenir comparés sont de bien graves sujets d'entretien.

A mes yeux, Bismarck n'est pas seulement un conservateur révolutionnaire ; il faut être juste, c'est un véritable homme d'Etat, et un caractère. L'avenir pourra détruire son œuvre, mais combien de grands hommes n'ont pas cessé d'être grands, parce que leur œuvre ne leur a pas survécu ! Quoi qu'il arrive, Bismarck fera figure dans l'histoire.

Le roi de Prusse a un mérite singulier. C'est d'avoir soutenu son ministre à travers tous les obstacles. Si, après avoir approuvé le plan de son ministre et autorisé sa mise en pratique, le Roi l'avait lâché et renié au premier échec, le Roi et la Prusse ne seraient pas ce qu'ils sont.

Ce que j'admire dans la conduite de ces deux personnages, c'est qu'ils ont su concevoir un système, le méditer à fond dans toutes ses parties, préparer lentement et sûrement les moyens d'exécution, bien déterminer leur but, et le moment d'agir étant venu, le poursuivre résolument, avec précision et constance sans se laisser intimider, ni décourager par rien.

On pourra blâmer, au fond, cette partie, personne ne pourra dire qu'elle n'a pas été jouée de main de maître. Bismarck, le Roi ont eu le grand mérite de diriger les événements au lieu de se laisser conduire par eux. La Prusse a grandi, c'est justice.

Quant à la France, ce que je vois de plus clair, en ce moment, c'est que les Prussiens y sont détestés. Leur orgueil blesse, leur conduite à Francfort révolte, mais surtout leurs succès, leur ambition, leur agrandissement, ne sont pas vus chez nous, sans une vive pointe de jalousie nationale. En province, comme à Paris, je vois ce sentiment

se produire avec énergie ; c'est ce qu'il importe que l'Empereur sache. Pour ma part, je l'ai dit et écrit peut-être trop crûment, la France, malgré son vif désir de la paix, ne se résignerait pas platoniquement comme l'Autriche à perdre sa situation, à descendre du premier rang de puissance militaire au second rang. On ne pardonnerait pas à l'Empereur de n'avoir tiré de son intervention officieuse, ou provoqué de ses conseils, de son influence, d'autre résultat que d'avoir attaché à nos flancs deux puissants et dangereux voisins. Par un juste sentiment des proportions, la France se sentirait relativement affaiblie par cette nouvelle organisation et cette distribution des forces autour d'elle. A ses yeux, les traités de 1815 seraient aggravés.

Eh bien ! de deux choses l'une :

Ou bien, dans les arrangements qui vont suivre, la Prusse, par une abnégation qui n'est guère dans la nature humaine, dans la sienne surtout, fera à la France une part telle que son rang, sa sécurité, sa puissance relative, sa prépondérance actuelle seront équitablement ménagés ; dans ce cas, quelques esprits moroses pourront bien, comme en Italie, pour la Vénétie, voir d'un mauvais œil que la générosité nous restitue ce que la victoire nous aurait donné ; mais le grand résultat étouffera les petites récriminations. On attribuera ce résultat à un plan de conduite prémédité ; l'Empereur aura triomphé sans combattre. La voix des amis de la paix et celle des patriotes se confondront pour célébrer sa sagesse : jamais il n'aura été si grand. Jamais les villes n'auront été pavoisées et illuminées avec un entraînement plus sincère, telles sont mes conjectures et mes espérances.

Mais si le contraire arrive ! Oh ! alors préparons-nous ! N'être pas préparé ne peut servir deux fois d'excuse.

La guerre est une chose abominable. Mais lorsqu'elle est dans la nature des situations, il n'y a qu'un moyen de l'éviter : c'est de ne pas la craindre. Je voudrais que l'on comprît bien que laisser la Prusse faire, comme on dit, son lit toute seule et à sa guise, c'est absolument prendre d'avance l'engagement de la déloger par la force un peu plus tard.

C'est là, sans contredit, une des plus belles lettres qu'ait écrites et pensées M. Magne. Il s'y révèle homme d'Etat véritable et, quoiqu'il affirme n'entendre rien à la politique, il devine trop les secrets — présents et à venir — de cette politique pour que nous ayons de lui l'opinion modeste qu'il exprime.

La personnalité de M. le comte Walewski se prête peu aux anecdotes. Figure grave, aimable et mondaine à la fois, il passe dans la griserie du Second Empire, songeur un peu, souriant aussi, et comme résigné.

## XVI

### M. LE GÉNÉRAL FLEURY

On affirme que MM. de Persigny et de Morny ont laissé des mémoires sur le Second Empire. A coup sûr, le récit de ces deux hommes serait intéressant à lire. Il est, cependant, un personnage de la cour qui, lui aussi, dit-on, a légué à ses héritiers un journal sur l'époque impériale, et dont la narration, si elle est sincère, exciterait au plus haut point la curiosité du public.

Je veux parler de M. le général Fleury dont le nom est resté célèbre autant que celui des deux individualités que je viens de citer.

La célébrité de M. le général Fleury fut toute spéciale, sous l'Empire; et depuis la chute de Napoléon III, elle est demeurée, dans l'esprit du monde, comme étrangement particularisée. Par suite d'un enchaînement de faits impossibles à analyser comme

à expliquer, par suite d'une malveillance implacable qui ne cessa de s'attacher aux paroles ainsi qu'aux actes de M. le général Fleury, cette célébrité prend devant la foule un peu l'apparence d'une réputation bâtarde, d'une renommée de mauvais aloi. Sans vouloir, ici, me faire l'avocat du général, je tiens à dire que l'on est injuste envers lui, que le jugement qui le frappe, défavorablement — on ne sait trop pourquoi — comme frappent souvent les jugements, quelle que soit leur origine, est exagéré. En effet, M. le général Fleury ne fut, sous l'Empire, ni plus ni moins que les hommes de l'entourage de l'Empereur, un cynique, un jouisseur, et l'on comprend peu que la chronique s'acharne avec méchanceté, de préférence, contre lui.

Faut-il dire la vérité ? — M. le général Fleury, par sa situation, fut quotidiennement, naguère, assailli par les solliciteurs et, s'il rendit des services à beaucoup, s'il aida nombre de gens dans leurs requêtes à l'Empereur, il en oublia plus encore et fit des mécontents. D'une déception à la haine, il y a peu d'écart, on le sait. De là cette rancune de l'opinion qui pèse sur la tombe même de cet homme.

On peut déclarer, sans craindre qu'on lui oppose un rival, qu'il fut, à la cour, le plus séduisant, le plus fêté, le plus aimé.

Il semblait, en effet, avoir tous les dons; joli

homme tout en conservant grand air, spirituel, brave, charmant, enfin, il était, avec M. de Morny, le type de ces hauts gentilshommes de palais qui mènent, en même temps, la politique et les plaisirs, et qui paraissent sans cesse prêts à jouer leur vie pour les uns comme pour l'autre.

Très sceptique, mais cachant son scepticisme sous une apparence de sentimentalité qui plaisait aux femmes et qui donnait le change aux hommes, très fin dans son esprit comme dans ses goûts, brillant causeur, ayant la faculté rare de savoir se taire à temps, élégant sans vaine parade, sans ostentation, dévoué, mais non encombrant, M. le général Fleury fut adoré de l'Empereur et de tous ceux qui, aux Tuileries, le connurent.

Il était l'un des amis de la première heure de Napoléon III, qui le distingua parmi les officiers d'Algérie, et qui en fit, dès son élection à la Présidence de la République, son fidèle compagnon.

Celui qui devait être, en effet, le général Fleury, après quelques folies de jeunesse s'était engagé dans les spahis et à une époque où, là-bas, sur la terre africaine, on brûlait souvent des cartouches, où il y avait à donner et à recevoir des horions, il s'était montré brave parmi les plus braves.

Quelque temps avant le coup d'Etat du Deux-Décembre, une réunion secrète eut lieu à l'Elysée, chez le Président, la nuit, à laquelle assistèrent ceux

que le Prince avait mis dans le mystère de ses desseins.

Cette réunion avait pour but de choisir et de désigner le général qui inspirerait assez de confiance pour prendre en mains, lorsque l'heure serait venue d'agir, la cause du Prince.

Comme l'on hésitait, comme plusieurs noms avaient été prononcés et n'avaient été accueillis qu'avec réserve, M. Fleury, officier d'ordonnance du Président, dit nettement, en s'adressant à Louis-Napoléon :

— Monseigneur, je n'ai, ici, que bien peu d'autorité pour élever la voix. Cependant, s'il m'était permis d'exprimer ma pensée, je dirais qu'il n'y a qu'un homme capable, en ce moment, de conduire et de faire réussir un coup d'Etat : c'est le général Saint-Arnaud.

Et il ajouta :

— Malheureusement, il est en Afrique.

Il se produisit, après ces paroles, quelques objections; il y eut même parmi les assistants quelque discussion assez vive.

Le Prince, qui écoutait et qui n'avait rien dit jusqu'alors, exprima, enfin, son opinion.

— Fleury, fit-il, vous avez raison. C'est Saint-Arnaud qu'il me faut. Allez donc le trouver de ma part et ramenez-le-moi.

M. Fleury fit, en effet, le voyage d'Algérie pour se rendre auprès du général et c'est au cours de son

séjour auprès de lui qu'il le décida à seconder les projets du Prince.

Ainsi qu'en sa qualité d'officier d'ordonnance très mondain, il avait à l'Elysée, durant la Présidence du Prince, dirigé les élégances de ce palais, M. Fleury, aux Tuileries, étant grand-écuyer de l'Empereur, prit la surveillance de tout ce qui constituait le luxe extérieur de la cour.

Il eut, pour lui-même, alors, un train de maison, donna des fêtes et des dîners restés fameux, où l'on allait ainsi qu'aux redoutes merveilleuses d'Arsène Houssaye, en se disputant la faveur d'une invitation, et il organisa magnifiquement ce que l'on appela les écuries de l'Empereur.

Ces écuries — pour ceux qui aiment les petits détails — étaient ainsi composées :

Pour les chasses, les promenades, lorsque la cour était en villégiature, il y avait des chars-à-bancs pouvant contenir chacun quinze à dix-huit personnes.

Ils servaient, également, lors des séries à Fontainebleau et à Compiègne, pour aller chercher les invités à la gare.

Pour les voyages de courte durée, il y avait des berlines. Il faut ajouter que ces véhicules servaient rarement, les souverains n'ayant à accomplir aucun voyage qui permît de les utiliser.

Les voitures de poste étaient employées davantage et cent cinquante postiers environ leur étaient affectés.

Dans les grands jours, on sortait les voitures de gala qui formaient deux types :

Les daumonts, que l'Empereur et l'Impératrice utilisaient de préférence, et les carrosses à six chevaux conduits en main, avec un cocher, ainsi que des laquais debout, derrière, qui n'étaient presque jamais employés et qui ne furent réquisitionnés que pour le mariage de Napoléon III et que pour le baptême du Prince Impérial, je crois.

Je ne mentionne que pour mémoire les voitures de jardin, ainsi que les paniers, alors très à la mode, dont l'Impératrice se servait, aimant à conduire.

Enfin, c'était l'écurie proprement dite, composée de chevaux de selle, soit pour la ville, soit pour le chasses.

On voit, par cette énumération, que le grand-écuyer n'était point sans occupation.

La vie de M. le général Fleury s'écoulait, ainsi, à la cour, auprès de Napoléon III, sans trop d'accidents — si l'on excepte la blessure qu'il reçut, sur les boulevards, le deux décembre 1851 — et rien ne faisait présager qu'il pût avoir un avenir politique, lorsqu'après la cession de la Vénétie, en 1866, l'Empe-

reur le chargea d'une mission de confiance auprès du roi Victor-Emmanuel.

Le secret de cette mission a toujours été gardé.

Cependant, des personnes qui ont connu très particulièrement M. le général Fleury et qui n'ont jamais cessé d'être en correspondance avec lui — durant son ambassade à Saint-Pétersbourg, principalement — m'ont affirmé que l'empereur Napoléon III avait tenté, alors, de s'assurer la neutralité de l'Italie, alliée récente de la Prusse dans sa guerre contre l'Autriche, au cas où il aurait quelque démêlé avec le roi Guillaume.

M. le général Fleury aurait donc passé les Alpes pour assurer au cabinet des Tuileries l'immobilité de Victor-Emmanuel, sinon son concours, dans l'hypothèse d'une campagne franco-prussienne.

Victor-Emmanuel aurait répondu au négociateur secret par des protestations d'amitié, par des déclarations formelles, affirmant que jamais il ne tournerait ses armes contre nous — contre son bon frère Napoléon III; mais l'ambassadeur de ce dernier avait dû s'en revenir sans autre résultat, obligé de se contenter de ces vagues certitudes.

Faut-il voir dans l'insuccès de cette mission — ce mot peut-être prononcé, si ce qui précède est exact — la cause de la résignation de l'empereur Napoléon III devant le triomphe de la Prusse, devant l'unité de forces des nationalités allemandes? Peut-être.

Ce ne fut réellement qu'en 1869 que le rôle politique de M. le général Fleury prit un caractère officiel. Il quitta, alors, ses voitures, ses chevaux, ses écuyers, et il s'en alla loin de Paris, à Saint-Pétersbourg, où l'Empereur l'envoyait en qualité d'ambassadeur.

Cette mission, qui eut, en somme, et sans atténuation de mot, l'exil du général pour but principal, fut la conséquence naturelle et logique de l'inimitié qui existait entre le grand-écuyer et l'Impératrice.

Par ses amitiés, par ses relations, par ses tendances d'esprit même, le général Fleury déplaisait à la souveraine. Il ne se gênait pas pour exprimer, tout haut, ses idées sur la politique du jour, et comme il professait des opinions fort libérales qui le rapprochaient de MM. Walewski, Magne, Emile Ollivier, depuis longtemps déjà, il était, aux Tuileries, entre l'Empereur et sa compagne, un sujet de discussions, d'embarras même.

Napoléon III, fidèle à ses affections, se refusait à sacrifier son grand-écuyer. Pourtant, lui ayant fait part de la situation, et l'ayant trouvé disposé à lui éviter tout ennui, il le nomma ambassadeur en Russie, adoucissant ainsi, par l'honneur d'une telle fonction, le chagrin qu'une séparation ne pouvait manquer de lui causer.

Le général quitta donc les Tuileries et la France, et

c'est à partir de ce moment, surtout, que commence sa carrière politique.

On sait quel accueil il reçut à la cour de Russie et quelles sympathies il sut se concilier auprès du Tsar et de son entourage.

En cette heure où il est question d'alliance franco-russe, il n'est peut-être pas téméraire, et il est peut-être simplement juste de dire, en évoquant son souvenir, qu'il fut l'un de ceux qui jetèrent, entre la France et la Russie, les premiers jalons de cette alliance, ou plutôt de ce rapprochement.

Lorsque le ministère libéral du Deux-Janvier prit le pouvoir, le général se trouvait à Saint-Pétersbourg et M. Emile Ollivier lui continua la confiance qu'avait mise en lui son prédécesseur.

Le général, d'ailleurs, fut un ardent partisan des réformes gouvernementales qui s'annonçaient, et dans une lettre que j'ai publiée déjà [1], il s'exprime avec une sorte de chaleur enthousiaste sur l'avenir de l'Empire ainsi métamorphosé.

On ne pourrait dire, sans être inexact, que la déclaration de guerre à la Prusse, quelques jours après ce renouveau, le surprit.

M. le général Fleury n'était point sans appréhensions au sujet de la politique extérieure de l'Empereur, et quand il fut question de l'envoyer en

---

1. *L'Impératrice Eugénie.*

Russie, il ne cacha point au souverain sa pensée.

Résigné, et afin de n'être pas pour lui, je le repète, une cause d'embarras, il consentit à son éloignement, mais il ne voulut partir, abandonner Paris et les Tuileries, qu'après avoir reçu de Napoléon III la promesse qu'il lui serait confié un commandement, qu'il lui serait permis de combattre à côté de ses camarades d'armes, si un événement tragique survenait et mettait en péril le pays.

A l'heure fatale, il écrivit à l'Empereur pour lui rappeler sa parole et pour le prier de le relever de ses fonctions d'ambassadeur.

Mais rien ne prévalut contre l'hostilité qui le poursuivait et il dut continuer de servir son souverain dans le poste qu'il lui avait donné.

Lorsque l'Empire fut tombé, M. le général Fleury revint à Paris où, dans une philosophie de sage, il vécut tranquille et ignoré.

Quoique fidèle aux choses disparues, il connut Gambetta et le tribun, plus indulgent et plus sensé que les doctrinaires implacables, lui fit fête : le général Fleury le charma et se laissa charmer par lui. Deux augures, dit-on, ne peuvent se regarder sans rire. Il en est de même des hommes d'esprit qui ne peuvent se rencontrer sans s'aimer.

Homme d'esprit, M. le général Fleury le fut dans toute l'acception du mot. Dans la sympathie qu'il

inspire, en ses lignes générales, je n'irai pas jusqu'à dire qu'il fut, sous l'Empire, sans péché. Mais s'il est vrai que les fautes cachées sont à demi pardonnées, il sera beaucoup excusé, car nul mieux que lui ne sut enguirlander une peccadille, car nul mieux que lui ne sut la faire oublier.

Tout l'art de l'homme de cour est là. Cet art profite, quelquefois, à l'homme politique — lorsque le premier est doublé du second. Et c'était le cas de M. le général Fleury.

## XVII

### M. LE DUC DE MORNY

Victor Hugo, dans l'*Histoire d'un Crime*, trace le portrait suivant de M. de Morny :

« Qu'était-ce que Morny ? Disons-le. Un important gai, un intrigant, mais point austère, ami de Romieu et souteneur de Guizot, ayant les manières du monde et les mœurs de la roulette, content de lui, spirituel, combinant une certaine libéralité d'idées avec l'acceptation des crimes utiles, trouvant moyen de faire un gracieux sourire avec de vilaines dents, menant la vie de plaisir, dissipé, mais concentré, laid, de bonne humeur, féroce, bien mis, intrépide, laissant volontiers sous les verrous un frère prisonnier, et prêt à risquer sa tête pour un frère empereur, ayant la même mère que Louis Bonaparte et, comme Louis Bonaparte, un père quelconque, pouvant s'appeler Beauharnais, pouvant s'appeler Flahaut, et

s'appelant Morny, poussant la littérature jusqu'au vaudeville et la politique jusqu'à la tragédie, viveur, tueur, ayant toute la frivolité conciliable avec l'assassinat, pouvant être esquissé par Marivaux, à la condition d'être ressaisi par Tacite, aucune conscience, une élégance irréprochable, infâme et aimable, au besoin parfaitement duc : tel était ce malfaiteur. »

Dans sa haine contre le Second Empire et dans son exagération de poète, Victor Hugo força souvent sa pensée comme ses expressions alors qu'il parla des hommes des Tuileries. Il faut, cependant, reconnaître qu'en ce qui concerne M. de Morny, il eut une vision absolument exacte du personnage et le portraitura, en quelques mots, avec la justesse d'un voyant.

M. de Morny, l'homme indispensable du Second Empire, fut ce que dit Victor Hugo.

Le poète, cependant, se trompe en un point peu important d'ailleurs. M. de Morny était laid, dit-il. Non, M. de Morny n'était point laid. Il ressemblait, il est vrai, à son frère, l'empereur Napoléon III qui ne pouvait passer pour un bel homme, mais il lui ressemblait avec plus d'affinement, avec plus de grâce mondaine et son élégance dont il savait jouer à merveille pour les besoins de son intimité comme pour ceux de sa politique, lui donnait un je ne sais quoi de séduisant qui plaisait non seulement aux

femmes, mais qui touchait les hommes, les attirait et les retenait.

Fils du général de Flahaut et de la reine Hortense, à son entrée dans la vie, M. de Morny qui se nommait, ainsi que je l'ai prouvé dans le premier chapitre de ce livre DEMORNY, en un seul mot, au contraire d'Alcibiade qui coupait la queue de son chien, coupa la tête de son nom et s'étant ainsi anobli se mit au service de Louis-Philippe, s'inquiétant peu du frère impérial, mais vagabond, que le hasard lui avait donné, trouvant peut-être même, au fond de lui-même, gênant, ce frère qui alors ne pouvait lui être d'aucune utilité — ce frère non monnayable.

Officier aux lanciers, guerroyant avec courage, il faut le dire, en Afrique, puis député de Clermont, et député très libéral, progressiste même, derrière lequel il eût été fort difficile de deviner un futur organisateur de coup d'Etat, M. de Morny se montra ce qu'il fut toujours d'ailleurs, très grand seigneur, viveur intrépide, amateur de chevaux, coureur de coulisses, batailleur, et ami des femmes.

Les entreprises du prince Louis Bonaparte, à Strasbourg et à Boulogne, le surprirent, évidemment, et l'invitèrent à la méditation. — Il les laissa passer, dans le silence le plus absolu, en effet, mais dès lors son œil qui avait la puissance visuelle du

regard des oiseaux de proie, se tourna vers le revendicateur et ne le quitta plus.

Il ne se compromit point, attendit les événements, abandonna même son frère aux hasards de la captivité, continuant de papillonner dans les salons des deux faubourgs, mais à l'heure du coup de force, à l'heure des luttes suprêmes, à l'heure où le sang qui rougit et graisse les pavés, enfante ou l'héroïsme ou l'ignominie, il était auprès de celui qu'il avait renié naguère, prêt à toutes les ignominies.

Le coup d'Etat du Deux-Décembre 1851 fut son œuvre, en effet. S'il ne l'inspira point, il l'organisa, il en prépara l'exécution, il le raffina, si je puis ainsi m'exprimer, et il en fit cet accident politique tragique, féroce, que l'Histoire a enregistré.

« Il faut, écrit-il, en date du 3 décembre 1851, dans une note au général Magnan, cerner chaque quartier, le prendre par la famine ou l'envahir par la terreur. »

On n'est pas plus net, on n'est pas plus implacable, on ne peut avoir plus d'impassibilité et de cynisme dans la tuerie.

Ce cynisme et cette impassibilité ne quittèrent jamais M. de Morny, d'ailleurs, et furent ses auxiliaires psychologiques les plus puissants dans l'édification de sa fortune.

Ces deux sentiments dont était faite toute son attitude — intime ou publique — furent, en lui, avec

la même intensité, dans toutes les phases, dans toutes les circonstances de sa vie. Ils donnèrent naissance à un égoïsme effroyable auquel il soumit tout ce qui entra dans son ombre — hommes ou choses.

Soldat, le drapeau n'est pour M. de Morny qu'une loque productive, mais glorieuse, mais sacrée aux yeux des autres, aux yeux de ceux qu'il traite avec tant de désinvolture de niais, et il s'en sert, et il l'agite et il le secoue pour en faire tomber tout ce qu'il contient de nécessaire à l'avenir qu'il s'est tracé.

Mondain, il passe au travers des salons, en conquérant, en routier déguisé, et il fait le compte de ses sourires, il pèse chacun de ses baisers, ne livrant ni ceux-ci, ni ceux-là, sans réserves. C'est, je l'ai dit, l'ami et non l'amant des femmes, et la femme devient, pour lui, l'objet d'une sorte d'étude industrielle. Il est même, parfois, imprudent, dans son rôle de mondain. Mais il a tous les bonheurs; la société ne se révolte pas devant ses audaces, elle se contente de faire de l'esprit sur ses amours; les femmes qui connaissent ses qualités d'attachement conditionnel lui donnent, railleuses, un sobriquet — elles lui décernent le nom du chien de berger traditionnel, elles l'appellent *Fidèle*, et la petite maison qu'il habite et qu'il doit aux libéralités de l'une d'elles, devient, dans la poésie particulière à son cas, une *niche*.

Homme politique, il songe tout à coup, dans le désarroi qui succède à la chute du roi Louis-Philippe et qui menace de troubler sa vie, qu'il a une origine précieusement irrégulière. Il fait le coup d'Etat pour son frère Louis-Napoléon Bonaparte, comme il l'eût fait pour tout autre, n'ayant qu'un désir, qu'un but — rencontrer la fortune dans le renouveau qui s'annonce — il fait le coup d'Etat, il affame, il emprisonne, il tue, pour le compte de Louis Bonaparte comme il eût tué, emprisonné, affamé, pour celui de Mandrin, s'il eût vécu à une autre époque, sans la conviction, sans la foi, sans l'enthousiasme qui sont, souvent, les excuses des folies ou des crimes, mais avec la brutalité du dogue qui remue un os dans le ruisseau, et qui le serre en ses crocs, prêt à déchirer celui — inconnu ou familier — qui tenterait de le lui arracher.

Et ce qui le distingue de ses pareils — des mille aventuriers politiques qui sont venus avant lui, qui ont mis, comme lui, les pieds, les mains et la bouche dans le sang populaire, c'est qu'il accomplit ces choses, c'est qu'il tient son rôle non avec colère, mais avec le sourire sur les lèvres, mais aimable, correct et élégant, avec une fleur à sa boutonnière.

C'est un corsaire qui, à l'heure du combat, prend sa place, et boit en attendant l'action.

Il serait impossible de l'analyser complètement.

Il n'y a, sur lui, aucun reflet de soleil et c'est le noir, et c'est la nuit dans sa vie. Comédien sans cesse en représentation, il est grimé, il est masqué à quelque heure qu'on l'aperçoive et jamais son fard, jamais ses oripeaux ne laissent voir la couleur de sa chair. Il a une âme qui, toujours, rit : l'âme de la Cruauté ; il a un cœur que rien n'émeut : le cœur de la Fatalité.

On ne peut le nier, cependant, M. de Morny fut un véritable homme d'Etat, ne s'attardant jamais dans un rêve, allant droit au fait en politique, recherchant et provoquant l'action.

Je sais une anecdote qui le peint tout entier.

Comme au lendemain du Deux-Décembre, le Prince-Président semblait morose, et déplorait, entre intimes, le sang répandu, M. de Morny l'interrompit doucement et lui dit :

— Monseigneur, en matière de guerre civile, il n'est point défendu aux chefs de parti d'aller à la bataille avec des gants ; mais il ne faut pas que leurs gants empêchent le sang de rougir leurs mains et *d'entrer un peu sous leurs ongles.*

La phrase est odieusement féroce. Elle silhouette M. de Morny mieux que de longues pages — c'est comme, en un éclair — l'image de l'assassinat politique qui se dresse.

M. de Morny fut mêlé activement à presque tous les actes politiques du règne de Napoléon III. Mais

sa participation à l'expédition du Mexique est, sans contredit, la plus discutée, la plus importante.

Soutenu par l'Impératrice Eugénie, il organisa cette expédition avec une sûreté de main et de regard absolument remarquable.

Le rêve qui hantait la souveraine et qui la guidait dans cette malheureuse conception, lui importait peu. Habitué à brasser des affaires, M. de Morny ne vit dans la guerre du Mexique qu'une colossale entreprise industrielle et il mit tout en œuvre pour qu'elle servît ses intérêts. Il s'aboucha avec le banquier Jecker, inventa avec lui les fameux *Bons*, moyennant une rémunération de trente pour cent sur les bénéfices de cette exploitation financière et comme, pour assurer le succès de ce coup de bourse, il fallait que le gouvernement protégeât les intérêts de M. Jecker, il obtint pour ce dernier, qui était étranger, la naturalisation française. Dès lors, ce fut avec tranquillité qu'il attendit l'écho du premier coup de canon.

L'extrait suivant d'une lettre de M. Jecker, adressée à M. Conti, ne laisse aucun doute sur le rôle de M. de Morny, dans ces circonstances :

Paris, 8 décembre 1869.

Monsieur,

Ne trouvez-vous pas étrange que je m'adresse à vous de préférence, ayant à vous entretenir d'une affaire qui regarde principalement l'Empereur?

Vous aurez assez entendu parler de mon affaire des Bons pour la connaître un peu. Eh bien ! je trouve que le gouvernement la considère avec trop d'indifférence, et que, s'il n'y fait pas attention, elle pourrait amener des suites fâcheuses pour l'Empereur.

Vous ignorez sans doute que j'avais pour associé dans cette affaire M. le duc de Morny qui s'était engagé, moyennant 30 pour 100 des bénéfices de cette affaire, à la faire respecter et payer par le gouvernement mexicain, comme elle avait été faite dès le principe. Il y a là-dessus une correspondance volumineuse d'échangée avec son agent M. de Marpon.

En juillet 1861, on est venu me trouver de la part de ces messieurs, pour traiter de cette affaire.

Cet arrangement s'est fait lorsque ma maison se trouvait déjà en liquidation, de sorte que tout ce qui la regarde appartient exclusivement à celle-ci.

.... M. le duc de Morny vint à mourir, de sorte que la protection éclatante que le gouvernement français m'avait accordée cessa complètement.

. . . . . .

. . . . . .

Pour employer une expression de M. Rouland, contenue dans l'une des lettres que j'ai publiées en un précédent chapitre, les tripotages de M. de Morny ne sont mis en doute par aucun écrivain de bonne foi et il serait puéril de trop vouloir les détailler.

Il est, cependant, à ce sujet, une très amusante anecdote qui mérite d'être signalée.

Pour la réussite des affaires qu'il entreprenait, M. de Morny avait — ce qu'en langage un peu fami-

lier — on pourrait appeler un *truc* merveilleux.

Lorsqu'il attendait un solliciteur important, il avait soin de réunir dans son cabinet deux ou trois amis avec lesquels, au moment où il donnait l'ordre d'introduire son visiteur, il paraissait entretenir une très absorbante conversation.

Puis, en présence du quémandeur arrêté sur le seuil du cabinet, il reconduisait ces messieurs qui jouaient admirablement le rôle qui leur était indiqué et leur disait :

— C'est entendu, tout à fait entendu. Votre affaire est enlevée. Comptez sur moi; dès aujourd'hui je verrai l'Empereur. Vous savez qu'il ne me refuse rien, qu'il s'intéresse à tous ceux que je lui recommande et vous aurez son appui.

Lorsqu'il rentrait dans son cabinet, le solliciteur, *empoigné*, était prêt à tous les sacrifices, à toutes les soumissions, à tous les dévoûments.

Président du Corps législatif, M. de Morny se montra aimable et spirituel avec les députés, comme avec tous ceux que la politique ou les affaires amenaient devant lui. Mais il avait des gaîtés cruelles avec les fonctionnaires qui se trouvaient sous ses ordres.

C'est ainsi qu'à la Chambre, M. Valette, son secrétaire général, était sans cesse la victime de ses plaisanteries.

M. Valette avait l'horreur du tabac et la seule

odeur d'une cigarette ou d'un cigare lui donnait d'atroces nausées. Or, M. de Morny, qui était grand fumeur, connaissant l'aversion de cet employé pour la fumée, ne manquait pas, chaque fois qu'il l'appelait dans son cabinet, de l'environner d'un nuage épais et odorant. Un jour même, il eut la malignité d'offrir à M. Valette un énorme havane que celui-ci dut allumer et brûler entièrement devant lui.

M. Valette, au sortir de ces entrevues, tombait presque en syncope et ne reprenait ses sens qu'après s'être plongé la tête dans une immense cuvette pleine d'eau froide.

Pour le récompenser de sa docilité, M. de Morny le fit grandement décorer.

M. de Morny trouva son apothéose d'homme d'Etat dans son ambassade extraordinaire en Russie, lors des fêtes en l'honneur du Tzar.

Il déploya à Saint-Pétersbourg un faste inouï et excita une curiosité générale.

Son arrivée, dans cette ville, avait été marquée, d'ailleurs, par un incident qui lui avait, immédiatement, concilié les sympathies.

Etant en chemin, il avait appris que l'ambassadeur d'Angleterre, plus diligent que lui, menaçait de le précéder dans la ville des Tzars. Alors, sans hésiter, M. de Morny avait abandonné ses compagnons et, semant l'or sur son passage, avait organisé un jeu de relais qui lui avait permis de devancer son col-

lègue et de se présenter à l'Empereur avant tous les autres envoyés des puissances.

Ce fait, très simple, avait suffi à augmenter le prestige de sa personnalité et à faciliter le succès de sa mission.

Il semble qu'en mourant, il ait emporté l'Empire. La politique de Napoléon III, déjà très heurtée, dans les dernières années de sa vie, s'en va, en effet, à la dérive, dès le lendemain de sa disparition.

M. de Morny n'était point, cependant, le seul homme d'Etat qui fût auprès de l'Empereur. Il était le seul homme heureux peut-être qui le conseillât et qui lui communiquât un peu de sa chance. C'est en politique ainsi qu'au jeu : il existe des grâces mystérieuses qui ne se peuvent expliquer.

M. de Morny laissait, après lui, l'un de ses collaborateurs, l'un de ses rivaux même, qui n'était pas sans quelque influence, en effet. Je veux parler de M. Rouher. Mais M. Rouher était un brutal, n'avait ni la souplesse, ni la féminité, ni l'astuce qui étaient les défauts et les qualités, disons-le, de M. de Morny, qui avaient été au fond de toutes ses mondanités, dont il avait fait vivre l'Empire et qui, lui parti, ne pouvaient plus être. M. Rouher était un brutal, je le répète. Il semble qu'il ait chaussé des sabots, dans le cours de sa carrière politique et M. de Morny savait que l'on mène mieux les hommes avec des escarpins, tout en leur appliquant des coups aussi rudes.

Très artiste, très lettré, sceptique et poli, il fut autoritaire et aimable, il mit des jabots, de la dentelle et des rubans, sur le mannequin du Second Empire. M. Rouher, montagnard auvergnat, lui fit endosser sa casaque plébéienne et le tua, en le métamorphosant, en en devenant le maître.

Puisque je parle, ici, de M. Rouher, je prie le lecteur de ne point être surpris de ne pas trouver, en ce livre, sa silhouette.

Le cadre de cet ouvrage ne me permet pas, en effet, d'entrer dans les détails de la vie politique de l'homme qui fut le vice-Empereur.

Les quelques portraits que j'offre, en ces pages, au public, sont ceux de personnages qui, tout en ayant occupé des fonctions dans l'Etat, n'ont jamais cessé d'être, à la cour, des mondains, d'être surtout des habitués très intimes des Tuileries.

M. Rouher n'eut rien d'un courtisan, dans le sens brillant et absolu du mot, et sa familiarité, à la cour, porta toujours l'étiquette de la politique.

C'est pourquoi il me paraît naturel de réserver l'étude qui doit lui être consacrée, pour un prochain volume, pour le livre intitulé *l'Empereur* qui succédera au présent.

Cependant, il est un souvenir, à son sujet, qui me semble intéressant à mentionner.

Lorsqu'après la guerre, il siégea à l'Assemblée

nationale, à Versailles, il avait perdu ce prestige qui fit sa force durant tout le règne presque de Napoléon III et il demeurait, au milieu du Parlement hostile, dans une réserve non exempte de dignité, il faut le dire.

Parlant peu, on semblait oublier sa présence même dans l'Assemblée. Pourtant, il advint une circonstance dans laquelle l'ancien vice-Empereur ne crut pas devoir garder son attitude résignée, se renfermer dans le silence systématique qu'il avait adopté depuis son élection.

Ce fut lors de la discussion sur les comptes de l'Empire et du gouvernement de la Défense nationale que son intervention se produisit et l'incident qui en résulta, incident très dramatique, mérite d'être connu par ceux qui l'ignorent, rappelé à ceux qui en ont été les témoins.

On se souvient de l'apostrophe véhémente et vite célèbre de M. le duc d'Audiffret-Pasquier : — « Varus, Varus, rends-nous nos légions ! »

Le mot était heureux, le mouvement oratoire était beau et M. Rouher, qui en comprit toute l'influence, voulut y répondre.

J'assistais à cette séance et je ne saurais décrire le tumulte que sa venue à la tribune provoqua.

Mais, comme au temps de sa fortune. M. Rouher s affermit et, adossé au bureau du Président, il attendit qu'un apaisement lui permît d'être écouté.

Et il parla, défendant l'Empire, courageusement, avec conviction, et, à son tour, il eut des éclats superbes d'éloquence qui jetèrent dans l'assemblée malveillante comme une surprise, comme un désarroi.

Mais, hélas, il ne devait pas être victorieux, et soudain, quand, abandonnant son attitude défensive, il tenta de retourner contre ses adversaires les arguments dont on s'était servi pour flétrir le gouvernement impérial, ce fut dans la salle comme un déchaînement de fureur.

Des grappes d'hommes se suspendaient aux bords extérieurs de la tribune; des députés, par bandes, essayaient d'en escalader les marches et M. Rouher, menacé, frappé même, je crois, dut se taire.

Je me le rappelle et il était admirable, alors, dans cette minute suprême.

Je ne sais trop ce qui — en dépit de l'autorité du président et des questeurs — serait arrivé, si, tout à coup, un cri, dans une des loges destinées au public, n'avait fait lever toutes les têtes.

Ce cri, perçant, comme un appel de détresse, fut entendu au milieu du bruit et le termina. C'était une femme qui le jetait.

En effet, on apprit bientôt que deux dames en noir, M^me^ Rouher et sa fille, dit-on, avaient assisté, très émues, aux débats, et que l'une d'elles — la mère — en voyant son mari insulté et en danger,

dans un grand déchirement de son cœur, s'était évanouie.

Je ne saurais dire pourquoi les journaux parlèrent peu de cet incident. Il est ainsi, d'ailleurs, nombre d'événements parlementaires intimes autour desquels on fait le silence et qui intéresseraient plus, parfois, le lecteur, que les débats publics des Chambres.

C'est par une phrase de Napoléon III — qui se rapporte un peu à M. de Morny ainsi qu'à M. Rouher, que je terminerai ce chapitre.

Comme on discourait, un jour, devant lui, et dans sa familiarité, du désaccord qui existait souvent entre sa politique et celle de ses ministres, des intrigues même qui s'agitaient autour de lui, il répliqua :

— On ne me comprend pas ou plutôt on ne veut pas me comprendre. Mes ministres ont tous des idées absolues en dehors desquelles il semble que rien n'est plus. Tout au contraire d'eux, j'observe, j'attends, j'écoute et si le projet qu'hier j'élaborais me paraît devoir être, sinon abandonné, mais retardé aujourd'hui, je me résigne et mets ma confiance dans les événements. J'ai eu peu de collaborateurs pour me seconder dans ce procédé. En revanche, j'en possède que l'on pourrait appeler *trois têtes dans le même bonnet* (TEXTUEL). Ce sont MM. Fould, Ba-

roche et Rouher. Je les estime beaucoup, car ce sont trois hommes d'Etat véritables, mais si je leur dois de la reconnaissance pour les services qu'ils m'ont rendus et qu'ils me rendent, je vois avec chagrin l'unité de pensée qui les lie, un peu au détriment de leur initiative individuelle. Je voudrais des ministres qui fussent sans cesse non en communion d'idées avec moi, mais qui eussent des conceptions personnelles et qui n'obéissent point au mot d'ordre d'une coterie; Morny, Persigny, Walewski, Magne sont ainsi, et ce sont eux qui, je l'avoue, quoique je ne les aie pas toujours approuvés, m'ont fait la meilleure politique.

On dit que l'opportunisme fut inventé par M. Gambetta. Ce petit discours de l'empereur Napoléon III semblerait prouver que cette étiquette politique n'était point en défaveur aux Tuileries.

## XVIII

### LA GUERRE

Ce récit s'achève, et c'est par quelques pages curieuses sur l'impression que la déclaration de guerre à la Prusse, en 1870, causa à la cour, que je le terminerai. Ces pages sont tout entières de la main d'un familier des Tuileries, et je les publie telles qu'elles m'ont été communiquées.

Voici cette narration, écrite avec sobriété et dans une brutalité de détails qui en font l'une des plus dramatiques relations qui aient été données sur l'histoire des dernières heures du Second Empire.

« La guerre était déclarée. Au moment du départ de l'Empereur pour l'armée, le général Lepic, aide de camp et maréchal des logis chef, fut désigné par Sa Majesté pour remplir les fonctions d'adjudant général du Palais.

« J'ignorais ce changement d'attributions et lorsque j'allai au Louvre, chez Lepic, qui m'avait donné rendez-vous pour nous entendre au sujet de notre départ probable, je le trouvai fort mécontent.

« En effet, il avait souhaité d'accompagner l'Empereur à l'armée et les ordres du souverain l'avaient déçu.

« Il voulait envoyer sa démission à Napoléon III, mais je lui fis comprendre qu'il ne pouvait et ne devait point abandonner Sa Majesté, en une heure où tous ses serviteurs devaient se grouper autour d'Elle et lui témoigner leur dévouement. Le général se calma et écrivit à l'Empereur une lettre très digne dans laquelle il lui exprimait son chagrin de ne pas le suivre sur les champs de bataille. Le lendemain, Sa Majesté lui adressait, en réponse, une longue missive, toute de sa main, dans laquelle Elle disait qu'Elle concevait très bien que son cœur de soldat devait souffrir de ne pas être à ses côtés dans les dangers, mais qu'Elle lui laissait la garde de l'Impératrice *et que peut-être dans cette situation, il courrait de plus grands périls que sur les champs de bataille.*

« Cette lettre de l'Empereur confirmait les tristes pressentiments qu'il n'avait cessé d'exprimer depuis le jour où la déclaration de guerre avait été rendue définitive.

« Le général Lepic remplaçait le général de Courson que l'Empereur emmenait avec lui.

« Lepic restait à Saint-Cloud, avec l'Impératrice, et j'attendais des ordres de Sa Majesté lorsque le 27 juillet, à sept heures du soir, un de mes amis, attaché au service de la presse, m'apprit la défaite de Wissembourg et le retour de l'Impératrice à Paris.

« Ma première pensée fut que tous les fidèles de Sa Majesté devaient se réunir autour d'Elle, spontanément, sans qu'il fût besoin d'un ordre de rappel, et quittant ma résidence de..., n'emportant avec moi qu'un petit sac de toilette pour l'utilité de quelques jours, je me rendis aux Tuileries, convaincu que notre alerte serait bientôt calmée.

« Hélas ! je me trompais étrangement et ne devais revenir à... qu'après les cruelles épreuves d'un siège.

« Le 28, à neuf heures un quart, M. Gally, régisseur du Palais, m'apprit que l'Impératrice était arrivée la veille avec toute sa maison et que le général Lepic, pour mieux concentrer son service, avait installé ses bureaux dans les appartements du Prince Impérial, qui se trouvaient, on le sait, au rez-de-chaussée du château, entre le pavillon de Flore et le pavillon de l'Horloge, du côté de la cour.

« Je me rendis immédiatement chez lui. Le général était absent, mais je me rencontrai avec M. Battet, secrétaire général des bureaux du grand maréchal qui venait se mettre à la disposition de Lepic.

« Vers dix heures et demie, le général rentra et

nous causâmes des malheureuses nouvelles qui nous venaient de l'armée, ainsi que des complications qui pouvaient en résulter, sans néanmoins nous inquiéter autrement de nos premières défaites dont l'impression pouvait disparaître à la suite d'une bataille gagnée.

« Cependant, les dépêches que nous recevions de Metz n'étaient pas bonnes. Malgré toute la réserve que le gouvernement mettait à les communiquer, nous en avions connaissance par des officiers qui revenaient de la frontière et qui dînaient à notre table.

« Les officiers de la maison, les hauts dignitaires qui entouraient l'Impératrice prenaient des airs mystérieux et importants et, en somme, ils ne savaient rien de plus que ce qu'annonçaient les journaux.

« Je cherchais à les éclairer sur la situation grave et obscure que je devinais, mais ils ne voulaient rien entendre, rien comprendre. Ils préféraient se tromper eux-mêmes, garder sur leurs yeux un épais bandeau, plutôt que d'admettre la vérité et que d'informer l'Impératrice.

« A tous les avis, à tous les conseils, on ne faisait qu'une réponse : — « Ne vous mêlez de rien si vous tenez à ne point vous faire du tort. »

« Cette manière de recevoir des observations me froissa. Une fois de plus, je vis dans cette attitude du personnel du château l'aveuglement obstiné

d'hommes qui ne pensaient qu'à se donner de l'importance en cherchant à effacer ceux qui leur portaient ombrage.

« Dès lors, je vis clairement tout l'égoïsme dont l'Impératrice était entourée et je gardai pour moi, la tristesse au cœur, toutes les impressions qui me frappaient.

« Quelle étude il y aurait à faire sur les personnages qui étaient groupés alors autour de l'Impératrice ! Je les voyais se chercher, s'interroger, semant tantôt la crainte, tantôt l'espoir, selon les événements et selon les propres sentiments qui les inspiraient. Au milieu de tous, surtout, une femme, Mme L..., inquiète, n'ayant qu'une préoccupation : sauver du naufrage ce qui lui appartenait, déménageant déjà l'appartement qu'elle possédait aux Tuileries, jetait le désarroi et l'effarement. D'autres répandaient l'alarme également, et c'était comme un sauve-qui-peut, avant même le combat.

« Quant à l'Impératrice, elle donnait l'exemple de la force et de l'énergie, et par son intelligente initiative tenait, *seule*, les rênes de ce gouvernement qui agonisait. Personne n'a connu comme moi ce que cette femme a eu de courage, en cette heure suprême, les nuits qu'elle a passées sans prendre le moindre repos, faisant l'admiration de tous, luttant contre l'adversité avec une implacabilité superbe.

. . . . . .

« Les nouvelles devenaient, chaque jour, plus désastreuses, et le 3 septembre je rentrais aux Tuileries avec le général Lepic, vers cinq heures du soir, lorsque nous trouvâmes, dans son cabinet, un de nos amis qui revenait de la Chambre et qui nous apprit la catastrophe de Sedan.

« Bientôt des rassemblements se formèrent autour des Tuileries, des bandes parcoururent la rue de Rivoli en chantant et en proférant des malédictions contre l'Empereur. Devant l'hôtel du ministère de la maison de l'Empereur où était installé le gouverneur de Paris, c'était aussi une foule innombrable.

« On demandait à voir le général Trochu et l'exigence du peuple ne se calma que lorsqu'un officier s'avisa de crier du haut d'une fenêtre que le gouverneur était *très fatigué* et qu'il lui était impossible de se montrer.

« Aux Tuileries, l'inquiétude était extrême. A dix heures du soir, le général Lepic fit prier le général Mellinet de doubler le bataillon de garde dans la crainte d'un coup de main nocturne, mais ce ne fut que vers une heure du matin qu'arrivèrent des grenadiers ainsi qu'un escadron des guides. On installa les premiers dans les salles du pavillon de Flore, qui fait suite aux galeries du Musée, et les seconds dans les postes de la cour.

« Nous passâmes toute la nuit dans une angoisse affreuse. Nous espérions qu'un ministre, qu'un dé-

puté, ou qu'un officier de la maison viendrait rendre compte à l'Impératrice des débats qui avaient lieu à la Chambre. Mais les heures s'écoulèrent et nul ne se montra.

« A huit heures du matin, le 4 septembre, un silence absolu régnait dans le château, comme si le désastre qui avait frappé l'Empereur et l'armée avait tué, du même coup, et dispersé tout ce qui habitait le Palais.

« Le vide, en effet, commençait à se faire autour de l'Impératrice. Le salon de service était presque désert et les valets de pied s'étaient enfuis, abandonnant leurs postes.

« A deux heures, on apprit, par Mme de Selves, que la République était proclamée.

« A trois heures, l'ordre fut donné de faire évacuer le jardin et on en ferma les grilles.

« J'étais depuis quelques instants dans la cour des Tuileries, pour surveiller l'exécution de cet ordre, lorsque je vis venir vers moi un gardien militaire tout effaré. Il m'annonça que la grille de la place de la Concorde avait été forcée et que le peuple envahissait les jardins.

« Ce fut alors que le général Mellinet fit placer les grenadiers devant la porte du côté du jardin réservé.

« Mais une foule compacte s'avançait, lentement, avec une sorte de discipline et paraissant dirigée par un homme qui s'efforçait de la maintenir. A la hauteur du grand bassin, cette foule s'arrêta, un parle-

mentaire s'en détacha et le peuple reprit sa marche derrière lui.

« Tout me parut perdu, alors, et, ne songeant plus qu'à l'Impératrice, je me hâtai de regagner le château afin de l'avertir du péril qui la menaçait.

« Comme j'entrais dans le vestibule, je le trouvai désert, tous les serviteurs ayant fui. Seul le cent-gardes de faction à la porte des appartements de Sa Majesté était resté.

« Je parcourus, affolé, les diverses pièces de ces appartements et allai ainsi jusqu'au cabinet de toilette de l'Impératrice.

« Il n'y avait plus, aux Tuileries, l'ombre même de ceux qui en avaient été les hôtes.

« Toutes les portes étaient ouvertes, le désordre était partout et, de-ci, de-là, des boîtes vides, des cadres sans toiles, des objets divers indiquaient un bouleversement hâtif, un départ précipité.

« La porte communiquant avec la galerie de Diane était ouverte également. Je la franchis en courant. Et au moment même j'aperçus deux personnes en noir qui s'engageaient dans la galerie du Louvre. C'étaient l'Impératrice et M^me^ Le Breton. La porte se referma sur elles et je ne devais plus les revoir.

« En revenant sur mes pas, je me rencontrai avec le cent-gardes qui, imperturbable, n'observant que sa consigne, continuait tranquillement sa faction. Je

le relevai de son poste et l'envoyai rejoindre ses camarades.

« Dans l'escalier, je me trouvai face à face avec le général Lepic, en uniforme.

« Nous descendîmes à son cabinet et, après avoir fermé les appartements, aidés de l'huissier Robin et d'un mobile, nous quittâmes le château.

« Derrière nous la foule prenait possession des Tuileries. »

Ces pages, dans leur sécheresse littéraire même, renferment, je le répète, un sentiment dramatique très intense. Elles sonnent le glas du Second Empire, en ses moindres détails, le glas, aussi, de choses aimées par celui qui les a écrites, et chacune de ses phrases tombe sur tant d'espoirs déçus, sur tan d'affection perdue, comme les ondes murmurantes des cloches — dans les villages — descendent sur les cercueils.

FIN

# TABLE


| | | Pages. |
|---|---|---|
| I. | — Épaves impériales | 1 |
| II. | — Après le Deux-Décembre | 43 |
| III. | — La Cour | 57 |
| IV. | — L'Empereur et les femmes | 93 |
| V. | — Les Artistes et la Cour | 127 |
| VI. | — Les Petits Jeux de l'Impératrice | 153 |
| VII. | — Pépa | 181 |
| VIII. | — Les Voyages | 197 |
| IX. | — Le Monde politique | 213 |
| X. | — Les Diplomates étrangers | 245 |
| XI. | — M. le prince de Metternich | 260 |
| XII. | — M. le chevalier Nigra | 271 |
| XIII. | — M. le comte de Goltz | 285 |
| XIV. | — M. le duc de Persigny | 295 |
| XV. | — M. le comte Walewski | 307 |
| XVI. | — M. le général Fleury | 319 |
| XVII. | — M. le duc de Morny | 331 |
| XVIII. | — La Guerre | 349 |


Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 27995.

HB. 7.5.04.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DC
280
.4
L3
1892

Lano, Pierre de
La cour de Napoléon III.
4. éd.